1

LES PENSIONS DE RETRAITES DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN FRANCE.

LE REGIME DE RETRAITES DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT,

par M. L. CHARLES LEFEBVRE, Paris.

Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique,
Actuaire-Rédacteur Principal du Service des Retraites (Chemins de fer de l'Etat).

Le régime normal de retraites en vigueur à l'heure présente sur les Chemins de fer de l'Etat français a été institué en exécution de la loi du 21 juillet 1909 relative aux conditions de retraite du personnel des grands Réseaux de Chemins de fer d'Intérêt Général. Il est applicable à partir du 1er janvier 1911.

Cette loi a été complétée par celle du 28 décembre 1911 pour ce qui concerne les dispositions transitoires à appliquer aux agents, employés et ouvriers de Chemins de fer présents sur les Résaux à la date du 1er janvier 1911 et qui, par suite, ne pouvaient bénéficier que partiellement des avantages de la loi de 1909.

I. *Loi du 21 juillet 1909.*

Les principes essentiels édictés par cette loi ont été mis en application ainsi qu'il suit aux Chemins de fer de l'Etat.

A. — *Des conditions d'existence des droits.* — Les droits concédés sont ouverts sous certaines conditions d'âge et de durée d'affiliation à la Caisse des Retraites :

a) le droit à pension normale est ouvert après 25 ans d'affiliation et 55 ans d'âge. Une exception est prévue pour les mécaniciens et chauffeurs qui ont droit à leur pension normale après 50 ans d'âge s'ils ont 25 années d'affiliation ;

b) le droit à une pension immédiate de réforme pour invalidité

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

est acquis, quelle que soit la cause de l'invalidité, si l'agent a 15 années d'affiliation, sans condition d'âge. Toutefois, si l'invalidité résulte de l'exercice des fonctions de l'affilié, le droit à pension immédiate est acquis sans condition d'âge, ni de durée d'affiliation ;

c). tout départ, volontaire ou par mesure disciplinaire, survenant après 15 ans d'affiliation, ouvre un droit à une pension de retraite dont la jouissance est différée jusqu' à l'époque où l'intéressé eût rempli, s'il fût resté en fonctions, les conditions exigées pour avoir droit à une pension normale et, au plus tard, à 55 ans ;

d). enfin, avant quinze années d'affiliation, il ne peut y avoir pension que dans le cas exceptionnel ci-dessus (b). Le départ donne seulement droit au remboursement des retenues qu'a subies l'intéressé au profit de la Caisse des Retraites. Ces retenues sont majorées de leurs intérêts à 2.75 %.

Dans le cas où le départ (d) est provoqué par un état d'invalidité, sans droit à pension, il y a, en plus, lieu à indemnité.

B. — *Liquidation des pensions.* — La pension de retraite, quelle que soit sa nature, est liquidée par la Caisse des Retraites des Chemins de fer de l'Etat sur les bases suivantes: un cinquantième du traitement ou salaire moyen (soumis à retenue) des 6 années les plus avantageuses, par année d'affiliation au régime de retraites. La durée d'affiliation est comptée en années, mois et jours.

C. — *Réversibilité des pensions de retraites.* — Toute pension de retraite liquidée au profit d'un affilié est réversible, sur la tête de sa veuve, pour moitié. Il est nécessaire cependant que la veuve ait eu trois années de mariage avec l'affilié pendant la période d'affiliation, ou qu' il y ait un enfant issu du mariage, pour que le droit à réversibilité soit ouvert.

La loi de 1909 a, de plus, créé un droit nouveau en faveur de la femme divorcée qui peut venir en concurrence avec la veuve pour le partage de la pension de reversion.

Le partage, dans le cas de coexistence d'ayants droit, se fait de la manière suivante :

Supposons une pension P réversible, les ayants droit étant:

1°. une veuve ayant 3 enfants mineurs de 18 ans ;

2°. une femme divorcée (à son bénéfice) ayant 2 enfants mineurs de 18 ans.

On attribue:

à la veuve: 2 parts pour elle et 1 part pour chacun de ses enfants, soit 5 parts ;

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

à la femme divorcée: 2 parts pour elle et 1 part pour chacun de ses enfants, soit 4 parts.

Il y a donc: $\frac{5}{9}\ \frac{P}{2}$ pour la veuve et $\frac{4}{9}\ \frac{P}{2}$ pour la femme divorcée.

Lorsque le divorce a été prononcé aux torts respectifs des époux, la femme divorcée n'a plus droit qu'a une seule part. Le partage se ferait donc alors à raison de $\frac{5}{8}$ pour la veuve et de $\frac{3}{8}$ pour la femme divorcée. Enfin, une femme divorcée à ses torts et griefs — ou remariée — ne peut exciper d'aucun droit à pension.

Les pensions sont réversibles, à défaut de veuve habile, sur les enfants mineurs de 18 ans et jusqu'au moment où ils atteignent cet âge.

Ce mode de liquidation entraîne que, à titre de seconde réversibilité, les enfants ayant moins de 18 ans jouissent jusqu'à cet âge de la pension de leur mère, après le décès de celle-ci.

D. — *Affiliés décédés en service.* Lorsqu'un agent décède en service, le principe est que sa veuve ou, à défaut de veuve, ses enfants mineurs de 18 ans, sont substitués pour moitié dans les droits que son départ eût ouvert à cet agent, si ce départ avait été provoqué par une raison d'invalidité totale. Ainsi, après 15 ans d'affiliation, le décès ouvre à la veuve un droit à la demi-pension. Avant 15 ans, les retenues majorées d'intérêts lui sont remboursées.

Péréquation des Charges et des Ressources.

Pour obtenir la péréquation de ses charges et de ses ressources, la Caisse des Retraites reçoit:

A — *des affiliés:* une retenue de 5 % des traitements ou salaires payés mensuellement; une retenue égale au premier mois de traitement ou salaire; enfin, une retenue, perçue lors de chaque augmentation, égale au douzième de cette augmentation.

B — *du Réseau:* une subvention administrative égale à 15 % des traitements ou salaires susceptibles de la retenue 5 %.

L'expression mathématique de cette péréquation s'écrit ainsi, en supposant la péréquation satisfaite à un moment donné:

on dégroupe le personnel affilié par durée d'affiliation. Soit n_α le nombre des affiliés ayant α années d'affiliation, de telle sorte que

$$\sum_0^\omega n_\alpha = N$$

N étant le nombre des présents au moment de l'inventaire et ω la

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

durée d'affiliation correspondant à la limite d'âge (on suppose que l'affiliation a lieu à un âge moyen qui est en réalité de 25 ans, à $\frac{1}{2}$ année près).

On détermine alors ce que l'on désigne par l'expression : *charge unitaire à l'affiliation* α. Cette charge représente la valeur actuelle des engagements nets futurs de la caisse envers une tête dont la durée d'affiliation est α. Elle est calculée en considérant une promotion d'individus, suivant la loi d'élimination moyenne, ayant une carrière moyenne comme traitement, et en ramenant les charges provenant de l'application du régime à cette promotion à leur valeur actuelle au jour de l'inventaire. Soit ϖ_α la charge unitaire à la durée d'affiliation α.

D'autre part, soit μ_i le nombre de pensionnaires hommes dont l'âge, au moment de l'inventaire, est i, la charge afférente aux pensions d'affiliés liquidées est

$$\Sigma \mu_i P_i (a_i + 0{,}5\, a_{i/i-5})$$

en désignant par $\mu_i P_i$ le montant des pensions servies à des têtes d'âge i; par a_i, la valeur de l[f] de rente viagère sur une tête d'âge i, et par $a_{i/i-5}$ la valeur de la rente de survie sur une tête âgée de 5 ans de moins que le titulaire de la pension. Si ν_j est le nombre des pensions de veuves d'âge j; $\nu_j Q_j$ leur montant et a_j la valeur de l[f] de rente viagère à l'âge j, l'ensemble des charges provenant des retraités est (en excluant les pensions temporaires d'orphelins) :

$$\Sigma \mu_i P_i (a_i + 0{,}5\, a_{i/i-5}) + \Sigma \nu_j Q_j (a_j)$$

L'ensemble des charges de la Caisse est alors représenté par :

$$\Sigma_0^\omega n_\alpha \varpi_\alpha + \Sigma \mu_i P_i (a_i + 0{,}5\, a_{i/i-5}) + \Sigma \nu_j Q_j a_j \qquad (1)$$

Quant aux ressources, elles sont représentées par 0,21 des traitements ou salaires (5 % de retenues, 15 % subvention et 0,01 représentant la valeur des douzièmes perçus sur le personnel). Si donc, la loi d'élimination étant appliquée aux diverses couches de N, on désigne par m_x le nombre des présents sur N dans x années, on peut évaluer les ressources à :

$$0{,}21 \sum_0 \frac{m_x + m_{x+1}}{2}\, t_{x+1}\, v^{(x+\frac{1}{2})} \qquad (2)$$

ou t_{x+1} représente le traitement moyen payé dans la $(x+1)^2$ année après l'inventaire aux agents provenant de N qui seront encore en service, et où v est l'unité plus le taux d'intérêt.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

La péréquation s'écrit alors en égalant les 2 quantités (1) et (2)

En réalité, les bilans sont effectués par des dégroupements beaucoup plus nombreux, et on tient compte d'éléments qui ne peuvent apparaître dans un aperçu général.

II. *Loi du 28 décembre 1911.*

La loi du 28 décembre 1911 est venue fausser complètement le principe actuariel qu'une Caisse de Retraites ne peut prendre d'engagements que si elle assure, par des ressources correspondantes, la péréquation de ses charges et de ses recettes.

Cette loi impose, jusqu'à concurrence de minima proportionnels à la durée des services (et non de l'affiliation) antérieurs à 1911, la majoration des pensions du personnel des Chemins de fer, pour ce qui concerne la partie de ces pensions afférente, proportionnellement, à leurs services antérieurs à 1911.

Elle concède des pensions sans contre-partie pour la Caisse à raison de 1/80me du traitement ou salaire moyen des 6 meilleures années, pour chaque année de service des agents qui, avant 1911, n'étaient pas affiliés à un régime de retraite.

Elle impose un minimum de pension pour les autres.

Aussi est-elle dénommée: *Loi de retroactivité.*

A l'heure où est élaborée la présente Note, le Réglement de retraites soumis par l'Administration des Chemins de fer de l'Etat au Ministre des Travaux Publics, pour l'application de la dite Loi, n'est pas encore approuvé. Aussi croyons nous ne pas pouvoir nous étendre davantage.

STAATLICHE PENSIONSREGELUNG IN FRANKREICH.

DIE PENSIONEN DER ANGESTELLTEN DER STAATS-EISENBAHNEN,

von L. CHARLES LEFEBVRE.

Chefmathematiker der Pensionskasse der Staats-Eisenbahnen.

Die Grundlage für das Pensionssystem der Angestellten der Staats-Eisenbahnen bilden die Gesetze vom 21. Juli 1909 (in

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Kraft getreten ab 1. Januar 1911) und vom 23. Dezember 1911.

Nach dem Gesetze von 1909 besteht Anspruch auf Alterspension bei Erreichung des 55. Jahres und nach Zurücklegung von 25 Dienstjahren; im Falle der Invalidität hat der Angestellte nach 15 Jahren ohne Rücksicht auf sein Alter Anspruch auf Invaliditätsrente. Bei Invalidität infolge Ausübung des Dienstes besteht überhaupt keine Karenzzeit. Wenn der Angestellte nach mindestens 15-jähriger Dienstzeit aus welchem Grunde immer den Dienst verlässt, wird ihm eine aufgeschobene Altersrente gewährt. Die Pensionen gehen nach dem Tode des Beamten in der Regel mit der Hälfte auf die Witwe und die versorgungsbedürftigen Kinder über; ebenso bildet der halbe Pensionsanspruch des Mannes die Grundlage für die Bemessung der Witwen- und Waisenpension.

Zur Sicherstellung der Pensionsleistungen werden seitens der Angestellten laufende Beiträge von 5% des Gehaltes, weiters Eintritts- und Erhöhungsbeiträge in Ausmasse von $^1/_{12}$ des Anfangsgehalts, bezw. der Erhöhung eingehoben. Die Eisenbahnverwaltung leistet jährlich laufende Beiträge von 15% der für die Pensionsbemessung massgebenden Gehalte.

Das Gesetz von 28. Dezember 1911 bezweckt, auch jenen Angestellten, welche vor dem 1. Januar 1911 im Dienste waren, innerhalb gewisser Grenzen die Anrechnung ihrer früheren Dienstzeit für die Pension zu ermöglichen. Ein Ausgleich für die Lasten, welche hiedurch der Pensionskassa entstehen, wird durch dieses Gesetz nicht geschaffen; es ist also vom versicherungstechnischen Standpunkte unvollständig.

THE ORGANISATION IN PUBLIC ADMINISTRATION OF OLD-AGE PENSIONS IN FRANCE.

THE PENSION SYSTEM FOR EMPLOYEES OF STATE-RAILWAYS,

by L. CHARLES LEFEBVRE.

Chief actuary of the pension fund of State-Railways.

The pension system for employees of State-Railways is based upon the laws of July 1st 1909 (in operation since 1st January

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

1911) as well as upon the supplementary law of December 28th 1911.

According to the law of 1909, old-age pensions are payable at the age-limit of 55 years and after 25 years of service; in the case of disablement, employees are entitled to pension after 15 years of service at whatever age. If disablement is due to professionnal accidents, no time limit at all is required. If after 15 or more years of service the employee leaves his occupation for whatever reason, he is entitled to a deferred annuity of an amount proportionnally reduced. Widows' and orphans' pensions are calculated, as a general rule, on the basis of 50 % of the pension due to the employee himself.

For covering the pension charges, employees have to pay regular yearly contributions of 5 % of their salaries and, besides, additional contributions of $^1/_{12th}$ of yearly salaries (when newly admitted to membership of the fund) or $^1/_{12th}$ of the increase of salary (when coming to preferment). The railway administration pays yearly contributions of 15 % of the salaries which are the basis of calculation of pensions.

The law of 28th December 1911 is a so called »law of retro-activity«. It tends to grant pensions to the employees advanced in age in consideration of the service time passed before the 1st January 1911. The said law does not provide at all for coverture of the charges burdened upon the fund by such retro-active pensions, consequently, from an actuarial standpoint, this law must be considered as an incomplete one.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

DIE ORGANISATION DES ÖFFENTLICHEN PENSIONSWESENS IN DÄNEMARK

VON

V. E. GAMBORG, Copenhagen.

Um mitteilen zu können, in welcher Weise die Pensionierung der öffentlich angestellten Beamten in Dänemark erfolgt, habe ich die verschiedenen Reglements des Staates, der Hauptstadt Copenhagen, sowie die bei verschiedenen grösseren Provinzialstädten geltenden Pensionsnormalien geprüft; weiters habe ich deren Rechenschaftsberichte untersucht, um die Frage beantworten zu können, wie die nötigen Mittel aufgebracht werden. Einen Bericht über die Resultate abzugeben wird eine sehr kurze Sache sein, weil die Vorschriften so ziemlich übereinstimmend sind, und weil die Rechnungslegung eine — leider — gar zu einfache ist.

Die Pensionsvorschriften geben natürlich alle eine Skala an, nach welcher die Pension mit Rücksicht auf die Dienstzeit und das Gehalt zu bestimmen ist. Als Hauptregel gilt, dass die Pension des Angestellten selbst bis auf 2/3 des Durchschnittes des Gehaltes für die letzten 5 Jahre (jedoch nie mehr als 6000 Kronen) anwachsen kann, und dass für die Erreichung der Höchstpension eine Dienstzeit von 25—29 (beim Staate 29) Jahren erforderlich ist. Die Witwenpension wird in der Regel mit 2/5 bis 3/5 von jener Pension bemessen, welche der Mann zur Zeit seines Todes bezogen hat oder auf welche er Anwartschaft hatte.

In betreff der Witwenpension haben jedoch der Staat und die Stadt Copenhagen spezielle Vorsorge getroffen. Jeder verheiratete Staatsbeamte ist verpflichtet bei der »Statsanstalten for Livsforsikring« eine Ueberlebensrente für die Frau zu versichern — und selbst zu bezahlen — u. z. im Ausmasse von 1/5 seines Gehaltes, als Maximum aber 1200 Kr. Der Staat gibt dann der Witwe überdies eine Pension von 1/8 des Gehaltes des Mannes. Für die Beamten der Stadt Copenhagen aber wird die Witwenpension derart bestimmt,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

dass der Mann nach einer gewissen Skala eine Ueberlebensrente versichern und die Prämie dafür bezahlen muss. Diese durch Versicherung zu deckende Witwenpension schwankt von 50 Kronen bis 1200 Kronen jährlich; die Stadt gibt der Witwe überdies 2/5 der Pension, auf welche der Mann ein Recht gehabt hätte.

Endlich bestehen verschiedene Normen für Unterstützung der unversorgten Kinder.

Weitere Detailberichte über diese Vorschriften zu geben, wäre ohne Zweck. Sie sind ja überhaupt nicht von versicherungswissenschaftlichem Interesse.

Viel grössere Bedeutung und Interesse hat selbstverständlich die Frage, in welcher Weise die für die Pensionszahlungen nötigen Mittel aufgebracht werden. Diese Frage wird in Dänemark in etwas verschiedener Weise behandelt.

Soweit die oben erwähnten obligatorischen Ueberlebensrenten (Staat, Copenhagen) in Frage kommen, geht natürlich alles ganz versicherungsmässig vor sich. Die Prämien werden vom Gehalt gekürzt, und an die Versicherungsanstalt abgeführt. Dass sie dort in versicherungstechnisch richtiger Weise verwendet werden, versteht sich von selbst.

In verschiedenen Städten und — bei dem Staate — für einzelne Klassen von Beamten gilt, dass die Beamten selbst gewisse p.Ct. — als Regel bis zu 5 — von ihrem Gehalt beitragen müssen. In einigen Städten legt die Gemeindekasse ebenso viel hinzu, und die gesammelten Beiträge bilden dann den Pensionsfonds, aus welchem die Pensionen auszuzahlen sind. Der dänische Staat aber, sowie auch die Stadt Copenhagen, nehmen für diesen Zweck keine Geldansammlung vor, die Pensionen werden vielmehr als gewöhnliche Ausgaben im betreffenden Jahre gebucht. Die Sache wird also ganz irrationell behandelt.

Will man die Pensionsfrage theoretisch behandeln, so ergeben sich mehrere Fragen. In erster Reihe diese: Welche Generation von Steuerzahlern soll die Pensionskosten für die jetzigen Beamten aufbringen? Die Antwort muss hier — meine ich — sein, dass die jetzige Generation, der die betreffenden Beamten nützlich sind, auch die Kosten tragen muss. Die Pension ist meiner Meinung nach als Zahlung für früher geleistete Arbeit zu betrachten; d.h. der Gehalt war eigentlich grösser als der faktisch ausbezahlte Betrag, ein Teil ist stillschweigend für die späteren Jahre zurückgehalten worden, und wird dann als Pension ausbezahlt.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Aus dieser Betrachtung ergibt sich aber, wie die Sache eigentlich behandelt werden sollte: ganz versicherungsmässig. Es müsste für jeden Beamten eine Invaliden- und Altersrentenprämie festgestellt werden; von den Prämien müsste in versicherungstechnischer Weise Prämienreserve berechnet werden u.s.w. — ich brauche für meine Leser das Verfahren nicht *en detail* aufzustellen. Ein korrektes Verfahren wird man also auf diesem Gebiete in Dänemark nicht finden können. Selbst wo Fonds gesammelt werden, sind sie von ganz willkürlicher Höhe, Berechnungen darüber werden nie angestellt. Sollte das nötige Geld nicht da sein, so werden die Gemeindekassen das fehlende zuschiessen müssen.

Diese Entwicklung der Sache hängt natürlich vor allem damit zusammen, dass von Anfang an die Pension keine gesetzmässige Leistung gewesen ist. Man hat dem alten treuen Diener, der sein Brot nicht mehr verdienen kann, aus Gnade für seine alten Tage einen jährlichen Betrag — eine »Gnadenpension« — gewährt; erst nach und nach wird die Gewährung solcher »Gnadenpensionen« an alle durch Alter oder Invalidität aus dem aktiven Dienste austretenden Beamten ausnahmslose und selbstverständliche Gewohnheit, die in weiterer Folge in ein gesetzliches Recht übergeht. Dann ist aber die Frage von Anfang an in rechnungsmässiger Beziehung falsch behandelt worden — die Gesetzgeber haben ja gewöhnlich auch gar kein technisches Verständnis für solche Fragen.

Stellt sich dann vielleicht später ein solches Verständnis ein, so steht man bedeutenden Schwierigkeiten gegenüber. Das jährliche Budget ist schon für die lebenden Pensionisten mit grossen Ausgaben belastet, d.h. die jetzigen Steuerzahler müssen für frühere Generationen das Geld aufbringen. Wünscht man dann, der Zukunft wegen, die Sache umzuordnen, so hat dies zur Folge, dass die eine Generation für zwei — für sich selbst und für die vorige — zahlen muss. Dazu hat man nicht die Lust, und man lässt lieber alles beim alten — und die ganze Frage läuft in der falschen Spur weiter!

Es war mir natürlich nicht möglich, darüber einen Ueberschlag zu machen, welche finanzielle Bedeutung die Sache für das Land hat. Dass es sich aber um ziemlich grosse Summen handelt, versteht sich von selbst. Und in einem Punkte finde ich die Sache sehr wesentlich: in der Bilanz!

Wo man Pensionsfonds ansammelt, führt man sie natürlich als

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Aktivum in der Bilanz auf. Ob nun aber solche Aktiva vorhanden sind oder nicht, für die grossen Verpflichtungen, welche die zukünftigen Pensionsleistungen bedeuten, finden sich nirgends versicherungstechnisch berechnete Passivposten in den Bilanzen. Dass man hierdurch einen sehr bedeutenden Passivposten ganz ruhig ausser Betracht lässt, ist ein grosser Fehler. Es wundert mich aber doch nicht, dass der dänische Staat diesen Fehler macht. Der Staat, und auch die meisten Provinzialstädte, führen noch seit alter Zeit eine einfache »Kassengebahrung«, in welcher es ja für Posten dieser Art gar keinen Platz gibt. Aber auch die Stadt Copenhagen oder die einzelnen anderen Städte, die eine doppelte Buchführung in richtiger Weise haben, vernachlässigen derartige Passivposten. Man hat für die Sache überhaupt gar kein Auge gehabt, und man freut sich über eine Bilanz, die bedeutend besser aussieht, als sie wirklich ist. Dieses unwidersprechliche Faktum ist übrigens ein Beweis dafür, dass meine Hauptanschauung von der Natur der Pension eine richtige ist.

Eine radikale Besserung der Verhältnisse — auf einmal durchzuführen — wäre eine sehr teure Geschichte für die betreffende Generation. Möglich wäre es aber, nach und nach eine rationelle Ordnung herbeizuführen, wenn man z. B. von einem gewissen Zeitpunkt an die Pensionsverhältnisse für alle neu angestellte Beamten unter versicherungstechnische Behandlung bringen würde. Davon ist aber in Dänemark bisher keine Rede gewesen — für die Bedeutung der Sache sind den Autoritäten die Augen noch gar nicht aufgegangen.

LA CONSTITUTION DES PENSIONS DE RETRAITE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN DANEMARK.

PAR

V. E. GAMBORG, Copenhague.

Les pensions de retraite des fonctionnaires de l'Etat Danois et des communes danoises sont fixées selon les échelles indiquées aux règlements y relatifs, proportionnellement à la durée de service et aux traitements, avec maximum des 2/3 du traitement annuel.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Des règles analogues sont en vigueur pour les pensions des veuves. Toutefois l'Etat et la commune de la capitale de Copenhague obligent les employés mariés à couvrir, à leurs propres frais, une partie des pensions des veuves par la souscription de rentes de survie au profit de leurs épouses ; ce n'est qu'à titre de complément aux rentes de survie ainsi constituées par les employés mêmes que l'Etat et la commune de Copenhague s'engagent à servir des pensions additionnelles aux veuves de leurs fonctionnaires.

Seulement dans un nombre très restreint de communes, on a organisé des caisses de retraite, alimentées par des contributions des fonctionnaires. Mais nulle part on n'a envisagé la question des retraites rationnellement au point de vue actuariel. On ne trouvera, ni sur les budgets de l'Etat, ni dans les comptabilités des communes, des articles de dépenses destinés à couvrir rationnellement les charges résultant des engagements pris envers les fonctionnaires.

Les paiements annuels de retraites sont inscrits à la charge du Trésor, sur le budget de l'année en cours ; ils sont donc supportés par une autre génération de contribuables et non par celle qui, logiquement, devrait encourir les charges de la constitution des retraites.

PUBLIC PENSION SYSTEMS IN DENMARK

BY

V. E. GAMBORG, Copenhagen.

As a matter of course, the Danish State and Danish Municipalities have established retirement systems; the pensions to be paid to the employees are graduated, according to length of service and amount of salary, the maximum being 2/3 of yearly salary at retirement.

Similar rules apply to pensions for widows; however, the State and the Municipality of Copenhagen oblige their married employees to subscribe, at their own expenses, survivor annuities to the profit of their wives. Only as an addition to such annuities, widow's pensions are granted by the State or the Municipality.

A few Municipalities have instituted pension funds based upon contributions of the participating employees; but always the pension

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

systems have been developed with an entire disregard of actuarial principles. Neither the State's budget nor the yearly accounts of the Municipalities contain any provisions for setting aside the necessary funds as a balance for accrued liabilities of future pensions. The yearly pension payments placed among the general expenses of the budget are, by the absence of actuarial covering systems, burdened upon the shoulders of other generations of taxpayers than those who logically ought to pay for the same.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

LA CONSTITUTION DES PENSIONS DE RETRAITE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN BELGIQUE

PAR

L. DOPERÉ,

Actuaire de la Banque Nationale de Belgique, Bruxelles.

CHAPITRE I.

Pension de retraite des fonctionnaires de l'Etat.

1. Le décret du 3 Août 1790 constitue pour la Belgique le point de départ de la législation sur les pensions. Il est juste, dit ce décret, que, dans l'âge des infirmités, la patrie vienne au secours de celui qui lui a consacré son talent et ses forces.

Jusqu'au moment où les chambres belges eurent voté une loi sur les pensions civiles, la réglementation antérieure à 1830 continua à être appliquée. Il convient de rappeler qu'un arrêté-loi du 14 Septembre 1814, qui avait été pris lors de l'arrivée des alliés et de la chute de l'empire français, déterminait les conditions auxquelles les demandes de pensions étaient accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif ainsi qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire. Au mois de Septembre 1814, le Prince Souverain des Pays-Bas prit un arrêté qui avait pour objet de régler les bases et le taux des pensions des fonctionnaires publics.

L'art. 17 de cet arrêté disposait:

»Nous nous réservons des exceptions à ce qui est statué par »le présent règlement dans les cas extraordinaires où des services »éminents ou d'autres causes pourraient nous engager à donner »des marques particulières de notre bienveillance.«

Le roi Guillaume, se prévalant de cette disposition, accorda maintes fois des pensions suivant son bon plaisir, ainsi que des traitements d'attente et des traitements supplémentaires. Il créait ainsi des sinécures dont la charge pesait sur les contribuables. Il

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

importe de constater que la constitution belge de 1831 a rendu impossible le retour de pareils abus. Elle dispose, en effet, en son art. 114, qu'aucune pension, aucune gratification à la charge du Trésor public ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi.

Remarquons en passant que si l'arrêté de Septembre 1814 réglait les conditions d'admissibilité des fonctionnaires civils à la pension, il laissait à la prévoyance individuelle des fonctionnaires le soin de pourvoir au sort de leurs veuves et de leurs orphelins.

Les pensions dont nous venons de parler étaient exclusivement à charge de l'Etat.

Plus typique est le règlement du 29 Mai 1822.

Il organisait la Caisse de Retraite du Ministère des finances chargée d'octroyer des pensions aux fonctionnaires, à leurs veuves et à leurs orphelins. Le fonds des rentes était constitué par des *retenues* et, dans les limites déterminées, il devait être subsidié par le Trésor public.

Cette Caisse était organisée sur des bases si défectueuses qu'elle fut vite en déficit; la loi du 21 Juillet 1844 a supprimé cet organisme.

Un important projet fut présenté à la législature, le 10 février 1838; il tendait à créer pour le Trésor l'obligation de payer les pensions des fonctionnaires, de leurs veuves et de leurs orphelins; des retenues de diverses natures devaient être faites et leur produit aurait été porté au budget des voies et moyens.

La section centrale 1) avait admis cette base du projet, mais, à la suite d'échanges de vues, les pensions des fonctionnaires furent mises à charge du Trésor et le principe de l'organisation de Caisses de veuves et d'orphelins, alimentées au moyen de retenues et non subsidiées par le Trésor, fut admis.

Le projet de 1838 fut rejeté par 39 voix contre 34.

2. Le projet présenté le 16 Janvier 1844 ne fut que la reproduction du système éclos en quelque sorte des discussions de la chambre elle-même: il devint la loi du 21 Juillet 1844.

La loi de 1844 met les pensions de retraite *à la charge exclusive du Trésor public* et institue des Caisses de Veuves et Orphelins non subsidiées, mais alimentées par des retenues sur les traitements.

L'art. 1er de la loi du 21 Juillet 1844 dispose:

„Les magistrats, fonctionnaires et employés, faisant partie de l'Administration générale et rétribués par le Trésor public, pourront

1) Actes de la chambre, session 1840—41, No. 34, Rapport de Mr. Zoude.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

être admis à la pension à soixante-cinq ans d'âge et après trente années de service".

Notons la prudente réserve de l'expression "pourront être admis".

A remarquer qu'un amendement portant que les fonctionnaires qui réunissent les conditions requises par l'art. 1er de la loi ont un droit absolu à l'obtention d'une pension de retraite, a été rejeté par le Sénat (10 Juillet 1844).

La disposition de l'art. 1er de la loi n'est donc ni absolue, ni impérative. Dans le cas où, arrivé à l'âge de 65 ans et après trente années de service, le fonctionnaire est encore apte à remplir ses fonctions, le Gouvernement n'est pas obligé de le pensionner: donc le fonctionnaire peut avoir des *titres* à la pension mais il n'a jamais *droit* à la pension. Le droit n'apparait qu'à partir du moment où le Roi a pris un arrêté qui en fixe le taux; le bénéficiaire a dès cet instant un droit patrimonial.

3. Les événements politiques de 1848 rendirent nécessaires des mesures d'économie; c'est ainsi que par la loi du 17 février 1849, le législateur réduisit les bases des pensions et abrogea la loi de 1844, en ce qui concerne la pension des Ministres (art. 6).

Une disposition peu connue de la loi de 1849 mérite de retenir notre attention; son art. 5 était ainsi conçu:

"Tout traitement à charge de l'Etat, donnant lieu à une pension de retraite, conformément à la loi du 21 Juillet 1844, est soumis à une retenue d'un pour cent au profit du Trésor public."

Cette disposition, qui ne s'accordait pas avec le principe fondamental de la loi organique des pensions, a été abrogée par l'art. 5 de la loi du 8 Avril 1857.

4. Une loi du 10 Janvier 1886 restitua aux agents de l'Etat certains avantages contenus dans la loi de 1844 et qui avaient été supprimés par la loi de 1849, de telle sorte que les lois du 21 Juillet 1844, 17 Février 1849 et 10 Janvier 1886 contiennent ce qu'on peut appeler les dispositions générales en matière de pensions civiles.

CHAPITRE II.

Les pensions communales et provinciales.

1. Les communes et les provinces ne sont pas tenues d'organiser des institutions de prévoyance; bien plus, aucune disposition légale ne les oblige à octroyer des pensions de retraite.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

La Loi provinciale du 30 Avril 1836, et la loi communale du 30 Mars de la même année obligent la province ou la commune à porter au budget les allocations prévues, lorsqu'elles ont arrêté un règlement relatif aux pensions de leurs agents.

2. En 1857, fut créé par la Province de Flandre Occidentale, une Caisse provinciale de retraite des employés des communes et des établissements publics de cette province. Les statuts de cette Caisse ont été revisés en 1897 et en 1898.

Cet organisme est alimenté par une retenue sur les traitements et par un prélèvement annuel sur le budget des communes et des établissements publics.

La Caisse octroie des pensions et des secours aux vieillards et aux invalides, ainsi que des pensions aux veuves et aux orphelins.

Cette Caisse a vu croître rapidement ses charges. C'est ce qui a motivé la résolution du Conseil provincial du 27 Juillet 1898, qui a pour effet de rendre mobile le prélèvement mis à charge des communes et des établissements publics.

La péréquation entre les recettes et les dépenses de cette institution est impossible à établir; c'est là un vice fondamental.

La même province a organisé en 1897 une caisse spéciale de retraite pour les brigadiers, gardes-champêtres, ainsi que pour leurs veuves et orphelins, alimentée par des retenues sur les traitements et par une contribution égale à la charge des communes. Cette caisse ne fut pas plus rationnellement conçue que la précédente.

3. En 1890, la Flandre Orientale organisa un fonds de pensions alimenté par un prélèvement de 4 % sur les traitements et par une allocation égale de la province.

Ces sommes sont déposées à la Caisse d'Epargne, sur livrets individuels dont le montant ne peut être remboursé qu'en vertu d'une décision de la Députation permanente.

En cas de décès d'un employé marié, le montant du livret est attribué pour moitié à la veuve et pour l'autre moitié à ses ayants droit. Si le décédé est célibataire ou veuf, la totalité du livret passe à ses ayants droit.

Dans le cas de cessation des fonctions, la Députation permanente peut décider soit de rembourser au titulaire tout ou partie du montant du livret, soit d'affecter ce montant à la constitution d'une rente viagère sur une ou plusieurs têtes, avec abandon ou avec réserve du capital.

Un tel système offre évidemment une très grande sécurité, mais jusqu'au moment de conversion éventuelle en rente viagère,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

il ne peut se réclamer que de l'épargne pure et simple, car jusqu'à la cessation des fonctions, il ne fait nullement intervenir les chances de survie comme facteur d'accumulation des capitaux; assez souvent ce système doit donc amener des héritiers peu intéressants à bénéficier de sommes qui eussent dû, dans un régime rationnel, revenir au groupe des affiliés.

4. La province de Liége a créé, en 1890, une Caisse provinciale de prévoyance en faveur des gardes-champêtres, des commissaires, commissaires-adjoints et agents de police, des receveurs communaux ainsi que de leurs veuves et orphelins. Cette institution est alimentée par des retenues (notamment 3 % des traitements) et des allocations de la province et des communes; les bases de cette institution sont empiriques.

5. La province de Namur, dans un règlement revisé en 1872, a adopté pour ses employés le système dit de répartition, qui est le système de l'Etat. Dans ce régime il n'y a pas de Caisse de prévoyance; les pensions de l'année sont, comme on le sait, liquidées sur le budget de l'exercice.

6. Il nous parait opportun de dire ici quelques mots de la Caisse de pensions de retraite et de secours pour les employés, les officiers, sous-officiers et soldats du corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Bruxelles, ainsi que leurs veuves et orphelins; caisse, dont la création remonte à 1827.

Le règlement de 1827 a été successivement modifié en 1850, 1857, 1887 et 1906. Le règlement de 1906 stipule que les sommes suivantes sont affectées à la Caisse:

1°. la dotation de la Caisse (cette dotation constitue un fonds inaliénable);

2°. les retenus temporaires faites, à titre de punition, sur les traitements;

3°. une retenue de 4 % sur les traitements.

Indépendamment de la retenue périodique il est prélevé *a*. la partie du premier mois de traitement qui dépasse 67 frs. de tout employé entrant en fonctions, *b*. le montant de l'augmentation du premier mois de tout participant à la Caisse, qui obtient une promotion.

A remarquer que, jusqu'en 1906, la retenue sur les traitements ne s'élevait qu'à 2,50 % de ceux-ci et que les employés nommés avant le 1er Janvier 1891 continuent à subir la retenue de 2,50 %.

4°. une subvention de la Ville, en cas *d'insuffisance des revenus* de la Caisse pour acquitter les charges annuelles.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Ni l'âge, ni la durée des services ne donnent droit a être pensionné, aussi longtemps que l'on peut remplir ses fonctions et que l'on n'a pas 40 ans de service.

7. Nous avons à peine besoin de dire que le système de la Ville de Bruxelles est empirique.

La dotation constitue un fonds inaliénable, système qui n'est qu'une exagération indéfendable du fonds de réserve des organismes rationnellement conçus.

La part d'intervention de la Ville augmente d'année en année; avant 1850 elle n'avait jamais dépassé 40.000 frs.; elle s'est élevée à plus de 100,000 frs. en 1870, à 126.000 frs. en 1880, à 327.000 frs. environ en 1900, et à près de 500.000 frs. en 1910.

Nous sommes persuadés que les jours d'un tel organisme sont comptés et que l'Administration Communale de la Ville de Bruxelles, dont les initiatives heureuses ne se comptent plus, finira par refondre sa Caisse de pension en s'inspirant des règles de la science actuarielle.

8. La situation précaire de plusieurs Caisses organisées, soit par des villes, soit par des communes, fit naître une proposition, dont la réalisation, possible dans un petit pays comme la Belgique, eut fédéré les villes et les communes en une vaste association intercommunale d'assurances ayant pour objet de servir des pensions de retraite aux fonctionnaires et employés, et des pensions de survie aux veuves et orphelins.

Cet organisme eut évidemment été créé conformément aux données de la science actuarielle. Peu s'en fallut que le projet ne fût réalisé, et cette solution, rationnellement mise en pratique, aurait permis de faire éventuellement entre les affiliés une répartition équitable des bénéfices.

En Juillet 1897, le Conseil provincial du Brabant a émis le voeu de voir le pouvoir législatif: 1°. modifier l'art. 47 paragr. 1er de la loi du 16 Mars 1865, amendée par celle du 1er Juillet 1869, en vue de majorer le maximum 1) de la rente que la Caisse de Retraite est autorisée à garantir à ses affiliés, tout au moins de telle façon que les administrations provinciales et communales aient la faculté de s'adresser à cet organisme officiel pour assurer à leurs fonctionnaires et employés une pension de retraite en rapport avec les traitements de ceux-ci; 2°. étendre les attri-

1) Ce maximum est de 1200 frs.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

butions de la Caisse Générale d'Epargne de Retraite, pour permettre à celle-ci la création d'un institut interprovincial et intercommunal d'assurances ayant exclusivement pour objet de servir des pensions de retraite aux fonctionnaires et employés provinciaux et des rentes viagères ou temporaires de survie aux veuves et orphelins. Il est vraiment regrettable de devoir reconnaître que, malgré les nombreuses sympathies avec lesquelles ce voeu si intéressant a été accueilli dans les milieux gouvernementaux, il n'a pas été réalisé et n'est pas, à notre connaissance, sur le point de l'être.

Si le champ d'action de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite de Belgique avait été accru suivant le plan que nous venons d'esquisser, elle eut rendu dans ce domaine des services dont les provinces et les communes lui eussent été particulièrement reconnaissantes.

9. Si la Caisse de Retraite n'a pas été admise jusqu'ici à jouer le rôle que des esprits clairvoyants avaient entrevu pour elle, cela ne signifie cependant pas que cette institution n'ait rendu aucun service dans l'octroi de pensions aux employés d'administrations publiques ; il est à remarquer, en effet, que plusieurs provinces et communes sont entrées dans la voie de l'affiliation de leur agents à la Caisse de Retraite.

A titre d'exemple nous donnerons ici, dans leur essence, les dispositions les plus intéressantes du Règlement d'affiliation à la Caisse de Retraite et à la Caisse d'assurances y annexée, des employés provinciaux de la province de Luxembourg.

1. *Une retenue* annuelle de 4% est opérée sur le montant des traitements fixes des employés.

Le premier mois de traitement des nouveaux employés, et les deux premiers mois de toute augmentation sont également retenus. Les retenues cessent à la retraite.

Une subvention de 4% du traitement fixe de chaque affilié lui est allouée par la province, jusqu'à l'âge de 65 ans.

2. Le compte de chaque intéressé est constitué par un livret de Caisse de Retraite jusqu'à ce que le titulaire ait acquis la rente maximum de 1200 frs. autorisée par la loi. Ce maximum acquis, l'intéressé est libre d'affecter le produit des retenues opérées sur ses traitements à l'un des actes de prévoyance suivants :

a. versement à la Caisse d'assurances annexée à la Caisse de Retraite ;

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

b. versement à la Caisse d'Epargne pour former un patrimoine familial qui est remis à l'affilié quand il a atteint l'âge de la retraite.

3. En dehors de leurs versements obligatoires, les participants peuvent acquérir, par des versements facultatifs, de nouvelles rentes destinées, soit à leur faire atteindre plus tôt le maximum de la pension de retraite, soit à leur assurer plus de bien-être dans la vieillesse.

4. Les versements provenant des retenues sont faits à capital réservé. Toutefois, il est laissé à tout célibataire, veuf ou divorcé sans enfant, la faculté d'abandonner, à partir de l'âge de 50 ans, les fonds de retenue versés ou à verser à la Caisse de Retraite. Il est loisible également aux intéressés d'affecter le montant des retenues faites sur leur traitement, à l'acquisition d'une assurance mixte ou vie-entière, conformément aux dispositions statutaires de la Caisse d'assurances annexée à la Caisse de Retraite.

5. Les allocations de la province sont toujours faites à capital abandonné.

CHAPITRE III.

Caisses rationnellement conçues.

1. Pendant ces dernières années, l'organisation des Caisses de pension en faveur des employés, de leurs veuves et de leurs orphelins a été réalisée de divers côtés conformément aux vues de la science actuarielle.

C'est d'abord la Caisse générale d'Epargne et de Retraite qui instaure un système de caisses à action compensatrice. Puis vient la Banque Nationale de Belgique, qui, tout en s'inspirant du même principe, introduit l'emploi simultané de la prime constante et de la prime unique pour l'acquisition des pensions de veuves, système qui fut adopté également dans la suite par la Caisse générale de Reports et de Dépôts, l'un de nos principaux établissements financiers.

Enfin, plus récemment encore, la province de Brabant a fait élaborer un réglement dont nous aurons l'occasion de dire quelques mots plus loin.

Les Caisses de pensions dont nous venons de parler, se composent de quatre sections :

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

1°. Section de retraite ;
2°. Section de rentes de survie au profit des épouses ;
3°. Section de rentes d'orphelins de père et de mère ;
4°. Section d'épargne.

2. Nous pensons, qu'il ne sera pas inopportun de dire ici, incidemment, quelques mots de la compensation des effets du hasard qui tend a s'établir tout naturellement dans les organismes de l'espèce et qui en rend la création admissible, même lorsqu'ils ne peuvent compter qu'un nombre assez restreint de têtes.

Au point de vue auquel nous nous plaçons, pour le moment, on peut admettre que les caisses dont nous avons fait mention plus haut sont essentiellement constituées par un double organisme 1):

1°. une section de pensions de retraite pour les employés ;

2°. une section de pensions de survie au profit des veuves d'employés.

Ce double organisme répond, non seulement au but poursuivi directement (service de pensions de retraite et de survie), mais encore, comme nous allons le montrer, à une nécessité d'ordre technique.

En effet, si, par exemple, la mortalité des employés se révélait inférieure à la mortalité attendue, et agissait, par conséquent, dans un sens défavorable pour l'actif de la Section de retraite, cette même circonstance serait un événement favorable pour l'actif de la section des rentes de survie.

Je m'explique :

Supposons donc qu'il meure moins d'employés que ne le prévoit la table de mortalité qui a servi de base à l'élaboration des tarifs de rentes de retraite. Ce fait est de nature à faire naître plus de pensions de retraite qu'il n'est à prévoir par application de la table précitée : d'où cause de perte pour la section des pensions de retraite.

Par contre, le même phénomène (diminution de la mortalité) donnera ouverture, très vraisemblablement, à un moins grand nombre de pensions de survie au profit des femmes ou encore sera de nature à abréger la période de jouissance des rentes de survie : d'où bénéfice pour la section de rentes de survie.

Ainsi, un même fait, diminution de la mortalité des employés,

---

1) Nous passons donc sous silence la „Section des rentes d'orphelins" dont l'importance est moindre, et la „Son d'épargne simple".

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

est, d'une façon générale, la cause d'un déficit à la première section et d'un boni à la seconde.

On conçoit donc que l'existence simultanée des deux organismes doit amener une certaine compensation des effets provenant des écarts de mortalité. Rien n'empêche de faire d'autres hypothèses: la conclusion resterait la même.

Donc, on peut dire que l'institution des deux organismes jumelés (retraite-survie) a pour conséquence d'atténuer les effets défavorables du hasard.

Ceci dit, il nous reste à passer sommairement en revue les institutions qui peuvent se réclamer du système dont nous venons de donner un bref aperçu.

3. *Institutions de prévoyance en faveur du personnel de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.*

On peut résumer ainsi qu'il suit l'essence des statuts de cet organisme:

En ce qui concerne les employés et fonctionnaires, il est constitué

1°. des rentes viagères différées jusqu'à 65 ans, au moyen d'une subvention fixée à 8 % du traitement;

2°. des rentes de survie au profit des femmes des employés mariés, au moyen d'une retenue de 6 % sur les traitements;

3°. des rentes d'orphelins de père et de mère (rentes temporaires jusqu'à 18 ans).

Le versement constitutif de ces rentes est prélevé sur la retenue de 6 % dont il vient d'être fait mention.

En ce qui concerne les employés subalternes, mêmes dispositions générales sauf que l'acquisition des rentes différées ne serait faite que par 6 % de subvention, les 2 % restants étant affectés comme la retenue (4 %) à la constitution de rentes de survie.

Les retenues des célibataires sont portées à un compte d'épargne individuel; en cas de mariage, le montant de l'épargne est converti en rente de survie. 1)

Le tarif des rentes de retraite a pour bases la table de population générale HF, 1904, et le taux de 3.50 %.

4. *Institutions de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Nationale de Belgique.*

La Banque Nationale de Belgique a mis en vigueur, le 1er

1) Pour plus de détails, notamment en ce qui concerne les rentes de survie, consulter dans le compte-rendu de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite (année 1906, page 125 et suivantes) la note très claire de Mr. le Directeur-Général F. HANKAR.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Janvier 1908, un règlement organisant des Institutions de prévoyance basées également sur le système d'une Caisse de retraite et d'une Caisse de survie jumelées.

L'octroi de rentes de survie ne faisant pas l'objet du présent mémoire, nous nous bornerons à dire que les rentes de cette espèce sont acquises, d'après les dispositions du règlement de cette Institution, par primes constantes et par primes uniques.

Quant à la rente de retraite, qui prend cours à 67 ans, 1) elle est forfaitairement égale aux 2/3 du dernier traitement ou salaire.

La Banque constitue la rente de retraite à l'aide de subventions annuelles qui, pour chaque catégorie d'affiliés, varient avec l'allure de l'accroissement des traitements et l'importance des fonctions. Au moment de la mise à la retraite, la valeur de la rente qui éventuellement dépasse les 2/3 du dernier traitement est versée au fonds de réserve des Institutions de prévoyance, où sont puisées, par contre, les valeurs des rentes complémentaires des affiliés dont la rente n'a pas tout à fait atteint la quotité règlementaire.

5. *Institutions de prévoyance de la province de Brabant.*

La Province de Brabant a mis en application, le 1er Janvier 1909, un règlement organisant, avec la garantie de la Province, une institution de prévoyance à laquelle les fonctionnaires, employés ou agents provinciaux sont, dans certaines conditions, tenus de s'affilier.

Ici encore, comme à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite et à la Banque Nationale de Belgique, il a été prévu 4 sections (retraite, veuves, orphelins, épargne des célibataires).

L'âge de la retraite est fixé à 65 ans; en ce qui concerne les membres du personnel enseignant de l'Institut Provincial de sourds-muets et d'aveugles, il est fixé à 55 ans.

Les pensions de retraite sont liquidées à raison de 2.50 p. c. de la totalité des traitements reçus par le fonctionnaire pendant sa carrière; ce taux est de 3.50 p.c. pour les membres du personnel enseignant mentionné ci-dessus.

Les pensions sont constituées par une subvention annuelle de la Province.

Les tarifs des pensions de retraite ont pour bases la table belge de population générale HF 1904 et le taux de 3.50 %.

1) Cet âge est évidemment trop élevé; au surplus nous sommes persuadés que dans un avenir peu éloigné la Banque l'abaissera à 65 ans.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

DIE SICHERSTELLUNG DER PENSIONEN IN DEN ÖFFENTLICHEN VERWALTUNGEN BELGIENS

VON

L. DOPERÉ, Brüssel.

Der Bedarf für Pensionszahlungen an Staatsbeamte wird alljährlich einfach in das Budget eingestellt; eine Einhebung von Pensionsbeiträgen durch Abzug vom Gehalte findet nicht statt.

Zur Sicherstellung von Pensionen und Renten für Witwen und Waisen haben Provinzen und Gemeinden besondere Kassen eingerichtet. Im allgemeinen sind diese Kassen nicht rationell organisiert; die Herstellung des Gleichgewichtes zwischen Einnahmen und Ausgaben ist zumeist nicht möglich. Insbesonders im Hinblick auf die Überlebensrenten müssen zugunsten dieser Kassen Beiträge eingehoben werden.

Einige öffentliche Verwaltungen haben Kassen auf gediegener Grundlage eingerichtet.

THE ORGANISATION OF PENSIONS BY PUBLIC ADMINISTRATIONS IN BELGIUM

BY

L. DOPERÉ, Brussels.

The annual costs of pensions to be paid to State employees are simply disbursed to the charge of the annual budgets; no contributions being made by the employees themselves.

Pension funds organized by Provincial or Municipal Communities provide for retirement annuities as well as for pensions payable to widows and orphans. Most generally, such funds are organized in a quite unsatisfactory way, without regard to actuarial principles; there is no even approximate equation of assets and liabilities. Owing mainly to survivorship annuities, deductions are made from salaries during the whole period of service of the insured members.

A few Public Administrations only have decided up to now to organize their pension funds on a sound actuarial basis.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

L'ORGANISATION DES PENSIONS DE VIEILLESSE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

PAR

E. POTHÉMONT

Membre de l'Institut des Actuaires français, Paris.

Jusqu'au moment de la mise en vigueur de la loi du 5 Avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, les agents des administrations publiques françaises, considérés dans leur ensemble, n'étaient soumis à aucun régime général de retraites pour la vieillesse. Il est vrai que les fonctionnaires des Administrations de l'Etat bénéficiaient pour la plupart de la loi du 9 Juin 1853 et que les officiers pouvaient prétendre à une pension servie en vertu de la loi du 11 Avril 1831 ou de celle du 18 Avril 1831, suivant qu'ils appartenaient à l'armée de terre ou à l'armée de mer. Mais les employés des départements, de même que ceux des communes, ne recevaient de retraite que si l'administration départementale ou municipale dont ils faisaient partie, avait organisé en leur faveur une caisse spéciale de pensions. Or, aucune disposition législative ou même réglementaire n'ayant obligé les départements ou les communes à faire de telles libéralités à leurs agents, ceux-ci se trouvaient à cet égard dans des situations essentiellement variables, suivant qu'ils étaient fonctionnaires d'une collectivité plus ou moins généreuse. En fait, beaucoup d'entre eux ne bénéficiaient d'aucune retraite, car il n'y avait guère que les départements et quelques villes prises parmi les plus importantes qui avaient créé des caisses de pensions viagères.

La loi du 5 Avril 1910 modifia complètement cette situation. Elle institua, par son article 1er, un régime général de retraites s'appliquant aussi bien aux „salariés de l'Etat qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires" qu'aux „salariés des départements et des communes", et

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

elle ne laissa subsister les règles antérieures qu'a titre d'exceptions, quelle que soit d'ailleurs leur étendue d'application.

Dans cet exposé sommaire des régimes de retraite dans les administrations publiques, nous examinerons donc tout d'abord la règle générale résultant de la loi de 1910, puis nous étudierons ensuite les principales exceptions à cette règle qui existent en faveur de diverses catégories de fonctionnaires.

I. Régime de la loi du 5 Avril 1910.

Aux termes de cette loi, tout individu qui est lié à un patron par un contrat de travail, et qui gagne moins de 3.000 fr. par an, bénéficie obligatoirement de l'assurance qu'elle institue; s'il gagne plus de 3.000 fr. par an, mais moins de 5.000 fr., il a la faculté de s'assurer. On a pu prétendre que les agents de l'Etat, des départements et des communes, ou tout au moins certains d'entre eux, n'étaient pas des salariés au sens juridique du mot. Mais peu importent les controverses qui ont pu naître à ce sujet, il n'en est pas moins certain que l'intention du législateur de 1910 a été de les soumettre à l'obligation de l'assurance, sans aucune autre exception que celles qui résultent des articles 1 et 10 de la loi. 1)

En vue de la constitution de leur retraite, les salariés qui sont soumis à l'obligation de l'assurance telle qu'elle résulte de la loi de 1910 doivent effectuer des versements dont la quotité annuelle est fixée par l'article 2 de ladite loi. En principe, ils s'élèvent à 9 fr., 6 fr. ou 4.50 fr., suivant qu'il s'agit d'un homme, d'une femme ou d'un mineur de moins de 18 ans, ou encore, suivant la même distinction, à 0.03 fr., 0.02 fr., 0.015 fr. par journée de travail. Toutefois, pour les salariés rémunérés à façon, aux pièces ou à la tâche, de même que pour les salariés intermittents ou pour les salariés à domicile, la détermination du montant de la contribution d'assurance s'effectue suivant des règles spéciales résultant del'ar ticle 29 du décret du 25 Mars 1911 et consistant à calculer cette contribution à raison de 1 % du salaire payé, chaque fois que l'application des chiffres portés à l'article 2 de la loi est rendue impossible par des circonstances de fait.

1) Voir à ce sujet: La législation des retraites ouvrières et paysannes par E. Pothémont, avec préface de M. Ferdinand-Dreyfus, Sénateur, Membre du Conseil supérieur des retraites ouvrières.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Au versement ouvrier, déterminé ainsi qu'il vient d'être expliqué, s'ajoute une contribution d'égale quotité que le patron doit prendre à sa charge, sans pouvoir en aucun cas la répéter sur l'ouvrier.

Ces règles générales, relatives aux versements ouvriers ou patronaux, s'appliquent dans leur intégralité quand il s'agit de salariés de l'Etat, des départements ou des communes. Ceux-ci doivent effectuer le même versement que les salariés d'une profession quelconque et l'administration qui les emploie doit payer la même contribution qu'un employeur ordinaire.

Au surplus, en ce qui concerne les obligations imposées au patron relativement au versement aux caisses d'assurance des ressources affectées à la constitution des retraites, les administrations publiques se trouvent également dans une situation identique à celle des employeurs ordinaires. Comme eux, elles doivent, en principe, lors de chaque paye, prélever sur le salaire de l'ouvrier ou de l'employé la somme mise à la charge de ce dernier, y ajouter leur propre contribution et apposer sur la carte annuelle de l'assuré un ou plusieurs timbres-retraite représentant l'ensemble du versement ouvrier et de la contribution patronale. Ces opérations incombent aux comptables publics chargés du maniement des deniers de l'Etat, des départements ou des communes.

Les autres opérations que nécessite le service de l'assurance sont ensuite effectuées dans les mêmes conditions que celles qui ont été prévues par la loi et les règlements pour les assurés ordinaires ; aucune règle spéciale n'a en effet été stipulée en faveur des agents des administrations publiques.

L'exposé des règles générales qui ont été tracées à cet effet par la législation des retraites ouvrières et paysannes sortirait du cadre de ce rapport. Il nous suffira de dire que tout versement, c'est-à-dire toute somme représentée par les timbres apposés sur une carte annuelle pendant sa période de validité (année comprise entre deux anniversaires de naissance consécutifs de l'assuré) est considérée comme la prime unique d'un contrat élémentaire de rente viagère. La rente correspondant à ce versement est donc liquidée, d'après un tarif spécial, en tenant compte tant de l'âge auquel a été opéré le versement, que de celui qui a été fixé pour l'entrée en jouissance de la rente et, si elle a été stipulée, de la réserve du capital versé. Cette liquidation s'effectue indépendamment des versements qui précèdent ou de ceux qui peuvent suivre.

L'ensemble des rentes ainsi liquidées, augmenté des allocations

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

ou, le cas échéant, des majorations ou bonifications de l'Etat, forme la retraite qui est toujours attribuée à l'assuré dans les mêmes conditions, que cet assuré soit un travailleur de l'industrie privée ou qu'il consacre son activité au service d'une administration publique.

Cette retraite comprend donc une rente viagère et des avantages spéciaux accordés par l'Etat. La charge de la rente viagère est supportée par les assurés et par les employeurs, puisque ce sont eux qui paient les primes correspondantes; quant à celle des allocations, majorations ou bonifications de l'Etat, elle incombe au Trésor public. En vue d'en effectuer le paiement, la loi a tracé des règles spéciales à chacune de ces trois catégories d'avantages.

L'allocation est la somme fixe de 60 fr. attribuée annuellement à tout assuré obligatoire ayant obtenu la liquidation de sa pension et ayant effectué au moins 30 versements. Le service de cette allocation est fait d'après un système financier spécial qu'on a appelé la couverture. Ce système consiste à verser à une caisse de retraites, au moment où l'allocation est attribuée, le capital constitutif d'une rente viagère de quotité égale à celle de l'allocation. L'Etat se trouve ainsi déchargé de tout paiement ultérieur et c'est l'institution qui a reçu le capital constitutif, en l'espèce, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui sert au pensionné les arrérages de l'allocation viagère. 1)

La majoration, qui est spéciale à l'assurance facultative, consiste dans l'attribution directe au compte de l'intéressé d'une quote-part de son versement annuel; elle s'ajoute à ce dernier en vue de l'augmentation de la retraite éventuelle. En fait, elle constitue un simple complément de versement qui a pour but d'encourager la prévoyance individuelle.

Quant aux bonifications, ce sont des avantages spéciaux attribués aux assurés de la période transitoire en vue de porter leur retraite à un chiffre appréciable. Au début, les versements effectués sont, en effet, encore peu nombreux et la rente viagère correspondante est peu élevée, même quand les allocations ou majorations viennent s'y ajouter; les bonifications ont pour objet de l'augmenter de telle façon que l'ensemble forme une retraite d'un certain chiffre.

1) A l'heure actuelle (février 1912) la Chambre des Députés et le Sénat ont voté un projet de modifications à la loi de 1910 qui comporte notamment la suppression du système de la couverture. Les termes de l'allocation viagère seront donc payés directement par l'Etat, au fur et à mesure de leur échéance.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Ces bonifications sont servies en arrérages, c'est-à-dire que le montant des termes échus est payé par le budget de l'Etat, au moment où les bénéficiaires viennent en réclamer le paiement.

Les sommes à la charge de l'Etat sont payées au moyen des crédits spéciaux ouverts à cet effet au budget; ce sont les ressources générales du Trésor qui sont appelées à y faire face.

II. *Exceptions résultant de la législation sur les pensions civiles.*

Le régime des pensions civiles résulte des lois des 3—22 Août 1790, du décret du 13 Septembre 1806 et de la loi du 9 Juin 1853.

Les deux premiers textes se rapportent à certaines catégories spéciales d'agents de l'Etat; le troisième institue le régime de droit commun en matière de pensions civiles.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 9 Juin 1853 peuvent avoir droit à pension „les fonctionnaires et employés directement rétribués par l'Etat" qui subissent sur leur traitement les retenues prévues par ce texte même. Ce sont:

1°. une retenue de 5 % des sommes payées à titre de traitement fixe ou éventuel, de préciput, de supplément de traitement, de remises proportionnelles, de salaires, ou constituant, à tout autre titre, un émolument personnel;

2°. une retenue du douzième des mêmes rétributions, lors de la première nomination ou, dans le cas de réintégration, à prélever par quart sur les quatre premières mensualités, et du douzième de toute augmentation ultérieure;

3°. les retenues pour cause de congés et d'absences, ou par mesure disciplinaire.

Le droit à la pension de retraite est acquis par ancienneté à soixante ans d'âge et après trente ans accomplis de services; toutefois, pour les fonctionnaires qui ont passé quinze ans dans la partie active, il suffit de cinquante-cinq ans d'âge et de vingt-cinq ans de services.

La pension est basée sur la moyenne des traitements et émoluments de toute nature, dont l'ayant-droit à joui pendant les six dernières années d'exercice. Elle est réglée, pour chaque année de services civils, à un soixantième du traitement moyen, mais elle ne peut excéder ni les trois quarts de ce traitement, ni les maxima déterminés par la loi et variables suivant les diverses fonctions.

La veuve du fonctionnaire qui a obtenu une pension de retraite ou qui a accompli vingt-cinq années de services, peut également

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

prétendre à une pension, pourvu que le mariage ait été contracté six ans avant la cessation des fonctions du mari. La pension qu'elle reçoit est égale au tiers de celle que le mari avait obtenu ou à laquelle il aurait eu droit.

Des secours sont aussi attribués aux orphelins mineurs du fonctionnaire retraité ou comptant 25 ans de services, quand la mère est décédée ou inhabile à recueillir la pension.

Les dépenses entraînées par le paiement de ces pensions ou secours sont couvertes par les ressources générales du budget. Il est en effet ouvert chaque année au budget du Ministère des Finances, 1ère Partie-Dette publique, un crédit spécialement destiné à payer les arrérages de pensions pouvant être réclamés pendant l'année.

Aucune ressource n'est spécialement affectée au paiement de ces dépenses. Les intéressés eux-mêmes n'y contribuent que d'une façon tout à fait indirecte, car les retenues qu'ils subissent sont versées au Trésor public, en même temps que les autres ressources budgétaires; elles sont d'ailleurs confondues avec ces dernières. Il est vrai qu'elles figurent parmi les recettes d'ordre et sont classées dans les recettes en atténuation de dépenses. Mais, en réalité, ce n'est là qu'une simple dénomination adoptée dans les écritures publiques pour le classement des recettes. Dans ces conditions, il faut considérer les retenues pour pensions civiles plutôt comme un véritable impôt sur le traitement des fonctionnaires que comme une contribution à un service de pensions; d'ailleurs, ce qui le prouve le mieux, c'est qu'il n'existe aucune corrélation entre le montant de la pension allouée et celui des retenues versées.

On a dit quelquefois que le système financier de la loi de 1853 était un système de répartition, mais ce n'est pas tout à fait exact, car ce ne sont pas les contributions mêmes des cotisants qui sont versées aux pensionnés; c'est l'Etat qui leur paie un véritable traitement de non activité.

En tout cas, pour donner une idée de la charge qu'imposent les pensions civiles au Trésor public, voici, depuis la mise en vigueur de la loi de 1853, de cinq en cinq ans, le montant tant des retenues perçues que des pensions payées.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

ANNÉES.	RETENUES.	PENSIONS.
1854	13·322·905	23·235·852
1860	13·415·612	23·454·344
1865	14·639·722	25·404·580
1870	14·821·709	30·998·462
1875	18·391·241	37·927·969
1880	22·041·045	46·556·682
1885	23·723·818	55·618·404
1890	24·932·062	60·820·696
1895	26·622·325	65·635·433
1900	30·586·244	74·861·465
1905	31·813·686	87·438·185
1910	37·170·009	102·288·443

III. Exceptions diverses au Régime Général de la loi du 5 Avril 1910.

Nous avons vu que l'article 1er de la loi du 5 Avril 1910 avait soumis à l'obligation de la retraite, les salariés de l'Etat qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou militaires, ainsi que tous les salariés des départements et des communes. Mais, d'un autre côté, l'article 10 de cette même loi a stipulé que des dérogations pourraient être apportées à la règle générale et a prévu des exceptions dans la disposition suivante, qui fait l'objet de ses paragraphes 3 et 4: »Les caisses de retraites ou »les règlements de retraite dont bénéficient actuellement les salariés »de l'Etat qui ne sont pas placés sous le régime des pensions »civiles ou des pensions militaires, et les salariés des départements »ou des communes, pourront être maintenus par décrets rendus »sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances et »du Ministre compétent.

»De nouvelles caisses ou de nouveaux règlements de retraite »pourront être institués dans les mêmes conditions«.

Ce texte a été adopté pour tenir compte d'un état de fait existant lors du vote de la loi des retraites ouvrières. A ce moment, il existait déjà un certain nombre de caisses ou de réglements de retraite qui avaient été institués en faveur de certains salariés de

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

l'Etat non soumis au régime des pensions civiles ou militaires ou de salariés des départements et des communes. Si le législateur s'en était tenu à la règle générale posée à l'article 1er de la loi, c'eût été la suppression pure et simple de toutes ces caisses et leurs tributaires eussent dû être assimilés aux autres salariés. Il est bien évident que cette solution n'aurait pu être acceptée par les intéressés, car ils jouissaient déjà d'un régime généralement plus favorable que celui que comporte la loi des retraites ; d'ailleurs, rien n'aurait justifié cette suppression en quelque sorte brutale. Aussi, le législateur a-t-il prévu le maintien des caisses déjà existantes et a-t-il stipulé en outre que de nouvelles caisses ou de nouveaux règlements de retraite pourraient être institués par un simple décret rendu sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances et du Ministre compétent.

Ces dispositions n'ont d'autre effet que de modifier les conditions dans lesquelles doivent être approuvés les nouveaux règlements de retraites. Elles laissent aux autorités auxquelles incombe la création des caisses la même liberté qu'autrefois en ce qui concerne l'organisation du service des pensions, la fixation du montant des ressources destinées à l'alimentation des caisses, ainsi que la détermination de la quotité des retraites à attribuer.

On peut donc dire qu'à cet égard le régime antérieur subsiste dans son intégralité.

Ce régime, qui résulte d'un état de fait, s'est institué peu à peu, sans règles bien précises et surtout sans aucune réglementation générale. Il a donné naissance à de nombreuses caisses qui, au gré de leurs fondateurs, revêtent les formes les plus diverses. Cependant, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, on distingue les caisses à forme tontinière, les caisses intermédiaires de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les caisses de prévoyance et les systèmes de pensions imputées directement sur les budgets des administrations.

A. *Caisses à forme tontinière.* Les caisses à forme tontinière, qui sont les plus répandues, donnent lieu à la formation d'un capital alimenté, tant par les versements des intéressés que par des prélèvements sur le budget de l'administration qui les a organisées.

Les versements des tributaires consistent en retenues sur leur traitement, calculées dans des conditions analogues, ou à peu prés,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

à celles qui ont été fixées par la loi du 9 Juin 1853 sur les pensions civiles; c'est en général une retenue d'un tant pour cent du traitement, dont la quotité ne varie guère qu'aux alentours de 5 %, plus une retenue du premier douzième du traitement initial et de toute augmentation ultérieure ainsi que diverses retenues pour cause disciplinaire ou par suite d'absences ou de congés.

Quant aux prélèvements sur le budget de l'administration qui a créé la caisse, ce sont des subventions qui prennent des formes très diverses ; c'est, soit une dotation qui est versée une fois pour toutes et généralement au début du fonctionnement de la caisse, soit une annuité qui, tantôt est fixée à un chiffre uniforme, tantôt est calculée en proportion de l'ensemble des traitements. D'ailleurs, ces deux formes d'intervention financière des administrations ne sont pas exclusives l'une de l'autre, car il arrive souvent que la dotation initiale est complétée par des subventions annuelles. 1)

A ces ressources qu'on peut considérer comme normales, les règlements de plusieurs caisses prévoient l'adjonction de certaines autres ressources qui revêtent un caractère tout à fait exceptionnel, tels sont les dons et legs.

En tout cas, quelles que soient les dispositions prises à cet égard, il importe de remarquer que ce n'est pas là qu'il faut chercher la caractéristique des caisses à forme tontinière ; on la trouve au contraire dans le régime financier adopté pour le service des pensions.

Les ressources qui alimentent la caisse servent en effet à la constitution d'un capital global, sans qu'aucune partie de ce capital soit spécialement affectée au service de telle ou telle pension déterminée. Ce sont les revenus de ce capital, ou souvent même, ces revenus augmentés d'une certaine portion des recettes annuelles qui sont directement employés au paiement des arrérages de pensions venant à échéance dans l'année. Ainsi, il n'existe aucun compte individuel ouvert au nom de chaque tributaire de la caisse, ni aucune corrélation entre le montant des sommes versées par l'intéressé et celui des pensions servies. Celles-ci sont calculées d'après le règlement propre de la caisse, elles sont presque toujours déterminées en fonction du dernier traitement ;

1) On trouve aussi des exemples de subventions indirectes qui consistent à mettre à la charge du budget de l'administration le montant de toutes les pensions accordées jusqu'au moment où le capital formé par les retenues capitalisées est assez important pour permettre le paiement des pensions servies.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

mais quelquefois, le montant en est fixé a priori à un chiffre uniforme. Au surplus, pour en terminer avec les caisses à forme tontinière, il y a lieu d'ajouter que ce n'est pas tant le paiement des prestations prévues, que le fait de réaliser certaines conditions de durée de service ou de participation, qui donne droit aux pensions prévues, car si ces conditions ne sont pas réalisées, le droit à pension s'évanouit et le montant des retenues subies est perdu pour l'intéressé.

B. — *Caisses intermédiaires de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.* A vrai dire, il ne s'agit pas là de véritables caisses, mais plutôt de simples règlements institués en faveur de certaines catégories d'agents nettement déterminés.. Le règlement dont il s'agit prévoit que chacun des agents qu'il vise, aura un compte couvert à la Caisse nationale des retraites et, qu'à ce compte, seront versées certaines retenues opérées sur le traitement, ainsi que les subventions consenties par l'administration.

Les rentes viagères correspondant à ces retenues et à ces subventions forment la retraite à laquelle peut prétendre le fonctionnaire.

Les retenues sont calculées à raison de tant pour cent du traitement ; ainsi par exemple, les agents du personnel civil des établissements militaires de l'Etat subissent, en vertu du décret du 26 Février 1897, un prélèvement de 4% du montant de leur salaire.

Quant aux subventions de l'administration, elles consistent le plus souvent dans un versement au compte de l'intéressé d'une somme équivalente à la retenue, et qui est portée au compte de l'agent en même temps que cette dernière. Cependant quelques règlements ont prévu que la subvention serait versée en une seule fois, au moment de l'entrée en jouissance de la pension, afin de porter à un chiffre déterminé le total des rentes viagères acquises au moyen des versements antérieurs. Quelquefois aussi, il est stipulé que la subvention sera attribuée à la fois sous forme de versements simultanés à ceux de l'intéressé et sous forme de bonification globale versée au moment de l'entrée en jouissance de la pension.

Toutes ces sommes sont reçues par la Caisse nationale dans les conditions de sa législation propre, c'est-à-dire en conformité de la loi du 20 Juillet 1886 et du décret du 28 Décembre suivant. Chacune d'elles forme la prime unique d'un contract élémentaire de rente viagère, et la rente correspondante est calculée, confor-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

mément aux tarifs en vigueur, en tenant compte pour chaque versement: 1°. de l'intérêt composé du capital; 2°. des chances de mortalité, en raison de l'âge des déposants et de l'âge auquel commence la retraite, calculées d'après la table C.R.; 3°. du remboursement, au décès, du capital versé, si le déposant en a fait la demande au moment du versement.

C'est là un système de pure capitalisation analogue, dans le fond, à celui des rentes viagères ordinaires.

C. — *Caisses de prévoyance.* — Les caisses de prévoyance caractérisent par l'ouverture, dans leurs écritures, au nom de chacun des tributaires, d'un compte où sont portées, au fur et à mesure de leur versement, les sommes destinées à la constitution de la retraite.

C'est en définitive un système analogue à celui du compte individuel de la Caisse nationale des retraites, mais, avec cette différence que dans le cas, où il s'agit de cette institution, la rente viagère acquise au moyen des versements fait toujours l'objet d'une liquidation immédiate, tandis que dans les caisses de prévoyance les versements servent souvent à la constitution d'un capital qui sera ultérieurement transformé en rente viagère.

Quoiqu'il en soit, les ressources des caisses de prévoyance ne sont guère différentes de celles qui alimentent les caisses tontinières ou les comptes ouverts à la Caisse nationale. Ce sont toujours les retenues sur traitement et les subventions des administrations qui en forment la base essentielle. 1)

D. — *Système de pensions imputées directement sur les budgets des administrations.* — Ce système, qui est au fond celui de la loi du 9 Juin 1853, est mentionné ici parce qu'il est également employé par certaines administrations locales. Les pensions sont payées directement par le budget de la collectivité au moyen de ses ressources ordinaires; quant aux retenues, quand elles existent elles forment une ressource ordinaire de ce même budget.

1) La principale des caisses de prévoyance établies en faveur d'agents d'administration publiques est celle des chemins de fer de l'Etat. Nons devons à l'obligeance de M. Lefèbvre, actuaire de cette administration, une très interessante note sur la caisse dont il s'agit. Cette note est reproduite en annexe au présent rapport.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

STAATLICHE PENSIONSREGELUNG IN FRANKREICH

VON

E. POTHÉMONT, Paris.

Das Gesetz vom 5. April 1910 über die Altersversorgung der Arbeiter und Bauern bildet rechtlich die allgemeine Einrichtung bezüglich der Altersversorgung, welche prinzipiell nicht nur auf die Lohnarbeiter aller Berufe, sondern auch auf die Angestellten der staatlichen Verwaltungszweige Anwendung zu finden hat. Tatsächlich aber fallen die staatlichen Beamten grösstenteils nicht unter das Gesetz vom 5. April 1910, da sie durch eine im Gesetze selbst enthaltene Ausnahmsbestimmung zumeist von der Versicherungspflicht ausgenommen bleiben.

Dessen ungeachtet sei für jenen Teil der öffentlichen Angestellten, welche dem Gesetze von 1910 unterworfen bleiben, das Pensionssystem dieses Gesetzes kurz charakterisiert. Zur Bildung der Pensionen dienen zunächst die eigenen Einzahlungen der Angestellten, welche mit Frs. 9.—, Frs. 6.— oder Frs. 4.50 pro Jahr bemessen sind, je nachdem es sich um einen Mann, eine Frau oder einen Minderjährigen unter 18 Jahren handelt. Zu diesen Einzahlungen treten noch gleich hohe Einzahlungen der Arbeitgeber. Die Einzahlungen und die Beiträge der Arbeitgeber werden zur Bildung von Altersrenten verwendet; zur Erhöhung dieser Renten leistet der Staat zu Lasten des allgemeinen Budgets noch verschiedenartige Zuwendungen, sei es in Form direkter Rentenzuschüsse, sei es in Zulagen zu den Einzahlungen, aus denen die Renten gebildet werden.

Die wichtigste Ausnahme von diesem Rechtszustande betrifft jene Staatsangestellten, welche bezüglich der Pensionsansprüche dem Gesetze vom 9. Juni 1853 unterliegen. Die Pensionen dieser letzteren Angestellten werden direkt aus dem Staatsschatze gezahlt, u. zw. auf Grund von Spezial-Krediten, welche zu diesem Zwecke im Budget des Finanzministeriums eröffnet sind. Die Bedeckung der staatlichen Pensionszahlungen erfolgt aus den ordentlichen Einnahmen des Budgets. Zwar werden auch von den Staatsangestellten während der Aktivität gewisse Pensionsabzüge eingehoben, aber diese Abzüge bilden eher eine Steuer als einen Beitrag zur Altersversorgung, denn sie werden nicht in einem separaten Fonde ver-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

waltet, sondern in die Staatskassen eingezahlt und kumulativ mit den übrigen Staatseinnahmen im Budget ausgewiesen.

Es bestehen noch weitere Ausnahmen von dem Rechtszustande des Gesetzes von 1910, sei es für bestimmte Gruppen von Staatsangestellten, sei es für gewisse Kategorien von Beamten der Departements oder Gemeindeverwaltungen. Die einschlägigen Pensionssysteme beruhen zum Teile auf verschiedenartigen Spezialverordnungen, zum Teile sind Träger dieser Pensionseinrichtungen besonders organisierte Kassen. Bei solchen Kassen besteht die Deckung für die übernommenen Pensionsverpflichtungen in verschiedenartigen Einkünften; dazu gehören in erster Linie die Pensionsabzüge von den Gehältern der Angestellten, dann Subventionen der Verwaltungsstellen, welche die Kasse geschaffen haben.

PUBLIC ADMINISTRATION OF OLD AGE PENSIONS IN FRANCE

BY

E. POTHÉMONT, Paris.

The law of April 5th 1910 on old age pensions has established the general pension regulations not only for wage-earners (clerks and workmen) of all trades and professions, but also for employees and agents of public administrations; as to the public employees, it is to be noticed that the majority among them has been exempted from the said pension system, in so far as they were already entitled to retiring allowances under previous laws or regulations.

The pensions granted by the law of April 5th 1910, are furnished through payments of the insured themselves fixed to frs. 9.— per annum for a man, frs. 6.— for a woman and frs. 4.50 for an adult person up to 18 years of age. In addition to these payments of the insured themselves, contributions to the same extent are to be made by the employers. The amounts accumulated by payments of the insured and contributions of the employers are applied for constituting life annuities; finally, the State grants, under certain circumstances, as a further addition to the said annuities, majorations or bonifications which are supplied out of the general expenses of

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

the budget. Among public employees exempted from the pension legislation of 1910, we have to consider as the most important group the employees of the State who are subject to the law of June 9th 1853. Under the said law, the pensions of state employees are to be paid directly by the Public Exchequer, out of special credits opened by the Ministery of Finance to the charge of the ordinary expenses of the budget. It is true that the public employees subject to the law of 1853 are obliged to submit themselves to monthly deductions from their salaries, but as a matter of fact, these deductions are to be considered rather as general taxes than as real contributions for coverture of pension annuities. The aggregate amounts of the said deductions are not deposited into a special fund, but simply carried to the credit of the State's general budget.

As to the other exceptions from the pension system of 1910, they refer either to special classes of State agents or to employees of «Departments» or Communities. Retirement allowances for these classes of employees are mostly provided for by special plans or pension funds. The sources of revenue vary for the different plans, but, as a general rule, the necessary resources are derived from salary deductions and in part from the appropriation of different board-receipts or from subsidies which are granted by the Board of Administration (Municipal Board, etc.) governing the pension fund.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

THE PUBLIC ADMINISTRATION OF OLD AGE PENSIONS IN THE UNITED KINGDOM

BY

VYVYAN MARR, F. I. A., F. F. A.

Actuary, United Kingdom Temperance and General Provident Institution, London.

Since the issue of the syllabus of the Congress modifications have been introduced into the administration of Pensions as granted by the State under the Old Age Pension Act 1908, by an amending act of 1911, and the official Regulations issued in connection therewith. The scheme may further be influenced by the subsidised system of National Compulsory Insurance introduced by the National Insurance Act, 1911. It is proposed to examine briefly in the following article:

a. The scope of the Old Age Pension enactments;
b. The manner in which they are given effect to;
c. The available Statistics, and
d. The relation between the free old age grant from the State and the contributory sickness and invalidity insurance scheme recently introduced.

a. The Scope of the Old Age Pension enactments.

The amending Act of last year did not affect the principles of the 1908 Act, but merely introduced modifications in certain definitions and regulations, which the experience of two years' working shewed were advisable if not essential. The scheme originally came into operation on 1 January, 1909.

Every person in whose case the under-noted conditions are fulfilled is entitled to a pension as long as these conditions continue to be applicable. The conditions are:

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

a. Age seventy must be attained;
b. The applicant must satisfy the authorities that he has been a British subject for at least 20 years previously, during twelve of which he must have resided in the United Kingdom;
c. The applicant must also satisfy the authorities that his yearly income does not exceed £ 31 : 10 per annum.

In connection with *b*, exceptions are made for those who have been abroad and who during absence have assisted in maintaining dependents at home, or are abroad in any service under the Crown or serving on board a British vessel. A woman who has married an alien, is not necessarily disqualified.

For calculating the yearly income, the actual cash (excluding what may be received by way of the pension) which the person may reasonably expect to receive during the succeeding year is assumed to be the income, and in the absence of other means of ascertaining the amount the income of the preceding year is taken. No account is taken of the appropriation of capital for current expenses, save that when any property is not properly made use of, but is capable of profitable use, the yearly value of that property is taken as one twentieth part of the capital value. In the case of a married couple living together in the same house, the means of each of them is taken as one half of the total means of the couple.

A person is disqualified from obtaining or continuing to receive an old age pension:

a. While in receipt of any poor relief;
b. If he has habitually failed to work according to his ability before reaching age 70, or to make proper provision against old age sickness or infirmity;
c. While detained in any asylum within the meaning of the Lunacy Act, 1890, or imprisoned in consequence of conviction for an offence;
d. If a person has been convicted of any offence and has been imprisoned without the option of a fine, a period of from 2 to 10 years must elapse before he becomes qualified.

The poor relief disqualification does not apply in cases in which relief has been given to a relative whom the claimant is liable to maintain, nor does it take effect when it is merely of the form of medical assistance, or is of such a nature as does not deprive a person of any franchise right or privilege. As regards *b* a person

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

is held to have made proper provision, if he has continuously for 10 years prior to age 60 subscribed to a Friendly Society or taken other approved steps to secure a small sickness Benefit or payment in the event of unemployment or a deferred annuity to be entered upon not later than age 70. Possession at age 60 of £ 50 of accumulated savings or the right to receive a capital sum of at least £ 50 on the attainment of specified age, not exceeding age 70 also constitutes proper provision.

Pensions which are inalienable are granted at the following rates:

Where the yearly means of the pensioner

do not exceed	£ 21	.....				5/–	per week
exceed	£ 21 : — : –	but do not exceed	£ 23 : 12 : 6,			4/–	„ „
„	£ 23 : 12 : 6	„ „ „	„	£ 26 : 5 : –,		3/–	„ „
„	£ 26 : 5 : –	„ „ „	„	£ 28 : 17 : 6,		2/–	„ „
„	£ 28 : 17 : 6	„ „ „	„	£ 31 : 10 : –,		1/–	„ „

If for the purpose of obtaining or continuing an old age pension a person knowingly makes a false statement or false representation, the offence is punishable with imprisonment with or without hard labour, and any sums paid by way of pension when the statutory conditions are not fulfilled are recoverable in the same manner as an ordinary debt.

b. The Manner in which the Scheme is given effect to.

Pensions are paid in advance through the Post Office on presentation of an order which is handed to the pensioner when his claim is allowed. Before however a pension is granted, application has to be made and the circumstances of each case investigated. Payments are not made to any person while absent from the United Kingdom, nor are they made if not claimed within three months after the due date.

The investigation of claims for Pension is entrusted to Local Pension Committees and Pension Officers. The former are appointed by the various County Borough or Urban Councils and do not get paid for their services, but they may appoint a clerk whose rate of remuneration must not exceed a certain rate. On the other hand Pension Officers are Government Officials and the duties are undertaken by the Supervisors and Officers of Excise. The Local Pension Committee may appoint sub-committees with powers. The

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Local Government Board is constituted the Central Pension Authority. An application for a Pension is referred for enquiry and report to the Pension Officer and broadly speaking his duties may be divided under two heads:

a. to investigate claims to a pension, or right to continue any pension that is being paid, as a preliminary to consideration and decision by the Pension Committee (or the Local Government Board in the event of an appeal), and

b. to give effect to the decisions of the Pension Committees or Local Government Board, whereby a pension is granted, revoked, or altered in rate, and to ensure to the pensioner the means of drawing his pension as long as he remains entitled to it.

Every claim in transmitted to the Local Pension Officer, who is required to investigate the facts of the case, except in certain circumstances where the claimant is clearly ineligible. The object of the investigation is to ascertain for the Pension Committee whether the claimant fulfils the statutory conditions, and to frame for the consideration of the Committee an estimate of the claimant's means. The result of the Officer's investigation is embodied in a report, accompanied by a statement of the Officer's opinion whether a pension can properly be granted, and, if so, at what rate. The Pension Officer's report is then considered by the Local Pension Committee. The decision whether a pension is to be granted, and if so, what amount, rests with the Committee, who are in no way bound by the Officer's opinion, or his estimate of means. If however the Committee are not of the opinion that the claim can be allowed, they must give the claimant an opportunity of being heard before coming to a final decision. If they decide against the claimant, a notice is sent to the claimant stating on what grounds the application has been rejected, and the claimant has the right to appeal to the Central Pension Authority. The Pension Officer has also the right to appeal, if he is of opinion that the Committee have given a wrong decision. In the absence of an appeal by the claimant or the Pension Officer within seven days, the decision of the Committee is binding. When there is an appeal, the decision of the Local Government Board is final.

If the claim is passed, notice is given to the claimant and to the Pension Officer. The Pension Officer has then to provide the Claimant with a book of Pension Orders and to instruct him in regard to the method of obtaining payment by presenting the

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Orders at a Post Office. When a fresh book of Pension Orders is required, the Pensioner has to declare that he is not disqualified from continuing to receive a pension.

After a pension has been granted, it is the duty of the Pension Officer to review the circumstances of the pensioner from time to time. A pensioner drawing less than the maximum rate of pension may similarly apply to have the amount increased, if he satisfies the Pension Officer that there is evidence in support of the claim to such an increase.

Regulations similar to the investigation of original claims apply to the reconsideration of pensions which are being paid. The Officer reports the facts to the Committee with an expression of his opinion, the Committee give the decision, and either party, if dissatisfied, has the right of appeal to the Local Government Board. The responsibility rests entirely with the Pension Committee or with the Local Government Board on appeal.

In order to ensure payment from the date a pensioner becomes entitled to the allowance, claims may be allowed provisionally four months in advance.

All books of Pension Orders are dated so as to expire on one or other of four uniform dates, the intention being that approximately half of the books (which contain a six months' supply of orders) should expire in February and August, and the other half in May and November. In other words, there are four general deliveries of new Pension Order Books every year at regular quarterly intervals; and at each delivery about half the total number of pensioners will be visited by the Pension Officer. New books of Pension Orders are not delivered by post, except as a last resort in certain cases of special emergency. Every pensioner receives his second and subsequent books of orders at one of the four general deliveries; and at such times the system of sending by post has proved, under normal conditions, to be of little practical value either to the pensioner or the Pension Officer.

c. Available Statistics.

Tables are appended shewing:

a. the number of pensions payable on the last Friday in each year ending 31st March since the passing of the 1908 Act, and

b. the number of claims received, pensions payable revoked lapsed etc. for the year ending 31 March 1911.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

The number of pensioners has shewn a considerable increase, and the great increase in the last year is due to the fact that paupers who were originally disqualified became entitled to the grant as from 1 Jan. 1911. It is estimated that 163,165 additional pensions became immediately payable in consequence, although probably the actual number directly attributable to the altered conditions was little short of 200,000. This means that the Local rates of the different districts on which these paupers were previously chargeable were relieved of payments amounting to between £ 1,500,000 and £ 2,000,000 per annum.

Prior to the scheme being submitted to Parliament in 1908 estimates of the number of pensionable persons were submitted by the Local Government Board (Cd. 3618). The figures were obtained by deducting from estimates of the population over 70 years of age the probable number of persons disqualified, and experience has shewn that the estimates were very much understated. It was of course more or less guesswork to arrive at a reliable indication of the persons who would not fulfil the statutory conditions, but the manner in which the estimated population over 70 years of age was arrived at cannot commend itself to actuaries. The figures shewing the estimated population can be reproduced by assuming that the number of males and females in England and Wales, Scotland and Ireland respectively, continues to change in the ratio which those over 70 years of age at the 1901 census bore to those over 70 years of age in the 1891 census. This method entirely ignores the fact that during the early Victorian days and until 1876 the birth-rate of the United Kingdom was increasing, reaching in 1876 the high figure of 36.6 per 1000 in England and Wales, a feature which, coupled with a decline in the death rate, and an almost continual drain on the young adult population through emigration, is bound to alter the age constitution of the population and increase the relative number of persons in old age.

It would have been more accurate to ascertain the probable number of survivors of those enumerated at each age or group of ages in the 1901 census by assuming certain rates of mortality and also of emigration and age mis-statement based upon the ratio of the numbers living at any age group in the 1901 census to those living at ages 10 years younger in 1891. This of course would mean that the same rates of mortality, emigration and age mis-statements as were experienced during the previous intercensal

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

period are assumed to prevail in future, and adjustments can be made to give effect to any alteration in the death rates, etc., and this method was adopted by Messrs. HARDY and WYATT in reporting on the cost of the National Insurance Scheme (Cd. 5681). In the case of old lives however a great deal of difficulty is experienced in regard to age mis-statements, and all attempts to reconcile the number of deaths that had occurred in groups of ages over 70 between two censuses with the difference between the numbers enumerated at one census and those enumerated as ten years older at the next prove that there is room for a closer agreement between the figures in the Census Reports and the Death Registers at old ages. But in view of the fact that registration of births became compulsory in England and Wales in 1837, in Scotland in 1855, and in Ireland in 1864, the difficulties of ascertaining the ages of old persons should become less each decade.

Calculations on the lines indicated in the preceding paragraph point to the natural increase in the population over 70 years of age in England and Wales and Scotland, being more than two per cent per annum during the next twenty years in place of about one per cent per annum as shewn by the original estimates. This means the number of pensioners in these countries in the next twenty years will increase by nearly 300.000 and a sum of about £ 4.000.000 will be added to the annual charge for pensions.

In regard to Ireland it is impossible to arrive at a satisfactory basis of estimate on account of the irregularity of the figures in the different returns. The number of pensioners as at 31 March 1911 viz. 201.783 was actually in excess of the official estimates of the Population over 70 years of age viz. 165.489. This is largely due to the fact that the manner of computation assumed that the population over age 70 is *decreasing* at the rate of 11.6 per cent in 10 years whereas the 1901 census returns, which shewed there were 187.315 persons aged over 70, warrants the assumption that the number in 1911 will shew an *increase* because in 1901 there were actually 20480 more persons enumerated between ages 60 and 70 than in 1891, the survivors of whom will tend to swell the numbers existing at the present day.

It may be mentioned that the Official Tables of 1907 were stated to have been computed on the lines indicated above.

Contrasting the number of pensioners in the various district-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

with the total population it transpires that the number of pensioners ranges from 80.40 per 1000 to 8.55 per 1000. The following table illustrates the different numbers in the various administrative areas:—

Administrative Areas.	Number of Old Age Pensioners to 1000 of Population.		
	Highest.	Lowest.	Average.
England Counties	39.30	11.73	19.55
County Boroughs	26.82	9.55	14.31
Metropolitan Boroughs	19.55	8.71	13.39
City of London	—	—	10.38
Wales Counties	40.03	9.44	16.87
County Boroughs	12.00	9.00	10.89
England & Wales Total	*40.03*	*8.71*	*17.02*
Scotland Counties	80.40	10.33	22.60
Burghs	19.49	11.02	13.98
Total	*80.40*	*10.33*	*19.29*
Ireland Counties	73.40	19.14	52.28
Burghs	30.67	8.55	21.20
Total	*73.40*	*8.55*	*46.05*
United Kingdom Total	*80.40*	*8.55*	*20.07*

The foregoing figures are based upon the 1911 census, and it would have been of interest to contrast them with the enumerated population in the various divisions over 70 years of age. Detailed figures for this purpose are not yet available and practically all that can be said just now is that the number of pensioners in 1911 in England, Wales and Scotland would seem to be between 50 and 55 per cent of the estimated male population over 70 years of age and between 65 and 75 per cent in the case of females. For Ireland the proportions would appear to be higher. As contrasted with the *total* population the ratio will probably increase during the next twenty years, owing to the continuous change in the age constitution of the community. In recent years there has been a steady fall in the birth-rate which in 1910 had fallen to 25 per 1000. Further, since 1901 the outward migration movement which was partially checked in the

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

previous 10 years has been very large. The number of persons in the earlier adult ages will therefore be decreased in spite of the improvement in rates of mortality, with the result that old persons will show an increasing proportion of the total number. The industrial power of the nation depends largely on the population between ages 20 and 50 and a decrease in the population at these ages would in itself tend to make the burden of the cost of the pensions heavier. If the number of pensioners is likely to be increased, the position is intensified. In Table C. — appended — there is given the proportion of the population according to the 1901 census in various age groups, a column being added shewing the proportion which would obtain were the population stationery and the mortality corresponded to the English Life No. 6 rates.

According to the official estimates Old Age Pensions were calculated to cost in

Years	Pensions	Expenses of Pension Committees	Together
1909—10	£ 8·700·000	£ 50·000	£ 8·750·000
1910—11	» 9·620·000	» 100·000	» 9·720·000
1911—12	» 12·350·000	» 65·000	» 12·415·000
1912—13	» 12·135·000	» 65·000	» 12·200.000

In addition in 1912—13 £ 447,346 was budgeted in respect of the expenses the scheme imposed on the different Government Departments increasing the total costs of administration to £ 512.346 or nearly 4 1/4 per cent of the cost of actual pensions.

In regard to the Statement of claims received and alterations in the pensions during 1911 — see Appendix B. — it is to be regretted that the number of deaths and the number of pensions granted and revoked is not given separately for males and females, or split up according to age. According to the present Tabulation it is impossible to formulate any idea of the rates of mortality which prevail — information which would be of vast importance in connection with schemes of extended benefits under the National Insurance Act.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

d. *The relation between the free Old Age Pension from the State and the National Insurance Scheme.*

The National Insurance Act 1911 establishes the large State aided contributory Insurance Scheme to provide benefits during Sickness Disablement and Unemployment. It is estimated that the Unemployment Section will embrace over 2,000,000 work people in certain industries which are liable to seasonal or periodical fluctuations, and that the other Section, National Health Insurance, will include nearly 14,000,000 persons who for the most part have incomes under £ 160 per annum.

The Unemployment benefit consists of a weekly allowance during unemployment (limited to 15 weeks payment in any one year and to not more than one weeks benefit for every 5 weeks contributions). The State is to contribute an amount each year equal to one third of the total contributions of the work-people and employers which are at the rate of about 5 d. per week apportioned between employer and employed.

Under the National Health Insurance Scheme the following benefits are granted: Medical Aid, Sanatorium and Maternity Benefits during life and Sickness and Disablement Allowances in event of total incapacity of work by some specific disease or disablement. The Sickness and Disablement Benefits, which range from 10/— to 5/— per week, cease at age 70. The contributions, apportioned between employer and employed, are 7 d. per week males and 6 d. per week females. The State bears the cost of two-ninths of the amount expended in benefits (one-fourth in the case of women) and it also undertakes the payment of the insured's contribution in the case of low paid labour. For a period estimated at about 19 years a sinking fund is operative constituted of $1\frac{5}{9}$ d. per week males ($1\frac{1}{2}$ d. per week females) of each weekly contribution, for the purpose of wiping off £ 66,642,000 of the capital sum of £ 86,537,000 required to admit the majority of the insured persons up to age 65 at the level contributions mentioned above. When this sinking fund ceases to be operative, additional benefits will be granted, and in the meantime the benefits will be extended or curtailed according as the scheme proves profitable or unprofitable. One of the additional benefits contemplated is "the payment of pensions or superannuation allowances whether by way of addition to old age pensions under

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

the Old Age Pension Act 1908 or otherwise". The two concluding words are probably inserted with the view to preventing the fact of a person being compulsorily insured, constituting a right to the free old age grant irrespective of the disqualifications which apply at present. On attaining age 70 those insured persons whose incomes exceed £ 31 : 10 : — per annum will of course be precluded from the free grant and seeing that the majority of the community with incomes under £ 160 per annum will be compulsorily insured a large proportion of insured persons will be debarred from the old age pension on account of the income test alone. How many there will be it is difficult to predict. It would seem however that the proportion of the male population between 16 and 65 likely to be embraced in the measure will not be less than 75 per cent of the Population at young ages. The male pensioners in England, Wales and Scotland probably do not constitute more than 50 or 55 per cent of the male population over 70 years, of age. In consequence, the proportion of those insured persons who on attaining age 70 will not be entitled to the free pension grant, cannot be a negligible quantity, and if the free grant is extended to the persons affected, the number of male pensioners will in time possibly be increased by at least twenty per cent.

It is of course impossible at this juncture to say how the number of pensioners will be affected by any influence the Insurance Scheme may have on reducing the pauperism of the country — thereby decreasing the number of persons disqualified on account of obtaining poor law relief. It is admitted that sickness has an enormous influence on Pauperism, but how far the Insurance Scheme will alleviate the pressure remains to be seen. Systematic co-operation between the various medical and sanatorium agencies should be secured and this should prevent distress but, on the other hand, the Insurance Scheme being to a great extent subsidised and the Old Age Pension grant being an entirely free one may detract from the beneficial effects of thrift and voluntary effort thereby decreasing the numbers of those who strive for independence.

It is estimated that the State's contribution for the Unemployment Section will amount to nearly £ 750,000 per annum while the State's liability under the National Health Insurance Scheme will increase from £ 4,050,000 in 1913—1914 to £ 6,637,500 in 1932—

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

1933. It will thereafter grow by at least £ 80,000 per annum and there will be a further addition to the State's contribution of from one and three quarter to two million pounds per annum when additional benefits are granted on account of the moneys appropriated for sinking fund purposes being freed. Thus, while the amount to be provided in the next year or so by the State under its commitments for Old Age Pensions, and National Insurance will be between 14 and 15 million pounds per annum it is likely in ordinary course of events to be about 25 million pounds per annum in the course of 20 years if the estimates can be relied upon. Thereafter the annual burden is likely to increase still further.

In the Old Age Pension Scheme and the National Health Insurance Scheme the State's commitment is met out of current revenue and the amount required for each year's expenditure is voted annually by Parliament. It is argued that this policy is not sound and, in place of imposing a charge on the future revenue of the country in respect of obligations entered into now, the State's subsidy, if any, should take the form of supplementing the contributions in place of the benefits. This contribution with interest would of course constitute a fund out of which the claims would be paid when they mature for payment.

There is no doubt the ultimate burden is vastly increased by the method pursued, and the amount of the increase is represented by the difference between the aggregate amount of the benefits and their discounted present values. In considering the question many aspects must be taken into account. The present generation were admitted to the full benefit of the Old Age Pension Scheme without contribution, and a severe strain would have been imposed on the present generation of tax-payers, if they had been called upon to bear this burden and in addition provide out of the current Revenues the pensions which may ultimately be payable to them. At the same time the principle of modified benefits during the initial stages has been introduced into the National Insurance Scheme, and it would have been comparatively simple for the State to supplement the contributions for that scheme in place of adding to the benefits and so deferring its commitments still further. The estimates would have shewn the amount of the State's contribution in 1913—14 £ 5,500,000 in place of £ 4,050,000 and during the next 20 years the contribution would have to be greater

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

than the amounts shewn in the estimates. The explanation of course is that in future years the State's expenditure under the present system will be increased by the differences accumulated at compound interest between what would have been the contribution and what will be the actual expenditure, because until 73 years have elapsed the Scheme must be regarded as in a state of transition.

This aspect of the national accounts cannot be considered alone and many considerations present themselves. In other directions revenues are applied to wipe off capital indebtedness and while portions of the revenue may be regarded as derived from a capital account — e.g. the Death Duties — many items charged to current expenditure might readily be funded. The nation's chief asset is the earning power of its people and if by means of the Insurance Schemes that power is intensified and the moneys expended on benefits circulated in the country, the nation should be in a better position to bear the burdens in years to come.

APPENDIX TABLE **A.**

Pensions payable on the Last Friday in each year, ended 31st March, since the passing of the Old Age Pensions Act, 1908.

—	1909.	1910.	1911.		
			Men.	Women.	Total.
England	369.037	414.108	204.262	371.527	575.789
Wales	24.663	27.381	13.896	24.188	38.084
Scotland	70.294	76.889	30.440	61.365	91.805
Ireland	183.500	180.974	84.452	117.331	201.783
Total	647.494	699.352	333.050	574.411	907.461

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

APPENDIX TABLE **B.**

Claims Received, Pensions Payable, Revoked, Lapsed, etc., for the year ended 31st March, 1911.

Country.	Total Number of Claims received during the year.	Number of Pensions revoked as the result of Questions raised (included in Columns 4 to 7).	Claims rejected, and Pensions revoked on Questions raised during the year. By Committees or on Appeal. Nature of Disqualification.				Total Number of Pensions actually payable on the last Friday in the year.								Number of Pensioners of whose death information has reached the Officer since 31st March 1910.
			Age.	Poor Relief.	Means.	Other Causes.	5s.	4s.	3s.	2s.	1s.	Total.	To Men.	To Women.	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
England	269.101	5.067	8.049	7.352	5.634	2.851	533.507	16.033	15.165	7.193	3.891	575.789	204.262	371.527	44.461
Wales . . . . . (including Monmouth).	18.218	333	728	549	602	232	35.623	936	864	418	243	38.084	13.896	24.188	3.244
Scotland	31.597	686	2.694	926	721	459	87.632	1.551	1.586	642	394	91.805	30.440	61.365	8.722
Ireland	66.884	3.197	11.149	2.974	3.203	1.253	190.852	3.768	4.381	1.992	790	201.783	84.452	117.331	17.238
United Kingdom Total . . .	385.800	9.283	22.620	11.801	10.160	4.795	847.614	22.288	21.996	10.245	5.318	907.461	333.050	574.411	73.665

Corporate Heritage & Historical Archive

APPENDIX TABLE C.

Proportion of population in various age groups.

Ages.	England and Wales.	Scotland.	Ireland.	United Kingdom.	English Life No. 6.
Males.					
Under 5 years.	11.8	12.3	10.2	11.7	9.0
5—10	11.1	11.5	10.4	11.0	8.4
10—15	10.6	11.0	10.7	10.7	8.3
15—20	10.2	10.6	10.7	10.3	8.2
	43.7	45.4	42.0	43.7	33.9
20—30	17.8	18.0	17.8	17.8	15.7
30—40	13.9	13.0	11.9	13.6	14.7
40—50	10.6	10.1	9.4	10.4	13.0
	42.3	41.1	39.1	41.8	43.4
50—60	7.2	6.9	8.0	7.3	10.7
60—70	4.4	4.3	6.7	4.6	7.5
70 and over	2.4	2.3	4.2	2.6	4.5
	14.0	13.5	18.9	14.5	22.7
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Females.					
Under 5 years.	11.1	11.5	9.6	11.0	8.7
5—10	10.4	10.6	9.9	10.4	8.1
10—15	10.0	10.1	10.0	10.0	7.9
15—20	9.8	9.8	10.5	9.8	7.8
	41.3	42.0	40.0	41.2	32.5
20—30	18.7	18.3	18.4	18.6	15.2
30—40	14.2	13.5	12.0	13.9	14.3
40—50	10.5	10.2	9.9	10.4	12 9
	43.4	42.0	40.3	42.9	42.4
50—60	7.4	7.4	8.7	7.6	11.1
60—70	4.9	5.2	6.8	5.1	8.3
70 and over	3.0	3.4	4.2	3.2	5.7
	15.3	16.0	19.7	15.9	25.1
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Males and Females.					
Under 5 years.	11.4	11.9	9.9	11.3	8.8
5—10	10.7	11.0	10.1	10.7	8.2
10—15	10.3	10.5	10.3	10.3	8.1
15—20	10.0	10.2	10.6	10.1	8.0
	42.4	43.6	40.9	42.4	33.1
20—30	18.3	18.2	18.1	18.2	15.4
30—40	14.1	13.3	12.0	13.8	14.5
40—50	10.5	10.2	9.7	10.4	13.0
	42.9	41.7	39.8	42.4	42.9
50—60	7.3	7.1	8.4	7.4	10.9
60—70	4.7	4.7	6.7	4.9	7.9
70 and over	2.7	2.9	4.2	2.9	5.2
	14.7	14.7	19.3	15.2	24.0
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN GRANDE—BRETAGNE

PAR

V. MARR, Londres.

L'auteur expose :

a. le but et les tendences de la législation sur l'assistance des vieillards (pensions de vieillesse) ;

b. la manière de l'application pratique de la loi respective de 1908,

c. les statistiques dont on dispose jusqu'à présent;

d. les rapports entre les pensions de vieillesse servies par l'Etat (*assistance* publique sans contributions des bénéficiaires) et la nouvelle législation sur l'assurance en cas de maladie et invalidité (*assurance* véritable, basée sur des contributions des assurés avec subsides de l'Etat).

Dans les points *a.* et *b.*, l' auteur se borne à résumer les dispositions fondamentales des lois susindiquées ainsi que des Règlements Officiels y relatifs.

Quant au point *c.*, l'auteur soulève des objections contre les méthodes appliquées pour faire des estimations sur le nombre probable des bénéficiaires de retraites de vieillesse ; il fait ressortir, que, en appliquant des principes actuariels auxdites évaluations, on serait arrivé à des évaluations bien plus exactes sur l'augmentation des charges publiques, causées par les retraites.

Lesdites charges qui, dans l'année 1911/2, se sont montées à £ 12,415,000, présenteront, d'après des calculs actuariels, au bout de 20 ans, une augmentation de £ 4,000.000 à la charge des budgets annuels, tandisqu'on n'avait prévu qu'un accroissement de £ 2,000.000.

Dans l'alinéa *d.* l'auteur donne un extrait du nouveau système de l'Assurance Nationale (assurance-maladie et invalidité); il explique notamment que les assurés d'aujourd'hui sont loins de tomber tous, un jour, à la charge de l'assistance de vieillesse. Il n'y a donc pas de rapports directs entre le nombre des personnes assujetties à l'assurance nationale et le nombre des bénéficiaires de retraites, à prevoir pour l'avenir.

Enfin l'auteur a annexé à son rapport des tableaux indiquant :

GENERALI Corporate Héritage & Historical Archive

1e le nombre des pensions de vieillesse servies chaque année depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1908;

2e le nombre des demandes de pensions soulevées dans la période du 1er avril 1910 au 31 mars 1911, le nombre des pensions payées, des pensions revoquées par suite de recherches ainsi que des annulations survenues dans la même période;

3e le groupement de la population générale d'après les différentes classes d'âge.

DIE DURCHFÜHRUNG DES ALTERSRENTENGESETZES IN GROSS-BRITANNIEN

VON

V. MARR, London.

Der Autor erörtert:

a. die Grundzüge des Alterspensionsgesetzes von 1908;

b. die Art seiner Durchführung;

c. die Beziehungen zwischen dem Alterspensionsgesetze (Gewährung staatlicher Renten ohne Prämienzahlung) und der neuesten Gesetzgebung über Kranken- und Invaliditätsversicherung (Gewährung von Versicherungsleistungen auf Grund von Beiträgen der Versicherten mit staatlichen Zuschüssen).

Die Punkte *a.* und *b.* beschränken sich auf eine Darstellung der wichtigsten Bestimmungen des Gesetzes und der dazu gehörigen Durchführungsverordnung.

Im Punkte *c.* kritisiert der Autor das Verfahren, das zum Zwecke der Schätzung der voraussichtlichen Zahl von Rentenempfängern angewendet wurde. Wäre bei dieser Abschätzung nach versicherungstechnischen Grundsätzen vorgegangen worden, so hätte man die künftige Belastung des Staates durch die Zahlung der Alterspensionen weit richtiger vorausermittelt. Nach den jetzt vorgenommenen technischen Berechnungen wird sich die jährliche Belastung des Staatsbudgets aus diesem Titel, welche sich im Jahre 1911/2 auf £ 12,415.000.— belaufen hat, in den nächsten 20 Jahren um weitere 4 Millionen (und nicht 2 Millionen) erhöhen.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Im Punkte *d.* erläutert der Autor die Grundzüge des neuesten Sozialversicherungsgesetzes (Kranken- und Invaliditäts-Versicherung) und hebt insbesonders hervor, dass die Personen, welche heute der Krankenversicherung unterliegen, keineswegs alle oder auch nur grösstenteils künftighin Alterspensionen zu beanspruchen haben werden. Es besteht also kein Zusammenhang zwischen der Anzahl der heute krankenversicherten Personen und der voraussichtlichen Anzahl der künftigen Altersrentenempfänger.

Endlich veröffentlicht der Autor im Anschlusse an seinen Bericht eine Reihe von Tabellen, welche enthalten:

1. die Anzahl der seit Geltungsbeginn des Gesetzes von 1908 alljährlich bezahlten Alterspensionen;
2. die Anzahl der erhobenen Alterspensionsansprüche, der gezahlten und der infolge von Recherchen eingestellten Pensionen sowie der in Wegfall gekommenen Pensionsansprüche in der Zeit vom 1. April 1910 bis 31 März 1911; endlich
3. die Verteilung der gesammten Bevölkerung nach Altersgruppen.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

AMERICAN PUBLIC PENSION SYSTEMS AND CIVIL SERVICE RETIREMENT PLANS

BY

FREDERICK L. HOFFMAN, LL.D.,

Statistician, The Prudential Insurance Company of America, Newark, New Jersey.

A full discussion of American pension systems and civil service retirement plans would make a most useful and interesting contribution to insurance science. There is probably no department of the government which affords a better illustration of the practical value of qualified actuarial advice than the pension and retirement plans of the United States. Most of the methods or plans which have been adopted or followed have been in disregard of or indifference to actuarial considerations and as a result the actual cost has invariably been far in excess of the original estimates of the probable expense. It is only within very recent years that actuarial principles have occasionally been applied to the solution of service retirement problems in the United States and the present outlook would seem to be quite favorable for a future enlargement of the actuarial function in its relation to questions of public administration and finance.

1. *Pensions Defined.*

In the common acceptance of the term, *a pension* in its legal aspects in the United States is defined as "a stated and certain allowance granted by the government to an individual, or those who represent him, for valuable services performed by him for the country." 1) This definition is practically inclusive of military and naval pensions and it does not strictly apply to questions

---

1) BOUVIER's Law Dictionary, Vol II, p. 647.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

of voluntary or compulsory service retirement allowances. One of the earliest definitions of a pension in English law is given in the 'New Law Dictionary' by GILES JACOB (London, 1744), in which it is held that a pension "is a yearly payment of money in recompense of service", and this principle practically underlies the entire public pension system of the United States from the beginning of the government to the present time. It has been observed in this connection by Mr. WORTHINGTON C. FORD that "If there be any principle recognized and established in this country it is that pensions must be confined to those who were separated by the nature of their service from the great mass of the community, and who devoted themselves exclusively to military duties; who laid aside the character of a citizen and became a soldier; who, in abandoning the pursuits, extinguished also the habits, of private life". 1)

As a broad principle, it may be stated that there have been few exceptions to this rule, but in 1869 a law was passed by Congress providing that "Any judge of the United States, who, having held his commission as such at least ten years, shall, after having attained the age of seventy years, resign his office, and shall thereafter during the residue of his natural life receive the same salary which was by law payable to him at the time of his resignation". 2) Aside from the military pensions granted by the United States government and the pensions of judges of the United States courts, a limited pension arrangement has been effected for the employees of the Life Saving Service and also for Army nurses performing actual services during time of war. Quite a number of special acts of Congress have provided pensions of variable amounts for the widows of ex-Presidents, and to other individuals, including the widow of a professor in the Naval Academy, and the Baron VON STEUBEN, who, for services in connection with the Revolutionary War, was granted a pension of $ 2,500 during life, in full discharge of all claims and demands against the United States.

2. *The Beginning of Pension Legislation in the U. S. A.*

The earliest pension legislation of the Federal government was an act of the Continental Congress, of August 26, 1776, under

1) LALOR's Cyclopedia of Political Science, Vol. III, p. 1023.

2) See Section 34 of this discussion.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

which pensions were promised to soldiers and sailors disabled in the Revolutionary War. Additional legislation was enacted in 1778, promising half-pay for seven years after the end of the war to all commissioned officers who should serve until its termination. On account of the historic importance of the act of 1776, the same is given, in part, as follows: 1)

"Whereas, in the course of the present war, some commissioned and non-commissioned officers of the army and navy, as also private soldiers, marines, and seamen, may lose a limb, or be otherwise so disabled as to prevent their serving in the army or navy, or getting their livelihood, and may stand in need of relief:

Resolved, That every commissioned officer, non-commissioned officer, and private soldier, who shall lose a limb in any engagement, or be so disabled in the service of the United States of America as to render him incapable afterwards of getting a livelihood, shall receive, during his life, or the continuance of such disability, the one half of his monthly pay from and after the time that his pay as an officer or soldier ceases; to be paid by the committee as hereafter mentioned:"

3. *First Pension Act Passed by U. S. Congress.*

The first act of Congress, subsequent to the adoption of the Constitution, relating to pensions, passed on September 29, 1789, provided that pensions which had theretofore been paid by the several states should thereafter be paid by the United States under such regulations as the President should direct. In 1796 it was enacted by the United States Congress that every officer and private of the militia or volunteers who was wounded or disabled while in the line of his duty in actual service, was entitled to be placed on the list of invalids at such rate and under such regulations as the President should direct, subject to the limitation, however, that the rate of compensation was never to exceed for the highest disabilities one-half the monthly pay of any commissioned officer at the time of his being so disabled; and to non-commissioned officers, musicians and privates the compensation was never to exceed five dollars per month; and for all inferior disabilities a sum in proportion to the highest disability was allowed". Subsequent to this date there has been a large amount of legislation relating to pensions of officers and privates in the United States Army and Navy, but an act of peculiar significance was passed

1) Journals of the Continental Congress, Vol. V, p. 702.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

in 1812, providing that "2 % of the net amount of the prize money arising from captured vessels and cargoes and of the salvage of vessels and cargoes recaptured by the private armed vessels of the United States, was directed to be paid to the collector or chief officer of the Customs, at the place at which such captured or recaptured vessel might arrive in the United States; or to the consul, or other public agent of the United States, residing at the place, not within the United States, at which such vessels might arrive. The monies paid as aforesaid, were pledged as a fund, for the support and maintenance of the widows and orphans of such persons as might be slain, and for the support and maintenance of such persons as might be wounded and disabled, on board of the private armed vessels of the United States, in any engagement with the enemy". 1)

In 1813 it was further provided, with reference to this act, that the money so collected should constitute a fund for the benefit of the officers, seamen or marines of the private armed vessels of the United States, and the regulations prescribed that, "A captain was allowed, not exceeding twenty dollars; lieutenants and sailing-masters, twelve dollars; marine officers, boatswains, gunners, carpenters, masters' mates and prize-masters, ten dollars; all other officers, eight dollars, and the seamen or marines, six dollars per month, for the highest rate of disability, and in proportion for inferior disabilities."

4. *Growth of the Military and Naval Pension System.*

By 1833 the pension roll had gradually increased to what for the time were considerable proportions and a Pension Bureau was established in the War Department, but the naval pensions continued to be dealt with until 1840 by the Navy Department. In 1849, when the Interior Department was created, the Pension Bureau was transferred thereto and since then all matters relating to military and naval pensions have been dealt with by the Commissioner of Pensions of the Department of the Interior.

The amounts annually paid out for military and naval pensions in the United States by 1791 had reached $ 175,813.88, but subsequent to that year the amount gradually declined, with some

1) SEYBERT's Statistical Annals of the United States, p. 694.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

irregularity, to $ 69,656.06 in 1815. The effect of the second war with England was to nearly treble this amount during 1816, and the amounts rapidly increased until a maximum of $ 3,208,376.31 was attained in 1820. Thereafter the amounts decreased slowly to a minimum of $ 850,573.57 in 1828, increasing rapidly thereafter to $ 4,589,152.40 in 1833. For the next three decades, including the second year of the Civil War, the amounts disbursed on account of military and naval pensions rarely exceeded two million dollars, and in fact, by 1862, the disbursements had been decreased to $ 852,170.47. It may be recalled that the wars in which the United States had up to this time been engaged since the Revolution included the misunderstanding with France, the war with Tripoli, the Indian wars, the second war with England, dating from 1812 to 1815, the war with the Seminoles, the several Indian wars dating from 1817 to 1843, the frontier disturbances on the Canadian border, and the war with Mexico, 1846—1848. 1)

5. *Changes in Pension Practice.*

It had become the practice to grant invalid pensions to volunteers in the militia employed in suppressing Indian depredations in Florida and pension allowances were made to the widows and children under 16 years of age of those engaged in various Indian wars since 1790 and who remained in the service to the date of their death, or who had received an honorable discharge and died. Invalidity pensions were also granted to regulars and volunteers disabled by injury received or disease contracted in the Mexican war, but the total amounts disbursed on account of military and naval pensions previous to the Civil War remained relatively an unimportant item in the national budget. As early as 1818, however, the principle of limiting the granting of pensions to cases of established disability in actual service had been abandoned and the length of service and the poverty or pecuniary dependence of the pensioner were made the conditions precedent for pension grants, which by the United States Supreme Court have been defined as "the bounties of the government which Congress has the right to give, distribute or recall at its discretion." The effect of such a liberal interpretation of pension rules and regulations is made

1) LALOR's Cyclopedia of Political Science, Vol. III, p. 1031.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

evident by the subsequent cost, which, in nearly all cases has far exceeded the anticipated expense. 1) It would serve no present purpose to enlarge upon the abuses of the American pension system, which are common to pensions granted by government on a non-contributory basis. As early as 1818 it was ascertained that fully one-third of the pension claimants had no claim to the government bounty. In 1820 more restrictive safeguards against fraud were adopted and applicants were required to give a property account under oath and as the result of this six thousand names were stricken from the list.

The subsequent pension history is full of similar illustrations, but the actual extent of wrongful practices has never been established, nor would it be an easy matter to do so. The earliest reference to extensive pension frauds occurs in the Message to Congress of President ANDREW JACKSON in 1834 2) and on that occasion a report was made to Congress in which it was said that „There are supposed to be now living about 42,600 persons who receive pensions or gratuities from the government under different laws. Of these about 3,900 are invalid pensions, 10,500 come under the act of 1818, 700 under the act of 1828, and 27,500 under the law of June 7, 1832."

6. *Beginnings of Civil War Pensions.*

The early pension experience of the United States is extremely suggestive of the difficulty inherent in all government pension plans which allow more or less discretion in the gratuitous distribution of public funds. The exigencies of war rarely fail to impose a heavy pecuniary burden upon subsequent generations, but in no direction has this been more the case than in the pension allowances authorized by the United States Congress subsequent to the war of 1861—1865. The earliest pension law having reference

1) That there has been no improvement in the accuracy of forecasts regarding the ultimate cost of pension legislation, is made evident by a statement made by the Hon. MARTIN DIES, M. C., of Texas, on December 9, 1911, who, quoting from a speech by Mr. PAYNE, of New York, at one time the leader of the Republican majority of Congress, and referring to a proposed pension bill pending at the time, which would have materially increased the pension disbursements, said as follows: "The estimate is for $45^1/_2$ million dollars. We have never had an estimate yet that was not exceeded by a good many millions of dollars".

2) Messages and Papers of the Presidents, Vol. III, p. 114.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

to the dependent survivors of that war was enacted on July 14, 1862, and from that date to this a truly enormous mass of pension legislation has been enacted, both in the nature of general laws and private acts, with a constant tendency towards an increase in the government bounty and an enlargement of the scope of the pension system. Not one of the numerous acts which has been passed was based upon actuarial considerations, even in so far as to permit of a forecast with reasonable accuracy of the probable future cost. As a result, colossal pecuniary burdens have been assumed by the American people, which, while cheerfully borne, as a matter of patriotic pride, and in appreciation of the inestimable service rendered by the soldiers and sailors of the wars in which the United States has been engaged, constitute nevertheless an economic problem of the utmost national concern. From $ 15,450,549 paid in military and naval pensions in 1866, the disbursements by 1880 increased to $ 56,689,229, and to $ 156,906,637 in 1893. Subsequent to that year (1893) there was a slight decline for a few years, until, as the result of additional legislation and the new burdens resulting from the war with Spain in 1898, the pension disbursements by 1909 reached $ 161,973,703. During the last two years the amounts have slightly decreased to $ 157,325,160 in 1911. All of the foregoing disbursements are exclusive of the cost of maintenance and expense. The number of pensioners increased from 126,722 in 1866 to a maximum of 999,446 in 1902. Subsequent to that year there has been a gradual decrease in the numbers, but in 1911 the pension roll still contained 892,098 names.

7. *Total Amount Paid in War Pensions to Date.*

The total amounts that have been disbursed for pensions to soldiers and sailors and marines, their widows, minor children and dependent relatives on account of military and naval service in the several wars and in the regular service since the foundation of the government to June 30, 1911, approximates four-and-a-quarter billions of dollars. The details of this colossal government bounty are given in the following table: 1)

---

1) Annual Report of the Commissioner of Pensions, Department of the Interior, Washington, 1911.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Pension Disbursements of the United States on Account of the Several Wars and of the Peace Establishment, 1789—1911.

War of the Revolution (estimate)	$	70,000,000.00
War of 1812 (service pension)	„	45,853,024.19
Indian wars (service pension)	„	11,192,205.52
War with Mexico (service pension)	„	45,279,686.83
Civil War	„	3,985,719,836.93
War with Spain and insurrection in Philippine Islands	„	34,142,976.37
Regular establishment	„	21,705,852.33
Unclassified	„	16,488,147.99
Total disbursements for pensions 1)	$	4,230,381,730.16

8. *Excess of Actual over Estimated Cost.*

It is obvious from the preceding table that the subsequent cost of military engagements may exceed the original expenditures incurred during the period of active military operations. While the limits of the present discussion preclude adequate consideration of important details, it may be stated in this connection that the last Revolutionary pensioner died April 25, 1911, and there are still 279 names on the pension rolls of the War of 1812, and 7,621 names on account of the War with Mexico. It is also extremely significant that although the war with Spain was of very short duration and occurred as recently as 1898, there are already 28,490 names on the pension roll resulting from that war, including 23.383 invalids and 1,217 widows.

9. *Average Value of Pensions Paid.*

In the national pension legislation the principle has generally been followed to grant small pensions to large numbers rather than pensions sufficient in amount for comfortable subsistence to a small number of particularly deserving men. The average annual value of each pension paid during 1911 was only $ 173.56, being as high as $ 228.58 for pensions granted under general laws on account of service in the Civil War, and as low as $ 128.47 on account of pensions granted as the result of the War with Spain. The average amounts, however, have tended rapidly to increase

1) This total probably does not include the entire cost of administration. In 1911 the total pension disbursements were $ 159,842,287, of which $ 2,517,127 was on account of expenses of administration, or 1.57 %.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

and while during 1907 the average pension disbursement was only $ 145.60, the same had increased to $ 169.82 by 1909 and to $ 173.56, as previously stated, in 1911. It is further extremely significant, in this connection, that at the close of the fiscal year ending with June 30, 1911, 36,793 applications were pending for pensions, including one on account of the War of 1812 and 189 on account of the Mexican War, 8,386 on account of the War with Spain, and 25,153 on account of the Civil War. The most important recent legislation 1) on the subject of pensions was enacted under date of April 19, 1908, under which pensions are granted at the rate of $ 12 per month to widows of persons who served 90 days or more in the Army or Navy of the United States during the Civil War and who were honorably discharged, without regard to their pecuniary condition, if they were married prior to June 27, 1890. Following this legislation 88,224 applications were filed for pension allowances under this law, and up to June 30, 1911, the number of certificates issued thereunder had reached 67,801. The tendency towards still more radical pension legislation is emphasized in the pensions granted by special acts during the 3rd Session of the 61st Congress, when 3,586 persons were provided with pensions for variable amounts. Leaving out a relatively small number of pensions granted for sums ranging from $ 35 to $ 60 a month, there were 1,116 pensions granted for $ 30 a month and 1,636 pension for $ 24 a month. The lowest amount granted was for $ 6 a month in four cases. The tendency of pension legislation would, therefore, seem to be in the direction of providing from $ 24 to $ 30 a month, and this conclusion is sustained by bills recently introduced into the present Congress, providing for an increase in the case of a large number of outstanding pensions to a flat rate of $ 30 a month, or a dollar a day. 2)

10. *Range in Size of Pensions Paid.*

The range of pensions provided under general pension laws, according to the pension roll of June 30, 1911, was from a minimum of $ 2 a month to a maximum of $ 108 a month. Merely by way of illustration, it may be said that under the act of February 6, 1907, there were 177,315 pensions granted

1) That is, previous to January 1, 1912.

2) See Section 13a.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

for $ 12 a month, 110,370 pensions at $ 15 a month and 69,097 pensions at $ 20 a month. It requires no argument to prove that an increase in the amount of pensions resulting from the Civil or earlier wars of the United States to a flat rate of $ 30 a month would very largely increase in the pension burden, and no such change should be made without a qualified actuarial check upon the estimate of probable ultimate cost. 1)

11. *The Legal Status of War Pensions.*

The foregoing outline of the American pension system has reference only to military pensions, to which the same, for reasons previously pointed out, has practically been limited up to this time. Important legal and other considerations affect the operation of the system in actual practice, and it is necessary to state that by an Act of Congress dated December 21, 1893, the payment of a pension cannot be withheld or suspended without notice to the grantee of not less than thirty days. It has been argued, with some force, that the pension legislation of the United States is unconstitutional, in that no specific provision for such legislation is contained in the fundamental law of the land. The system, however, has been so firmly established and so large a number of pensioners are dependent upon its continuance that there is not even a remote possibility that any of the general pension laws enacted by Congress will ever be declared unconstitutional by the United States Supreme Court. While the Court has ruled that no pensioner has a vested legal right to his pension, it is nevertheless true that the pension legislation heretofore enacted has practically established the doctrine of perpetuity for the lifetime of the beneficiary. Granting, however, all that can be said in favor of Federal legislation as an evidence of liberality and considerate solicitude towards the nation's defenders in time of war, and their dependent survivors, the system is indefensible in essential matters of detail, which violate some of the most important principles of insurance and economic science. 2)

---

1) For a full account of the laws and regulations which govern Army and Navy pensions in the United States, see "Laws of the United States Governing the Granting of Army and Navy Pensions, together with the Regulations Relating Thereto", by JAS. L. DAVENPORT, Commissioner of Pensions, Washington, 1912.

2) Special Message from the President of the United States, Feb. 11, 1887, on the Dependent Pension Bill.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

12. *Financial Consequences of Disregarding Insurance Principles.*

The importance of taking into account in pension legislation the elementary principles of insurance as conditioned by the law of probability is best illustrated in a statement of the reasons which induced the late Mr. CLEVELAND, when President of the United States, to veto the dependent pension bill passed by Congress in 1887. After pointing out that "it is sad but nevertheless true, that already in the matter of procuring pensions there exists a wide-spread disregard of truth and good faith, stimulated by those who as agents undertake to establish claims for pensions, heedlessly entered upon by the expectant beneficiary, and encouraged or at least not condemned by those unwilling to obstruct a neighbor's plans", he directed attention to the fact that while cost in a matter of this kind should not be set against a patriotic duty or the recognition of a right, it requires to be considered that experience has demonstrated "that all estimates concerning the probable future cost of a pension list are uncertain and unreliable, and always fall far below the actual realization". In continuation, Mr. CLEVELAND said.

"The chairman of the House Committee on Pensions calculates that the number of pensioners under this bill would be 33,105, and the increased cost $ 4,767,120; this is upon the theory that only those who are entirely unable to work would be its beneficiaries. Such was the principle of the Revolutionary pension law of 1818, much more clearly stated, it seems to me, than in this bill. When the law of 1818 was upon its passage in Congress the number of pensioners to be benefitted thereby was thought to be 374; but the number of applicants under the act was 22,297, and the number of pensions actually allowed 20,485, costing, it is reported, for the first year, $ 1,847,900, instead of $ 40,000, the estimated expense for that period.

A law was passed in 1853 for the benefit of the surviving widows of Revolutionary soldiers who were married after January 1, 1800. It was estimated that they numbered 300 at the time of the passage of the act; but the number of pensions allowed was 3,742, and the amount paid for such pensions, during the first year of the operation of the act, was $ 180,000 instead of $ 24,000, as had been estimated".

13. *Limitations and Defects of the American System.*

In utter disregard of the evidence, statistical or otherwise, that the military and naval pensions system of the American government is faulty in theory and defective in practice, the new pension legislation is much along the same line as the old, with a constant tendency toward an increase in the pension burden, which vastly

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

exceeds the corresponding amounts disbursed by other civilized nations for the same purpose. This much, however, may be said, that while the amounts expended are enormous in their magnitude, it is nevertheless true that in a large number of really deserving cases scant justice has been done to those who were most entitled to the grateful recognition of the nation for invaluable services rendered during time of war. The chief economic defect in the American system is that its benefits are distributed too widely and in too small amounts to be of real benefit to individual beneficiaries, while the number of those receiving adequate pensions for comfortable support during invalidity or old age is comparatively small. For economic and patriotic reasons, it would have been much better if a smaller number of pensioners had been more adequately provided for, than that the benefits should have been so widely distributed among nearly a million beneficiaries, with many of whom at least a moral right to and pecuniary need of the nation's bounty may be a question of serious doubt.

13a. *Proposed Pension Legislation for 1912.*

The most recent bill introduced in Congress (1912) in the matter of war pensions, entitled 'An Act (H. R. 1) granting a service pension to certain defined veterans of the Civil War and the War with Mexico', reads as follows:

"Be it enacted, etc., That any person who served in the military or naval service of the United States during the late Civil War or the War with Mexico, and who has been honorably discharged therefrom, and all members of State organizations that are now pensionable under existing law, shall upon making proof of such facts according to such rules and regulations as the Secretary of the Interior may provide, be placed on the pension roll and be entitled to receive a pension as follows: For a service of 90 days or more in the Civil War, or 60 days or more in the War with Mexico, and less than 6 months, $ 15 per month; for a service of 6 months or more and less than 9 months, $ 20 per month; for a service of 9 months or more and less than 1 year, $ 25 per month; for a service of 1 year or more, $ 30 per month: Provided, That any such person who served in the War with Mexico shall be paid the maximum pension under this act, to wit, $ 30 per month.

Sec. 2. That any person who served in the military or naval service of the United States during the Civil War and received an honorable discharge and who was wounded in battle or in the line of duty, and is now unfit for manual labor, through causes not due to his own vicious habits, or who from disease or other causes incurred in line of duty resulting in his disability is now unable to perform manual labor, shall be

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

paid the maximum pension under this act, to wit, $ 30 per month, without regard to his length of service.

Sec. 3. That no person shall receive a pension under any other law at the same time or for the same period he is receiving a pension under the provisions of this act.

Sec. 4. That rank in the service shall not be considered in applications filed hereunder.

Sec. 5. That pensions under this act shall commence from the date of filing the application in the Bureau of Pensions after this act takes effect.

Sec. 6. That no pension attorney, claim agent, or other person shall be entitled to receive any compensation for services rendered in presenting any claim to the Bureau of Pensions, or securing any pension, under this act.

The estimated additional cost resulting from this bill on the basis of the pension returns as of June 30, 1910, is given in tabular form below: 1)

Length of Service.	No. of Pensioners.	Present Rate per Month.	Proposed Rate per Month.	Increase per Month per Pensioner.	Increase per Year per Pensioner.	Total Increase per Year.
90 days	22,253	$ 12.00	$ 15.00	$ 3.00	$ 36.00	$ 801,108.00
6 months	55,633	» 12.00	» 20.00	» 8.00	» 96.00	» 5,340,768.00
1 year	200,279	» 12.00	» 30.00	» 18.00	» 216.00	» 43,260,264.00
90 days	819	» 14.00	» 15.00	» 1.00	» 12.00	» 9,828.00
6 months	2,647	» 14.00	» 20.00	» 6.00	» 72.00	» 147,384.00
1 year	7,370	» 14.00	» 30.00	» 16.00	» 192.00	» 1,415,040.00
6 months	20,356	» 15.00	» 20.00	» 5.00	» 60.00	» 1,221,360.00
1 year	73,280	» 15.00	» 30.00	» 15.00	» 180.00	» 13,190,400.00
6 months	5,601	» 17.00	» 20.00	» 3.00	» 36.00	» 201,636.00
1 year	20,165	» 17.00	» 30.00	» 13.00	» 156.00	» 3,145,740.00
1 year	47,349	» 20.00	» 30.00	» 10.00	» 120.00	» 5,681,880.00
1 year	17,451	» 24.00	» 30.00	» 6.00	» 72.00	» 1,256,472.00
					Total.....	$ 75,671,880.00

It is further estimated that if the bill referred to became a law, the per capita increase of the pension burden would be from $ 1.77 at the present time to $ 2.25. For the purpose of emphasizing the disproportionate amount paid in war pensions in the United States, the Hon. DAVID E. FINLEY, of South Carolina, on December 11, 1911, made the following statement in the House of Representatives:

1) Congressional Record, 62nd Congress, 2nd Session, p. 146.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

"The United States pays out annually more for pensions than any other three countries in the world, as may be shown by the following figures taken from the official yearbooks of France, Germany, and England:

Pensions paid in 1910:

By France	$ 31,960,607
By Germany	» 40,805,814
By England	» 29,397,268
Total	$ 102,163,689
Paid by United States in 1910, as given by the Commissioner of Pensions	$ 162,631,729

The bill, as proposed, passed the House by a large majority, but it has not passed the Senate, and in any event, it would probably have been vetoed by the President. The bill, however, has the intrinsic merit that it clearly recognizes the principle of length of active service as the paramount consideration in the granting of pensions with or without an age qualification.

14. *Payment of Pensions to Soldiers of the Confederacy.*

In addition to the Federal pension system, which provides for invalid or dependent survivors of the various wars in which the nation has been engaged, the Southern States constituting the old Confederacy, have established State pension systems along very similar lines, although the average amounts provided out of State revenues have necessarily been much less. While it must be admitted that the Confederate pension system reflects most creditably the devotion and gratitude of the Southern people towards those who fought in behalf of the Southern cause, it is equally true that by disregarding the bitter lessons of past experience and some of the elementary principles of insurance, the Southern States made economic errors almost identical to those committed by the nation at large. 1) Approximately 100,000 Confederate pensions have been granted to date by the several Southern States, involving annual expenditures of more than $ 5,000,000. In Georgia, for illustration, in 1906, there were 15,297 Confederate pensioners, to whom was paid the sum of $ 907,747, or an average pension of $ 59.34. Of the pensioners only 2,833 were disabled soldiers, 2,551 were widows, because of the death of the husband being

1) Industrial Insurance in the United States, by Chas. R. Henderson, p. 281 et seq., Chicago, 1909.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

of service origin, 7,734 were indigent soldiers and 2,210 were indigent widows of soldiers. In the State of Georgia, and probably to a similar extent in other Southern States, the Confederate pension system has been subject to serious abuses, much the same as those common to the Federal pension system, and, for illustration, in 1902 the Georgia Commissioner of Pensions said in his report, "The pension rolls under existing laws are being burdened with men who never saw the enemy and in many instances, deserters. To allow such is a disgrace to the soldier and the State and it is fastening upon the State a class of unworthy beneficiaries". As an illustration of the extremes to which advocates of liberal and indiscriminate pension legislation will go, it may be stated that it is only a few years since that Senator Butler of North Carolina, by an amendment to the pension appropriation bill of the year proposed to extend to Confederate soldiers all the privileges of the pensions then enjoyed by Federal soldiers or their surviving dependents. As a contribution to the literature of the subject, I cannot do better than quote the following extract from the amendment referred to, which reads:

"That from and after the passage of this bill every pension law now on the statute books shall apply to every invalid soldier, widow, minor children, dependent relative, the army nurses, and all other pensioners who may be able to prove their claim under the present pension laws, without regard to whether said soldier was enlisted in the Federal or Confederate service of the late civil war of 1861—'65".

Had this amendment been adopted, an additional amount of over one hundred million dollars would have been added to the pension budget, but it is hardly necessary to state that the suggested amendment, for patriotic and other reasons, failed to become a law. It may also be said that the proposed amendment did not reflect the consensus of qualified public opinion in the Southern States, where patriotic pride in the valor of the Southern Confederacy has not yielded to sordid pecuniary considerations, nor is it to be expected that it ever will.

15. *Proposed State Pensions for Civil War Veterans.*

Efforts have been made in the Northern States to provide from State revenues additional pensions for the survivors and their dependents of the Civil War but heretofore such attempts, with

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

few exceptions, have fortunately been unsuccessful. Efforts have also been made and bills to that effect have been introduced into the United States Congress, to provide pensions for surviving slaves, liberated in 1863, as the result of the war between the States, but, fortunately, this attempt at an enlargement of the scope of the national pension legislation has also been unsuccessful.

16. *Proposed Pension Plan of the United States Sanitary Commission.*

Before I proceed with the discussion of other pension systems, I may briefly refer to two important reports made during the time of the Civil War, in anticipation of subsequent pension legislation. As early as 1863 the United States Sanitary Commission had a report prepared by Mr. STEPHEN H. PERKINS on the Pension Systems and Invalid Hospitals of France, Prussia, Russia, Austria and Italy, with some suggestions upon the best means of providing in a similar manner for the invalid and disabled soldiers of the Civil War. This report was followed by an outline of a system for the economical relief of disabled soldiers and on certain proposed amendments to the pension laws, by JOHN ORDRONAUX, published in 1864. These reports contain some very interesting suggestions, particularly with regard to a scale of disabilities by which invalid pensions should be classified. Among the specific recommendations, however, which may here be restated, is the first, which provided that "All non-commissioned officers and privates, serving in the Army for twenty-five years, should be entitled to the full pension of their rank, just as if they had been honorably discharged from the service at any time on account of wounds or disease contracted in the line of their duty". The pension was to be granted additional to any bounty given for enlistment and land grants bestowed at the expiration of the first term of service. Another proposition was that "Whenever a specially meritorious action has been performed by a soldier or non-commissioned officer, a full pension shall be granted to him in addition to his regular pay".

With regard to officers, it was provided that "Officers remaining in the service twenty-five years should be allowed to retire on a pension equal to one-third of their original pay, and for each additional five years of service up to thirty-five, one-sixth more

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

shall be added, so as to enable it to reach, but never exceed, one-half of their original pay". Finally, it was provided that, "Pensioners shall cease to draw their pensions whenever they obtain a life office in the public service with pay equivalent to the pensions".

17. *Homes for Disabled and Invalid Soldiers.*

None of these recommendations was carried into effect, but soldiers' homes were established, partly on the basis of other suggestions, however, and these in course of time have been increased in number, until quite a proportion of the really invalid and dependent soldiers and sailors of the Civil War are adequately taken care of in this manner. A United States Military Asylum, or Soldiers' Home, had been established at Washington as early as 1851, but the new institutions were modeled along somewhat different lines, which in course of time have been materially modified, particularly with regard to public entertainment, hospital care, etc. Inmates of these institutions may draw their pensions and dispose of them as they see fit, since the provision for their care and comfort is entirely adequate and additional to the pension and has no reference thereto. Serious abuses have resulted from this system, which also has become one of very considerable expense. In 1911 there were 33,301 veterans cared for in national homes for disabled volunteer soldiers and sailors, maintained at a cost of $ 3,841,786. In addition thereto 21,312 veterans were cared for in 31 institutions, maintained at the expense of 27 different states. During 1911 these institutions however, received $ 1,221,635 from the Federal government for the assistance and support of Federal veterans and pensioners. A Soldiers' Home is also maintained in the District of Columbia by means of deductions from the pay of the soldiers of the regular Army, and during 1911 there were 1,379 soldiers cared for at an expense for maintenance of $ 460,334. This expense, of course, requires to be taken into account in any consideration of the total pension burden borne by the people of the United States at the present time, on account of the various wars in which the nation has been engaged.

17a. *Service Retirements in the United States Army and Navy.*

Limitations of space preclude a full discussion of the system of retirement allowances in the Army and Navy and United States

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Marine corps. In brief, it may be stated that the laws for retirement in the military service provide that" If an officer has had 30 years service and applies for retirement, or if he has reached the age of 62, he may be placed on the retired list. If an officer has been on the Army register for 40 years and applies for retirement, or if he has reached the age of 64, he shall be retired from active service. An officer may also be retired on account of disability contracted in the line of duty. A similar rule governs the retirement of enlisted men of the Army who have served as such for 30 years. The retirement allowance of officers and enlisted men is 75 % of the pay of the rank held at the time of retirement. In addition thereto enlisted men have an allowance of $ 9.30 a month for commutation of clothing and rations and $ 6.25 a month in lieu of quarters, fuel, and light. The Army laws and regulations govern retirements in the Marine corps. The rules for retirement in the Navy are more involved and are governed partly by the exigencies of the service. The pro-rata allowance is three-fourths, or the same as in the Army. In this connection, however, it may be stated that the regulations of the Navy provide that "Whenever any officer, seaman, or marine, entitled to a pension, is admitted to the Naval Home, Philadelphia, or to a naval hospital, his pension, while he remains there, shall be deducted from his account and paid to the Secretary of the Navy for the benefit of the fund from which such home, or hospital, respectively, is maintained". On December 1, 1910, the number of retired United States Army officers was 1,009 and the number of retired enlisted men of the Army 3,096. In November, 1910, the number of officers on the retired list of the Navy was 861, and there were also 55 officers on the retired list of the Marine corps, the total number of retired enlisted men of the Navy being 294.

18. *Pension Plans for Civil Service Employees.*

It was only natural that under the conditions briefly outlined in the foregoing discussion, a demand should arise for the pensioning of employees in the Civil Service, or otherwise in the employ of the Federal government. Since the number of government employees is on the increase and particularly the proportion of employees of ages sixty and over, when their usefulness has become more or less impaired, the demand for civil pensions rests

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

in part upon sound considerations of an efficient and economical public administration. Obviously, the retention of old and worn-out employees for humane or other reasons on the pay roll of the Government is equivalent to the grant of a pension, unless full service is rendered for the compensation paid. That this is not the case is a matter of everyday experience and numerous investigations into the subject have conclusively shown that the efficiency of the service as a whole is materially impaired by retaining on the pay roll of the Government superannuated and more or less physically or mentally disqualified employees. Recognizing the evil referred to, recommendations have been made from time to time by Cabinet officers and heads of departments, suggesting the establishment of a retirement system for superannuated civil service employees, and numerous bills have been introduced into the United States Congress for this purpose. 1) It was early recognized, however, that the people of the United States would not readily submit to the establishment of a straight, or non-contributory, pension system, even in the case of superannuated employees, or at least, say, such as had attained the age of seventy or over. Dividing the consideration of the subject into the class of employees within the superannuated period and those still outside of that period, it becomes clear that no system adopted could be applied equally to the two groups. It has been pointed out in the discussions upon the subject that the opportunity on the part of the superannuated class, say sixty-five and over, for making adequate provision for their old age had passed and that whatever plan was adopted required to make provision for this class as a matter of charity, justice and economy. For the other class, that is, those say under sixty-five, it is admitted that a

---

1) In his message to Congress on the financial condition of the Treasury, on December 21, 1911, President TAFT referred to the proposed civil retirement and contributory pension system, as follows:

"I have already advocated, in my last annual message, the adoption of a civil service retirement system, with a contributory feature to it so as to reduce to a minimum the cost to the Government of the pensions to be paid. After considerable reflection, I am very much opposed to a pension system that involves no contribution from the employees. I think the experience of other governments justifies this view; but the crying necessity for some such contributory system; with possibly a preliminary governmental outlay, in order to cover the initial cost and to set the system going at once while the contributions are accumulating, is manifest on every side. Nothing will so much promote the economy and efficiency of the Goverment as such a system".

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

contributory system alone would tend to solve the problem of adequate support in old age and retirement for the good of the service. In the earlier discussions insurance and actuarial principles were disregarded, but within the last few years the problem has been placed on a sound foundation as the result of a most painstaking and thoroughly qualified inquiry into the whole subject by Mr. HERBERT D. BROWN,* whose report on the "Savings and Annuity Plan Proposed for Retirement of Superannuated Civil Service Employees" was published as a Senate Document in 1911. 1) The report was called for by a number of pending bills providing for such retirement, and it is not going too far to say that the argument and facts advanced by Mr. BROWN constitute one of the most conclusive illustrations of the practical utility of actuarial principles applied to the public pension problem in the United States.

19. *Proposed Retirement Plan for Superannuated and Disabled Civil Service Employees.*

A brief outline of the plan at present under consideration by the Congress of the United States, but subject to more or less modification in matters of detail, is as follows:

„Part I of the plan proposes that each employee in the classified civil service shall, on reaching the age of retirement, receive an annuity equal to 1½ per cent of his salary for each year of his service, or, as it may be differently stated, an annuity equal to 1½ per cent of the total compensation received by him during his entire service. The theoretical basis of this provision is the assumption that three-quarters pay, or 75 per cent of his average salary, is a reasonable annuity for a person who has given his entire working life — that is about 50 years — to the service. Dividing 75 per cent by 50 years of service, 1½ per cent for each year of service is obtained as a basis for computing annuities for any period of service. The annuity is created by the employee himself, who is required to set aside during each month of his continuance in the service a sum sufficient with compound interest, at 3½ per cent, to create that annuity at the age of retirement. These deductions from salary represent no fixed percentage of salary, but vary with the age of entrance into the service, ranging in the case of employees to be retired at the age of 70 from 4.3 per cent for the individual who enters the service at the age of 20 to 11.2 per cent for the individual who enters at the age of 69. The amount deducted remains constant throughout the years of service, except in case of promotion or demotion, when it is increased or decreased accordingly on the basis of the employee's attained age. Each employee thus sets aside the amount of money necessary to create his own annuity only, without regard

1) Senate Document 745, 61st Congress, 3rd Session, Washington, January 10, 1911.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

to the deposits of others, so that each one shall receive full return on the money which he thus accumulates. The funds necessary for the payment of the annuities are therefore furnished by the employees themselves, without expense to the government, except that involved in the administration of the fund. The scheme is virtually a compulsory savings arrangement with the requirement that the savings in each case be sufficient for the purchase of an annuity at the age of retirement equal to 1 1/2 per cent of the aggregate salary".

It is further provided that,

"On reaching the age of retirement, the employee may take his savings in one of three ways: in an annuity payable quarterly throughout life; in a smaller annuity payable quarterly throughout life, with the provision that in the case of the death of the annuitant before he has received in annuities the amount of his savings, plus the interest credited thereon, the balance shall be paid to his legal heirs; or in one sum. The age of retirement varies, the service being divided for this purpose into three groups, the first group consisting of railway postal clerks who may retire at age 60, the second group consisting of letter carriers to be retired at age 65, and the third group comprising all the remaining branches of the service and to be retired at age 70".

20. *Essentials of the Contributory System.*

The recommendation of the government guarantee of 3½ % interest on the savings of the employees, is considered a minimum requirement, for it is held by the author of the report that "The Government could well afford to guarantee at least 4 % and probably 5 %", as provided for in at least one of the bills which have been introduced into Congress for the purpose of establishing a retirement plan for superannuated civil service employees. With regard to Part II of the plan, which has reference to the employees now in the classified civil service, it is provided that on attaining to age 70 they shall receive an annuity equal to 1½ % of the salary received for each year of service prior to the passage of the bill, but from that time on the employees shall provide their own annuities, as arranged for in Part I of the plan. In explanation of this plan, it is said that, among other reasons, considerations of justice and humanity dictate that provision be made for those already superannuated in the service and those so near superannuation as to lack time to accumulate, through their own savings, a sum sufficient to give them an annuity on retirement; and furthermore, that the lack of some such provision for compensation for past services would delay the full benefit to the government under the plan proposed for a period of about 40 years, or until the majority of those now in the service had passed away.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

The estimated amount of the total maximum sum required for putting into effect the gratuity provision of the plan provided for was $ 66,985,778, or about $ 725,000 in the. first year, increasing gradually and reaching a maximum of $ 1,746,561 about 30 years after the passage of the bill. This calculation, however, has subsequently been materially modified on account of the inclusion of a large number of additional employees, who, it is held, ought to be brought within the scope of the law and on the new basis the total maximum sum required to pay gratuitous annuities for past services would be $ 130,581,273, or about $ 1,120,000 the first year, increasing gradually and reaching the maximum of $ 3,495,000 about 28 years after the passage of the bill and then dropping off gradually to nothing by the time all the present employees had died. These estimates are considered extremely conservative, since no allowance is made for the savings of annuities for past services that will arise from resignations before the age of retirement, which, it is held, may be safely estimated to equal the mortality, and furthermore, because they are based on present salaries instead of average salaries and finally, because they make no allowance for the retention of employees in the service past the age of retirement.

21. *Actuarial Considerations of Retirement Plan.*

In defense of the plan four fundamental principles are advanced by the author of the report, briefly stated as follows:

1. The funds necessary for the payment of annuities on services rendered after the adoption of the plan should be supplied by the employees themselves, without expense to the Government other than possibly the payment by the Government of a reasonable rate of interest on the money held by it and the payment of salaries to the clerical force required to keep the accounts and distribute the funds.

2. Each employee should set aside the amount necessary to create his own annuity, *without regard to the deposits of others*, so that each employee may receive full return on the money set aside by him. It is important that the amount set aside should be sufficient to buy an adequate annuity, else the condition of the superannuated employee will be little improved, and the aid of the Government ultimately be solicited.

3. The annuities to be paid employees on retirement should be graduated according to length of service and amount of salary and in such manner that the monthly deposits required from employees for the creation of such annuities shall be in no case excessive.

4. The fund necessary for the payment of annuities on services rendered prior to the adoption of the plan should be paid by the Government rather than by any form of tax upon the younger employees".

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

22. *Estimated Cost of Proposed Retirement System.*

This statement of principles is followed by a discussion of non-contributory civil service pensions, which are stated to be unpopular in practice and unsound in theory, as well as extremely expensive. The discussion of this phase of the pension problem is most timely, and some of the most valuable conclusions are drawn from the civil service pension plans of England, New South Wales, and other countries. A statement is supplied to show that the total cost of gratuitous civil service pensions conferring the same benefits as provided for in the proposed plan at present under consideration, if payable entirely out of the public treasury would amount to $ 232,773,000 during the next 35 years, as contrasted with the cost to the Government of the bill proposed for the same period, of $ 73,136,165. Referring to the long-established practise of granting military and naval pensions without regard to insurance or actuarial considerations, it is well said that,

"Instead, however, of the practice regarding the pensioning of officers of the Army and Navy being taken as a model for the civil service, it may even be questioned whether the pensioning of Army and Navy officers might not be wisely remodeled on the basis here proposed for the civil service, with the addition of a provision for special recognition in the matter of retiring allowances in the case of those officers who actually go into battle."

23. *Fallacies of Non-Contributory and Flat Rate Assessment Plans.*

Without further enlarging upon the conclusion that straight or non-contributory civil pensions would be demoralizing to the civil service in much the same manner as the present system of military pensions has been demoralizing to the public service at large, the report includes an extended discussion of the difference between Government service and private business, followed by a careful consideration of the technical details of alternative pensions and retirement plans, which, of course, cannot be discussed in detail on this occasion. As emphasizing, however, the inequitable nature of uniform annuities regardless of length of service, it is pointed out that,

"Suppose it is desired to retire all employees receiving $ 1,200 salary on three-quaters pay, or $ 900 a year. The value of a life annuity of $ 900 a year, beginning at age 70, first payment in three months after reaching that age, may be stated as $ 6,835.50 To accumulate $ 6,835.50

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

during a service of 50 years requires a monthly deduction from a monthly salary of $ 100 of but $ 4.27, if the deductions are improved by 3½ per cent compound interest. That is all the man beginning at age 20 would have to set aside each month. But, on the other hand, to accumulate $ 6,835.50 during the last ten years of service of a man who entered the service at age 60, or who was already 60 years of age when the plan was put into operation, would require a deduction from a salary of $ 100 a month of $ 47.65, or 47.65 per cent — an impossible deduction under any circumstances. To make this plan practicable it is therefore necessary to decide upon a per cent to be deducted from all salaries which shall be sufficiently large to accumulate not merely annuities for those entering the service at an early age, but also to provide the amounts that the older men lack to retire themselves on the same annuity".

24. *Important Advantages of the Contributory Plan of Service Retirement.*

The argument in favor of the bills proposed for the retirement of superannuated civil service employees is summed up in the statement that such a plan "is self-sustaining, making no demand on the Government beyond the guaranty of a reasonable rate of interest on the money held by the Government and the expense of administering the plan. It will improve the service by putting into the hands of administrative officers power to remove the incompetent and superannuated. It will benefit the employee by stimulating his independence and self-respect while he is in office and by retiring him on a competence when he reaches old age. And it is as simple in its operation as a straight pension itself".

The fundamental provision of the bills introduced for the purpose of providing for the retirement of superannuated civil service employees of the United States reads as follows:

"That beginning with the first day of July next following the passage of this act there shall be deducted and withheld from the monthly salary, pay, or compensation of every officer or employee of the United States to whom this act applies an amount, computed to the nearest tenth of a dollar, that will be sufficient, with interest thereon at three-and-one-half per centum per annum, compounded annually, to purchase from the United States, under the provisions of this act, an annuity, payable quarterly throughout life, for every such employee on arrival at the age of retirement as hereinafter provided equal to one and one-half per centum of his annual salary, pay, or compensation for every full year of service or major fraction thereof between the date of the passage of this act and the arrival of the employee at the age of retirement. The deductions hereby provided for shall be based on such annuity table as the Secretary of the Treasury may direct, and interest at the rate of three-and-one-half per centum per annum, compounded annually, and shall be varied to correspond to any change in the salary of the employee".

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

It is made clear by this provision that the correct conception of an annuity is the central idea of the plan and that all of the essential actuarial principles are properly applied and, in the calculation of the cost of the proposed plan due consideration is given to the principles which underlie modern insurance practice. Since this has been the case for the first time in a U. S. government measure of such transcending importance as a national plan for the retirement of superannuated civil service employees, the author of the report properly explains the four essential elements of the actuarial theory upon which the plan is made to rest, that is, the mortality tables, the interest factor, the principle of annuities, and the required percentage of salary reductions. The discussion in this respect is practically an elementary treatise on insurance and a most convenient as well as extremely useful contribution to the literature of the subject.

25. *Actuarial Aspects and Principles of Administration.*

The limitations of the present discussion preclude further consideration of other important and interesting aspects of the pension or retirement problem of civil service employees, as set forth by Mr. BROWN in the report referred to. It requires only to be said in conclusion that he has taken into account every essential factor, including disability benefits, provision for retirement, provision for statistical records and cost of administration, aside from a statement in full detail of the cost of the proposed plan and the more important provisions for the investment of a retirement fund and the probable future course of the rate of interest. As previously stated, the report constitutes by far the most important contribution ever made to the technical discussion of the public pension problem of the United States and the author of the report is entitled to the gratitude of the nation for his painstaking effort, which must have involved a vast amount of labor, in which, however, it is but fair to say, he had the assistance of Mr. BENEDICT D. FLYNN, F. A. S., Hon. GEORGE E. ROBERTS, Director of the Mint, and of Mr. FRANK J. F. THIEL, Secretary to the Treasurer of the United States.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

26. *Teachers' Pension Funds and Retirement Systems.*

While heretofore the problem of pensions or retirement allowances for employees in the civil service of the Federal Government has been confined to a theoretical discussion, except in so far as a few and relatively unimportant exceptions have elsewhere been noted, a more or less adequate provision of this kind has for many years been made for certain classes of municipal employees, chiefly teachers, policemen and paid firemen. These plans vary widely in matters of detail, but the majority require a contribution more or less insufficient in amount to provide the benefits payable in the event of disability, death or old age. With regard to teachers' pensions it may be stated that, according to a recent government report on the subject: 1)

"Maryland, Rhode Island, and Virginia pension teachers out of State funds. In Maryland and Rhode Island no dues are paid; pensions are paid exclusively from State funds. In all the other States below the fund authorized by State law is mainly provided by teachers' dues of from 1 to 3 per cent of salary; the term of service is, with disability, from 2 to 30 years; without, from 20 to 35 years; the annuity is from a minimum of $ 200 to six-tenths of salary at retirement. The maximum is from $ 200 to $ 1,500- $ 2,000 in New York.

New York grants pensions to teachers in State institutions, and New Jersey requires local authorities to retire applicants after 35 years' service. The school committee of Boston is required by law to provide a pension fund and to levy a tax therefor.

Virginia has a State pension system, but the funds are derived principally by deducting 1 per cent from the salaries of teachers, the State appropriating $ 5,000 a year. New Jersey also has, in addition to the law mentioned above, what might be termed a State system, inasmuch as a "retirement fund" is under the supervision of State officers, and contributions are obligatory upon new appointees, but the State appropriates only $ 3,000 a year to be used for administrative purposes.

Massachusetts allows all cities and towns, other than Boston, to pay pensions from public funds, if approved at popular election; Pennsylvania authorizes cities of the second and third classes to establish retirement funds, and apparently to appropriate public money therefor; and Minnesota provides that in cities of over 50,000 inhabitants, funds for retirement may be raised in part by taxation. In Ohio the board of education of any district may establish a pension fund; participation is optional with teachers, and the funds are to be derived in part from salary deductions and in part from the appropriation of from 1 to 2 per cent of the gross receipts of the said board from taxation. California and Utah have retirement laws which are similar inasmuch as they are local and voluntary in their application, and are based largely upon assessments, the only

---

1/ Senate Document 823, 61st Congress, 3rd Session, "Teachers' Pension Laws in the United States and Europe", printed under date of February 17, 1911.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

provision for contribution from public funds relating to certain amounts forfeited by teachers for absence, etc. In Colorado districts containing a school population of over 1,000 may establish public-school teachers' retirement funds, and may levy therefor taxes not exceeding one-tenth of a mill.

The teachers' fund in Chicago, Ill., is based principally upon non-compulsory salary deductions, but the city must contribute the interest received upon deposits of school funds, not exceeding 1 per cent of the amount raised by taxation.

A tax of 1 cent upon each $ 100 of valuation is required to be levied in Indianapolis, Ind., for the pension fund, but salary deductions are enforced also. In Milwaukee, Wis., participation in the fund is optional with teachers in service in 1907, but obligatory with new appointees; assessments are the principal sources of revenue, but the board of school directors may contribute not over 1 per cent of the gross receipts from school taxation".

27. *Municipal Pension Funds for Firemen and Policemen.*

While the details of the various systems are of considerable interest, they cannot be discussed on this occasion, but it may be said that principally all of the plans have been established and are being carried forward in disregard of insurance principles and actuarial requirements. Much the same conclusions apply to pension funds for certain classes of municipal employees in the United States, regarding which also a recent government report has been prepared under the direction of Hon. CHAS. P. NEILL, the United States Commissioner of Labor. 1) This report presents an outline of 219 pension funds for municipal employees, being the principal systems or plans in operation in the United States for the payment of annuities to superannuated and disabled teachers, firemen and policemen, and others in the service of municipalities. It is pointed out in the report that during the last decade there has been an increased tendency on the part of municipalities to provide means by which superannuated and disabled employees may be retired from the service, and while various considerations enter into the framing of these retirement and pension systems, they are generally regarded as providing the means, more or less adequate, of relieving the service of inefficient old employees, without inflicting a serious hardship upon them. Compensation is also provided in many

1) Senate Document 427, 61st Congress, 2nd Session, "Pension Funds for Municipal Employees and Railroad Pension Systems of the United States", prepared under the direction of Chas. P. NEILL, Commissioner of Labor, printed under date of March 14, 1906. See also 23rd Annual Report of the Commissioner of Labor, on Workmen's Insurance and Benefit Funds in the U. S., Washington, D. C., 1908.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

instances for disabilities received in the performance of duty and these provisions are incentives and rewards for long, continuous service. The usual amount of the annual pension in the majority of funds is one-half of the employee's pay at the time of retirement It is suggestive that almost every plan has been modified considerably since its conception and in some cases an entirely new scheme has superseded the original one. The majority of the plans are, however, of such recent date that their stability from an actuarial standpoint has not been established, and it is pointed out in the report that future annuitants may find their expectations not always realized "unless some changes are made as to the means of obtaining revenue and as to the conditions under which the annuities are paid." As far as it is possible to judge, actuarial advice has been practically disregarded in the establishment of most of the existing systems, although it is evident from even a cursory consideration of the subject that a due regard to actuarial principles is a prerequisite of ultimate stability and success.

28. *Principles and Practice of Municipal Pension Plans.*

In one-third of the 167 firemen and policemen funds the entire amount required for the payment of annuities is furnished by the municipalities, while two-thirds are supported in part by the contributions from the employees. In about 40 per cent of the conditions under which pensions are paid to firemen and policemen the sole requisite is permanent disability incurred in the performance of duty. In the remaining 60 per cent a specified length of service, usually about 20 years, is required, coupled in one-third of such funds with the additional requirement of permanent disability, and in another third with an age requirement of from 50 to 65 years. In about 40 per cent of the funds the employees are represented in the management. Among other details regarding the sources of revenue the following statement is of interest:

"In New Jersey the state tax of 2 per cent on premiums received by foreign fire insurance companies is all applied to the relief of firemen throughout the State. In towns where there are pension funds those funds get one-half and the local firemen's relief society gets the remainder. The relief societies provide for "exempt firemen" (members of the former volunteer fire companies) and for active firemen whose cases would not come under the provisions of the pension fund, and for the dependents of both. In New York a like tax and in Pennsylvania one-half of a like tax is applied to the relief of exempt and active firemen or their dependents in the localities in which the tax is collected".

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

29. *Sources of Revenue for Municipal Pension Plans.*

The sources of revenue vary for the funds of the different states and it is evident from an examination of the facts in detail that no really sound or solvent system has as yet been developed, but that the existing plans are the result of necessity, guesswork opinion and expediency. There can be no question of doubt but that an actuarial examination of the majority of the funds would disclose serious deficiencies in the sums accumulated to provide for future liabilities and among other pertinent illustrations of this lamentable situation the following statement may be quoted from a report regarding the police and firemen's pension funds of the District of Columbia under date of May 10, 1911, reading that "You will notice that the deficit in the amount available is practically $ 14,000 and still continues. This alone shows the necessity for the additional sources of revenue contemplated in the bill now before the Senate". The proposed sources of revenue are quite varied and more or less uncertain in amount, and, in any event, badly adapted to the needs of so important a fund for the protection of the disabled and aged in an indispensable branch of the public service.

30. *Massachusetts Retirement Plan for Superannuated State and Municipal Employees.*

In recognition of the inadequacy of the existing systems of pensions or annuities for public employees, a carefully considered retirement system for such employees was recommended by the Massachusetts Commission on Old Age Pensions, Annuities and Insurance which reported in 1910. Three bills were submitted by the Commission providing for the establishment of retirement systems for State, for County and for Municipal employees, respectively. All three bills were passed by the Legislature. The two acts providing for Municipal and County retirement systems are merely permissive and have a referendum clause requiring action by the voters of the city or of the county before the system shall go into operation. No city or town in this State has yet adopted the Municipal Retirement Act. Two counties, Middlesex and Norfolk, have accepted the County Retirement Act. The State Retirement Act has no referendum, and the system went into operation January 1, 1912.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

The system is based on the contributory principle, but subject to the limitation that the rate of assessment on wages or salaries, to provide a fund out of which annuities shall be paid, shall not be less than one per cent and not more than five per cent. An employee upon retiring under the provision of the Act receives an annuity of such an amount as his accumulated contributions will provide, and in addition a pension of the same amount paid from the State Treasury. The age of voluntary retirement from the service is fixed at 60 years, but employees with a service record of 35 continuous years are permitted to retire, or to be retired, at any age. The participation in the retirement system is made optional with present employees, but obligatory for all future employees, that is, those entering the service after the establishment of the retirement system, with a few exceptions, which are not of present importance. In addition to pensions or annuities for subsequent service, pensions for prior service are provided, that is, for employees in the service of the State or County on the date when the retirement plan goes into effect. Such employees under the plan "are to receive in addition to the pension which they may secure through their contributions to the annuity fund, an extra allowance equal to the amount of the annuity which they might have earned for themselves had the scheme been in operation when they entered the service and had they made contributions to the fund from that time in proportion to their current wages or salaries". In this respect, therefore, the Massachusetts plan conforms to the principles laid down in the proposed savings and annuity plan for the retirement of superannuated civil service employees of the United States.

31. *Illustrations of the Massachusetts Plan.*

Provision is made in the Massachusetts plan for refunding the contributions of employees who withdraw from the service without becoming entitled to a pension and the administration of the system is entrusted to a board of retirement, but the Insurance Department of the Commonwealth is given certain powers of supervision with reference to the actuarial and administrative features of the system. The management expenses are estimated to amount to only $ 26,000 a year. The amounts of retirement allowances, under given conditions, are illustrated as follows:

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

"A person entering employment at age 25, serving 35 years, at an average salary of $600, and retiring at age 60, would be entitled, on the basis of a one per cent rate of contribution, to an annuity of $32.38. As this amount doubled by the pension would be less than the minimum, $200, fixed in the act, such a person would receive that minimum. On the basis of a five per cent rate, he would be entitled to an annuity of $161.90, which, doubled by the pension, would make a total annual allowance of $323.80".

Of course, a one per cent contribution would be insufficient, but the amounts receivable at different rates of contribution are easily calculated. What the exact details will be when the fund is in actual operation has not as yet been decided. As to what the ultimate cost of the system will be to the State, the various estimates are admitted to be more or less conjectural, since some of the fundamental elements, such as the number of employees who would elect to participate in the system, and the ages of such employees and their probable rate of retirement and mortality rate, are not subject to accurate calculation at the present time. In brief, the employee is to be given his choice of two kinds of annuities on retirement:

"First, a life annuity payable monthly; second, a life annuity payable monthly, with the provision that in the event of the death of the annuitant before receiving payments equal to the sum of his deposits accumulated, with regular interest, at the date of his retirement, the difference shall be paid to his legal representatives. *In addition to the annuity*, the employee is to receive in each case *a pension of equivalent amount* paid from the public treasury. In no case is the total allowance, including annuity and pension, to be less than $200 per year".

32. *Estimate of Cost of the Massachusetts Plan.*

Under this system it was estimated that on a one per cent basis of contributions, the cost to the Commonwealth of Massachusetts for the first year of operation under one plan would be about $48,000. Since a one per cent basis is practically certain to be inadequate, the actual cost of operation would be greater. The details by which the estimates of cost were arrived at cannot be discussed on this occasion, but since the plan has gone into actual operation, the ultimate outcome of the experiment is one of interest to the actuarial and insurance profession generally of the United States.

33. *Massachusetts Military Aid and Pension Plan.*

A brief reference requires to be made here to the State and Military Aid and Burial Expenses incurred in behalf of Indigent Soldiers, Sailors and Marines, their Wives, Widows and Dependent

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Mothers, by the State of Massachusetts, during the year 1910. The disbursements are in amplification of the Federal pension system, for as early as 1861 a Soldiers' Fund was established to provide aid in behalf of the families of soldiers called into service for the defense of the country. During 1909 the disbursements on this account were as follows:

State and Military Aid and Burial Expenses, Massachusetts, 1909. 1)

State aid to soldiers and dependents, civil war	$ 782,094.57
State aid to soldiers and dependents, war with Spain	» 6,042.00
Military aid to soldiers and sailors, civil war	» 28,877.29
Military aid to soldiers and sailors, war with Spain	» 8,824.39
Burial expenses of indigent soldiers and dependents	» 33,969.00
Total for 1909	$ 859,807.25

The total number of Massachusetts Civil War survivors and their dependents provided for in 1909 was 15,205, but of this number 7,555 were soldiers' widows, 673 were soldiers' wives, 72 were widowed mothers of soldiers and 6 were army nurses. The average cost to the State per person aided was $ 51.43. The number of persons aided on account of the War with Spain was 146 and the average cost to the State on this account was $ 41.38. There were buried during the year 919 persons at the expense of the fund and at a total expense of $ 33,969 and an average expense per burial of $ 36.96. The following is a statement of the total payments of State Aid since 1861, up to December 1, 1910:

Total Payments on Account of State Aid to Indigent Soldiers, Sailors and Marines, and their Dependents by the State of Massachusetts, 1861—1910.

The total payments by the Commonwealth for State and military aid and burial of indigent soldiers and sailors, including appropriations made by the General Court toward maintenance of the Soldiers' Home in Massachusetts, from 1861 to the close of 1909, were	$ 34,771,680.50
State and military aid and burial of soldiers and sailors on account of 1909, paid in 1910	» 859,807.25
Special laws, 1910	» 912.00
Soldiers' Home, 1910	» 147,000.00
Total to December 1, 1910	$ 35,779,399.75

34. *Judicial Retirement Allowances.*

About eight years ago the question of retiring Judges of the State of New York attracted considerable attention on account of the bill providing for the retirement of Judges of the Supreme

1) On account of 1909 paid in 1910.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Court, which had passed the Assembly, but was defeated in the Senate. The bill provided that when any Judge of the Court of Appeals, or Justice of the Supreme Court, had attained to the age of 70, he should be retired from office, either by expiration or abridgment of his term, after having previously served as a Judge or Justice in any existing court of record in the State of New York continuously for more than 16 years, or who, having attained the age of 65 years and retiring voluntarily after a service of more than 20 years, or who, on account of permanent mental or bodily disability voluntarily retired from office, or was removed therefrom, after such service of more than 25 years continuously, should receive thereafter one-half of the salary he was receiving at the time of his retirement. It was provided, however, that should a pensioner accept any paid official position, his pension should be suspended during the incumbency of said position. The plan was modeled after the retirement plan of the Federal judiciary, established in 1869. This law is still in force, and as given in Section 260 of the Judicial Act of the United States, reads that "When any Judge of the United States, appointed to hold his office during good behavior, resigns his office, after having held a commission, or commissions, as Judge of any such court, or courts, at least ten years continuously, and having attained the age of 70, he shall, during the residue of his natural life, receive a salary equal to that payable at the time of his retirement for the office which he held at the time of his resignation". On account of this provision for judicial service retirement allowances, the following sums have been disbursed during the period 1902-1911.

Amounts Disbursed on Account of Retirement Allowances to Judges of the Federal Judiciary of the United States, 1902—1911.

Fiscal year	1902	$	42,912.51
„ „	1903	„	46,470.42
„ „	1904	„	76,763.83
„ „	1905	„	87,905.55
„ „	1906	„	108,638.89
„ „	1907	„	125,102.78
„ „	1908	„	116,850.00
„ „	1909	„	114,519.45
„ „	1910	„	108,691.65
„ „	1911	„	118,056.95
	Total	$	945,912.03

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

The probable amount for the fiscal year 1912 will be about $ 137,000.

35. *Suggestions for Universal Old Age Pensions.*

The first suggestion for a national system of universal non-contributory pensions is contained in a tract on 'Agrarian Justice being a Plan for Meliorating the Condition of Man', by THOMAS PAINE, the author of 'The Age of Reason', published in Paris, in 1797. It was proposed in this plan to create a national fund "to pay to every person when arrived at the age of 21 years the sum of 15 £ sterling, and also the sum of 10 £ per annum, during life, to every person now living at the age of 50 years, and to all others when they shall arrive at that age", to enable them to live in old age without wretchedness and go decently out of the world. In defense of this plan, which would practically have been sustained out of the public revenues by means of special taxes, it was argued that it was "not a charity but a right, — not bounty but justice", which would "benefit all without injuring any". It would serve no practical purpose to discuss in detail the numerous propositions which have been made to establish a system or plan of universal old age pensions on a contributory or a non-contributory basis in the several states of the Union. Foremost in the public considerations of the subject, mention, however, requires to be made of a report by the Massachusetts Bureau of Statistics of Labor on Old Age Pensions, in 1905, which in 1907 was followed by the appointment of a "Commission on Old Age Pensions, Annuities and Insurance", which, in 1909, published a final report. The conclusions of the Commission were adverse to the adoption of any plan of universal old age pensions, but a contributory retirement plan for State and municipal employees was recommended and subsequently, as previously stated, enacted into law, with a proviso that the same go into effect on January 1, 1912. 1)

36. *Recent Pension Bills Introduced into Congress.*

In 1909 a bill was introduced into the House of Representatives by WILLIAM P. WILSON of Pennsylvania, providing for the organization of an Old Home Guard of the United States, for which

1) See Sections 30—32.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

the required qualifications were that any man or woman more than 65 years of age and a resident of the United States for 25 consecutive years and a citizen for 15 consecutive years, and not having property valued at more than $ 1,500, or an income annually of more than $ 240, should receive from the Federal government a pension of $ 120 a year. Nothing came of this proposition, nor of a similar plan introduced into Congress under date of February 18, 1909, by Senator HANSBROUGH "authorizing the issuance of annuities for old age for employees of the government and for such other persons as choose to avail themselves of the provisions of this act". This would simply have provided a plan of post office annuities on a voluntary basis and at the entire expense of the contributors. In 1910 Representative Coudrey of Missouri introduced a bill for the establishment of a national non-contributory pension system, but the bill did not become a law. Other bills of a similar nature have been introduced from time to time, but the present sentiment at least is decidedly adverse to the suggestion that the American nation follow the English plan and commit itself to a system of non-contributory old age pensions, with or without an income or property qualification. 1)

37. *The New Jersey Old Age Pension Commission.*

On the part of the several States the subject has received further consideration and under date of April 22nd, 1911, an act was passed by the State of New Jersey, providing for the appointment by the Governor of a commission of five persons, to be known as the Commission on Old Age Insurance and Pensions. The purpose of the Commission is "to act as a Bureau of information and assistance for employers and employees, for associations of employers and employees, and for municipalities and counties in the state, with a view to aiding and advising them regarding the establishment of systems of old age insurance and pensions and annuities". In rendering this service the Commission is expected to formulate plans and superintend their establishment in coöperation with the parties concerned and also to make such investigations regarding the operation of the pension and insurance and annuity system as

1) See State Pensions and Annuities in Old Age, by FREDERICK L. HOFFMAN, Quarterly Publications of the American Statistical Association, March, 1909.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

it may deem advisable. As yet the commission has not been sufficiently long established to prove its usefulness in the direction indicated by the specific provisions of the act.

38. *The Carnegie Teachers' Pension Fund.*

In 1905 Mr. ANDREW CARNEGIE established a national retiring allowance system for university professors, with a permanent fund of ten million dollars and an approximate annual income of $ 500,000. Actuarial advice was relied upon in establishing the fundamental principles for the administration of the fund and upon the basis of a preliminary estimate it was assumed that the fund would be sufficient to provide an average allowance of $ 1,500 a year to such retired teachers and their widows as were likely to be furnished by a body of three thousand professors. It is pointed out, however, in an explanatory statement that,

"The truth is, however, that the matter is only in a partial sense an actuary's problem; all these assumptions do not detract from the fact that a well informed and conscientious body of trustees can, with the amount of income now in their control, maintain a satisfactory system of retiring allowances for perhaps five thousand teachers, distributed in about one hundred and twenty institutions. To do this is mainly a problem of common sense and fairness and not one of actuarial computation".

It was said further with regard to this matter that the actuarial advice to the trustees could be summed up in the words of the Actuaries consulted, that

"The problem is only partly actuarial. No man can possibly predict what will happen under any assumed method of retirement. Frame your rules according to your judgment of what will best serve the interests of the teachers, within the general estimates indicated. Reserve carefully the power to amend your rules of retirement as circumstances may require, and go forward to acquire such experience as will enable you to make permanent and final rules".

The following two rules are self-explanatory of the plan adopted in 1909, although it is quite possible that minor changes have subsequently been made:

Rule 1. Retirement on the Basis of Age. Any person sixty-five years of age, who has not had less than fifteen years of service as a professor and who is at the time a professor in an accepted institution, shall be entitled to an annual retiring allowance, computed as follows:

a. For an active pay of twelve hundred dollars or less, an allowance of one thousand dollars, provided no retiring allowance shall exceed ninety per cent of the active pay.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

b. For an active pay greater than twelve hundred dollars the retiring allowance shall equal one thousand dollars, increased by fifty dollars for each one hundred dollars of active pay in excess of twelve hundred dollars.

c. No retiring allowance shall exceed four thousand dollars.

Computed by the formula: $R = \frac{A}{4} + 400$, where R = annual retiring allowances, A = active pay.

Rule 2. Retirement on the Basis of Service. Any person who has had a service of twenty-five years as a professor, and who is at the time a professor in an accepted institution, shall be entitled to a retiring allowance computed as follows:

a. For an active pay of twelve hundred dollars or less, a retiring allowance of eight hundred dollars, provided that no retiring allowance shall exceed eighty per cent of the active pay.

b. For an active pay greater than twelve hundred dollars, the retiring allowance shall equal eight hundred dollars, increased by forty dollars for each one hundred dollars in excess of twelve hundred dollars.

c. For each additional year of service above twenty-five, the retiring allowance shall be increased by one per cent of the active pay.

d. No retiring allowance shall exceed four thousand dollars.

Computed by the formula: $R = \frac{A}{100}(b + 15) + 320$, where R = retiring allowance, A = active pay, and b = number of years of service.

It is not necessary to enlarge upon the details of this rule further than to say that in addition thereto the executive committee have, by the authority of the trustees, granted occasional disability allowances, usually of one or two years' duration.

The third rule provides pensions for the widows of teachers who either on the ground of age or service will be entitled to retiring allowances. In actual practice the rules have thus far been found to meet the exigencies of the situation, but it is quite probable that the fund has been committed to larger future expenditures than the original endowment is sufficient to provide. The disbursements for 1906—1910 are given in the following table:

Year	No. of Retired Teachers	Amount of Retirement Allowances Paid	No. of Widows Pensioned	Amount of Widows Pensions Paid	Total Amount Paid
1906 1)	83	$ 21,953·06	8	$ 1,249·95	$ 23,203·01
1906—7	143	» 125,228·20	16	» 10,459·06	» 135,687·26
1907—8	190	» 226,274·73	29	» 20,367·68	» 246,642·41
1908—9	285	» 311,009·23	46	» 32,861·67	» 343,870·90
1909—10	290	» 423,901·49	57	» 45,932·81	» 469,834·30
1910—11	297	—	73	—	—

1) June to October.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

39. *Moral and Economic Justification of the Contributory System.*

The experience of the fund is a most instructive contribution to actuarial science and emphasizes not only the need of qualified actuarial advice, but the necessity of subsequent conformity to actuarial considerations. This fact is clearly recognized by the president and trustees of the Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching and in the Fourth Annual Report 1) there is an extended discussion of "The Teacher's Obligations in Life Insurance", which may profitably be consulted by anyone interested in the subject. The address concludes with the following statement by the President of the Fondation:

"I have ventured to revert to this topic again in connection with the consideration of the rules for retiring allowances on account of the evidence which has come to the Foundation during the past, showing the general failure of the great mass of teachers, even in colleges, to face their responsibilities in this matter. The reason for this discussion is further emphasized by the fact that many teachers have the misconception that the retiring allowances take the place of life insurance".

I also quote the following very suggestive conclusion by DR. PRITCHETT, from an article on 'The Moral Influence of the University Pension System', contributed to the November, 1911, issue of Popular Science Monthly:

"It is, to my thinking, a fair question whether the college pensions ought not, like other pensions, to carry a contributory feature. No one can be more sensible than I of the tremendous demands made upon the meager salaries of the American college teacher from those social and moral obligations which affect all men. The experience of the world seems to point strongly to the conclusion that on the whole a contributory form of pension is likely to be most just and least harmful".

40. *Conclusion.*

In the foregoing discussion I have limited myself to a brief account of the various pension systems or methods which have been established in the United States, practically from the foundation of the government to the present time. Since most of the information is not readily accessible to the student of the subject, I have given the preference to a statement of the facts and I have, therefore, refrained from a critical discussion, on account of the required limitations of space. It is evident that the American

1) The Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, 4th Annual Report, New York, 1909, p. 61 et seq.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

military and most of our state and municipal pension systems have been developed with an entire disregard of actuarial and general insurance considerations. As a result, an enormous liability has accrued, which must needs constitute, for years to come, a serious financial burden upon the people at large. The contributory principle which underlies the voluntary plan of life insurance, or a provision for immediate and deferred annuities, has also been generally disregarded, but it is a decidedly encouraging indication of a profound change in public opinion, that the proposed system of retiring superannuated civil service employees and the recently established retirement system for state and county employees in Massachusetts, as well as a number of teachers' retirement funds, concede the necessity, as well as the justice, of the contributory principle. It is further evident that the public consideration of the pension question in the United States during recent years has properly taken into consideration the actuarial aspects of the problem and recognized the imperative necessity of qualified actuarial advice. To the extent that this has been the case, a most desirable advance has been secured for actuarial science in the United States, in its relation to the practical solution of serious problems of government concern.

L'ORGANISATION DES PENSIONS PUBLIQUES ET LES PRINCIPES POUR LA MISE EN RETRAITE DES FONCTIONNAIRES DES ADMINISTRATIONS CIVILES EN AMÉRIQUE

PAR

FR. L. HOFFMAN, Newark, N. Y.

Un système de pensions publiques dans le sens proprement dit du mot n'a pas encore été réalisé dans les Etats-Unis. Les systèmes de pensions militaires se réduisent en pratique au paiement de rémunerations qui sont considérées comme une récompense posticipée des services rendus précédemment en temps de guerre. L'habitude d'accorder des pensions militaires remonte jusqu'à l'origine du Gouvernement de l'Union, mais avant la guerre civile

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

de 1861—1865 les sommes dépensées à cet égard n'avaient atteint qu'une importance relativement limitée. Depuis la guerre civile, l'état des pensions militaires a pris une étendue enorme et le courant public tend toujours à l'augmenter; on se montre de plus en plus disposé à améliorer d'une façon libérale la position financière des citoyens qui ont pris part dans les combats pour la patrie, ainsi que des descendants des victimes de ces combats. Les dépenses pour retraites qui viennent charger les budgets des Etats-Unis à la suite des différentes guerres et de la pacification à l'intérieur, s'élèvent d'après les évaluations faites pour l'époque de 1789 à 1911 au chiffre de 4230 millions de Dollars. Les différentes lois de retraite ayant été formulées sans tenir compte de principes actuariels, les estimations des dépenses ont été toujours surmontées d'une manière tout à fait inattendue. A côté de l'ancien système des pensions militaires, on s'est habitué successivement à accorder des pensions aux officiers et soldats qui — sans avoir pris part dans une guerre — quittent l'armée à cause de leur âges ou de l'incapacité au service; cette habitude s'applique à l'armée territoriale autant qu'à la marine, aux officiers aussi bien qu'aux soldats. Il n'y a pas de statistiques consciencieuses sur les dépenses encourues à ce dernier titre.

Ce sont ces mêmes principes qui régissent les règlements relatifs aux pensions des juges; les dits règlements ne s'appliquant qu'aux membres tribunaux fédéraux, les paiements pour retraites dans les années 1902 à 1911 n'ont été que de 945.912 dollars. Il va sans dire que ces paiements devraient être considérés comme quote-parts différées des salaires ou des remunérations; néanmoins on ne tient jamais compte de cette considération économique lors de l'inscription des dits paiements aux budgets réguliers.

Des pensions militaires sont accordées egalement par plusieurs Etats du Sud aux survivants des soldats et marins de la confédération. Là aussi on a été desagréablement surpris par le fait que les dépenses effectives ont dépassé les chiffres préliminés dans une progression très sensible. En dehors des paiements effectifs pour pensions, il faut partout soutenir les dépenses considérables pour les soldats et marins qui se trouvent dans les asyles, ainsi que pour les veuves et orphelins laissés sans subsistances. Tous ces frais représentent également des dépenses pour les anciens combattants dans les guerres de la nation.

Quant aux fonctionnaires des administrations *civiles*, on attend

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

toujours qu'un système de pensions soit définitivement établi par les facteurs de la législation. Jusqu'à présent, une loi pareille n'a pas pu être votée, bien que des propositions y afférentes soient soumises depuis plusieurs années à la discussion publique. C'est Mr. HERBERT D. BROWN à Washington D. C. qui a étudié à fond le matériel total de cette question. D'après les susdits projets on s'est décidé à demander, en couverture d'une partie des charges de retraites, des contributions proportionnelles de la part des employés, en tenant dûment compte de l'âge et de la durée du service. Ce principe a soulevé une opposition acharnée de la part d'une grande partie des fonctionnaires d'Etat qui declarent ne pouvoir accepter que l'une au l'autre des deux alternatives suivantes: ou une augmentation considérable des salaires permettant aux employés de faire face aux paiements des contributions, ou la constitution de retraites d'après le simple système d'assistance, c. à d. sans prélèvement de contributions sur les salaires. A l'heure qu'il est, le Congrès de Washington est saisi de cette question, mais il se peut fort bien qu'une action décisive soit remise à quelques années. Le système du prélèvement de contributions sur les salaires rencontre l'approbation tant du Président TAFT que des membres du Gouvernement qui se sont familiarisés à l'étude de ce problème; or, on admet bien, de la part du Gouvernement aussi, la nécessité d'introduire un système de pensions civiles, permettant de décharger le service d'un nombre considérable d'employés d'un âge avancé et d'une activité reduite.

Il y a, dans les Etats-Unis, assez de Caisses de retraite pour des maîtres d'écoles, des sergeants et divers autres groupes de fonctionnaires des Etats et des Communes; mais toutes ces Caisses souffrent du fait qu'elles sont organisées avec négligence de principes actuariels et des bases fondamentales de toute assurance sur la vie. Il s'en suit qu'un nombre de ces caisses est déjà incapable de faire face à ses obligations; en conséquence il y a assez de Communes qui se voient actuellement en présence de difficultés sérieuses auxquelles ils ne pourront remédier à l'avenir que par une évolution technique dirigée d'après des conseils raisonnables et conservatoires. Dans les derniers temps, il y a lieu de signaler un pas important dans la voie juste qui à été fait par l'Etat de Massasuchetts. Dans cet Etat, on a mis en vigueur, à partir du 1er janvier 1912, un système de retraites pour les fonctionnaires de l'Etat et des Communes; ce système prévoit

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

comme condition essentielle le prélèvement de contributions sur les salaires.

De même, le mouvement en faveur d'un système général de pensions de vieillesse pour la population entière — d'après le modèle de la loi anglais de 1908 — n'a pas pu se faire valoir jusqu'à présent dans les Etats-Unis, bien que l'opinion publique en ait été saisie avec beaucoup d'empressement.

En effet, il n'y a pas de nécessité ni économique, ni sociale pour une institution pareille, étant donné que la plus grande majorité de la population est sans doute capable de pourvoir par ses propres forces, dans une mesure limitée, aux exigences financières de leur vieillesse. De la part de corporations industrielles on remarque de plus en plus la tendance de garantir à leurs employés des pensions de vieillesse à l'âge de 55 ou 60 ans. Un événement très remarquable du dernier temps est le fonds de retraites pour maîtres d'écoles organisés par CARNEGIE; ce fonds, par des dotations très importantes a été destiné au but de garantir des retraites aux professeurs des universités et des écoles moyennes en Amérique.

Bien que, lors de l'établissement des principes actuellement en vigueur pour la mise en retraite, des considérations actuarielles aient été observées, il faudra toutefois, pour des raisons pratiques, procédér dans un prochain avenir à une réorganisation de bases de retraite. Il est fort probable que dans ce fonds on adoptera également le principe du prélèvement de contributions, ce principe ayant déjà été approuvé généralement par le Président de l'Institution de Charité pour favoriser les intérêts des fonctionnaires de l'instruction publique.

En considérant tout ce qui précède, nous arrivons à la conclusion suivante: Dans la discussion publique sur les problèmes de retraites dans les Etats-Unis, on s'est convaincu de plus en plus de l'importance au côté actuariel et de la nécessité de recourir à la collaboration d'actuaires consultants dûment qualifiés. Ce progrès, il va sans dire, est en même temps un progrès de la science actuarielle, parce qu'il démontre clairement aux facteurs de la législation ainsi qu'à l'opinion publique, dans quelle mesure cette science est capable de contribuer à la solution pratique de problèmes importants de l'administration.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

OEFFENTLICHE PENSIONSSYSTEME UND GRUNDZÜGE FÜR DIE PENSIONIERUNG VON ZIVILSTAATSBEAMTEN IN AMERIKA

VON

Fr. L. HOFFMAN in Newark.

Ein System öffentlicher Pensionen im eigentlichen Sinne des Wortes hat sich in den Vereinigten Staaten bisher noch nicht durchgesetzt. Das militärische Pensionsnormal bedeutet praktisch nichts anderes als die Bezahlung von Entlohnungen, als eine nachträgliche Würdigung der in Kriegszeiten geleisteten Dienste. Die Gewährung militärischer Pensionen reicht bis auf den Ursprung der Unionsregierung zurück, doch waren die hiefür aufgewendeten Beträge bis zu dem Bürgerkriege von 1861—1865 von relativ geringer Bedeutung. Seit dem Bürgerkriege hat der militärische Pensionsetat enormen Umfang erreicht und die Tendenz bewegt sich auch heute noch nach der Richtung hin, dass der finanziellen Notlage solcher Bürger, welche an Kämpfen für das Vaterland teilgenommen haben, bezw. ihrer Hinterbliebenen in immer liberaler Weise abgeholfen werden soll. Die Pensionsausgaben, welche den Vereinigten Staaten zufolge der verschiedenen Kriege und der Herstellung des innern Friedens erwachsen sind, dürften sich nach den vorgenommenen Schätzungen für den Zeitraum von 1789—1911 auf 4.230 Millionen Dollars belaufen. Die verschiedenen Pensionsgesetze wurden ohne Berücksichtigung versicherungstechnischer Grundsätze erlassen und es haben denn auch die faktischen Kosten die ursprünglichen Schätzungen in ganz unverhältnismässiger Weise überstiegen. Zu dem System der Militärpensionen ist späterhin die Gepflogenheit hinzugetreten, auch ausser dem Falle des Krieges, bei Ausscheiden aus dem aktiven Militärdienste infolge Dienstunfähigkeit oder Alters Ruhegenüsse zuzugestehen. Dies gilt für die Landarmee sowohl als für die Marine, u. zw. für Offiziere und für Soldaten. Ueber die Ausgaben aus diesem letzteren Titel existieren keine verlässlichen statistischen Daten. Auf einem ähnlichen Prinzipe beruhen die Vorschriften über die Pensionen der Richter, welche sich indes nur auf die Mitglieder der Bundesgerichte erstrecken; auf Grund dieser Gesetze

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

wurden in den Jahren 1902—1911 Pensionen von insgesamt 945.912 Dollars ausgezahlt. Derartige Pensionszahlungen sind natürlich nichts anderes als aufgeschobene Bestandteile des Gehaltes oder Lohnes; nichts destoweniger wird bei der Bedeckung solcher Zahlungen völlig ohne Rücksicht auf versicherungstechnische Erfordernisse vorgegangen. Militärpensionen wurden auch seitens mehrerer Südstaaten an die überlebenden Soldaten und Matrosen der Konföderation gewährt. Auch hier haben die einschlägigen Auslagen die ursprünglichen Kostenschätzungen in ausserordentlich empfindlicher Weise übertroffen. Neben den eigentlichen Pensionszahlungen sind überall noch beträchtliche Ausgaben für die in Versorgungshäusern aufgenommenen Soldaten und Matrosen, weiters für die Invaliden und für die Hinterbliebenen erwachsen. Diese Kosten sind nichts anderes als Bestandteile der Aufwendungen für die Hinterbliebenen der Kämpfer aus den Kriegen der Nation.

Ein Pensionssystem für den Zivil-Staatsdienst, d. h. eine gesetzliche Grundlage für die Gewährung von Ruhegenüssen an Zivil-Staatsbeamte wurde in den Vereinigten Staaten bisher noch nicht zum Gesetze erhoben, wiewohl derartige Vorschläge seit mehreren Jahren zur Diskussion stehen. Der gesamte hieher gehörige Komplex von Fragen wurde von Mr. HERBERT D. BROWN in Washington D.C. sorgfältig erwogen. Nach diesem Plane wird die Einhebung von pro rata Beiträgen von seiten der Zivil-Staatsangestellten vorgesehen, wobei auf Alter and Dienstzeit gebührend Rücksicht genommen werden soll. Hiegegen hat sich Opposition von seiten eines grossen Teiles der Staatsangestellten erhoben; diese Opposition verlangt entweder eine beträchtliche Erhöhung der Gehälter, um die geforderten Pensionsbeiträge erschwingen zu können, oder sie spricht sich für die Gewährung von Pensionen nach dem reinen Versorgungssystem ohne die Einhebung irgendwelcher Beiträge aus. Die Frage liegt derzeit dem Kongresse zur Erwägung vor, allein es ist sehr wohl möglich, dass eine entscheidende Aktion noch durch einige Jahre hinausgeschoben wird. Das System der Gewährung von Pensionen unter Einhebung von Beiträgen wird sowohl vom Präsidenten TAFT als auch von seiten der mit den Verhältnissen vertrauten Mitglieder des Kabinets gebilligt, auch in den Kreisen der Regierung erkennt man die Notwendigkeit der Einführung eines Pensionssystems durch welches der Dienst von einer beträchtlichen Anzahl alter und in ihrer Arbeitskraft mehr oder minder zurückgebliebenen Beamten entlastet werden soll.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Pensionen und Ruhegenüsse für Lehrer, Polizisten und andere Gruppen von Staats- und Gemeinde-Angestellten wurden in den Vereinigten Staaten fast überall in ansehnlichem Umfange aktiviert; hiebei hat man aber nie auf gesunde versicherungstechnischen Prinzipien oder auf die bewährten Grundsätze der Lebensversicherung Rücksicht genommen. Die Folge ist, dass viele Pensionsfonds insolvent sind und dass so manche Gemeinde jetzt vor einer ernsten Frage steht, welche für die Zukunft in glücklicher Weise nur durch Beachtung richtiger une konservativer technischer Ratschläge in befriedigender Weise gelöst werden kann. Aus jüngster Zeit ist als ein wichtiger Schritt auf dem richtigen Wege das Vorgehen des Staates Massasuchetts zu registrieren. In diesem Staate wurde ein Pensionssystem für ausgediente Staats- und Gemeinde-Angestellte erlassen, welches mit 1. Januar 1912 in Kraft getreten ist. Hiebei wird die Einhebung von Beiträgen als eine wesentliche Grundlage des finanziellen Erfolges anerkannt.

Auch die Bestrebungen nach Einführung eines allgemeinen Altersrentensystems — entsprechend dem Vorbilde des englischen Gesetzes von 1908 — konnten sich bisher in den Vereinigten Staaten keine Geltung verschaffen, wiewohl auch dieser Gegenstand die öffentliche Meinung sehr lebhaft beschäftigt hat. Es besteht keine wirtschaftliche oder soziale Notwendigkeit für die Einführung einer derartige Institution, denn die überwiegende Mehrheit der Bevölkerung kann ohne Zweifel in einer bescheidenen Weise aus eigener Kraft für die pekuniären Erfordernisse des Alters vorsorgen. Auf seiten industrieller und anderer Korporationen, einschliesslich der grossen Transportunternehmungen, besteht die entschiedene Tendenz, ihren Angestellten bei Erreichung des Alters von 65 oder 70 Jahren Ruhegenüsse sicherzustellen. Eine sehr bemerkenswerte Erscheinung der neuesten Zeit ist auch der von CARNEGIE errichtete Pensionsfond für Lehrpersonen, welcher durch sehr hohe Zuwendungen zu dem Zwecke ausgestattet wurde um eine Versorgung für die Mitglieder der Lehrkörper einer beträchtlichen Anzahl amerikanischer Universitäten und Mittelschulen zu bieten. Wiewohl bei Festlegung der Pensionsgründsätze in der gegenwärtig geltenden Form versicherungstechnische Erwägungen zu Rate gezogen wurden, dürfte sich doch praktisch in der nächsten Zeit die Notwendigkeit einer Umgestaltung der Pensionsgrundlagen ergeben. Es ist anzunehmen, dass hier das System der Entrichtung von Beiträgen durchgeführt werden wird,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

welches in der Tat bereits die prinzipielle Würdigung seitens des Präsidenten der CARNEGIE-Stiftung für die Förderung der Interessen von Lehrpersonen erfahren hat.

Unter den geschilderten Umständen ist es offenkundig, dass bei der öffentlichen Diskussion über Pensionsfragen in den Vereinigten Staaten im Laufe der letzten Jahre auch das Interesse für die versicherungstechnische Seite des Problems wesentlich in den Vordergrund getreten und die absolute Notwendigkeit qualifizierter technischer Begutachtung anerkannt worden ist. Je mehr sich diese Erkenntnis Bahn bricht, destomehr kommt dies zugleich auch dem Fortschritte der Versicherungswissenschaft in den Vereinigten Staaten zugute, denn es wird hiedurch der Oeffentlichkeit vor Augen geführt, wie viel die Versicherungswissenschaft auch zur praktischen Lösung wichtiger Probleme der staatlichen Verwaltung beizutragen vermag.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

STAATLICHE PENSIONSREGELUNG UNTER BESONDERER BERÜCKSICHTIGUNG DER MASSNAHMEN ZUR BEDECKUNG DER BEZÜGLICHEN AUSGABEN

VON

Hofrat Prof. Dr. ERNST BLASCHKE in Wien.

In Österreich ist das staatliche Pensionswesen ausserordentlich entwickelt. Die schon von der grossen Kaiserin Maria Theresia und ihrem hochherzigen Sohne JOSEF II. in den Jahren 1771 und 1781 erlassenen Pensionsnormalien sind bis heute richtunggebend geblieben. Während jedoch nach diesen Vorschriften im wesentlichen die eigentlichen Zivilstaatsbediensteten und diese vornehmlich für den Fall der Dienstunfähigkeit, die Hinterbliebenen aber nur dürftig bedacht wurden, haben unter der glorreichen Regierung des nunmehrigen Herrschers, des Kaisers FRANZ JOSEF I., alle übrigen beim Staate unmittelbar oder mittelbar (in Staatsbetrieben) bediensteten Personen, ferner die Witwen und Waisen aller Staatsdiener die vorsorglichste Berücksichtigung erfahren.

Die Pensionen werden keineswegs schablonenhaft zugemessen. Die Pensionsnormen sind je nach der sozialen Stellung und den Bedürfnissen der verschiedenen Angestelltenkategorien eingerichtet. Allenthalben werden zwar nach Ablauf einer bestimmten Wartezeit Pensionen für den Fall der Invalidität und des hohen Alters, Witwenpensionen und überdies Erziehungsbeiträge an die hinterbliebenen Kinder, solange die Mutter lebt, Waisenpensionen nach dem Tode beider Eltern, endlich Abfertigungen bei Eintritt von Invalidität oder Ableben innerhalb der Wartezeit geboten: es variieren jedoch innerhalb der Pensionsnormen die Dauer der Wartezeit, die Grundlagen, nach denen die Pensionen zugemessen werden, die Skala für die Pensionen, das Alter der Kinder, bis zu dem Erziehungbeiträge und Waisenpensionen verabfolgt werden u. s. w. Überdies erhalten gewisse Angestelltenkategorien ihren Bedürfnissen entsprechende, besondere Zuwendungen: die Bediensteten des Heeres Verwundungszulagen; die in Staatsbetrieben mit Unfallsgefahr Ange-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

stellten Unfallsrenten. Endlich haben die in loserem Dienstverhältnisse stehenden Personen Anspruch auf Abfertigungen höheren Ausmasses im Falle vorzeitiger Lösung des Dienstverhältnisses. Das System zur Bedeckung der Pensionen ist im allgemeinen je nach der Stellung jeder Angestelltenkategorie zum Staate verschieden.

Im Ganzen kann man 38 verschiedene Pensionssysteme für Staatsangestellte und, einschliesslich der für die Hofbediensteten, sogar 40 Systeme unterscheiden. Die an Zahl weitaus grösste Gruppe der beim Staate Angestellten unterliegt dem Normale für die Zivilstaatsbediensteten und die Angehörigen des Lehrstandes; eine weitere grosse Gruppe dem Normale für die Personen des Heeres, eine dritte Gruppe den Normalien für die Eisenbahnbediensteten. Kleinere Gruppen mit besonderen Normalien sind die bei der Seelsorge, beim Postwesen, bei der Postsparkasse und bei verschiedenen Staatsbetrieben, bei der Hof- und Staatsdruckerei, beim Versatzamte, beim Eichamte, bei den Lagerhäusern, beim Hauptmünzamte, bei den ärarischen Montanwerken u. s. f. Angestellten.

Die Höhe der den österreichischen Staatsdienern gebotenen Pensionen nimmt anderen Staaten gegenüber eine Mittelstellung ein. Im allgemeinen beträgt die Pension für den Fall der Invalidität nach 10 Dienstjahren 33—40% des jeweiligen Gehaltes einschliesslich eines Teiles der Aktivitätszulage: dieselbe steigert sich in der Regel gleichmässig mit jedem weiteren Dienstjahre, so dass nach 30 bis 40 Dienstjahren die volle Pensionsgrundlage zur Auszahlung gelangt. Die Witwen erhalten circa den dritten, die Waisen pro Kopf den fünfzehnten Teil der Aktivitätsbezüge.

Im Ganzen wurden im Jahre 1911 bei einem Ausgabenbudget von 2882 Mill. K [1]) für die Versorgungsansprüche der Zivilstaatsbediensteten 111·14 Mill. K verrechnet. Wird hierzu die auf die Militärpersonen im Staatshaushalte der Gesamtmonarchie anteilig berechnete Quote von 20·21 Mill. K hinzugefügt, dann resultiert eine Belastung von 131·35 Mill. K, das sind circa 4.4% der Gesamtausgaben. Die Bedeutung dieser Ziffer wächst erheblich, wenn hinzugefügt wird, dass dieselbe in rapider Progression begriffen ist. Es betrug die Steigerung der Auslagen für die Versorgungsbezüge der Zivilstaatsbediensteten im Quinquennium 1870—1875 vom Anfangsstande 13·5%, in den weiteren Quinquennien

vom jeweiligen Anfangsstande	1875/80;	1880/85;	1885/90;	1890/95;	1895/1900;	1900/05;	1905/10
	17·2%;	14·6%;	9·9%;	9·4%;	32%;	38·5%;	41·4%.

[1]) Hier wie in der Folge Abkürzung für Kronen.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Die von der Kongressleitung gestellte Frage, wie bezüglich der Lasten vorgesorgt wird, lässt sich angesichts der Mannigfaltigkeit der Systeme im kurzen nicht behandeln. Auch würde ein nach allgemeinen Gesichtspunkten entrolltes Bild zur Beurteilung kaum hinreichen, weil die auf die Art der Bedeckung bezüglichen technischen Fragen denn doch nur bei voller Kenntnis der gebotenen Vorsorge selbst beantwortet werden können. Und so habe ich in einem Anhange die sämtlichen 40 Systeme übersichtlich skizziert.

In der 1. Zeile ist ein Literaturnachweis, in der 2. Zeile die Rechtsbasis jedes einzelnen Systems, in der 3. Zeile die Pensionsgrundlage, in den Zeilen 4—10 die Grösse des Anspruches auf Invaliden- und Witwenpensionen, Erziehungsbeiträge und Waisenpensionen, Abfertigungen für sich und die Witwe, endlich des Sterbequartals skizziert, in der 11. Zeile die Grösse eines etwaigen Pensionsbeitrages der Angestellten, in der 12. Zeile angegeben, ob durch einen Fonds vorgesorgt wird oder nicht oder ob die Vorsorge in anderer Art erfolgt.

Die Übersicht muss trotz ihres Umfanges als mangelhaft bezeichnet werden. Sie ist im wesentlichen auf den meritorischen Inhalt der Pensionsvorschriften, den Beginn, das Ausmass und das Ende des Bezuges und die Art der Bedeckung der Anwartschaften, beziehungsweise Pensionen beschränkt, bietet aber auch nicht einmal in diesen Belangen ein Vollständiges.

So mangelt, um nur einzelnes hervorzuheben, im Pensionsschema für Zivilstaatsbedienstete die Betonung des Rechtes, dass auch die in Probepraxis zugebrachten Jahre beziehungsweise, dass die Studienjahre der bergbehördlichen Beamten an den montanistischen Schulen für die Pension anrechenbar sind; im gleichen Pensionsschema wie in dem für das Militär und die Kalkulantinnen der Postsparkasse, dass bei Vollendung des 60. Lebensjahres oder 35., beziehungsweise 40. Dienstjahres der sonst erforderliche Nachweis der Dienstunfähigkeit von dem Pensionswerber nicht beigebracht werden muss; im Pensionsschema für die Eisenbahnbediensteten, dass die Ehefrau im Falle der Verehelichung vor dem 55. Altersjahre des Ehegatten und bei späterer Verehelichung nur nach 3-jähriger ehelicher Gemeinschaft, sofern die Ehetaxe entrichtet wurde, pensionberechtigt ist; im Pensionsschema für die Landpostbediensteten der Beitragssatz „Versicherungsberechtigter"; in allen Pensionsnormen der Bedingungskomplex für den Übertritt von anderen Normalien und vielfach auch die Anführung der selbstverständlichen Beziehungen, welchen die einzelnen Gattungen der

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Anwartschaften untereinander untere worfen sind (die Hinterbliebenen haben stets kleinere Ansprüche als die Bediensteten u. s. w.).

Weil jedoch in einer halbwegs handlichen Übersicht derartige Feinheiten nicht berücksichtigt werden konnten, wurden allenthalben in der 1. Zeile der Tabelle die Literaturnachweise angegeben, aus denen im Bedarfsfalle die Ergänzung leicht geschöpft werden kann.

Aber auch ganz abgesehen von der Mangelhaftigkeit der Wiedergabe der Pensionsvorschriften bedarf die Übersicht auch noch in anderen Belangen der Ergänzung.

1. Weil nach österreichischem System die Pension im allgemeinen nach dem Gehalte bemessen wird, bedeutet jede Gehaltsregulierung auch immer eine Pensionsregulierung. Derartige Gehaltsregulierungen fanden nun nach der letzten allgemeinen Pensionsregelung im Jahre 1896 mehrere statt. Im Jahre 1898 eine Regelung der Bezüge der Staatsbeamten und Staatslehrpersonen; im Jahre 1899 eine Regulierung der Bezüge der Diener und der Finanzwache; im Jahre 1900 eine Regulierung der Bezüge der Militärgagisten; im Jahre 1902 eine Regulierung der Bezüge der Aushilfsdiener und Steuerexekutoren; im Jahre 1907 eine abermalige Regulierung der Bezüge der Staatsbeamten und Staatslehrpersonen; im Jahre 1908 eine Regulierung der Aktivitätsbezüge der Diener und der Finanzwache und dermalen wird ein Gesetz vorbereitet, nach welchem die Gehaltsvorrückung aller Zivilstaatsbediensteten innerhalb gewisser Gehaltsgrenzen automatisch nach Absolvierung bestimmter Dienstzeiten vor sich gehen soll.

2. Noch unmittelbareren Einfluss auf die Verbesserung der Reliktenbezüge nehmen alle Massnahmen zur Änderung der Pensionsnormalien. Solche sind bei den verschiedenen Kategorien der Staatsbediensteten in grosser Zahl getroffen worden. Die grösste Wirkung übten die Einbeziehung eines Teiles der Aktivitätszulage der Staatsbeamten, Staatslehrpersonen und Diener in die Pensionsgrundlage im Jahre 1906 und die Herabsetzung der für die Erreichung der vollen Pension erforderlichen Dienstzeit der Staatsbeamten und einiger Kategorien der Staatslehrpersonen von 40 auf 35 Jahre im Jahre 1907.

3. Wiederholt wurden die bereits flüssigen Pensionen aufgebessert: so die Pensionen der Witwen nach Staatsbediensteten, deren Pensionen nach den älteren Vorschriften bemessen waren, in den Jahren 1896, 1902 und 1906; sowie die Versorgungsgenüsse der schon pensionierten Staatsbeamten, Staatslehrpersonen, Diener,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

der Personen der Gendarmeriemannschaft (Gendarmeriekanzleidiener) und der Finanzwache im Jahre 1902.

Hiebei wurde in keinem der sub 1 und 3 bezeichneten Fälle vom Staate eine Gegenleistung in Anspruch genommen.

Die Modalitäten der Bedeckung der Anwartschaften.

Der Übersicht im Anhange entnimmt man, dass für die Bedeckung ausser den von Fall zu Fall zugeteilten Gnadengaben in Österreich sieben verschiedene Gruppen von Pensionssystemen in Anwendung gelangen, die man nach dem Grade der Verwandtschaft, wie folgt, nebeneinander stellen kann:

1. Die normalmässigen Gnadengaben, das sind Gnadengaben, die auf Grund Allerhöchster Entschliessung gewissen Angestellten-Kategorien nach allgemeinen Vorschriften, also ohne Erwirkung von Fall zu Fall, verliehen werden.
2. Die Pensionssysteme ohne Beitragsleistung der Berechtigten.
3. Die Pensionssysteme mit geringer Beitragsleistung der Berechtigten ohne Fondsbildung.
4. Die Pensionssysteme ohne oder mit geringer Beitragsleistung der Bediensteten in Verbindung mit versicherungstechnischer Bedeckung eines Teiles der Anwartschaften.
5. Das Pensionssystem mit kontingentiertem Fonds (es werden alljährlich Beiträge in bestimmter Höhe in einen Fonds eingezahlt und verzinst. Die Pensionen werden aus den jeweiligen Beiträgen und den Zinsen des Fondes bestritten; soweit die Einnahmen des Fondes nicht zureichen, werden die Pensionen vom Staate bezahlt).
6. Die Pensionen werden bis zu einem bestimmten Ausmasse in versicherungsmässiger Weise, also im Wege der Fondsbildung bestritten, die darüber hinausgehenden Ansprüche werden vom Staate gedeckt.
7. Die Pensionen werden zur Gänze in versicherungsmässiger Weise gedeckt.

Nach der oberwähnten Übersicht sind die normalmässigen Gnadengaben nur mehr bei Aushilfsdienern staatlicher Behörden, Eichmeistern, Steuerexekutoren, Strasseneinräumern und Dienern der Postanstalten in der Levante gebräuchlich.

Eine Pension ohne Beitragsleistung der Angestellten wird den Hofbediensteten, den zeitlich Bediensteten bei der Wiener Zeitung und gewissen Arbeitern in staatlichen Betrieben, bei der Tabakregie, bei den Lagerhäusern, bei der Schwefelsäurefabrik in Heiligenstadt, bei der Hüttenverwaltung in Pasieczina, in der Forst- und

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Domänenverwaltung der Salinenwerke, in den Idrianer Staatsforsten und im Oberösterr. und Steiermärk'schen Salzkammergute; ferner den Unteroffizieren, Soldaten und Matrosen des Heeres sowie der Finanzwache und den Werkmeistern bei den staatlich gewerblichen Unterrichtsanstalten geboten.

Bei einem Beitrag von ca $^1/_5$ des versicherungstechnischen Äquivalents erwerben ihre Pensionsanwartschaften die Zivilstaatsbediensteten, einschliesslich der Lehrpersonen und Diener; zur gleichen Gruppe nach der Bedeckungsform gehören die Redaktionsmitglieder der Wiener Zeitung, die bei der Post und Postsparkasse Angestellten, die Gendarmeriemannschaft.

Ein Pensionssystem ohne Beitragsleistung der Bediensteten, jedoch in Verbindung mit fondsmässiger Bedeckung bestimmter Anwartschaften (des Quartiergeldes) findet sich lediglich bei den Gagisten des k. und k. Heeres.

Auf Grund eines kontingentierten Fondes erhalten ihre Pensionen die Eisenbahnbediensteten, die Diener der katholischen Seelsorge, die Angehörigen des hauptzollamtlichen Geschworenenmittels, die Schätzmeister des Versatzamtes, die Zivilbediensteten der Heeresverwaltung.

Ein versicherungstechnischer Fonds zur Bedeckung im bestimmten Ausmasse besteht für die Montanarbeiter in Kitzbühel, Brixlegg, Klausen, Kirchbichel.

Ein versicherungstechnischer Fonds im eigentlichen Sinne besteht beim Kanzleihilfspersonale, beim Hauptmünzamte, bei den Bruderladen in Joachimstal, Brüx, Idria, Přibram, Raibl und bei den Landpostbediensteten.

Wie im folgenden ausgeführt wird, haben sich die Pensionssysteme 2—4 nachweislich aus dem System 1, die Pensionssysteme 5 und 6 aus dem System 7 entwickelt.

Das Pensionsnormale der Kaiserin MARIA THERESIA für Zivilstaatsbedienstete vom 30. November 1771 hatte den Zweck, „diejenigen Bedingnisse und normalmässigen Beobachtungen vorzuschreiben, nach welchen die Pensionen-Verteilung, welche ohne hierwegen zu erstatten habenden besonderen Bericht eingeräumt wird, vorzunehmen seye" und leitet demnach von der fakultativen zur normalmässigen Gnadengabe über. Ein Pensionsrecht ist zuerkannt im Hofkammerdekret Kaiser JOSEF II. vom 26. März 1781, worin bestimmt wird, „dass hinfüro jedermann, um auf seine Lebenstage eine Pension *fordern* zu können, 10 Jahre sich dem Staat gewidmet und gut gedient haben müsse".

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Das *Pensionsrecht* bleibt den Zivilstaatsbediensteten in allen weiteren Regelungen der Pensionsnormen erhalten. § 1 der grundlegenden kaiserlichen Verordnung vom 9. Dezember 1866 verordnet, „dass die Staatsbeamten und Diener mit einem Ruhegehalt nach folgenden Normen zu beteilen sind".

Eine weitere Entwicklung nehmen die Pensionsvorschriften durch die darin enthaltene Verpflichtung der Bezugsberechtigten zur Beitragsleistung. Letztere wurde durch Gesetz vom 14. Mai 1896 und zwar im Ausmasse von 3 % dekretiert.

Der Zweck der Beitragsleistung ist typisch für das österreichische System. Der wesentliche Vorteil des letztzitierten Gesetzes bestand für die Zivilstaatsbediensteten in der Erhöhung der Witwenpensionen und der Aufbesserung der Waisenversorsung. Während nämlich die Witwenpensionen vorher für die Rangsklassen IX bis V 700 bis 1260 Kronen betrugen, wurden sie nach dem neuen Gesetz auf 1200 bis 3000 Kronen erhöht. Ähnlich die Waisenpensionen.

Im Motivenberichte zu dem Gesetze wird nun ausdrücklich hervorgehoben, dass zur Deckung der durch diese Regelung bedingten Mehrausgaben zunächst die von den Beamten und Lehrpersonen einzuhebenden Beiträge dienen werden. Versicherungstechnische Berechnungen ergeben, dass mit diesen Beiträgen die höhere Belastung des Staates ziemlich gut gedeckt werden konnte.

Als sodann im Verlaufe die Beamten um die Herabsetzung der ursprünglich 40-jährigen Dienstzeit auf 35 Jahre sowie um teilweise Einrechnung der Aktivitätszulagen in ihre Versorgungsgenüsse einschritten, wurden diese Begünstigungen durch die Gesetze vom 24. Mai 1906 und vom 19. Februar 1907 unter gleichzeitiger Erhöhung der Beitragsleistung geboten. Die Erhöhung kam aber dem versicherungstechnischen Äquivalente der neuen Begünstigungen gleich.

Im Sinne dieser Ausführungen kann das Pensionsnormale für die Zivilstaatsbediensteten Österreichs in seiner dermaligen Form als Vorsorge des Staates für das Minimum ohne besonderes Entgelt und Gewährung der darüber hinausgehenden Anwartschaften gegen das versicherungstechnische Äquivalent bezeichnet werden.

Ganz ähnlich wie bei den Zivilstaatsbediensteten war die Entwickelung des Bedeckungssystemes für die Pensionsanwartschaften der k. und k. Offiziere. Auch in diesen Kreisen hatte sich nach Erlassung der Gesetze vom 27. Dezember 1875 und vom 27. April 1887 der Wunsch kundgegeben, dass das Quartiergeld in die Vorsorgegenüsse wenigstens teilweise eingerechnet werde.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Infolge dessen wurde mit Zirkularverordnung vom *6. September 1909 ein Quartiergeldversicherungsfonds* gegründet. Darnach werden die Beiträge der Anwärter in der Höhe von 1% der nach der wirklichen Charge entfallenden Aktivitätsgage in einem Fonde angesammelt, verzinst und zur Bezahlung des Quartiergeldes verwendet.

Die Pensionssysteme mit Fonds sind — wenige Fälle ausgenommen — bei den Staatsbetrieben gebräuchlich.

Das österreichische Staatseisenbahnnetz entwickelte sich aus den Privatbahnen durch Aufkauf bei Ablauf der jeweiligen Konzessionen. Die Privatbahnen hatten aber fast sämtlich eigentliche Pensionsfonds mit einer rechnungsmässig zu geringen Beitragsleistung. Nach einer Übersicht in den »mathematischen Rechnungen bei Pensionsinstituten der Eisenbahnbeamten und deren Witwen« von JULIUS KAAN (Wien 1864) entrichteten die Mitglieder des Pensionsfondes nebst einer Eintritts- und Gehaltserhöhungsquote alljährlich 3% vom Gehalte. Die Eisenbahninstitute entrichteten ebensoviel (Staatsbahn, Elisabethbahn und Südbahn) oder garantierten die Pensionen ohne anderweitige Beitragsverpflichtung (Ferdinands-Nordbahn) oder leisteten festgesetzte Beiträge (Karl-Ludwigsbahn) oder endlich unverzinsliche oder auch nach Massgabe etwaiger Überschüsse rückzahlbare Vorschüsse (Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn).

Die Sanierung der naturgemäss binnen kurzem notleidend gewordenen Fonds erfolgte allenthalben (unter Erhöhung der Beitragsleistungen der Angestellten) durch Kontingentierung des Fondes. Das System wurde nachmalig sowohl vom Pensionsinstitute für Beamte und Unterbeamte als auch für Diener und Hilfsbedienstete der k. k. österr. Staatsbahnen (verlautbart mit Erlass des Eisenbahnministeriums von 18. August 1900) übernommen.

Ähnlich verläuft die Entwicklung der Pensionsregelung bei den staatlichen Montanwerken.

Die Bergwerksbesitzer waren nach dem allgemeinen Berggesetze (kaiserl. Patent vom 23. Mai 1854) verpflichtet, die Bergarbeiter sowie deren Witwen und Waisen im Wege der Errichtung von Bruderladen zu versorgen. Der Umstand, dass diese Bruderladen mit wenig Ausnahmen notleidend wurden, führte zum Gesetz vom 28. Juli 1889, worin gewisse Pensionsminima festgesetzt und die Sanierung vorgeschrieben wurde. In den staatlichen Bruderladen von Kitzbühel, Brixlegg, Klausen und Kirchbüchel erfolgte nun die Regelung in der Art, dass die Minima durch die

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Bruderladen nach technischen Grundsätzen sichergestellt und der Rest durch den Staat (auf den Pensionsetat) [1]) übernommen wurde.

Die Darstellung würde der Vollständigkeit entbehren, wenn nicht auch an dieser Stelle der Aufbringung der nachträglich, also den Pensionisten zuerkannten Pensionserhöhungen ohne Entgelt seitens der Bezugsberechtigten gedacht würde. Sie ist im entfernten der Zuwendung von Vorteilen vergleichbar, welche bei Schaffung eines Arbeiterversicherungsgesetzes dem bereits bestehenden Stocke im Übergange zugestanden werden, sofern die Aufbringung der Mittel dem zukünftigen Stocke zugemutet wird.

Schlussbemerkungen.

Bei dem relativ hohen Alter der Vorsorgevorschriften für österreichische Zivilstaatsbedienstete scheint es von Interesse, die sich hieraus ergebende Grösse der Belastung des Staatsschatzes zu verfolgen, um daraus Anhaltspunkte für die Beurteilung des österr. Bedeckungssystems [2]) in technischer Beziehung zu erlangen. Es muss nämlich a priori gewärtigt werden, dass sich im Pensionsetat ein gewisser Beharrungszustand eingestellt hat. Demselben kommen bekanntlich in jeder Art des Bedeckungssystems gewisse einfache Eigenschaften zu, aus denen die Eigenheiten, aber auch die Zweckmässigkeit der Systeme unmittelbar ersehen werden können.

Diese Eigenheiten wurden wiederholt dargestellt. Hier sei auf des Verfassers Abhandlung: »Die Prämien und Prämienreserven der Invalidenversicherung der Arbeiter« im Bande 5, Heft 1, der Versicherungswissenschaftlichen Mitteilungen des österr.-ungar. Verbandes der Privat-Versicherungs-Anstalten verwiesen.

Sie lassen sich, wie folgt, zusammenstellen:

1. Wenn die Pensionen im Umlagewege bedeckt werden, hängt die Höhe der jährlichen Belastung im Beharrungszustande allein von der Gesamtsumme der versicherten Anwartschaften ab. Wenn die letzteren beispielsweise (mit dem Vermehrungsfaktor der Angestellten) steigen, so steigt die Belastung in gleichem Verhältnisse.

2. Die Jahresbelastung im *Prämiensystem* kommt den verfügbaren Zinsen der Prämienreservefonds, vermehrt um das Produkt der versicherungstechnischen *Prämie* für die Einheit der Anwartschaften und der Zahl der versicherten Einheiten gleich.

---

[1]) d. i. die Ausgabepost für Pensionen im Staatsbudget.

[2]) „Volle Bedeckung im Wege der Umlage; die Beiträge der Bediensteten werden nicht thesauriert, sondern alljährlich budgetmässig verwendet".

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

3. Die Jahresbelastung im *Umlagesystem* kommt dem Produkte der auf die Einheit der Anwartschaft entfallenden *Umlage* und der Zahl dieser Einheiten gleich.

4. *Die Umlage für die Einheit der Anwartschaften kommt der versicherungstechnischen Prämie zu jenem Zinsfusse gleich, welcher dem Vermehrungsfaktor der Angestellten entspricht* (Gleichung 15 der zit. Abhandlung).

5. Die auf die Einheit der Anwartschaften entfallende Prämienreserve des Prämiensystems kommt der ewigen Rente jenes Wertes gleich, der dem Unterschied der auf die Einheit der Anwartschaften entfallenden Jahresbelastung im Umlageverfahren und im Prämiensystem entspricht, wobei der Zinsfuss der ewigen Rente sich als Differenz des Zinsfusses für die Prämienberechnung und des Prozentsatzes der Angestelltenvermehrung darstellt (Gleichung 18 derselben Abhandlung).

6. Die Gesamtprämienreserve wächst im Prämiensystem alljährlich um die Zinsen, gerechnet zum Prozentsatze der Angestelltenvermehrung (Gleichung 18*a* derselben Abhandlung).

Man kann nämlich aus diesen Regeln und den entsprechenden statistischen Daten die wichtigen Fragen lösen, *wie hoch sich die Jahresbelastung unter der Voraussetzung des Umlageverfahrens und des Prämiensystems im Beharrungszustande stellt, wie gross demnach das Jahreserspärnis im Prämiensystem ist, welche Kapitalien bei letzterem System angesammelt werden und welche Gebarung beim Prämiensystem im Reservefonde zu beobachten ist.*

Über die statistischen Daten wird folgendes mitgeteilt:

a. Nach der österr. Statistik (Bd. 66, Heft 1) betrug die durchschnittliche Jahreszunahme bei den Angestellten im Hof-, Staats-, Landes- und Bezirksdienste während der Periode 1891—1900 ca. $3^1/_2$ %; die Zunahme der Bevölkerung im Dezennium 1901—1910 durchschnittlich 0·89 %.

b. Nach einer Auszählung der Zivilstaatsbediensteten für den Schluss des Jahres 1901 betrugen vom Gesamtbetrage der Gehalte die Gehalte des Konzeptpersonales 29·351 %, des Rechnungspersonales 40·250 %, des Lehrpersonales 13·068 %, die der Diener 17·331 % (Statistische Studie über die Zivilstaatsbediensteten nach dem Stande vom 30. Juni 1901, k. k. Hof- und Staatsdruckerei).

c. Nach ZWIERZINA's bekannter Schrift: »Entwickelung des allgemeinen Pensionsetats der k. k. Staatsbediensteten« (Wien 1910, Verlag von Perles) betrugen bei den Zivilstaatsbediensteten:

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Jahr	die Anzahl der			die Auszahlungen für			die Summe der Auszahlungen	die Pensionsbeiträge der Staatsbediensteten
	Pensionisten (Beamten und Diener)	Witwen	Erziehungsbeiträge	Pensionen der Beamten und Diener	Pensionen der Beamtens- und Dienerswitwen	Erziehungsbeiträge		
				in Kronen				
1865	—	—	—	12,075.992	4,940.496	377.876	17.394.364	—
1866	—	—	—	12,643.918	5,012.234	369.940	18.026.092	—
1867	—	—	—	11,747.382	4,698.038	377.878	16.823.298	—
1868	—	—	—	10,976.890	4,084.562	334.382	15.395.834	—
1869	6.371	8.288	4.513	10,078.784	3,760.030	422.694	14.261.508	—
1870	7.478	9.120	5.460	11,159.080	4,011.108	451.982	15.622.170	—
1871	7.664	9.444	5.637	11,721.512	4,253.666	450.144	16.425.322	—
1872	7.596	9.633	5.329	12,163.106	4,424.528	449.316	17.036.950	—
1873	7.630	10.196	5.601	12,169.720	4,523.304	410.730	17.103.754	—
1874	7.787	10.503	5.885	12,507.058	4,825.070	435.474	17.767.602	72.600
1875	8.088	10.947	6.207	12,793.000	4,899.040	453.706	18.145.746	72.000
1876	8.243	11.363	5.947	13,755.190	5,135.056	486.848	19.377.094	84.000
1877	8.519	11.898	6.288	14,064.512	5,330.610	471.492	19.866.614	83.000
1878	8.603	12.372	6.553	14,594.846	5,638.542	504.930	20.738.318	85.400
1879	8.755	12.726	6.606	14,761.378	5,887.840	517.050	21.166.268	86.800
1880	8.891	13.128	6.672	15,203.034	6,072.774	516.620	21.792.428	95.520
1881	9.100	13.911	7.571	15,576.348	6,313.482	535.702	22.425.532	104.380
1882	9.329	14.248	7.892	16,074.962	6,668.228	607.512	23.350.702	108.660
1883	9.689	14.636	8.084	16,662.796	6,888.600	629.316	24.180.712	113.580
1884	9.984	15.120	8.402	17,370.812	7,114.412	635.912	25.121.136	132.608
1885	10.220	15.588	8.731	17,946.984	7,399.784	659.340	26.006.108	142.508
1886	10.297	15.782	8.808	18,313.968	7,668.598	681.100	26.663.666	150.482
1887	10.668	16.515	8.661	18,689.790	7,830.938	689.788	27.210.516	149.652
1888	10.830	16.954	8.761	19,070.756	8,063.804	647.924	27.782.484	153.992
1889	10.749	16.861	7.857	19,593.602	8,309.222	657.898	28.560.722	167.432
1890	11.002	17.184	8.244	19,970.516	8,553.028	663.712	29.187.256	181.698
1891	11.295	17.571	8.488	19,892.562	8,621.124	572.194	29.085.880	191.608
1892	11.541	17.900	8.623	20,390.172	8,853.474	600.060	29.843.706	178.364
1893	11.841	18.333	8.814	21,072.412	9,126.278	611.394	30.810.084	204.834
1894	12.121	18.669	9.115	21,563.126	9,346.974	627.974	31.538.074	215.610
1895	12.602	18.787	9.005	22,114.564	9,585.362	633.868	32.333.794	251.356
1896	12.938	19.244	9.637	22,624.114	9,818.814	659.258	33.102.186	269.368
1897	13.402	19.122	8.679	23,809.236	9,975.562	655.182	34.439.980	2.620.246
1898	13.981	19.643	9.385	24,283.916	13,748.310	769.954	38.802.180	2.622.594
1899	15.200	20.281	10.196	25,565.910	14,251.414	853.572	40.670.896	746.204*)
1900	16.380	20.802	11.107	26,981.974	14,920.224	1,036.566	42.938.764	2.824.880
1901	16.903	21.228	12.096	30,953.251	15,684.684	1,249.538	47.887.473	2.964.920
1902	17.389	21.781	13.122	33,391.969	16,407.206	1,456.898	51.256.073	2.974.834
1903	17.937	22.261	14.133	34,497.187	17,018.284	1,674.046	53.189.517	3.274.746
1904	19.137	23.150	15.091	35,711.028	17,801.449	1,904.185	55.416.662	3.806.760
1905	19.907	23.778	16.139	37,941.749	19,372.190	2,109.572	59.423.511	4.586.752
1906	20.765	23.745	16.845	39,737.920	20,366.606	2,297.890	62.402.416	4.903.780
1907	23.510	25.265	18.599	41,276.523	21,026.367	2,497.562	64.800.452	7.106.775
1908	25.176	25.962	19.749	46,672.170	23,527.693	2,891.099	73.090.962	7.106.656
1909	—	—	—	52,190.728	23,877.281	2,907.969	78.975.978	8.002.630
1910	—	—	—	58,361.890	24,527.027	3,004.241	85.893.158	9.002.505

*) Der Abfall der Beiträge ist Folge der Erhöhung der Bezüge der Staatsbeamten und Staatslehrpersonen im Jahre 1898 (während der Entrichtung der Diensttaxe werden keine Beiträge entrichtet).

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Ferner betrugen in Tausenden von Kronen die Auszahlungen

im Jahre	an Pensionisten	an Witwen	an Waisen	Summe	Die Beiträge zum Fonds
1911	64980	24950	3092	93.022	10.302
1912	73642	26547	3222	103.411	10.802

Hieraus ergibt sich ein Steigerungsprozentsatz in nachstehender Höhe:

im Dezennium	für Pensionisten	für Witwen	für Waisen	für Ruhegenüsse	für Witwenpensionen	für Erziehungsbeiträge
1871—1880	$1\frac{3}{4}$	$3\frac{3}{4}$	2	$3\frac{1}{8}$	$2\frac{1}{4}$	$1\frac{1}{3}$
1881—1890	$2\frac{1}{4}$	$2\frac{3}{4}$	$2\frac{1}{8}$	$2\frac{3}{4}$	$3\frac{1}{2}$	$2\frac{1}{2}$
1891—1900	4	2	3	$3\frac{1}{11}$	$5\frac{3}{4}$	$4\frac{1}{4}$
1901—1910	$5\frac{1}{2}$	$2\frac{5}{6}$	$7\frac{1}{2}$	8	$5\frac{2}{3}$	$8\frac{2}{3}$
im Durchschnitte	$3\frac{1}{2}$ %	3 %	$3\frac{7}{8}$ %	$3\frac{9}{16}$ %	$3\frac{5}{8}$ %	$4\frac{11}{12}$ %

d. Der Pensionsstand vom Jahre 1910 gehört zur Pensionsgrundlage der Zivilstaatsbediensteten im Betrage von ca. 260 Mill. K, der vom Jahre 1911 zur Pensionsgrundlage von ca. 298, der vom Jahre 1912 von ca. 312 Mill. K [3]). Im Jahre 1910 betrugen sämtliche Versorgungsgenüsse 33 %, im Jahre 1911 31 %, im Jahre 1912 ca. 33 % der Pensionsgrundlage.

e. Falls die Bedeckung des Bedarfes nach dem Prämiensystem erfolgen sollte, würden die Prämien für die verschiedenen Kategorien von Staatsangestellten folgende Höhe erreichen: [4])

3) Obige Jahresbezüge der Zivilstaatsbediensteten wurden aus den Pensionsbeiträgen und den Angaben sub b approximativ entwickelt. Zu der Ziffer pro 1912 gelangt man auch aus den direkten Angaben über die Gehalte (268 Mill. K) und die Aktivitätszulagen (76 Mill. K), wenn man letztere mit 58 % in die Pensionsgrundlage einbezieht.

4) Zur Berechnung der Prämien wurde angenommen, dass sich die Vorrückungsverhältnisse nach den Ansätzen des Motivenberichtes zur Regierungsvorlage, betreffend den Gesetzentwurf für die Staatsbeamten und Staatbediensteten, entwickeln (pag. 125—128). Nach diesem Gesetzentwurfe wird den Beamten die Gehaltsvorrückung in gewissem Ausmasse garantiert. Das Ausmass richtet sich nach den für jede Kategorie von Staatsbediensteten geforderten Vorstudien. Nach diesen zerfallen die Staatsbeamten in vier Gruppen.

Bei der Rechnung wurde ferner angenommen, dass die Angestellten im Durchschnitte in der sogenannten I. Ortsklasse sich befinden. Die Beamten beziehen nämlich je nach dem Beschäftigungsorte andere Aktivitätszulagen und die Beschäftigungsorte werden nebst Wien nach vier Ortsklassen unterschieden.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

GRUPPE DER STAATS-ANGESTELLTEN	PRÄMIE PRO 100 GEHALT einschl. Aktivitätszulage.					
	$3^1/_2$ %ige Rechnungsgrundlage			4 %ige Rechnungsgrundlage		
Beamte mit	Ruhegenuss	Witwen- und Waisenpensionen.	Summe	Ruhegenuss	Witwen- und Waisenpensionen.	Summe
vollständiger Hochschule Ia.....	20·19	7·39	27·58	18·01	6·87	24·88
Hochschulkurs und Staatsprüfung II...	20·95	7·81	28·76	18·70	7·29	25·99
Mittelschule III.....	20·17	7·88	28·05	18·—	7·34	25·34
anderweitiger Vorbildung IV.....	18·41	7·70	26·11	16·39	4·16	23·55
Mittelschulprofessoren.....	23·99	6·04	30·03	21·29	5·55	26·84
Diener.....	11·54	7·02	18·56	10·13	6·48	16·61

Aus obigen Ziffern und den Angaben sub 6 ergiebt sich bei einer Rechnungsgrundlage von $3^1/_2$ % eine mittlere Prämie für Ruhegenuss von 18·92 %, für Hinterbliebenenversorgung von 7·39 %; bei einer Rechnungsgrundlage von 4 % für Ruhegenuss von 16·84 %, für Hinterbliebenenversorgung von 6·85 %, somit eine Gesamtprämie von 26·31 % bezw. 23·69 %.

Nach approximativer Schätzung macht die auf 1 %-iger Rechnungsgrundlage ermittelte Prämie aus: für Ruhegenüsse 28·36, für die Hinterbliebenen 11·89, in Summa 38·20 % (zu vergleichen die 1 %-igen Grundzahlen im Anhange zu obzitierter Abhandlung: „Die Prämien und Prämienreserven der Invaliden-Versicherung der Arbeiter" vom Verfasser).

Aus obigen Daten kann man nachstehende Folgerungen ableiten:

Gegen die obigen Ziffern kann nicht eingewendet werden, dass sie für die Zukunft erst Geltung finden werden, da im Motivenberichte (pag. 93) ausgeführt ist, dass die Gehaltsvorrückungsansätze aus der Beobachtung jener Durchschnittsziffern hervorgegangen sind, welche im Wege eines Vergleiches der in der letzten Zeit bei den einzelnen Ressorts vorgekommenen tourmässigen Beförderungen sich ergeben haben.

Als Berechnungsgrundlagen wurden gewählt: Die Invaliditäts- und Sterbensverhältnisse des Nichtfahrpersonals bei den Eisenbahnverwaltungen nach Zimmermann vom Jahre 1884, die Zivilstandsverhältnisse aus den Beobachtungen über die privaten Angestellten Österreichs vom Jahre 1896, die Absterbeordnung für Frauen vom Jahre 1890—1900, die Kinderverteilung nach den Beobachtungen über die privaten Angestellten Österreichs im Jahre 1896.

Die obigen Sätze wurden übrigens nur näherungsweise u. zw. derart ermittelt, dass aus Anfangs- und Endanwartschaft die Zwischenanwartschaften durch geradlinige Interpolation statt aus einer arithmetischen Reihe zweiter Ordnung erhalten wurden.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

I. Im Pensionsetat der österr. Zivilstaatsbediensteten ist der Beharrungszustand scheinbar in dem Sinne bereits eingetreten, dass die auf den Kopf der aktiven Angestellten entfallende Belastung konstant bleibt. In den Jahren 1910 und 1911 fand eine Steigerung der von der Gehaltshöhe abhängigen Beiträge der Staatsbeamten im Ausmasse von 20% statt und in gleichem Masse bewegten sich die Pensionen nach aufwärts. Bei Zusammenfassung der 4 Jahre 1908—1911 ergibt sich auch kein widersprechendes Bild: mehr Jahre in Kalkül zu ziehen, scheint nicht angängig, weil im Jahre 1906 und 1907 Regulierungen der Beitragsleistungen der Angestellten statthatten.

II. Die Pensionszahlungen übersteigen bei weitem die nach den Gehalten zu gewärtigende Höhe. Der Pensionsgrundlage von 260 Mill. K im Jahre 1910 entspricht (unter der Annahme, dass im Durchschnitte eine Vermehrung der Zivilstaatsbediensteten um $3^1/_2$ % stattgefunden habe) eine Pensionszahlung von $260 \times 26{\cdot}3\% = 68{\cdot}40$ Mill. K. Tatsächlich wurden jedoch an Pensionen 85·89 Mill. K verrechnet, das ist an ausserordentlichem Bedarf um 26% mehr. Die Ursachen liegen klar zu Tage, nämlich: die ausserordentlichen Gehaltsteigerungen, da im Sinne der Rechnungen solche schon dann vorliegen, wenn ein Konzeptbeamter oder richterlicher Beamte mehr als die 7., ein Rechnungsbeamter mehr als die 8. Rangsklasse erreicht. Die Pensionierungen aus Dienstesrücksichten, die charaktermässigen Pensionen von Ehefrauen und Kindern, endlich aber der Umstand, dass im Pensionsetat Versorgungsgenüsse von einzelnen Kategorien von Staatsangestellten verrechnet werden, deren Gehalte unter den obigen Gehaltssummen nicht inbegriffen sind. (Die Bezüge der Landwehrpersonen.)

Ähnlich müsste aus der Pensionsgrundlage für 1911 und 1912 auf Pensionen im Betrage von $298 \times 26{\cdot}31 = 78{\cdot}40$ Mill. K bezw. von $312 \times 26{\cdot}31 = 82.09$ Mill. K geschlossen werden, während 93·022 bezw. 103·411 Mill. K, somit um 19% bezw. 26% an ausserordentlichen Pensionen mehr gezahlt wurden.

III. Trotz der ganz ausserordentlichen Belastung des Pensionsetats übersteigen die dort verrechneten Summen nicht den Betrag der Umlage, die dann resultieren würde, wenn sich die Beamtenschaft nur in einem der Bevölkerungsvermehrung ebenmässigen Verhältnisse an Zahl vergrössern würde. Aus den diesbezüglich zu *e* mitgeteilten Prämien würden resultieren an Pensionszahlungen

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

im Jahre.....	1910	1911	1912
Mill. K.....	99.32	116.84	119.28
das ist gegenüber der Zahlung von	85.89	90.02	101.41
Mill. K mehr um Mill. K	13.43	26.82	17.87

Die Belastung im Pensionsetat erfolgt demnach in einem der natürlichen Zunahme der Bevölkerung ganz ebenmässigen Verhältnisse.

IV. Die Umlage übersteigt die 4%-ige rechnungsmässige Prämie im Jahre 1910 per 61·59 Mill. K nur um 6·81 Mill. K, das ist um 40 % des ausserordentlichen Pensionsbedarfes. Trotzdem ist bei versicherungsmässiger Bedeckung der Pensionen ein ziemlich bedeutender Fonds erforderlich. Derselbe kann nach der Formel

$$G \times \frac{r}{r-c} \times (p_u - p_d)$$ [5]

berechnet werden, wo G die Gehaltssumme, r den Aufzinsungsfaktor 1·04, c den Beamtenvermehrungsfaktor 1·035, p_u die auf die Gehaltseinheit entfallende Umlage, p_d die auf die Gehaltseinheit entfallende Prämie bedeutet.

Es resultiert ein Prämienreservefonds von *1428* Mill. K, das ist der dreiundzwanzigfache Betrag der Jahresprämie.

V. Solange der Beamtenstock sich in der dermaligen Progression befindet, träte ein etwaiger Fonds nur wenig in Funktion. Bei der versicherungsmässigen Bedeckung würden im Jahre 1910

von den Einnahmen an Prämien per	61.59	Mill. K
und an 4%-tigen Fondszinsen per	57.08	„ „
Summa.....	118.67	Mill. K
die Pensionen im Betrage von.....	68.41	„ „
gedeckt, während ein Rest von.....	50.26	Mill. K

zur Ergänzung der Prämienreserve auf den rechnungsmässigen Betrag von 1478 Mill. K verwendet werden müsste. In der Gegenwart würde sich von der Existenz des Fondes kein anderer Nutzen als ein Ersparnis von 6.82 Mill. K jährlich ergeben. Der Fonds würde in sich fortwährend fast zur Gänze thesauriert.

VI. Die letzteren Tatsachen dürften für die Beurteilung des österr. Bedeckungssystems entscheidend erachtet werden können.

Die Umlage ist in jedem Betracht dem Prämiensystem überlegen, insolange die Progression des Beamtenstandes nach den bisher beobachteten Verhältnissen erfolgt.

Zu anderen Schlüssen müsste man von rein rechnungsmässigem

---

5) Formel 18 in der wiederholt bezogenen Abhandlung *des Verfassers.*

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Gesichtspunkte gelangen, sobald ein Retardieren in der Bewegung beobachtet würde. Letzteres muss zweifellos einmal eintreten, da das gegenwärtige Verhältnis zwischen Beamtenvermehrung und Bevölkerungsvermehrung nicht anhalten kann. In solchem Falle könnte, nach den Ergebnissen des Jahres 1910 zu urteilen, die Anwesenheit des Fondes ein Ersparnis um mehr als 70 % der Auslagen bewirken.

Übrigens erblicken hervorragende Nationalökonomen (zu vergleichen KARL HEINRICH RAU, Lehrbuch der Finanzwissenschaft, herausgegeben von ADOLF WAGNER, 6. Ausgabe, 1872 — I. Abt. § 63: b) auch in dieser Erscheinung keine Notwendigkeit für die Einrichtung eines Fondes. [6])

Ich verweise diesbezüglich übrigens auch auf den von mir gelegentlich des VI. internationalen Kongresses für Versicherungswissenschaft zum Thema „Methoden der Bemessung der Prämien und Prämienreserven in der öffentlichen Versicherung" gehaltenen Vortrag, in dem ich aus den technischen Prinzipien aller Versicherungsformen, in denen der Staat unmittelbar haftet, zu den gleichen Ergebnissen gelangte. Für die Umlage spricht auch die Höhe des ausserordentlichen Pensionsbedarfes.

Und noch ein letzter Grund lässt vom technischen Standpunkt das österr. Bedeckungssystem als vorteilhaft erscheinen. Die Aufbesserung *der bereits flüssigen Pensionen,* welcher oben wiederholt gedacht wurde, erweist sich im Prämiensystem bei den dermaligen technischen Hilfsmitteln schwer durchführbar. Diese Massnahme ist aber unausweichlich, wenn die Zusicherung des Staates auf dauernd auskömmliche Bezüge nicht wesentlich an Wert verlieren soll, da wir doch alle Zeugen waren, wie durch die Abnahme der Kaufkraft des Geldes die einmal zugesicherten und im Zeitpunkte des Antrittes des Ruhegenusses auch ausreichenden Pensionen unzulänglich wurden.

Oder soll dies eben der Ausgangspunkt zu einer neuen Entwicklungsphase im technischen Aufbaue des Pensionsversicherungswesens werden?

6) »Die Einrichtung besonderer Staatspensionskassen und die Zahlung regelmässiger Gehaltsabzüge in diese Kassen ist (wenigstens wenn die Gehalte ungenügend sind) etwas prinzipiell Unrichtiges (mindestens etwas Unnützes), wodurch nur eine Geschäfts- und Rechnungsvermehrung erfolgt. Vielmehr sind die Ruhegehalte ohne weiteres wie die Dienstgehalte als Zahlungen aus dem Titel des Staatsdienstes zu behandeln. Man kann sie Bilanzschulden des Staates nennen und das ganze Pensionswesen auf den Schuldenetat übertragen, wodurch der rechtliche Charakter am deutlichsten hervortritt. Übrigens haben solche Übertragungen nur *formale*, nicht *sachliche* Bedeutung."

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

DIE MERITORISCHEN BESTIMMUNGEN IN DEN PENSIONSVORSCHRIFTEN FÜR DIE STAATSANGESTELLTEN IN ÖSTERREICH.

Literaturnachweise.

ZWIERZINA-REDINGER — Die Versorgung der k. k. Österr. Staatsbeamten, Staatslehrpersonen und Diener, Wien 1909, k. k. Hof- und Staatsdruckerei;
POSSANNER — Die Pensionen und Provisionen der k. k. Österr. Zivilstaatsbediensteten und Staatsarbeiter, Wien 1898 mit 3 Ergänzungsbänden ex 1904, 1910 und 1911, (die beigedruckten Nummern beziehen sich im allgemeinen auf die Quellen).
JLMING — Die Versorgung der Militär-Witwen und Waisen.

Abkürzungen.

A. H. E. = Allerhöchste Entschliessung,
R. K. M. E. = Erlass des Reichskriegsministeriums,
M. R. P. E. = » » Ministerratspräsidiums,
M. I. E. = » » Ministeriums des Innern,
U. M. E. = » » » für Kultus und Unterricht,
F. M. E. = » » Finanzministeriums,
H. M. E. = » » Handels-Ministeriums,
E. M. E. = » » Eisenbahn-Ministeriums,
A. M. E. = » » Ackerbau-Ministeriums ev. des Min. für öffentliche Arbeiten,
Ges. M. Vdg. = Gesamt-Ministerial-Verordnung,
Ges. = Gesetz, V. oder Vdg. = Verordnung, R. G. B. = Reichsgesetzblatt.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Angestellten-Kategorie	Zivilstaatsbedienstete, einschl. Lehrpersonen an den mit den Lehrerbildungsanstalten verbundenen Übungsschulen oder anderen Volksschulen.	Hofbedienstete (Hofbeamte und Hofdiener).	Redaktionsmitglieder der Wr. Zeitung.
Lit. Nachweis	Zwierzina-Redinger.	Possanner No. 2995.	Possanner No. 2997.
Rechtsgrundlage	Ges. vom 14/5 1896, R. G. B. No. 74, Ges. vom 24/5 1906, R. G. B. No. 105, Ges. vom 19/2 1907, R. G. B. No. 34.	A. H. E. vom 30/11 1908.	M. R. P. E. vom 30/11 1908, Z. 1001.
Pensionsgrundlage	*a*) Gehalt einschl. Trien.-, Quadr.- und Quinquennalzulagen und einschl. 1200 K in der IV. Rgskl. 800 » » » V. » 640 » » » VI. » 560 » » » VII. » 430 » » » VIII. » 400 » » » IX. » 320 » » » X. » 240 » » » XI. » *b*) für Hinterbliebenen-Versorgung Rangskl. bezw. Titel und Charakter der Rangsklasse.	Jahresgehalt inkl. der Hälfte des Quartiergeldes.	80 % des festen Jahreshonorares.
Invalidenpension	zwischen 5 und 10 Jahren bei Unfall und Krankheit 40 % und dann jährl. mit 2.4 % steigend, mindestens jedoch 800 K (in Folge Krankheit vor 5 Jahren 25 %). Minister Min. 8000 K ohne Karenz. (Ges. vom 22/7 1863 B. G. B. No. 111).	gleich den Zivilstaatsbediensteten.	wie bei Zivilstaatsbediensteten.
Witwenpension	I.—III. Rangsklasse 6000 K IV. « 4000 « V. « 3000 « VI. « 2400 « VII. « 1800 « VIII. « 1400 « IX. « 1200 « X. « 1000 « XI. « 800 « vor 5 Jahren 1/4 des Jahresgehaltes. Nach Minister Min. 2000 K.		1/4 Jahreshonorar, jedoch nicht weniger als 800 K und auch nicht mehr als die Witwe eines Staatsbeamten gleicher Bezüge.
Erziehungsbeiträge	1/5 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahre, jedoch höchstens 600 K pro Kopf. In Sa. nicht mehr als Witwenpension.		wie bei Zivilstaatsbediensteten.
Waisenpension	Konkretalpension 1/2 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahre.		dto.
Abfertigung für sich	einfacher Jahresgehalt für 5, doppelter für 10 Jahre Dienstzeit.		—
Abfertigung für die Witwe	1/4 Jahresgehalt.	bis 5 Dienstjahre die Hälfte, bis 10 Dienstjahre voller Jahresbezug.	1/4 des Jahreshonorares.
Sterbegeld	1/4 des Jahresgehaltes, ev. 1/4 der Jahrespension.	1/4 des Jahresgehaltes ev. 1/4 der Jahrespension.	1/4 des Jahreshonorars, ev. der Jahrespension.
Pensionsbeitrag	I.—III. Rangsklasse 3.5 %, IV.—XI. » 4.3 %, zu leisten von der Pensionsgrundlage.	—	4.3 %
Fonds	—	—	—

Eisenbahnbedienstete.	Postmeister bei Postanstalten I. und II. Kl.	Postoffizianten.
Possanner pag. 703, No. 2172a, Pensions-Statuten 1909.	Possanner No. 1185, 2710a, 3059v.	Possanner No. 3008 (2710a), 1185.
H. M. E. vom 30/6 1884, Z. 21.744, H. M. E. » 22/5 1887, Z. 115, E. M. E. » 30/6 1898, Z. 1157, » 20/10 1899, Z. 49.035.	H. M. E. v. 21/5 1903, R. G. B. No. 108, » » 6/12 1906, » 234, » » 21/6 1910, » 118.	H. M. E. vom 18/1 1909, R. G. B. No. 9. (21/5 1903, R. G. B. No. 108).
letzter Jahresgehalt einschliesslich allfälliger, einrechenbaren Zulagen und 40 % des für die Dienstklasse festgesetzten Wiener Quartiergeldes.	Oberpostmeister Gehalt und 400 K. Postmeister IV.—VIII. Stufe Gehalt und 320 K. Postmeister I.—III. Stufe Gehalt und 280 K. bei dekretmässigen Postmeistern feste Pensionsgrundlage zwischen 1600—2700 K (männlich) » 1500—2600 » (weiblich).	Dienstalters-Klasse / Angestellter männl. / weibl. I 1000 1000 K. II 1050 1050 » III 1100 1100 » IV 1200 1150 » V 1300 1200 » VI 1400 1250 » VII 1550 1300 » VIII 1700 1400 » IX 1850 1500 » X 2000 1600 » XI 1700 » XII 1800 » inkl. Dienstalterszulage, bei dekretmässigen kleinere Pensionsgrundlagen.
nach 10 Jahren 40 % und jährl. um 2.4 % steigend, mindestens 800 K für Beamte, 600 K für Unterbeamte, 500 K für Diener mit Jahresgehalt, 300 K für Diener mit Monatsgehalt; bei Unfall werden mindestens 10 Jahre angerechnet, bei Lokomotivführern wird jedes Jahr für 1 1/2 Jahre gerechnet.	40 % nach 10 Dienstjahren und jährl. 2 % steigend; bei Krankheit oder Unfall nach 5 Jahren 40 %.	40 % nach 10 Dienstjahren und jährl. 2 % steigend; bei Krankheit oder Unfall 5 Jahre; mindestens 600 K.
1/3 der Pensionsgrundlage, Max. 3000 K, Min. für Beamte mit Gehalt bis 2400 K 800, » 3000 » 1000, » 3600 » 1200, » 4000 » 1400, » 4800 » 1600, » 5200 » 1800. Unterbeamte Min. 600 K, Diener 400 K, bezw. 300 K.	Oberpostmeisterswitwe 1200 K. Postmeisterswitwe IV.—VII. Stufe 1000 K. Postmeisterswitwe I.—III. Stufe 800 K.	Dienstalters-Klasse I—V 700 K. VI—IX 750 » X 800 »
1/5 der Witwenpension.	1/5 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahre höchstens in Summe 600 K.	1/5 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahr.
Konkretalpension 1/2 der Witwenpension bis zum vollendeten 18. Lebensjahre.	Konkretalpension 1/2 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahre.	Konkretalpension 1/2 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahre.
eingezahlte Prämie sammt 4 % Zinsen.	einfacher Jahresgehalt für 5, doppelter für 10 Jahre Dienstzeit.	einfacher Jahresgehalt für 5, doppelter für 10 Jahre Dienstzeit.
3 Mts. Gehalt einschl. Personalzulage, vermehrt um je 1/2 Monat für jedes Dienstjahr.	1/4 Pensionsgrundlage.	1/4 Pensionsgrundlage.
Hinterbliebene eines Invaliden 1/4 Jahrespension.	1/4 Pensionsgrundlage bzw. 1/4 Pension.	1/4 Pensionsgrundlage bezw. 1/4 Pension.
25 % des ersten Gehaltes, 50 % jeder Steigerung, 4 % des laufenden Gehaltes, Lokomotivführer 6 %.	Postmeister 3.8 %, Postmeisterinnen 2.8 %.	männlich 3.8 % weiblich 2.5 %
Fonds wird aus dem Betriebe mit der Hälfte der Mitgliedsbeiträge dotiert, ausserdem wird aus dem Betriebe der jeweilige Abgang gedeckt.	—	—

Corporate Heritage & Historical Archive GENERALI

Angestellten-Kategorie	Kanzleihilfspersonal.	Rechnungsführer der Postsparkasse.	Kalkulantinnen und Aspirantinnen der Postsparkasse.	Posthilfsbeamte, Post- und Telegraphenmanipulantinnen.
Lit. Nachweis	Possanner No. 1149, 2661a, 2762.	Possanner 1035a.	Possanner No. 3059/l.	Possanner No. 1185 (1160).
Rechtsgrundlage	Ges. M. V. v. 19/7 1902, R. G. B. No. 145, » 15/7 1906, » 141, » 23/3 1907, » 88.	H. M. E. 23/12 1899, Z. 311.	H. M. Vdg. vom 11/11 1909, R. G. B. No. 175.	H. M. Vdg. vom 21/5 1903, R. G. B. No. 108, H. M. Vdg. vom 26/9 1902, R. G. B. No. 186.
Pensionsgrundlage	Dienstzeit in Jahren — Offizianten — Offizinantinnen 3—6 1000 (3—6) 900 K. 6—10 1120 (6—9) 1000 » 10—14 1240 (9—12) 1100 » 14—18 1360 (12—15) 1200 » 18—22 1480 (15—19) 1300 » 22—26 1600 (19—23) 1400 » 26—30 1720 (23—27) 1500 » 30—35 1840 (27—31) 1600 » m. als 35 1960 (m. als 31) 1700 »	Pensionsgrundlage der XI. Rangsklasse.	Dienstjahre — Kronen bis 2 1000 » 4 1050 » 6 1100 » 8 1150 » 10 1200 » 12 1250 » 15 1300 » 18 ? 1400 » 21 1500 » 24 1600 » 27 1700 » 30 1800 einschliesslich eventuelle Dienstalterszulage. ? Aufstieg bei zufriedenstellender Dienstleistung.	Posthilfsbeamte Dienstjahre — männl. — weibl. — 4 (II. Kl.) 1100 1000 K. — 8 (II. Kl.) 1200 1050 » — 12 (I. Kl. ? II. Kl.) 1300 1150 » — 16 (I. Kl.) 1400 1250 » — 20 (I. Kl.) 1600 1400 » — 24 (I. Kl.) 1800 1550 » ? Aufstieg bei zufriedenst. Dienstl. Manipulantinnen Monatsl. — Pensionsgrdlage 90 K. 1050 K. 100 » 1150 » 110 » 1250 » 120 » 1400 » mehr » 1550 »
Invalidenpension	40 % nach 10 Dienstjahren und jährl. um 2% steigend.	nach dem Gesetze vom 14. Mai 1896, R. G. B. No. 74.	nach 10 Jahren 40 % und dann um je 2 % steigend; mindestens 600 K (infolge Krankheit nach 5 Jahren 40 %).	nach 10 Jahren 40 % und dann steigend um je 2 %, jedoch nicht weniger als 500 K.
Witwenpension	600 K.		—	II. Klasse 700 K. I. » 750 » bei Postexpedienten 50 % der Pensionsgrundlage, mindestens 400 K, höchstens 700 bzw. 750 K.
Erziehungsbeiträge	1/5 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahr.		—	1/5 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahre, Max. in Summa 600 K.
Waisenpension	Konkretalpension 1/2 der Witwenpension.		—	Konkretal-Pension 1/2 der Witwenpension.
Abfertigung für sich	Beiträge sammt 3% Zinsen oder 2—4-fache Monatstangente der Pensionsgrundlage.		bis 5 Jahre einfache, bis 10 Jahre doppelte Pensionsgrundlage.	bis 5 Jahre einfache, bis 10 Jahre doppelte Pensionsgrundlage.
Abfertigung für die Witwe	Beiträge sammt 3% Zinsen, mindestens 1/4 der Pensionsgrundlage.		—	1/4 der Pensionsgrundlage.
Sterbegeld	1/4 der Pensionsgrundlage bezw. des Ruhegehaltes.		1/4 von 90% der Pensionsgrundlage bzw. Pension.	1/4 der Pensionsgrundlage bzw. Pension.
Pensionsbeitrag	männlich 3.6 %, weiblich 3.2 %, Staat ebensoviel.	3 %	2.5 %	männlich 3 %, weiblich 2 %.
Fonds	Fonds.	—	—	—

Staatslehrpersonen und Prof. a. d. griech. orientalisch theol. Lehranstalten.	Prof. a. d. theol. Diöz. Anstalten oder theol. Lehranstalten.	Lehrerinnen an den staatl. gewerblichen Lehranstalten.
Zwierzina-Redinger, Possanner No. 1130.	Possanner No. 708, 1135.	Possanner No. 2700 (1051).
Ges. vom 14/5 1896, R. G. B. No. 74, » » 9/4 1870, R. G. B. No. 47, » » 26/1 1902, R. G. B. No. 42, F. M. Vdg. vom 11/3 1907, R. G. B. No. 65.	Ges. vom 1/5 1889, R. G. B. No. 68, U. M. Vdg. vom 13/2 1902, R. G. B. No. 35.	U. M. E. vom 9/11 1906, Z. 36. 352.
Gehalt einschliesslich Trien-, Quadrien-, Quinquennalzulage, ferner: 1200 K in der IV. Rangskl. 800 » » » V. » 640 » » » VI. » 560 » » » VII. » 480 » » » VIII. » 400 » » » IX. » 320 » » » X. » 240 » » » XI. »	Jahresgehalt inklusive Quinquennalzulagen.	80 % der Jahresrenumeration, jedoch niemals mehr als 2200 K.
nach 10 Jahren 40 %, dann um je 2 % steigend: doch werden je 3 Jahre für 4 angerechnet. Infolge Krankheit oder Unfall nach 4 Jahren 40 %.	10—15 Dienstjahre 1/8, 15—20 » 3/8, 20—25 » 4/8, 25—30 » 5/8, 30—35 » 6/8, 35—40 » 7/8, darüber 8/8, vor 10 Dienstjahren 600 K ev. 450 K als Hilfspriester.	N.B. mindestens 600 K.
V. Rangskl. 3000 K. VI. » 2400 » VII. » 1800 » VIII. » 1400 » IX. » 1200 » X. » 1000 » IX. » 800 » Bei Personen mithöheren als diesen Rangsklassen entsprechenden Gehalten, werden die Pensionen nach der diesen Gehalten entsprechenden Gehaltsklasse bemessen.	—	wie für Staatslehrpersonen.
1/5 der Witwenpension, doch in Summa nicht höher als Witwenpension bis zum 24. Lebensjahr.	—	N.B. mindestens 200 K.
Konkretal-Pension 1/2 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahr.	—	
einfacher Jahresgehalt für eine Dienstzeit bis 5 Jahre, doppelter bis 10 Jahre.	—	
1/4 Jahresgehalt.	—	
1/4 Jahresgehalt ev. 1/4 der Pension.	—	
3.8 % vom Aktivitätsgehalt nebst den in die Pensionsgrundlage einrechenbaren Bezügen.	3% an den Religionsfonds.	
—	—	—

Corporate Heritage & Historical Archive GENERALI

Angestellten-Kategorie	Werkmeister an den staatl. gewerbl. Unterrichtsanstalten.	Kathol. Seelsorge.	Diener, Gendarmeriemannschaft und Gendarmerie-Kanzleidiener.	Finanzwache.	Landpostdiener.	Aushilfsdiener bei staatlichen Behörden und Lithographen.
Lit. Nachweis	Possanner No. 2558.	Possanner No. 802, 1107, 2739.	Zwierzina-Redinger.	Possanner No. 2759.	Possanner No. 3059/2606.	Possanner No. 1163.
Rechtsgrundlage	H. M. E. vom 26/9 1905, Z. 33895.	Ges. vom 19/5 1898, R. G. B. No. 176, Ges. vom 19/2 1902, R. G. B. No. 48, Ges. vom 24/2 1907, R. G. B. No. 56.	Ges. vom 14/5 1896, R. G. B. No. 74.	F. M. E. vom 19/9 1899, Z. 50. 172, F. M. E. vom 19/3 1907, Z. 21. 134.	H. M. E. vom 2/6 1910, R. G. B. No. 119. H. M. E. vom 1/1 1906, Post Vdg. Blatt. No. 23.	Ges. M. Vdg. vom 15/10 1902, R. G. B. No. 200 (auf Grund A. H. E. vom 14/10 1902).
Pensionsgrundlage	80 % der Jahresremuneration, jedoch im Max. 2200 K. (Bei Berechnung der Versorgungsgenüsse der Hinterbliebenen wird als anrechenbarer Aktivitätsbezug der für die Ruhegebühr massgebende zugrunde gelegt).	Congrua.	der zuletzt gebührende Gehalt, die Aktivitätszulage und die Dienstalterszulage.	Aktivitätsbezüge.	männliche Teilnehmer 720 K, weibliche 480 K, Oberpostillon 960 K.	entfällt.
Invalidenpension	im Falle des 35. Lebensjahres und 10. Dienstjahres 40 % und sodann jährlich um 2 % steigend, doch werden 3 Jahre für 4 angerechnet, ausgenommen die ersten 10 Dienstjahre. Minimum 600 K.	Bis Dienstjahre: Congrua K: 10 K / 20 K / 30 K / 40 K / mehr K — 1300: 900 / 1000 / 1100 / 1200 / 1300; 1500: 900 / 1000 / 1100 / 1200 / 1400; 1700: 900 / 1050 / 1200 / 1350 / 1500; 1900: 1000 / 1100 / 1250 / 1400 / 1600; 2100 und mehr: 1100 / 1200 / 1350 / 1500 / 1700; Hilfspr.: 550 / 600 / 650 / 700 / 100	nach 10 Jahren 40 % und sodann mit jedem Jahr um 2 % steigend. (Bei Krankheit nach 5 Jahren).	nach 10 Dienstjahren 40 % und dann jährlich um 2 % steigend; nicht weniger als 400 K. Je 12 Monate werden für 16 angerechnet.	40 % nach 10 Jahren und 2 % steigend.	nach 10-jähriger Dienstzeit Gnadengaben 360—480 ev. bis 600 K im Falle Invalidität bis zu 5 Jahren nach Auflösung des Dienstverhältnisses oder beim 60. Lebensjahre.
Witwenpension	40 %, jedoch mindestens 600 K.	—	1/3 des zur Pensionsbemessung anrechenbaren Gehaltes, mindestens 400 K.	1/3 des Bezuges des Mannes, wenigstens 400 K.	Hälfte der Pension des Mannes, jedoch nie mehr als 400 K bei Pensionsgrundlage von 960 K und 300 K bei Pensionsgrundlage von 720 K.	Gnadengabe 300 K.
Erziehungsbeiträge	wie für Zivilstaatsbedienstete.	—	1/5 der Witwenpension gleich Zivilstaatsbediensteten.	1/5 der Witwenpension bis zum 24. Altersjahre.	1/5 der Witwenpension.	75 K für ein Kind, 150 » » mehr Kinder bis zum 14. Lebensjahre.
Waisenpension	wie für Zivilstaatsbedienstete.	—	Konkretalpension 1/2 d. Witwenpension gleich Zivilstaatsbediensteten.	1/2 der Witwenpension, jedoch mindestens 210 K bis zum 24. Altersjahr.	Konkretalpension 75 % der Witwenpension.	150 K für ein Kind, 300 » » mehr Kinder bis zum 14. Lebensjahr.
Abfertigung für sich	2 Mt. von der Jahresremuneration.	—	bis 5 Jahre einfacher, bis 10 Jahre doppelter Gehalt.	bis 5 Jahre einfacher, sodann doppelter Gehalt.	eingezahlte Beiträge, ausgenommen Beitrittsgebühr.	—
Abfertigung für die Witwe	2 Mt. von der Jahresremuneration.	—	1/4 Jahresgehalt.	3-facher Monatsgehalt.	nach 5-jähriger Dienstzeit 200 K bei Pensionsgrundlage 960, 150 » » » 720.	—
Sterbegeld	—	—	1/4 Jahresgehalt bezw. Pension.	1/4 Gehalt bezw. Pension.	—	—
Pensionsbeitrag	—	—	1.6 % der Aktivitätsbezüge.	—	Eintrittsgebühr 5 % der Pensionsgrundlage, sodann 2 % laufend. Dienstgeber 2.5 % bezw. 2 %, Staat ebensoviel als Dienstgeber.	—
Fonds	—	—	—	—	Provisionsfonds der Postboten.	—

Corporate Heritage & Historical Archive GENERALI

Angestellten-Kategorie	Prov. Hofbedienstete.	Schätzmeister des Versatzamtes.	Eichmeister und Gehilfen.
Lit. Nachweis	Possanner No. 2176, 2995.	Possanner No. 2131, 2511.	Possanner No. 2901, 2511.
Rechtsgrundlage	A. H. E. vom 19/11 1873. A. H. E. » 28/12 1899. A. H. E. » 30/11 1908.	M. I. E. vom 12/10 1898, Z. 7732. M. I. E. vom 7/3 1905, Z. 9681.	Vdg. d. H. M.; M. I. E., F. M. E. vom 17/3 1908, R. G. B. No. 75.
Pensionsgrundlage	I. und II. Kl. letzter jährlicher Lohnbezug; III. und IV. Kl. feste Beträge. In den Lohnbezug der I. und II. Kl. sind Quartiergelder mit 50 % einzurechnen; Naturalquartier mit 20 %, Kasernierung mit 10 %.	nach dem Ges. vom 14. Mai 1896, R. G. B. No. 74, mit der Massgabe, dass die Witwenpensionen und Pensionsbeiträge besonders geregelt sind.	—
Invalidenpension	I. Kl. 1/35 für jedes Dienstjahr, II. » 1/35 von 3/4 des letzten jährlichen Lohnbezuges, mind. 300 K, III. Kl. 80 h bis 2 K je nach Dienstzeit, IV. Kl. 60 h bis 1.40 K je nach Dienstzeit, bei Unfall 10 Jahre zuzurechnen.	Hauptschätzmeister 1800 K. Oberschätzmeister . — » Pretiosenschätzmeister I. Kl. 1400 » Pretiosenschätzmeister II. Kl. und — » Effektenschätzmeister I Kl. 1200 » Effektenschätzmeister II. Kl. 1000 »	nach 10 Jahren Gnadengaben bis 70 % der Jahresbestallung, jedoch nicht mehr als 1000 K (wenn Erwerbsfähigkeit bis 1/3 gemindert)
Witwenpension	I. Kl. die Hälfte des Versorgungsanspruches, mindest. 300 K, II. Kl. dasselbe, mindest. 240 K, III. Kl. 160—420 K je nach Dienstzeit, IV Kl. 120—300 K je nach Dienstzeit.		Gnadengaben mit 50 % der Jahresbestallung, höchstens 700 K.
Erziehungsbeitrag	1/5 der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahr.		Konkretalpension 20 % der Jahresbestallung, nicht mehr als 300 K.
Waisenpension	Konkretalpension 1/2 der Witwenpension, mindest. 240 Kr.		Konkretalpension 40 % der Jahresbestallung, nicht mehr als 600 K.
Abfertigung für sich	—		—
Abfertigung für die Witwe	6 mtl. Aktivitätsbezug bei Ableben vor 5 Jahren, 12 mtl. vor 10 Jahren.		—
Sterbegeld	100 K.		—
Pensionsbeitrag	—	3 % des Aktivitätsgehaltes.	—
Fonds	—	Versatzamtsfonds.	—

Steuerexekutoren.	Diener bei Postanstalten in der Levante.	Zeitlich Bedienstete bei der Wiener Zeitung und Hof- und Staats-Druckerei.
Possanner No. 1154.	Possanner No. 2426*a*.	Possanner No. 2994, 3011.
F. M. E. vom 27/7 1900, Z. 52.266.	H. M. E. vom 22/6 1904.	F. M. E. vom 28/11 1908, Z. 85234, M. R. P. E. vom 22/1 1909, Z. 82.
1200 K.	—	Höchstpension der I. Gruppe (Abteilungsleiter) 1600 K, II. Gruppe (Stellvertreter) 1400 K, III. Gruppe (Manipulanten) 1200 K, IV. Gruppe (Wertpapierrevidenten) 1000 K, V. Gruppe (sonstige) 900 K.
nach 10 Dienstjahren Gnadengaben 40 %, sodann mit 2 % jährlich steigend.	nach 10 Dienstjahren Gnadengaben. Diener I. Kl. 600—700 fcs. » II. » 500—600 » » III. » 400—500 »	nach 10 Dienstjahren 40 % und mit 2.4 % steigend (bei Unfall nach 5 Jahren Zuschuss der Unfallsrente auf 40 %).
Gnadengaben, wie für Witwen nach Dienern III. Gehaltsklasse. (400 K jährl.)	über die Höhe keine Bestimmung.	1/2 der Höchstpension.
Gnadengaben, wie für Kinder nach Dienern III. Gehaltsklasse.	dto	1/5 der Witwenpension bis zum 20. Jahr der Knaben und 18. Jahre der Mädchen.
dto	dto	Konkretalpension bis zur Hälfte der Witwenpension.
bei 3 Jahren 1 Monatsbezug, » 5 » das doppelte, » 7 » das 3-fache.	—	1/10 der Höchstpension.
ebenso wie für Diener III. Gehaltsklasse.	—	dto
—	—	—
—	—	—
—	—	—

Corporate Heritage & Historical Archive GENERALI

Angestellten-Kategorie	Eisenbahn-Provisionsinstitut.	Arbeiter der Tabakregie.	Geschworenen-Mittel.	Hauptmünzamt.	Mechaniker des Post- und Telegraphenamtes.	Arbeiter der Lagerhäuser u. des Generalakkordes in Triest.
Lit. Nachw.	Possanner No. 2172a. Provisionsstatuten 1909.	Possanner No. 3059—o.	Possanner No. 2579c.	Possanner No. 2205a.	Possanner No. 3009, 2710a.	Possanner No. 2143.
Rechtsgrundlage	H. M. E. vom 30/6 1884, Z 21744, H. M. E. vom 22/5 1887, Z. 115, E. M. E. vom 30/6 1898, Z. 1157, E. M. E. 20/10 1899, Z. 49035.	A. M. E. vom 21/12 1909 (auf Grund A. H. E. vom 21/12 1909).	F. M. E. vom 12/11 1905, Z. 74.556.	F. M. E. vom 26/1 1901, Z. 4434.	H. M. E. vom 18/1 1909, R. G. B. No. 11, (A. H. E. vom 17/1 1909), H. M. E. vom 6/12 1906, R. G. B. No. 234.	H. M. E. vom 28/12 1898, Z. 75275. (A. H. E. vom 22/12 1898).
Pensionsgrundlage	letzter Gehalt einschliesslich allfälliger, zur Pension anrechenbarer Zulagen, bei definitiven Bediensteten überdies 40 % vom Wiener Quartiergeld. Taglöhner und Gepäckträger 70 % des für die normale Arbeitszeit entfallenden Taglohnes.	80 % des Grundlohnes. Lohnklasse mtlich. Grundlohn VI. 100 K. V. 90 » IV. 80 » III. 70 » II. 60 » I. 50 »	$^2/_3$ des 52-fachen Wochenlohnes.	für Arbeiter 312-facher Tagesgrundlohn, für Aufseher 52-facher Wochenlohn.	Dienstalters-Klasse. K. 1 1250 2 1400 3 1550 4 1700 5 1850 6 2000 7 2200 8 2400 9 2600 10 2800 11 3000 12 3200 dekretmässiger Mechaniker niedrigere Grundlage.	für Geschworene $^2/_3$ des Jahresgehaltes, für Tarierer und stabile Arbeiter $^2/_3$ des 52-fachen Wochenlohnes.
Invalidenpension	nach 10 Dienstjahren 40 % und mit 2.4 % steigend. Min. für Beamte 800 K, Unterbeamte 600 K, Diener mit Jahresgehalt 400 K, Hilfsbedienstete und Arbeiter 300 K. Bei Unfall werden mindestens 10 Jahre angerechnet. Lokomotivführern wird die Dienstzeit $1^1/_2$-fach angerechnet.	nach 5 Jahren 25 % und mit jedem Jahr um 2·5 % steigend.	nach 10 Jahren und dem 35. Altersjahre 40 % und für jedes weitere Jahr um 2 % steigend. Im Unfall mindestens 60 %.	bei Tageslohn nach 10 Jahren 30 % der Pensionsgrundlage, sodann alljährlich um $1^1/_2$ % steigend. Bei Wochenlohn nach 10 Jahren 35 % und jährlich um $1^1/_2$ % bis zum 40. Dienstjahre steigend. Im Unfall die Ergänzung der Rente auf die normale Unfall-Provision.	40 % nach 10 Dienstjahren und sodann um 2 % steigend, bei Krankheit und Unfall 5 Jahre.	nach 10 Jahren und dem 35. Lebensjahre 40 % und jährl. um 2 % steigend. Bei Verunglückung mindestens 60 % des Jahresarbeitsverdienstes, wobei im Max. 2400 K angerechnet werden.
Witwenpension	50 % des Pensionsanspruches des Gatten und die Minima f. d. Invaliditätsfall.	$^1/_2$ der Provision des Gatten, jedoch mindestens 120 K.	nach Meister 500 K. » Obertarierer 300 » » Tarierer 240 » » Arbeiter 200 » im Unfalle 20 % des Verdienstes.	$^1/_3$ der Provision, mind. 250 K.	1.— 8. Dienstaltersklasse 800 K. 9.—11. » 1000 » 12. » 1200 »	$^1/_3$ der Pensionsgrundlage.
Erziehungsbeiträge	$^1/_5$ der Witwenpension, für ein Kind nicht mehr als 600 K, in Sa. nicht mehr als Witwenpension bis zum 18. Lebensjahr.	$^1/_6$ der Provision des Vaters, mind. 5 K pro Kopf bis zum 16. Lebensjahr.	$^1/_5$ der Witwenpension bis zum 18. Lebensjahr, im Unfalle jedes Kind 15 % des Verdienstes.	$^1/_6$ der Provision des Vaters an Knaben bis zum 17., an Mädchen bis zum 16. Lebensjahr. Minimum 60 K. Max. 200 K pro Kopf.	im übrigen analog den Postmeistern.	$^1/_5$ der Witwenpension bis zum 15. Lebensjahre, im Sterbefalle 1.5 % des Verdienstes des Vaters.
Waisenpension	Konkretalpension $^1/_2$ der Witwenpension bis zum 18. Lebensjahr.	$^1/_2$ der Provision des Vaters, mindestens 10 K bis zum 16. Lebensjahr.	30 % der Witwenpension; in Summe nicht mehr als Witwenpension.	$^1/_3$ der Provision des Vaters.		Konkretalpension $^1/_2$ der Witwenpension, im Unfall 20 % des Verdienstes des Vaters.
Abfertig. für sich	Rückerstattung der Einzahlungen nebst Zinsen.	bei Arbeitsunfähigkeit zwischen 3. u. 5. Jahr $^1/_4$ der Vollrente.	Jahresbezug.	bis 5 Jahre 3-facher, bis 10 Jahre 5-facher Monatsgrundlohn.		3 monatl. Gehalt.
Abfertigung für die Witwe	$^1/_4$ Jahresgehalt bzw. Pension.	$^1/_2$ Abfertigung des Mannes.	Im Falle Wiederverehelichung 3-fache Provision.	unter 5 Jahren 1 Mt Lohn, » 10 » 2 » » . Waisen die Hälfte.		dto (bei Wiederverehelichung 3-facher Betrag der Witwenpension).
Sterbegeld	$^1/_4$ Jahresgehalt bzw. Pension.	—	Meister 200 K. Obertarierer 160 » Tarierer 140 » Arbeiter 100 »	Begräbniskostenbeitrag der Krankenkasse, mind. 80 Kr.		Geschworene 100 K. Tarierer 80 » Arbeiter 60 »
Pensionsbeitrag	5 % vom Jahresgehalt und 4 % von 40 % des Wiener Quartiergeldes. Bahn die Hälfte und den etwaigen Abgang im Fonds. Lokomotivführer $7^1/_2$ % und 6 % von 40 % des Wiener Quartiergeldes.	—	24000 K von den Einnahmen des Geschworenenmittels und 30 % der Überschüsse dieses Mittels.	5 % der Pensionsgrundlage. Staatsbeitrag $^1/_3$ der Auszahlung der Bruderlade.	3 %.	—
Fonds	Provisionsinstitut.	—	Provisionsfonds.	Bruderlade.	—	—

Corporate Heritage & Historical Archive GENERALI

Angestellten-Kategorie	Montanarbeiter.	Schwefelsäurefabrik in Unterheiligenstadt, Hüttenverwaltung von Pasieczina	Rechenarbeiter bei der Forst- und Domänen-Verwaltung Hallein u. Salinenarbeiter, ferner Neuberg-Mariazeller und Oberösterr. Staats- u. Religionsfondsforstarbeiter.	Arbeiter der Idrianer Staatsforste.	Meister und stabile Forstarbeiter des Oberösterr. und Steiermärkschen Salzkammergutes.	Strasseneinräumer.
Lit. Nachweis	Possanner No. 2154b.	Possanner No. 2005, 2011.	Possanner No. 1090a, 1181.	Provisionsnormale.	Possanner Pag. 104.	Possanner Pag. 735.
Rechtsgrundlage	A. M. E. 1897. Z. 10449, A. M. E. vom 20/3 1899, Z. 6070.	A. M. E. 19/1 1895. Z. 30130/94, » » » 5/5 1895. Z. 7894/747.	F. M. E. vom 28/12 1900, Z. 78917, A. M. E. vom 3/5 1903, Z. 11706.	A. M. E. vom 5/7 1909, Z. 22238/828. (A. M. E. vom 9/6 1909).	A. M. E. 12248/220.	M. I. E. vom 8/8 1895, Z. 22325.
Pensionsgrundlage	26-facher Betrag des letzten Schichtengrundlohnes für die 12-stündige Schicht mit 10-stündiger Arbeitszeit, oder wenn derartige Normal-Schichtlöhne nicht bestehen, die um 25% erhöhten Normal-Schichtlöhne für 8-stündige Arbeit.	300-facher Schichtenlohn.	7/10 des letztbezogenen, kategoriemässigen Schichtenlohnes.	Normalschichtenlohn (300-facher Taglohn). u. zw. 480 K, 540 K und 600 K.	56-facher Betrag des Schichtengrundlohnes.	
Invalidenpension	3—15 Dienstjahre 0.1 15—20 » 0.2 20—25 » 0.3 25—30 » 0.4 30—35 » 0.5 35—40 » 0.6 40 » 0.7 mindestens 200 K. Bei Unfall ohne Karenz.	nach 10 Jahren 10%. » 15 » 20 » » 20 » 30 » » 25 » 40 » » 30 » 50 » » 35 » 60 » » 40 » 70 »	nach 5 Jahren 16·68 K monatl. » 10 » 40% und 2·4% steigend, mindestens 16·68 K. Bei Unfall unter 5 Jahren 16.68 K. Nach 5 Jahren werden 5 Jahre zugerechnet, mindestens 50% des 30-fachen Schichtenlohnes.	nach 5 Jahren 200 K und mit jedem 5. Jahr um 1/7 der Differenz auf 70 % des Schichtenlohnes steigend. Bei Unfall werden 5 Jahre zugezählt, doch mindestens 50 % des Schichtenlohnes.	10—15 Jahre 0·1 —24 » 0·2 —25 » 0·3 —30 » 0·4 —35 » 0·5 —40 » 0·6 über » 0.7 bei Verunglückung mindestens 0.2.	Gnadengabe 5—10 Jahre 40 h 10—25 » 60 » 25—35 » 80 » über » 108 » täglich.
Witwenpension	1/3 der Mannesprovision, mind. 66 2/3 K; bei Unfall ohne Karenz.	10—15 Jahre 10% später 20% im Unfall die Unfallsrenten.	10-facher kategorienmässiger Schichtenlohn, mind. 5.56 K.	1/3 der Provision des Gatten, mindestens 66 2/3 K.	1/3 des Lohnes, beim Tod im Dienste 2/3.	40—60 h. täglich.
Erziehungsbeiträge	1/6 der Vaterprovision mindestens 33 1/3 K; bei Unfall ohne Karenz.	22 K bis zum 14. Lebensjahre.	1/6 Provision des Vaters mindestens 2·78 K bis zum 14. Lebensjahre.	1/6 der Provision des Vaters bis zum 14. Lebensjahr.	Mtl. 2.60 K nach Meister. » 2.08 K » Arbeiter.	—
Waisenpension	1/3 der Vaterprovision mindestens 66 2/3 K; bei Unfall ohne Karenz.	14 K bis zum 14. Lebensjahre.	1/3 Provision des Vaters, mindestens 5·56 K bis zum 14. Lebensjahre.	1/3 der Provision des Vaters bis zum 14. Lebensjahr.	Mtl. 3.90 K nach Meister. » 3.12 K » Arbeiter.	8—20 h. täglich.
Abfertigung für sich.	—	das 3-fache des Monatslohnes bezw. des 25-fachen Schichtenlohnes.	90-facher kategorienmässiger Schichtenlohn.	3-mtl. Schichtenlohn.	3-facher Monatslohn für Meister. 13-facher Wochenlohn für Arbeiter.	—
Abfertigung für die Witwe	—	das 3-fache des Monatslohnes bezw. des 25-fachen Schichtenlohnes.	90-facher kategorienmässiger Schichtenlohn.	3-mtl. Schichtenlohn.	—	—
Sterbegeld	—	—	20-facher kategorienmässiger Schichtenlohn.	—	—	—
Pensionsbeitrag	Bruderlade zahlt Minimum (200 K, 66 2/3 K etc.). Rest allgemeiner Pensionsetat; die Bruderladen in Brüx, Idria, Joachimstal Pribram und Raibl haften für die Gesamtpension.	—	—	—	—	—
Fonds	Bruderlade.	ohne Fonds. In Unterheiligenstadt zahlt die Werkskasse 12%.	—	—	—	—

Angestellten-Kategorie	Offiziere (einschlieslich Gendarmerieoffiziere).	Unteroffiziere, Soldaten, Matrosen.	Zivilbedienstete der Heeresverwaltung.
Lit. Nachw.	Jlming, Possanner (Pag. 589).	Jlming, Possanner (Pag. 601).	Possanner No. 2829.
Rechtsgrundlage	Ges. vom $^{27}/_{12}$ 1875, R. G. B. No. 158, Ges. vom $^{27}/_{4}$ 1887, R. G. B. No. 41, Zirkul. Vdg. vom $^{6}/_{9}$ 1909, No. 11586.	Ges. vom $^{27}/_{12}$ 1875, R. G. B. No. 188, Ges. vom $^{27}/_{6}$ 1887, R. G. B. No. 41.	R. K. M. E. vom 10/7 1907, No. 23.
Pensionsgrundlage	Aktivitätsgage einschliesslich Alterszulage der Rittmeister, geistlichen Professoren von Lehrerbildungsanstalten, des Studiendirektors, der Adjunkten, Professoren, des Hufbeschlaglehrers am Militär-Tierarznei-Institut zu Wien. Witwenpension nach Rang.	Charge.	Mts.-Bezug Lohnklasse bis 20 K I « 40 » II » 60 » III » 100 » IV » 150 » V über 150 » VI
Invalidenpension	nach 10 Jahren $^{1}/_{3}$, » 15 Dienstjahren $^{3}/_{8}$, für jedes weitere Dienstjahr 2.5%, mindestens 600 K (für jeden Feldzug 1 Jahr; im Lehramte zugebrachte je 3 Jahre für 4 Jahre). Verwundungszulagen 400—1800 K. Quartiergeldversicherung wie im Zivilstaatsdienst.	Unteroffiz. 216-468 K, Feldwebel 168-364 », Zugführer 144-312 », Korporal 120-260 », Gefreiter 96-208 », Infanterist 72-156 »; vom 10.-30. Dienstjahre Verwundungszulagen von 96—288 K.	Grundbetrag 2-facher Jahresdurchschnitt der Pensionsbeiträge, vermehrt um 100 K Steigungsbetrag halbe Summe der Beitragsleistung. Mindestens 130 K.
Witwenpension	I. Rgskl. 5400, VII. Rgskl. 1500, II. » 5400, VIII. » 1200, III. » 5000, IX. » 1000, IV. » 3500, X. » 900, V. » 2500, XI. » 750, VI. » 2000, XII. » 700, Witwen im Felde Gefallener 50% Zulage. Witwen nach nicht in Rangskl. Eingereihten $^{1}/_{3}$ der Aktivitätgage, mindestens 100 K.	Kadett 200 K, Feldwebel 120 », Zugführer 96 », Korporal 80 », Gefreiter 64 », Gemeiner 48 ».	30 % des Versorgungsanspruches des Mannes, mind. 60 K pro Jahr.
Erziehungsbeiträge.	$^{1}/_{5}$ der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahre.	48 K pro Kopf bis zum 14. Lebensjahr.	15 % des Versorgungsanspruches des Vaters, jedoch nicht weniger als 30 K bis zum 15. Lebensjahr.
Waisenpension.	Konkretalpension $^{1}/_{2}$ der Witwenpension bis zum 24. Lebensjahre.	72 K pro Kopf bis zum 14. Lebensjahr.	20 % des Versorgungsanspruches des Vaters, doch nicht unter 40 K.
Abfertigung für sich	Invalidität im 1. oder 2. Jahr 1 Jahrespension, 3. » 4. » 2 » 5. » 6. » 3 » 7. » 8. » 4 » 9. » 10. » 5 »	vor 10 Jahren Pension nach Charge wie mit 10 Dienstjahren bei Verwundung, Unfall, Geistesstörung.	eigene Einlagen samt 3% Zinsen von der Gesamteinlage.
Abfertig. f. d. Witwe	—	—	—
Sterbegeld	3-fache Monatsgage bezw. 3-fache Monatspension; nach nicht in Gehaltskl. Eingereihten 100 K.	60 K.	gesetzliche Höhe aus der Krankenkasse.
Pensionsbeitrag.	für Quartiergeldversicherung 1% der Aktivitätsgage und 4% der Maximalquartiergeldbeihilfe.	—	wöchentlich 9 h I » 18 » II » 30 » III » 45 » IV » 60 » V » 75 » VI Lohnklasse ferner der jährl. zu bestimmende Staatsbeitrag.
Fonds	Quartiergeldversicherungsfonds.	—	Fonds.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

L'ORGANISATION DES PENSIONS DE RETRAITE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (AVEC CONSIDÉRATION SPÉCIALE DES SYSTÈMES POUR LA COUVERTURE DES DÉPENSES Y AFFÉRENTES).

PAR

le Prof. Dr. ERNST BLASCHKE, Conseiller aulique à Vienne.

L'organisation des systèmes de retraites pour les fonctionnaires d'Etat en Autriche est caracterisée par une assez grande variété; il y a, pour les divers groupes de fonctionnaires, 38 systèmes différents. En général, la retraite en cas d'invalidité après 10 années de service s'élève entre 33 et 40 % du salaire et augmente avec chaque année ultérieure de service de manière à ce que, après 35—40 années d'activité, la retraite est égale au salaire entier. Les pensions des veuves sont determinées généralement d'après le grade occupé par le mari défunt; les pensions des orphelins, payables jusqu'à l'âge de 14 ans (minimum) ou 24 ans (maximum) s'élèvent pour chaque enfant à $^1/_5$ de la rente due à la veuve. En 1911, les pensions payables par l'Etat ont exigé une dépense de 131,33 millions de Couronnes, soit 4.4 % des dépenses totales du budget.

Quant aux systèmes de couverture, il y a lieu de distinguer les méthodes suivantes: 1°. Les paiements libéraux accordés par décret impérial, en conformité à des dispositions générales, c. à d. sans requête spéciale pour chaque cas individuel; 2°. systèmes de retraite sans contributions de la part des employés; 3°. systèmes pareils avec contributions modérées de la part des intéressés, mais sans constitution de fonds; 4°. systèmes de retraite sans contributions ou avec contributions modérées, caracterisés par la couverture actuarielle d'une partie des charges futures; 5°. systèmes de pensions avec constitution d'un fonds alimenté exclusivement par des contributions fixées d'avance et les intérêts y afférents; 6°. systèmes reposant sur la couverture des charges de pensions jusqu'à une certaine limite par voie de la constitution d'un fonds tandisque l'excédent des retraites reste à la charge du budget; 7°. systèmes de pension basés sur la couverture technique des charges totales.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Les pensions des employés civils de l'Etat, soit du groupe le plus important des fonctionnaires, sont constituées d'après le système No. 3 mentionné ci-dessus. Ainsi qu'il est expliqué au rapport, les règlements de pensions des dits fonctionnaires (les dernières lois y relatives sont celles de 1896, 1906 et 1907) peuvent être caracterisés par la thèse suivante: L'Etat prévoit de ses propres moyens au paiement de retraites égales au minimum d'existence, tandisque les contributions actuarielles, sont destinées à faire face à la liquidation de l'excédent des retraites sur le dit minimum. Quant aux retraites des officiers, on a institué en 1909 un fonds destiné à assurer les retraites correspondant à cette partie des traitements d'activité qu'on appelle "equivalent des frais de loger". Ce fonds est alimenté par des contributions annuelles, égales à 1 % des traitements pendant l'activité. Dans les établissements industriels de l'Etat on trouve des systèmes de retraite avec constitution de fonds proprement dits.

Dans les observations finales du rapport l'auteur discute l'importance des charges incombant au trésor et examine les éléments techniques qui en résultent pour évaluer la couverture nécessaire d'après le système No. 3; il donne enfin, sur base de certaines dates statistiques une comparaison entre le système de primes et le système de répartition.

Les contributions totales des employés civils devraient s'élever, sur chaque Couronnes 100 de traitement, à 16.84 % pour pensions de retraite, à 6.85 % pour pensions des veuves et orphelins, soit ensemble à 23.69 %, tant cela si l'on tient compte de bases de calcul avec un taux d'intérêt de 4 %. L'état de retraite est fort probablement déjà entré dans la période constante qu'il fallait envisager à priori, pour l'évaluation des charges; mais, néanmoins les paiements effectifs pour retraites continuent à dépasser sensiblement les sommes qui correspondraient au pourcentage susdit des salaires. En effet, les paiements de retraite ont exigé dans les années 1910, 1911 et 1912 respectivement 36 %, 30 % et 37 % des traitements, ce qui provient sans doute du grand nombre des mises en retraite au delà des dispositions règlementaires. Toutefois il n'y a pas lieu de considérer ce développement comme malsain on inquiétant. Les charges de l'état de pensions ne s'augmente que dans une mesure qui s'accorde parfaitement à l'accroissement du nombre des employés et, proportionnellement, à l'augmentation de la population-même. Si l'on envisage les

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

charges qu'il faudrait soutenir d'après le système de primes, pour les pensions normales (abstraction faite des pensions extraordinaires), on arrive au résultat que la répartition dépasse de 6.28 millions de Couronnes la prime exacte calculée au taux de 4 %. Si l'on voulait introduire le système de primes, il faudrait constituer fin 1910, un fonds de réserves de 1306 millions de Couronnes qui ne comporterait qu'une économie de 6.28 millions de Couronnes par an.

Par les considérations précédentes, l'auteur arrive à la conclusion que, en tenant compte des circonstances spéciales en Autriche, l'organisation des retraites d'après le système de répartition paraît préférable à l'introduction du système de primes.

PUBLIC PENSION SYSTEMS (WITH SPECIAL REGARD TO THE METHODS OF PROVIDING FOR THE COSTS OF SUCH PENSIONS)

BY

Prof. Dr. ERNST BLASCHKE, Counsellor at Court, Vienna.

The organisation of service pensions for superannuated government employees shows a certain variety; 38 different systems are in operation for the various classes of State employees. Most generally, annuities in case of disablement are granted after 10 years of service to the extent of 33 to 40 % of salaries; for every further year of service, the ratio of pension annuity is increased to such extent that after a period of service of 35 to 40 years the pension becomes equal to the full salary. Widow's pensions are mostly granted according to the grade and position of the husband; orphans' pensions, payable up to the age of 14 years (minimum) or 24 years (maximum) are fixed for every child to 1/5 of the amount of widow's pension. In 1911, the whole pension disbursements have amounted to 131.33 millions of Crowns, i. e. 4.4 % of the total expenses of the Treasury.

As to the methods of providing for the costs of pensions, the following systems are to be met in practice: 1°. Liberal payments granted by imperial decision, in conformity with general regula-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

tions, i. e. without special application in every particular case; 2°. pension systems without contributions from employees; 3°. similar systems with moderate contributions from employees, but without constitution of pension funds; 4°. pension systems either without or with moderate contributions from employees where future pension burdens are partly covered according to actuarial principles; 5°. pension systems connected with limited funds, i. e. funds which are exclusively limited to fixed contributions and to the accruing interests; 6°. systems where future pension burdens are covered to a certain extent by constitution of funds whereas the exceeding pension charges are to be sustained by the Treasury; 7°. pension systems with actuarial coverture of the whole liabilities.

Pensions of civil employees, i. e. of the bulk majority of State officials, are provided for according to the system under No. 3 of the above enumeration. As to the author, the pension system of civil employees may be characterized by the following general features: Pensions sufficient to grant the minimum support are secured by the Treasury without contributions from employees, whereas actuarial principles are introduced for coverture of the exceeding portion of pension burdens. (The most recent laws in matters of Civil Service Retirement Plans have been enacted in 1896, 1906 et 1907.) A special fund has been organized in connection with the pension system for officers. The said fund has the purpose of providing for pension annuities with regard to those portions of salaries which are considered as equivalent for lodging expenses; the income of the fund consists in yearly contributions equal to 1 % of the active pay. Pension systems with duly organized funds have sometimes been instituted for the employees of industrial State enterprises.

In his final remarks, the author examines the importance of pension burdens to the charge of the Treasury, considering the technical elements for the evaluation of coverture according to the above system No. 3. He gives finally, in base of certain statistical data, a comparison between the premium system and the system of coverture by assessments.

According to the premium system, the whole premium for the Civil Employees Retirement Plan ought to be quoted as follows: 16.84 % (for every 100 Crowns of active pay) for disablement and old age pensions, 6.85 % for widow's and orphans pensions, together 23.69 %. Most probably, the pension system has already

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

entered into its constant period which had to be considered a priori in the case of estimation of charges; nevertheless, the actual pension payments exceed considerably the amounts which would correspond to the above percentages of active salaries. In the years 1910, 1911 and 1912 pension charges have amounted to respectively 36 %, 30 % and 37 %. No doubt, this fact must be ascribed to the numerous pensions granted beyond strict application of statutory requirements. The above figures however are far from giving rise to any apprehensions. The increase of pension charges follows the same proportion as the increase of the number of employees and more indirectly, the increase of the population as a whole. If considering the premium charges which would be caused by covering the normal pension payments (without regard to extraordinary pension charges), we should come to the conclusion that the actual yearly assessments exceed by 6.28 millions of Crowns the actuarial premium calculated in base of a rate of interest of 4 %. This advantage of yearly savings of 6.28 millions of Crowns ought to be met by the necessity of constituting premium reserve funds to the actual extent of 1306 millions of Crowns.

The author concludes from the above considerations that, with special view to the Austrian circumstances, the organisation of pensions by the system of assessments seems to be more advantageous than the application of the premium system.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

L'ORGANISATION DES PENSIONS DE VIEILLESSE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DES PAYS—BAS ET DES INDES NEERLANDAISES.

PAR

H. W. A. ZOOT,

mathématicien en chef de la Caisse des veuves et des orphelins des fonctionnaires civils, la Haye, en collaboration avec MM. H. A. BERKHOUT (caisses militaires et coloniales) Dr. B. TURKSMA, J. L. KOK et J. G. KRUIS (caisses municipales d'Amsterdam, de Rotterdam et de la Haye.

En première ligne il y a lieu de considérer dans ce rapport le règlement des retraites individuelles des fonctionnaires civils. Depuis le premier janvier 1891, les pensions de ces fonctionnaires sont payées directement par le Trésor, tandisque leurs contributions sont portées comme ressources au budget. La contribution consiste dans une retenue temporaire de la moitié du montant de la pension à l'époque de la nomination et des augmentations successives, à acquitter dans les 4 années. Les fonctionnaires nommés sur la base d'une pension de *f* 400.— ou moins sont libres de retenue; le traitement net de la retenue ne devant être inférieur à *f* 400.—, la retenue doit subir, s'il est nécessaire, une réduction correspondante. Le droit d'être pensionné est acquis à l'âge de soixante-cinq ans (pour quelques catégories à cinquante-cinq ans) ou plus tôt en cas d'invalidité à condition que dans ce dernier cas le fonctionnaire ait 10 ans de service. Le montant de la retraite s'élève pour chaque an de service actif à un soixantième de la base de la retraite moyenne des cinq dernières années jusqu'au maximum des $^2/_3$ de cette base; en outre, la retraite ne peut jamais dépasser le montant de *f* 3000.—. En cas d'invalidité du fonctionnaire pendant ou dans l'exercice de ses fonctions, la retraite s'élève toujours aux $^2/_3$ de la base de pension moyenne des 5 dernières années, de sorte qu'elle est indépendante du temps de service.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Comme depuis l'entrée en vigueur de la dernière loi sur les pensions civiles (1er Janvier 1891) une statistique exacte a été établie, une enquête a été faite dans les dernières années pour démontrer jusqu'à quel point la retenue suffisait à pourvoir aux charges de la retraite. Le résultat de cette enquête a permis de constater que seulement $^1/_3$ des charges de pensions est couvert par cette retenue, tandisque l'Etat doit compléter les $^2/_3$ restants. Ainsi qu'il a déjà été mentionné, il n'existe pas de fonds, mais les pensions sont payées directement sur le Trésor, dans lequel sont aussi versées les contributions. De cette manière, l'Etat complète chaque année ce qui manque aux contributions des fonctionnaires civils. Par conséquent il n'existe pas de réserve en caisse, ni pour les pensions accordées, ni pour les pensions futures. C'est donc une modification du système de répartition et il en résulte que la charge des pensions augmente constamment sur le budget. Cette augmentation s'élève encore par le nombre de fonctionnaires civils faisant partie non seulement de l'augmentation normale, mais aussi par le fait que dans les dernières années différents groupes ont été admis parmi les fonctionnaires civils, ayant déjà un certain temps de service et pour lesquels le Trésor ne reçoit aucune compensation. A l'admission de quelques-unes de ces catégories c. à. d. le personnel au service de l'enseignement moyen, de l'enseignement supérieur préparatoire et de l'enseignement primaire particulier l'Etat a pris une mesure de nature spéciale, méritant d'être mentionnée ici: Le Gouvernement considéra à cette époque comme politique pernicieuse de prendre des mesures qui permettaient de recueillir de suite des bénifices tandisque les charges correspondantes viendraient plus tard; en conséquence, on a essayé de projeter un règlement à la suite duquel les charges des nouvelles lois de pensions pour l'Etat devaient se faire sentir proportionnellement pendant les premières années après la mise en vigueur. On y est arrivé, en amortisant annuellement un certain montant de la dette publique jusqu' à ce que la dépense nette causée par les nouvelles pensions, augmentée des dépenses nettes occasionnées par l'amortissement, soit stabilisée à peu près au même chiffre.

Toute différente est la manière par laquelle on pourvoit aux charges des pensions accordées aux veuves et aux orphelins des fonctionnaires civils. Le règlement de ces pensions est daté du 1er Janvier 1891, date de l'entrée en vigueur de la caisse de

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

retraite pour les veuves et les orphelins des fonctionnaires civils. Le capital primitif de cette caisse, nécessaire pour les pensions des veuves et des orphelins des fonctionnaires déjà en service ou retraités le 1er Janvier 1891 ainsi que des veuves et orphelins des fonctionnaires civils décédés avant cette date, est pris sur la caisse de retraite des fonctionnaires civils. Cette caisse fondée le 1er Janvier 1846 et destinée aux retraites individuelles des fonctionnaires civils, fut abolie à partir du 1er Janvier 1891, les pensions individuelles vinrent entièrement à la charge de l'Etat et un capital de plus de 40 millions fut versé dans la caisse pour les veuves et les orphelins. A ce fonds fut appliqué le système de primes moyennes. La contribution annuelle à laquelle chaque fonctionnaire est tenu, se monte pour un fonctionnaire-homme à 5 % et pour un fonctionnaire-femme à 1 % de la base de pension, la retraite ou la retraite de réforme jusqu'à *f* 2400.—, exceptés ceux qui étaient déjà en service ou mis à la retraite le 1er Janvier 1891, et qui paient moins ou rien. Cette contribution cesse à l'âge de 59 ans, à la mise à la retraite ou à la retraite de réforme si le fonctionnaire est célibataire et n'a pas d'enfants au dessous de 18 ans. Le montantde la pension pour les veuves s'élève à 23/80 de la base de la pension, avec un maximum de *f* 690.—. L'augmentation de cette pension pour les enfants au dessous de 18 ans peut s'élever au maximum de la pension accordée pour les veuves et est également valable pour les pensions des orphelins. Si la veuve se remarie la pension est supprimée (l'augmentation pour les enfants restant en vigueur), mais la veuve entre de nouveau dans la jouissance de la rente, si elle survit au second mari.

Tous les 5 ans on dresse un bilan scientifique, qui a permis de constater que sur base d'un intérêt de 3½ %, la contribution de 5 % suffit largement pour couvrir les charges de pensions pour les futurs participants. Ici également les charges de la pension s'augmentent fortement, surtout du fait que les instituteurs de l'enseignement public et de l'enseignement primaire particulier ont été compris dans le fonds à partir du 1er Janvier 1906; les professeurs des écoles moyennes municipales et des gymnases étant considérés comme fonctionnaires civils pour les pensions individuelles ainsi que pour celles des veuves et des orphelins. Cependant pour tous les participants la réserve nécessaire s'élève à *f* 42.447.538.— bien que les pensions pour les veuves et les orphelins soient augmentées, que de nouveaux groupes soient

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

admis dans le fonds, sans versement du capital nécessaire, et que le fonds indique un boni de $10^{3}/_{4}$ millions.

Il n'existe pas encore de la part de l'Etat un règlement ni pour les fonctionnaires municipaux ni pour leurs veuves ni pour leurs orphelins, quoique cette question soit à l'étude depuis ces dernières années et malgré qu'un rapport ait été fait au Gouvernement en 1910. Seul un très petit pourcentage des communes, quoique la plus grande partie des fonctionnaires y soit comprise, se sont occupés de règlements soit pour les pensions individuelles et les pensions pour les veuves et les orphelins ensemble, soit pour les retraites individuelles seules.

Presque tous les règlements correspondent dans leurs grands traits avec ceux de l'Etat tandis qu'on suit différents systèmes pour la manière par laquelle on pourvoit aux charges. Le plus souvent il n'existe pas de fonds pour les retraites individuelles et dans ce cas elles sont entièrement à la charge du budget municipal. Le plus souvent on prélève une petite contribution, laquelle en déviation du règlement de l'Etat est continue, sauf une rare exseption. Quelquefois les fonctionnaires sont dispensés de la retenue. Dans presque tous les cas il existe un fonds pour les pensions de veuves et orphelins, tandis que les fonctionnaires paient une contribution continue. Il arrive aussi que pour les deux catégories de pensions il n'existe qu'un seul fonds et qu'une seule contribution est perçue. On applique toujours pour les fonds le système de primes moyennes et l'on dresse un bilan scientifique tous les cinq ans. Une seule commune applique le système de la répartition pure. Voici comme exemples les règlements de quelques communes.

Amsterdam. Le fonctionnaire est admis à faire valoir ses droits à la retraite à l'âge de 65 ans et après 30 ans de services successifs, à l'âge de 70 ans en cas d'invalidité (en cas d'invalidité non causée par et pendant le service on exige une durée de service de 3 ans successifs). Les fonctionnaires les moins retribués (ouvriers et assimilés) ont droit en cas de démission, sauf celle résultant d'une mauvaise conduite, à ce qu'on appelle la pension différée, commençant à l'âge de 65 ans, et à moins qu'ils ne puissent faire valoir le droit à la retraite immédiate.

La pension des fonctionnaires pour cause d'invalidité dans ou pendant le service s'élève aux $^{2}/_{3}$ du traitement, dans les autres cas à la moitié du traitement, diminuée d' $^{1}/_{100}$ du traitement

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

pour chaque année de service au dessous de 30. Pour les fonctionnaires de la police et du corps des pompiers faisant partie de l'administration de la ville, la pension se monte en cas d'invalidité causée ou non dans ou pendant le service, à la moitié du traitement diminuée d'$^1/_{100}$ du traitement pour chaque année de service complète au dessous de 30 et augmentée d'$^1/_{100}$ du traitement pour chaque année complète en plus de 20. La pension différée s'élève pour chaque année de service à $^1/_{60}$ du traitement avec un maximum de la moitié du traitement. Le maximum de la pension des fonctionnaires se monte à *f* 3000.– .

La pension pour les veuves s'élève, lorsque le fonctionnaire est décédé à la suite d'un accident dans ou pendant le service, à la moitié du traitement; dans les autres cas à $^1/_4$ du traitement ou, le fonctionnaire étant déjà mis à la retraite, à la moitié de sa retraite.

Le maximum de la pension pour les veuves se monte à *f* 1000.—,

La pension d'une veuve cesse en cas de remariage.

Les enfants d'ouvriers et assimiliés jouissent de la pension jusqu'à l'âge de 16 ans, ceux des autres fonctionnaires jusqu'à l'âge de 18 ans.

Le montant total des pensions pour les veuves et les orphelins ne peut pas dépasser les $^2/_3$ du traitement.

Si un fonctionnaire qui a droit à ce qu'on appelle une pension différée, s'est marié après la mise à la retraite ou après l'âge de 60 ans, la veuve et les orphelins n'ont pas droit à la pension.

Toutes les pensions sont payées sur une caisse de retraite. Les contributions des fonctionnaires et de la commune sont versées dans ce fonds.

La contribution des fonctionnaires-hommes s'élève pour ceux qui sont payés à la semaine, à 6 % de la paye hebdomadaire après déduction de *f* 6.—; quant aux autres, à 6 % du traitement annuel déduction faite de *f* 300.— Le montant minimum de la contribution est *f* 0.05 par semaine ou *f* 2.60 par an.

Les fonctionnaires femmes payent $^2/_5$ des montants susmentionnés ainsi que les fonctionnaires hommes ne payent que $^2/_5$ des montants susmentionnés, si, ayant atteint l'âge de 60 ans, ils sont célibataires ou veufs sans enfants et ont droit à une retraite. On n'encaisse pas de contributions des fonctionnaires retraités.

La contribution de la commune s'élève annuellement à:

a. au profit des fonctionnaires dans les professions (gaz, tramway, téléphone, service des eaux, etc.)

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

1° au profit des retraites des fonctionnaires un montant de 10% de leur traitement.

2° comme contribution nette dans les pensions des veuves et des enfants un montant, lequel avec les contributions de ces fontionnaires atteint le 6% du traitement des fonctionnaires hommes y étant occupés.

3° comme contribution dans les frais d'administration 1/8 % du traitement des fonctionnaires hommes y étant occupés.

b. au profit des fonctionnaires des autres branches de service.

1° pour couvrir les pensions des fonctionnaires le montant remboursé en pensions dans cette année.

2° pour couvrir les pensions pour les veuves et les enfants un montant s'élevant maintenant à *f* 80.000.—, lequel montant selon le bilan du fonds dressé suivant la situation au 1er janvier 1906 correspond à peu près à ce qui doit être contribué selon le système de primes moyennes.

Rotterdam. En vertu du règlement de la retraite maintenant en vigueur, la pension de vieillesse est accordée à l'âge de 65 ans et après 25 ans de service. Une telle pension s'élève pour chaque année de service à 1/60 de la base de la pension, avec un maximum de 2/3 de celle-ci.

En cas d'invalidité, qui n'est pas le résultat d'un accident survenu dans l'exercice du service le droit à la retraite est acquis également après un temps de service d'au moins 5 ans à raison d' 1/60 de la base de la pension pour chaque année de service et jusqu'au maximum de la base susmentionnée.

En cas d'invalidité résultant d'un accident comme mentionné ci-dessus, la pension se monte aux 2/3 de la base de la retraite. L'un et l'autre sous la détermination que la rente admise en vertu de la Loi sur les accidents vienne en diminuation des pensions susnommées.

De même que pour les pensions des fonctionnaires civils de l'Etat, il n'existe pas non plus de caisse de retraite pour les pensions des fonctionnaires au service de la commune de Rotterdam.

Ces pensions sont simplement prises et payées directement sur la caisse de la commune. Les fonctionnaires ne doivent pas de contributions pour les retraites individuelles.

Comme depuis l'institution de la caisse de retraite pour les veuves et les orphelins des fonctionnaires au service de la commune de Rotterdam (1 janvier 1901) une statistique exacte a été établie,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

on a calculé dans les années suivantes le montant de la prime résultant d'un pourcentage constant du traitement les fonctionnaires à nommer plus tard et qu'ils auraient à payer pour la pension si les retraites étaient à leur charge. On a trouvé que cette prime serait de 6 à 7 % du traitement.

On a institué le premier janvier 1901 une caisse pour les pensions des veuves et orphelins. Les fonctionnaires et ouvriers contribuent à ce fonds des versements égaux à 5 % de leur traitements. Pour les salariés payés moins de *f* 12.— par semaine ce pourcentage est moins élevé. Au cas où les contributions des fonctionnaires ne suffiraient pas, le complément serait fourni par la caisse de la commune. Ce fonds a maintenant à peu-près 5500 membres. La réserve en caisse au 31 décembre 1910 s'élevait à plus de *f* 1.500.000.—.

La pension pour la veuve se monte en général à 25 % de la base de la pension et cesse aussitôt en cas de remariage de la veuve. La pension des orphelins dépend pour chaque enfant du nombre des enfants. La pension des veuves et orphelins ensemble ne peut jamais dépasser les $^2/_3$ de la base.

Si le fonctionnaire ou ouvrier est décédé par suite d'un accident de travail, la veuve reçoit une pension de 30 % de la base de la pension. Les montants des pensions des orphelins sont également susceptibles d'une augmentation dans ce cas.

La Haye. On divise les fonctionnaires, pour ce qui concerne les pensions individuelles, en deux catégories, dont l'une *A* a droit à la pension à l'âge de 65 ans, l'autre *B* à 60 ans.

En dehors de cette pension de vieillesse, la pension d'invalidité est accordée aux mêmes conditions que par l'Etat. Le calcul de la pension se fait de la même façon que celui de l'Etat, c'est à dire que la pension ne monte jamais à moins d'$^1/_4$ de la base de la pension, tandis que le nombre d'années de service réel des fonctionnaires de la catégorie *B* est augmenté de 10 ans.

Si le fonctionnaire s'est marié aprés qu'il a atteint l'âge de 60 ans ou après sa mise à la retraite, la veuve et les orphelins n'ont pas droit à la pension. La pension des veuves se monte à $^1/_4$ de la base de la pension, le montant total de la pension des orphelins pouvant égaler tout au plus celle de la veuve, tandisque la pension des veuves et celle des orphelins ensemble peuvent s'élever au maximum à *f* 600.—.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

La pension des veuves ainsi que celle des orphelins est doublée dans le cas où le décès du fonctionnaire résulte de blessures ou d'infirmités subies dans l'exercice de ses fonctions.

Les fonctionnaires ne contribuent pas à leurs pensions individuelles. Ces pensions sont portées annuellement au budget.

Une caisse est fondée pour les pensions des veuves et des orphelins, à laquelle contribuent non seulement la commune, mais aussi les fonctionnaires.

La commune verse annuellement dans ce fonds *f* 37.161— destinés aux fonctionnaires étant au service au moment de l'institution et *f* 3447.— pour les fonctionnaires nouveaux à nommer chaque année.

Le règlement de cette contribution a beaucoup de rapport avec celui de Rotterdam.

On applique pour les retraites des *militaires des forces de terre et de mer* le même système que pour les fonctionnaires civils, avec la différence qu'on ne perçoit pas de contributions. Il existe des fonds séparés pour les pensions des veuves et des orphelins, seuls ceux pour les militaires au-dessous du rang d'officier de la force de terre et de mer sont administrés séparément par le gouvernement. Les contributions (6 % de ce qu'on appelle pension fixe ou 3 % de la pension réelle) se basent sur le système de primes moyennes tandisque l'État accorde des subsides annuels aux deux fonds.

La contribution ordinaire pour les fonds des veuves et des orphelins des officiers des forces de terre et de mer varie de 2½% à 3½% de la solde et de 1 à 2% des pensions. Quelques catégories de pensionnés non mariés sont dispensés de cette contribution.

Tous les officiers non-retraités sont obligés en cas de mariage d'adhérer comme participants; les pensionnés qui se marient et qui n'ont pas renoncé définitivement à leurs droits, peuvent être, en cas de santé normale, acceptés comme adhérents.

Une contribution ininterrompue spéciale de 2½ % du traitement est dûe pour cette adhésion; si le mariage a eu lieu aprés la mise à la retraite, la contribution s'élève à 5% de la pension et en plus à une somme payable en une seule fois comme mentionnée ci-dessus, ce dernier montant subissant une augmentation proportionnelle si l'épouse est plus jeune que l'époux. On calcule

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

cette augmentation d'après un tarif et suivant l'âge; les années commencées à la date de l'adhésion sont comptées comme accomplies.

En cas de promotion à un rang supérieur et qui donne droit à une pension plus élevée prise sur le fonds (la pension dépendant du rang) il est dû non seulement une somme équivalente à l'augmentation de la dite pension, mais aussi une augmentation proportionnelle si l'épouse est plus jeune.

Tous les officiers de la marine sont obligés de participer au fonds des veuves et des orphelins des officiers de la marine. En quittant le service, ils peuvent rester participants.

La contribution ordinaire est fixée à une somme annuelle, qui dépend du rang et du fait d'être marié ou non. D'ailleurs elle est moindre pour les pensionnés que pour les non-pensionnés.

En cas de promotion ou augmentation du traitement fixe, l'augmentation pour trois mois est retenue au profit du fonds, tandis qu'on doit en cas de mariage:

1° une somme équivalente au montant d'un an de la pension des veuves.

2° une augmentation proportionnelle de cette somme, si l'épouse est plus jeune, laquelle augmentation est calculée conformément à un tarif entièrement analogue à celui prescrit pour le fonds des officiers, et

3° si l'intéressé a dépassé lors de son mariage l'âge de 33 ans, pour chaque année au-dessus de cet âge, 4 % de la pension de veuve fixée pour son rang.

Finalement quelques catégories d'officiers doivent encore acquitter une contribution spéciale en adhérant au fonds.

Les pensions des *fonctionnaires civils* et des *officiers aux Indes Néerlandaises* sont à la charge des finances des colonies, au profit desquelles viennent les contributions de 2 % des traitements des fonctionnaires (1 % pendant le temps qui sert à moitié pour base de pension.)

Les officiers ne contribuent pas pour les pensions individuelles.

Les fonctionnaires étant admis à faire valoir leurs droits à la retraite, ont droit à la pension s'ils ont passé 20 ans de service et atteint l'âge de 45 ans, ou plus tôt en cas d'invalidité survenue dans ou pendant l'exercice du service. Dans quelques autres cas le fonctionnaire peut être pensionné, s'il est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

La pension s'élève après une durée de service de 20 ans à 1/4 du traitement annuel; après un temps de service de plus ou moins de 20 ans, elle est augmentée ou diminuée d' 1/20 pour chaque année. L'augmentation se monte tout au plus à 10/20. La pension ne peut dépasser *f* 9000.— par an.

Les officiers ont droit à la pension après avoir été admis à faire valoir leurs droits à la retraite et, après une durée de service de 20 ans ou en cas d'invalidité. Le montant de la pension est reglé suivant le rang occupé en dernier lieu.

Si au moment d'être mis à la réforme, la durée du service de 20 ans n'est pas accomplie, une pension partielle ou temporaire est accordée à moins que l'invalidité ait été occasionnée dans ou pendant l'exercice du service; dans ce dernier cas, la pension complète est accordée.

Selon les calculs de l'actuaire du Département des Colonies Prof. Dr. P. VAN GEER les fonctionnaires devraient céder 12—14 % et les officiers au delà de 23 % de leurs traitements s'ils devaient couvrir eux-mêmes les charges de leur pension. Comme il à déjà été observé, les pensions sont payées sur le budget des Indes et les fonctionnaires contribuent seulement 2 % de leurs traitements.

Il s'en suit que par l'augmentation continuelle du nombre des fonctionnaires et de leurs traitements, la charge des pensions pèse de plus en plus lourdement sur les finances coloniales.

Les participants aux fonds des veuves et des orphelins des fonctionnaires et des officiers des colonies payent une contribution ininterrompue, les fonctionnaires 5 et les officiers 6 % de leurs traitements, en plus des contributions extra-ordinaires 1° à l'augmentation des revenus — les fonctionnaires aussi à la nomination — et 2° au moment du mariage.

Les contributions en cas de mariage se rapportent à celles qui sont levées pour les fonds des veuves et des orphelins des officiers des forces de terre et de mer dans la mère-patrie.

En outre les deux fonds jouissent de subsides annuels du trésor colonial, le fonds pour les fonctionnaires *f* 400.000, celui pour les officiers *f* 300.000.

Tous les 5 ans des bilans scientifiques sont dressés; il en résulte qu'on aura encore besoin de ces subsides pendant environ 25 ans.

Finalement on observe que les pensions des veuves des fonctionnaires se montent à 20 ou 16 % du dernier traitement jusqu'à un maximum de *f* 1920 par an et que celles des officiers, dépen-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

dant du rang occupé en dernier lieu, s'élèvent pour le rang le plus élevé à *f* 1800 par an.

Les règlements existants pour les fonctionnaires aux Indes Occidentales et pour leurs veuves et orphelins peuvent être déterminés comme suit.

Pour les pensions individuelles il est retenu 7 % du traitement des fonctionnaires, pour les pensions des veuves 2 % du traitement des fonctionnaires mariés.

Les fonctionnaires ont droit à la pension à l'âge de 50 ans (et après 20 ans de service colonial) ou étant hors service par suite d'invalidité. Quelquefois la pension peut être accordée en outre après un certain nombre d'années de service.

On calcule les pensions suivant le nombre d'années de service et les derniers traitements; celles des veuves s'élèvent à la moitié des pensions des fonctionnaires. Le maximum des pensions individuelles se monte à *f* 3500 par an.

Les fonctionnaires peuvent assurer à leurs veuves et orphelins une pension comme pour un temps de service de 20 ans, et doivent pour cette assurance une somme à calculer d'après le nombre d'années de service qui manque aux 20 ans et d'après le traitement reçu.

Ce montant est déduit par une retenue de $7^1/_2$ % du traitement. En ce qui concerne les enfants laissés par les fonctionnaires, il ne leur est rien accordé et cela en déviation du règlement dans la mère-patrie et aux Indes Orientales, au cas où la mère reçoit une pension.

Les pensions individuelles ainsi que celles des veuves et des orphelins sont payées directement sur les finances coloniales.

Il existe en plus des règlements spéciaux pour les pensions de quelques catégories moins nombreuses (pilotes, ouvriers à la journée et assimilés) pour lesquels les dépenses comme pour les fonctionnaires civils sont directement à la charge des finances de l'Etat, tandis qu'on ne perçoit pas de contributions des intéressés.

Conclusion.

Il y a trois systèmes pour la division des charges pour former un fonds de retraites, à savoir:

1°. le système des primes moyennes;
2°. „ „ „ capitaux couverts;
3°. „ „ d'estimation des charges en balance.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

En se servant du système des primes moyennes, on attribue toujours un pourcentage fixe du total des salaires. Pour ceux qui étaient déjà en service au moment de la fondation, on attribue souvent un pourcentage plus élevé.

Avec ce système, les charges sont donc portées sur les différentes années.

Pour le système des capitaux couverts, on verse chaque année dans un fonds la valeur réelle des retraites accordées dans la même année. Avec ce système il n'y a donc en caisse que la valeur réelle des retraites dont on jouit déjà et il n'est jamais question d'une réserve mathématique pour les fonctionnaires en service, comme c'est le cas avec le premier système.

En se servant du soi-disant système d'estimation des charges en balance, on passe simplement tous les ans sur le budget la somme estimée. Avec ce système, les charges sont généralement reportées à l'avenir, ce qui le rend moins recommandable.

Avec une bonne gérance des finances d'un Etat ou d'une commune on peut aussi très bien se passer d'un fonds séparé des retraites. Dans ce cas on doit dresser un bilan scientifique de tout l'état des finances dont le bilan scientifique des retraites est une partie et il va sans dire, que l'on doit mentionner dessus la façon de suffire à ces charges.

DIE STAATLICHE REGELUNG DER ALTERSPENSIONEN FÜR DIE ÖFFENTLICHEN BEAMTEN IN DEN NIEDERLANDEN UND IN NIEDERLÄNDISCH-INDIEN

VON

H. W. A. ZOOT,

Chefmathematiker der Witwen- und Waisenkasse für Staatsangestellte, Haag, unter Mitwirkung der Herren H. A. BERKHOUT (Militär- und Kolonial-Kasse), Dr. B. TURKSMA, J. L. KOK und J. G. KRUIS (Gemeindekassen von Amsterdam, Rotterdam und Haag).

In erster Linie ist die Regelung der eigenen Pensionen der Zivilstaatsangestellten zu betrachten. Seit 1. Januar 1891 werden diese Pensionen direkt zu Lasten des Staatsschatzes gezahlt,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

während die Pensionsbeträge der Beamten den Einnahmen des Budgets zugeschrieben werden. Diese Beiträge reichen indes nur zur Deckung von 1/3 der laufenden Pensionszahlungen aus, so dass die restlichen 2/3 seitens des Staates zuzuschiessen sind. Da kein Pensionsfond besteht, gibt es auch keine Reserven, weder für die bereits flüssigen Pensionen noch für die künftigen Pensionsanwartschaften. Demgemäss ist die budgetäre Belastung durch die Pensionen eine von Jahr zu Jahr wachsende. Im Laufe der letzten Jahre wurden verschiedene Gruppen von Angestellten den Zivilstaatsbediensteten inbezug auf die Pensionsberechtigung gleichgestellt. Für einzelne dieser Gruppen, wie z.B. das Unterrichtspersonal der Mittelschulen, die Lehrkräfte für den höheren Vorbereitungs- und für den besonderen Elementar-Unterricht, hat der Staat spezielle Vorkehrungen getroffen. Hierdurch soll herbeigeführt werden, dass die budgetäre Belastung, welche sich aus dem Eintritte solch neuer Gruppen ergibt, nicht auf einmal, sondern proportional im Laufe mehrerer Jahre wirksam werde. Zu diesem Zwecke ging man daran, alljährlich einen bestimmten Betrag der Staatsschuld zu amortisieren, u. zw. insolange bis die Nettoausgaben aus den neu angefallenen Pensionen zuzüglich der Nettoamortisationsausgaben zusammen ungefähr eine konstante Höhe erreichen.

Was nun die Pensionen für die Witwen und Waisen der Zivilstaatsangestellten anlangt, so besteht für diese Leistungen eine Pensionskasse, welche 1891 in Kraft getreten ist. Diese Kasse ist nach dem System der Durchschnittsprämien eingerichtet. Alle 5 Jahre wird eine versicherungstechnische Bilanz aufgestellt. Wie man festgestellt hat, sind selbst auf Basis $3^1/_2$ % Rechnungsgrundlagen die Beiträge von 5 % des Gehalts durchaus ausreichend, um die Pensionslasten für die künftig eintretenden Mitglieder zu decken. Die notwendige Reserve beläuft sich auf *f* 42,147.538.—. Die letzte versicherungstechnische Bilanz hat einen Ueberschuss von $10^3/_4$ Millionen ausgewiesen.

Bisher besteht noch keinerlei staatliche Regelung für die Pensionsansprüche der Gemeindebeamten, ihrer Witwen und Waisen, wiewohl sich diese Angelegenheit seit mehreren Jahren im Stadium der Prüfung befindet. Nur eine sehr kleine Zahl von Gemeinden hat aus eigenem Antriebe Vorkehrungen getroffen, u. zw. entweder für die Pensionsbezüge bloss der Angestellten selbst oder auch für die Pensionen der Witwen und Waisen. Diese kommunalen Pensionsvorschriften stimmen in den grundlegenden Punkten fast

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

durchwegs mit dem staatlichen Pensionsnormale überein, wiewohl bezüglich der Bedeckungsfrage nach verschiedenen Systemen vorgegangen wird. Die wichtigsten kommunalen Pensionskassen sind jene von Amsterdam, Rotterdam und Haag.

Für die Pensionen der Militärpersonen der Armee sowohl als der Marine gilt die gleiche Regelung wie für die Zivilstaatsangestellten, nur mit dem Unterschiede, dass keine Beiträge eingehoben werden.

Besondere Fonds bestehen für die Witwen- und Waisenpensionen. Nur die Fonds für die Militärpersonen im Range von Unteroffizieren der Land- oder Seemacht werden separat vom Staate verwaltet. Die Beiträge beruhen auf dem System der Durchschnittsprämien, während der Staat zu jedem der beiden Fonds alljährlich Zuschüsse leistet.

Die Pensionen der Zivilbeamten und der Offiziere in Niederländisch-Indien werden aus dem Kolonialbudget bestritten. Diesem Budget fliessen auch die Beiträge der Zivilbeamten zu, wogegen die Offiziere Beiträge für eigene Pensionen nicht zu leisten haben.

Auch in den Kolonien bestehen getrennte Fonds für die Sicherstellung der Witwen- und Waisenpensionen einerseits der Zivilbeamten, anderseits der Offiziere. Die Mitglieder dieser Fonds leisten laufende Beiträge und weiters einmalige ausserordentliche Zahlungen (z.B. im Zeitpunkte der Eheschliessung). Ueberdies erhalten die beiden Fonds alljährlich Zuschüsse aus dem Kolonialbudget Alle 5 Jahre werden versicherungstechnische Bilanzen aufgestellt. Die Pensionen der Beamten in Westindien werden unmittelbar zu Lasten der Kolonialfinanzen bezahlt. Die Beamten entrichten Beiträge, welche sich für die eigene Pension auf 7 % des Gehalts belaufen.

Schlussfolgerung:

Für die Bedeckung der Lasten von Pensionszahlungen bestehen dreierlei Pensionssysteme, u. zw.:

1.) das System der Durchschnittsprämien,

2.) das System der Kapitalsdeckung,

3.) das System der Abschätzung der schwebenden Lasten.

Nach dem ersten System werden die Lasten für alle Beitragsjahre aufgeteilt.

Nach dem System der Kapitalsdeckung wird dem Fonds alljährlich der Kapitalswert der in dem betreffenden Jahre angefallenen Pensionslasten zugeführt. Dagegen besteht niemals — im Gegensatze zu dem

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

ersten System — eine eigentliche Prämienreserve für die künftigen Anwartschaften der noch aktiv dienenden Beamten.

Nach dem dritten System endlich wird alljährlich dem Budget eine sich aus approximativer Abschätzung ergebende Bedeckung zugeführt. Hieraus resultiert sehr häufig eine Verschiebung der Lasten auf die Zukunft.

GOVERNMENTAL METHODS OF PROVIDING OLD AGE PENSIONS FOR PUBLIC EMPLOYEES IN THE NETHERLANDS AND THE DUTCH INDIES.

BY

H. W. A. ZOOT,

chief-actuary of the widows' and orphans' fund for State Employees, the Hague, with the collaboration of Messrs. H. A. BERKHOUT (military and colonial funds), Dr. B. TURKSMA, J. L. KOK and J. G. KRUIS (Municipal funds of Amsterdam, Rotterdam and the Hague).

In the first place we have to consider the methods of constituting individual pensions for Civil Service Employees. Since the 1st of January 1891, the said pensions are paid directly to the charge of the Treasury, whereas the contributions of the employees are placed among the general income figures of the budget. The said contributions are sufficient for covering about 1/3 of the current pension charges, whereas the remaining 2/3 are to be sustained by the State. There is no real pension fund; consequently, there are no premium reserves neither for the claims of retired employees, nor for future expectances of still active officials. It is a matter of fact, that the pension payments to the charge of the Treasury show from one year to another a still increasing tendency. During the last years, different classes of officials have been assimilated, with regard to their right of pension, to the Civil Service Employees. For some of these classes, e. g. Professors of colleges, teachers of superior preparatory as well as of elementary schools, the State has taken special arrangements. The purpose of such arrangements is to secure that the financial charges resulting from the increase of employees entitled to pensions may be sustained

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

not at once, but proportionnally in the course of several years. To this effect, a certain amount of the public debt should be amortized every year up to the time where the net charges resulting from newly granted pensions together with the net sinking fund expenditures had reached a fixed amount.

Pensions for widows and orphans of Civil Service Employees are constituted through a special pension fund which has come into operation in 1891. The said fund is organized on the basis of the average premium system. Technical revisions are made from 5 to 5 years. As it appears from the said revisions, the contributions of 5 % of salaries are sufficient, even on a valuation standard of $3^1/_2$ %, for covering the pension charges of new entering members. The necessary premium reserve amounts actually to *f* 42,147.538.—. The last technical balance sheet has shown a net surplus of $10^3/_4$ millions.

As to pensions for Municipal Employees as well as for their widows and orphans, no legal provisions have been made up to now, although this matter is under examination since a certain number of years. Only a very few municipalities have taken spontaneously such provisions, either limited to the pension of employees or with inclusion of widows' and orphans' pensions. The respective pension rules are on nearly all important points identical to the Governmental system for State Employees; only with regard to the methods of providing for the costs of pensions, different covering systems have been followed. The most important municipal pension funds are those of Amsterdam, Rotterdam and the Hague.

As to *military* pensions, the retirement system is the same as for Civil Service Employees, with the only exception that no contributions are to be paid for the own pensions.

Special funds are organised for military widows' and orphans' pensions, only the funds for the rank and file are separately administered by the Government. Contributions are calculated on the average premium system, special subsidies being granted by the State to both of the said funds.

Pensions of Military and Civil Service Employees in the Dutch Indies are paid to the charge of the Colonial Treasury. On the other hand, the contributions of Civil Service Employees are placed to the credit of the said budget, whereas military officers do not pay at all contributions for their own pensions.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

With regard to the constitution of widows' and orphans' pensions in the colonies, we have again special funds for Civil Service Employees on the one hand and for Military Employees on the other. The members of these funds have to pay yearly contributions as well as extra additional fees under certain circumstances (e. g. at the time of marriage). In addition to that, special allowances are granted out of the colonial budget. Every 5 years actuarial investigations have to take place. Pensions of employees in the West-Indies are paid directly to the charge of the Colonial Treasury. The Employees pay contributions to the extent of 7% of salaries for their own individual pensions.

Conclusion:

There are 3 different systems for covering pension charges, i.e.

1. the system of average premiums,
2. the system of coverture,
3. the system of evaluation of floating charges.

According to the first system, the whole charges are distributed over all years of active service.

The feature of the second system consists in allotting to the fund at the end of every year, the full capital value for newly accrued pension charges. Consequently, the annuities of retired officers as well as their widows and orphans are covered for the full future life time of their receivers; on the other hand there are — in contrast with the first system — no premium reserves for covering the value of future expectances of the still active employees.

As to the third system, it tends to attribute to the fund at the end of every year the amounts which, according to an approximative evaluation are required for the maintenance of its solvency. This system involves very often the tendency of deferring to the future the charges of the present.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

GOVERNMENTAL METHODS OF PROVIDING OLD AGE PENSIONS.

BY

MILES M. DAWSON, F. A. S., F. I. A., etc., etc.,

Counsellor at Law and Consulting Actuary, New York, U. S. A.

Old age pensions provided by governments fall naturally under four heads:

1. Service pensions for superannuated government employes.
2. Pensions purchased, in whole or in part, by contributions of persons voluntarily applying for them.
3. Pensions purchased, in whole or in part, by contributions required to be made by classes of persons who are to enjoy them.
4. Pensions granted to those who attain a certain age without income or property sufficient to assure bare support.

A review and comparison of methods of providing for the cost of such pensions call for full consideration of their nature and scope.

Service pensions for superannuated government employes.

Service pensions are granted to various classes of public employes or to all of them, in nearly every country.

The scope of such pensions ranges from embracing the army, navy and judiciary on a national scale, only judges as regards the states and only firemen, police and occasionally teachers as regards municipalities, which is the condition in the United States, to a carefully planned system of service pensions for all military, naval and civil servants as in Great Britain, several of her colonies and certain other countries.

In the United States, army and navy pensions are granted by the federal government out of the revenues, raised by general taxation; pensions to retired judges (by no means all the states provide these) out of the proceeds of general taxes levied by the

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

state; pensions for firemen, police and teachers in one of the following ways:

1. Out of the general revenues of the municipality.
2. Out of contributions of the employes, only.
3. Out of special taxes, such, for instance, as a tax upon fire insurance premiums to provide pensions for retired firemen.
4. Out of funds provided in two or more of these ways.

The following faults have put in an appearance in connection with these methods, viz.:

As regards the military and navy, that irresistible political pressure has been brought to bear to cause Congress to grant liberal pensions, not merely for relatively long service in the regular army — and for that, long before retirement is rendered necessary because of age or disability — but also for volunteer or even compulsory service, however short, during time of war. This applies very especially to veterans of the civil war; and, indeed, in recent years these pensions have been a disguised form of general old age pensions and particularly reprehensible because not resting at all upon need.

The retirement of judges on a pension is provided for by the nation and by many of the states; retirement is usually only voluntary and after a certain number of years' service or upon attaining a certain age. In some states, it takes place, automatically. The chief complaint is that incapacitated judges do not retire. This is yet more frequently the case when no retirement pension is provided, as in New York.

When pensions for firemen, policemen and teachers are paid out of the proceeds of general or special taxation, it is the usual experience in the United States that the rate of pension and the term of service or the age, after which the pension is payable, are determined without regard to the cost, considered as an addition to the compensation in the form of wages, without actuarial investigation and without due regard for the productivity of the life. Provision has been made for full pension after only twenty years' service, for instance, though the employe might then be but forty years of age and fully able to perform his duties for many years to come.

This abuse is chiefly found in plans for pensions for members of a very small class, only — such as firemen, for instance. It is often defended on the ground that the work is arduous and

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

perilous; but the former calls for shorter hours, if true, and the latter for adequate provision for compensation for injuries and death. Neither can justify or excuse a pension plan which retires a man when his value is greatest and involves an addition to the compensation for his services which would be intolerable if applied to all civil servants.

When such pensions are provided solely out of contributions by the employes, the following evils are encountered:

a. If contribution is voluntary, the right to pension being confined to contributing members, the funds are not kept solvent.

Obviously a voluntary contribution system calls for adequate rates of contribution, varying according to age upon admission, and for periodical valuation.

The contributions, on the other hand, are frequently the same for all members regardless of age and, even when graded, are inadequate; and no effort is made to maintain the necessary reserves.

It is usually expected that, when the contributions become insufficient to supply the pensions, the municipality will help.

b. If contribution is compulsory, the rates of contribution are rarely so determined as to assure their sufficiency.

In event of a deficit, there rests upon the municipality in such case a moral obligation to make it good.

But such only applies, of course, when the income is smaller than the current requirements and not merely because the fund is not solvent when tested by actuarial standards, applied as under a voluntary contribution plan. Under compulsion, it is now generally understood, an "average premium" plan, not calling for the same reserve as is requisite when the plan is voluntary, may safely be adopted.

But, of course, should compulsion at any time be abandoned, there would be a moral obligation for the municipality to "make good" all the deficits that would then arise in the course of paying pensions to those who, by virtue of their contributions, become entitled to them.

c. If no contribution be required, the cases are rare, as stated, that the municipality has counted the cost in advance and made provision for it.

d. If the pensions are payable out of funds in part provided by contribution of employes, two cases arise, viz:

1. Contribution is voluntary, the right to pension being con-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

fined to those who contribute. Under this form, doubtless rates computed by actuaries would sometimes be employed and valuations would be asked for, in some cases; but, while this as a form of pension fund, created by private employers, is frequently met with in some countries, it is very rare in the United States and yet rarer as a state or municipal scheme.

If found, its existence may usually be traced to a voluntary contribution scheme, which failed to produce enough money to pay out, with the result that the municipality stepped in to help.

2. Contribution is compulsory, the municipality also contributing a certain fixed amount, a certain percentage of the payroll of the employes of that class or a certain proportion, usually half, of the cost.

These plans have also usually been set on foot and conducted, without actuarial guidance and the rates of contribution are usually demonstrably insufficient. Upon their breakdown, there is of course a moral obligation upon the municipality to make good the deficiency.

Sufficiency of contribution under such a plan can, of course, be predicated of average premiums, as well as of graduated premiums; and the reserve called for under a voluntary plan need not be maintained, if compulsion is continued, while, upon its discontinuance, a moral obligation rests upon the community to meet all subsequent deficiencies in supplying pensions on the basis agreed upon, to all who contribute.

Proposed national civil service plan.

The United States government does not grant retirement pensions to civil servants; it has often been proposed but Congress has heretofore refused to countenance it. In consequence, it is generally admitted, the service is pervaded by the following vices:

1. Winking at temporary absences because of disability, meanwhile paying full wages. This has come to be deemed a right, any talk of modifying which arouses resentment.

2. Putting up with partial incapacity, due to old age or feeble condition. This amounted previously to carrying all such at full wages, but Congress now requires at least a pretence of rerating according to capacity to be made.

A plan of providing pensions for all civil servants of the federal government has been proposed as follows: Each employe to be

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

required to contribute a certain percentage of his wages which shall be treated as a compulsory savings fund, withdrawable with its interest, upon his leaving the service before reaching the retirement age or at death. Upon reaching the retirement age, a pension to be provided, equal to the annual sum which accumulated savings at the required rate from the time of entering the service would purchase, on the basis of a sum equal to all savings, less pensions already received, being payable at death.

As to each person hereafter admitted to the service, this plan would furnish precisely the amount of pension which his contributions with their interest would pay for. It is proposed that the deficiency as to those already in the service be made good by the government — the maximum pension in such case, however, being limited to $ 600.00 per annum. This would require a contribution by the government, increasing in amount for a few years and then diminishing until it disappears about 75 years hence, i. e. when all the present employes will have died.

Actuaries will at once recognize that under such a plan, a maximum contribution would be required. Taking X as the amount of the pension, payable annually in advance, which an annual contribution of $ 1.00 will purchase, x as the age at entry and y as the pension age, the formula for the amount of the pension, payable annually in advance, would be developed approximately as follows:

$$(1)\quad s\overline{|}_{y-x+1} - 1 = X\left\{ a\overline{\left|\frac{s\overline{|}_{y-x+1} - 1}{X}\right.} + \frac{s\overline{|}_{y-x+1} - 1}{X}\middle|\, a_y \right\}$$

$$\therefore X = \frac{s\overline{|}_{y-x+1} - 1}{a\overline{\left|\frac{s\overline{|}_{y-x+1} - 1}{X}\right.} + \frac{s\overline{|}_{y-x+1} - 1}{X}\middle|\, a_y}$$

Even this formula which is presented because it is simpler and suitable changes can readily be made to adapt it to the conditions, doubtless brings out too low a contribution, since *a.* contributions are weekly or monthly, instead of annually in advance, *b.* pensions would of course be payable certainly until all contributions with interest *to date* (instead of to age y) are returned and *c.* the amount of the accumulation, less the pensions paid, is to be returned in one sum at death, instead of in annuities continued

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

until equal to such sum; but, per contra, pensions are payable weekly or monthly, instead of annually in advance.

If contributions were in any event forfeited at death, whether before or after entering upon a pension, the formula would be:

(2)

$$\frac{\mathbb{N}_x - \mathbb{N}_y}{D_y} = Xa_y = X\frac{\mathbb{N}_y}{D_y}$$

$$\therefore X = \frac{\mathbb{N}_x - \mathbb{N}_y}{\mathbb{N}_y}$$

Taking $x = 25$, $y = 65$, interest a $3^1/_2$ per cent per annum and mortality as per the American experience table, these formulas show that the annual pensions purchased by an annual contribution of $ 1.00 would on these respective bases, be as follows:

Formula 1 $ 8.04 per annum.

" 2 " 14.84 " "

The rates of contribution, therefore, under the proposed scheme, would necessarily run very high; as indeed they do, ranging from 5 % of the salary at the lowest age to about 10 % of the salary at the highest age of admission to the service.

Counter proposal for national civil service pensions.

For a decade or more prior to the bringing forward of this proposal, the Civil Service Retirement Association, composed of members of the civil service, have been at work upon plans for securing congressional action. They secured some years ago an order for the preparation of a special census of employes in certain branches of the service, showing sex, age, wages, and length of service; and these and later data of the same character have been utilized in various actuarial estimates.

The actuaries to whom the Civil Service Retirement Association first submitted the data, reported a purely voluntary plan, which was not acceptable.

Since the suggestion of a compulsory contribution plan has been brought forward and urged upon Congress, the civil service employes have divided into two camps, many of the older in point

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

of service being ready to accept this as the best that can be obtained, but most of the others insisting that the plan should be an out and out pension, granted by the government.

The latter have recently intimated that a „half and half" contribution plan, i. e. with the government paying half and the employes half, would be acceptable.

What the rate of contribution under such a plan would be, would obviously depend upon the benefits, other than the pension itself, that would be embraced, as, for instance, the return of part or all of the contributions in event of *a.* invalidity, *b.* withdrawal from the service or *c.* death, one or all.

If no contributions were returnable in any of these cases, it would be possible to compute rates of contribution, approximately on the "average premium" plan, i. e. so as to charge a uniform percentage on all salaries, sufficient, when an equilibrium of ages and terms of service were reached, to supply half the money required for pension payments which, the government contributing a like amount, would give the desired rate of pension.

Though under such a plan, all employes now of pensionable age were immediately placed upon the roll, it would not set off with its full complement of pensioners. This would be true, if the service had been stationary as to numbers, because first, those who have already retired would not be embraced and, second, the rate of persistency has been much lower than it will be when pensions are granted. Moreover, the service has not been stationary but, instead, has increased very rapidly. Therefore, in computing the rate of average premium, it would be necessary to make allowance for these and other conditions, specially affecting the group.

There would also be an accumulation of assets for a period of several years, the purport and significance of which would be misunderstood, no doubt. It would merely mean that by the equivalent of this early accumulation, the average premium, perpetually payable, is reduced.

No calculations have been made, as yet, of the average premium required under a scheme of compulsory contribution, such as is here outlined. Such would, of course, take into account rates of withdrawal and invalidity, as well as of death, all of which would serve to reduce the average premium and also the proportion of employes admitted to the service at different ages

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

which might affect it one way or the other or not at all, depending upon the graduation of pensions according to the terms of service.

Within the last two years, computations have been made by me, showing the rate of average premium required for an "old age" pension of full wages from age 70, for all who reach that age, assessed upon all between age 20 and age 70 on the basis of equal incomes and assuming distribution of population and mortality as per the American Experience Table; this works out at 9.125 per cent.

These figures are but rough indications; but, especially if "halved" by dividing the cost equally between the government and the civil service employes, and again "halved" by paying not more than half wages on the average, they sufficiently indicate, perhaps, that the cost would not be burdensome, even without taking into account withdrawals which would greatly diminish the cost.

The similarity of all these suggestions and experiments to those which have been tried in other countries both in connection with government plans and also in connection with annuity or service pension schemes of private employers, will at once be recognized. The chief argument which is presented in favor of the method now being specially urged, viz: of a pension wholly contributory but with the government making good deficiencies as to those who have not contributed in the past, is that "there is no hope that Congress would do anything beyond that". It is also urged that it is more in harmony with American individualism and that it is really the best system. The experience in other countries is that, even though a contributory system be adopted, it is certain sooner or later to be abandoned, and that a system of pure savings is, on account of the heavy burden which it imposes and the continuous dissatisfaction on the part of the employes with the returns, really the worst system ever devised. Yet in a new and prosperous country where new theories of government have been tried with much success, it is perhaps natural that men should be so optimistic as to believe the plans which have worked badly everywhere else, may operate successfully under changed conditions.

The attitude of employes concerning contributing would undoubtedly be much modified where an average premium system is introduced casting upon them the minimum burden, even though

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

unaccompanied with withdrawal privilege or payments at death or upon disability, which latter ought to be provided through an insurance system, supplementing the pension plan.

Pensions purchased in whole or in part by contributions of persons voluntarily applying for them.

So far as the United States is concerned, up to the present time neither the nation nor any state or municipality has sold annuities or pensions or offered them to persons voluntarily applying for them, so that as regards my own country it is not possible to speak.

This has recently been undertaken, however, by the Dominion of Canada, our neighbor on the north, which is offering at attractive rates, involving a rather high interest assumption and low mortality, old age annuities on various plans, hoping thereby, no doubt, to escape the necessity for copying at no distant day, the old age pension laws of Great Britain and several of her colonies.

Great Britain herself gave a long and thorough test to this method of encouraging the purchase of annuities, extending over about 100 years, before adopting the present "old age pension" plan. A large business also was secured, the rates being nearly if not quite as favorable as were offered by the best private insurance companies, and having the twin advantages of the government behind the contract and of greater convenience of payment of the annuities in all parts of the British Empire; notwithstanding which the private companies have also transacted a large annuity business and in some cases have actually offered larger annuities for the same amount of money than the government.

In other countries yet greater encouragement of the purchase of old age annuities has been afforded. Thus in France, as now in Canada, a higher rate of interest is used by the government in its annuity computations than the same government has to pay in the market for money secured by the sale of its bonds. In other words, there is, to all intents and purposes, a subvention of nearly or quite one per cent per annum on the funds invested in annuities. Moreover, the mortality table is one which overstates the death rates among annuitants, again causing a larger annuity to be granted than the facts warrant. This loss likewise falls upon the government. The government also meets many

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

and large expenses of various sorts in connection with its annuity plans out of the proceeds of general taxation, some of these not appearing at all in the statement of the receipts and expenditures of the annuity funds, but being borne immediately by other departments, such as by the post office department.

Yet another encouragement is given in France of a most extraordinary sort, viz: a still higher rate of interest upon the funds deposited with the government by French "friendly societies", which are collecting money from their members to be applied to the purchase of old age annuities. On these funds, by allowing a higher rate of interest than even the rate employed in computing the annuities, the government strongly encourages this method of saving and permits funds accumulated at this larger rate to be applied to the purchase of annuities at the government's low rates for the same, virtually at the will of the "friendly societies" and their members, but usually at ages ranging from 55 to 65 or even 70. The government puts itself under the moral obligation, which is, of course, as binding as a legal obligation would be upon the government, to supply these annuities at rates which are now in use and, as this promise is made to so large a portion of the population, doubtless it will be fulfilled to the letter as a matter of policy, even though it involve great loss.

Belgium has been even more successful in proportion, than France in encouraging the purchase of old age annuities. The Belgian department of life insurance, annuities and savings has been most successful. While guaranteeing a rate of interest as the government can obtain upon the investments of the annuity department, taking into account the loss on mortality which it must annually provide for, the department is so far self-sustaining, though barely so. The mortality table, as elsewhere, overstates the mortality, thereby offering a higher annuity than the actual facts in this regard would warrant; but, on the whole, while there may be deficiencies hereafter, up to the present time the funds have financed out.

Other countries in Europe, notably Denmark, have also done much to encourage this form of provision for old age, and in Denmark very particularly, this has been extended to the encouragement of provision for dependents and particularly for widows, by the sale of survivorship annuities, either in combination with old age annuities or without. The Danish "Stats-anstalt" for

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

insurance and annuities has perhaps a larger volume of survivorship annuities in force, and a longer and wider experience with them than any other institution, whether public or private.

Thus all of these state plans of furnishing old age pensions to those who voluntarily apply for them, are marked by a disposition to give something more than the money really pays for in one way or another. Even if for the present, as in Belgium, the funds are financing out, it is obvious that the engagements for the future are such that very likely they will not permanently continue to do so. There is a marked tendency, in other words, to subsidize these institutions either directly or indirectly — that is directly by giving more than the money pays for, or indirectly by meeting expenses of various sorts and failing to charge them against the funds. The measure of success achieved under these plans is great when judged absolutely, but not so great when the relative number of citizens thus protected is taken into account or particularly when the number of those who stand most in need of such provision is taken into account.

Thus, in Great Britain, for instance, the state system reaches for the most part only persons of the upper classes, and has been utilized chiefly to provide incomes for members of wealthy families for whom provision for life is desired. In recent years a further use has been made of the system to provide annuities purchased by the capitalized value given in amortization of periodical payments to be made under the workmen's compensation act. Such amortization has been permitted on the basis of 75 % of the current income, valued as an annuity purchased from the state.

So far as regards the general public, private insurance companies have more than held their own; but of the classes which have applied to them as well as the government, which are pretty much the same people, both of these together have provided for a relatively small proportion. The "friendly societies" have furnished old age benefits to most of the middle class and working population who have been so provided at all, these amounting, even as regards the entire membership of the "friendly societies", to not more than perhaps one-quarter — a very large proportion but far from all. Moreover, only a small fraction of these are found to keep themselves in good standing until they reach old age and become entitled to the benefit.

The three-fourths who are not members at all, plus the large

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

number who do not keep themselves in good standing, compose the great bulk of the working population of Great Britain.

In France, the encouragement of the government has had a tremendous effect upon the bourgeoisie or middle class. Annuities purchased from the government are very largely, though by no means entirely, taken by members of the middle class and the membership of the "friendly societies" which collect assessments upon their members for the purpose of supplying old age annuities, is also for the most part drawn from the middle class. There is a greater development in this class of this method of saving than in any other country in Europe, with the possible exception of Belgium; and yet, notwithstanding this great development, which has extended even to school children, a very large proportion even of this class remains unprotected and a yet relatively smaller number persists so as actually to secure the annuity. Embraced in this class are clerks and office employes; but the working people, meaning those who work with their hands, do not, for the most part, attempt to make provision in this way. There are exceptions but the development of provision for old age through "friendly societies" is perhaps not so great in France among working people as even in Great Britain.

In Belgium very great encouragement has been given; but much the same conditions exist and the same may be said also of Denmark and other countries.

The breakdown of the system in these countries is indicated also by the adoption in precisely those countries which have given the longest trial to this method, of systems of "old age pensions", not payable out of contributions of the persons to whom they are to be granted, but out of taxes raised in some other manner, and payable upon reaching a certain age without a certain income or a certain amount of property, provided without a record for misconduct or pauperism, which is held to disqualify.

The first law of this kind in Europe was adopted in Denmark in 1891, the second in France in 1905 (amended 1907) and the third in Great Britain in 1908. Of the British dependencies New Zealand and Australia took such action in advance of the Mother Country.

Actuarially, aside from its subvention or subsidy feature, the plan of pensions granted by the government to persons voluntarily applying for them and paid for by their contributions, offers no

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

difficulties whatever. Precisely the same formulas are used as in case annuities are purchased of private insurance companies.

Pensions purchased in whole or in part by contributions required to be made by classes of persons who are to enjoy them.

In discussing service pension for superannuated civil service employes, reference has already been made to a proposed compulsory contribution system involving the collection of an average premium. This idea concerning pensions is not new, having been more or less recklessly employed by "friendly societies", "trade unions" and similar bodies, including funds established by employers also, as for instance, in the cases of great railway corporations of Great Britain. The thing that is relatively new about it, is that any effort whatever is made to ascertain certainly that the average premium is adequate and that, in short, the funds are or may be solvent.

The idea in the average premium plan is that, when the plan is in full swing and a more or less stable equilibrium has been attained, that is when there is no steady tendency to increase the outgo, the average premium will be sufficient to provide the amount required for the payment of pensions.

When applied to "friendly societies", where membership was voluntary, these naturally broke down entirely for the reason that, long before this equilibrium was attained, the younger members who were being called upon to contribute more and more every year, deserted to enter societies where there were not so many older members dependent upon the fund.

As regards "trade unions" which have been maintained in a healthy condition because of other benefits provided their members, no such break-down has been experienced nor perhaps will be, for the reason that, unless the amount of old age pension were made excessive, so that the burden of the payments could not be borne, the great interest of the members, because of the other advantages afforded by the "trade union", would outweigh this relatively trifling disadvantage. In other words, to all intents and purposes, an effective "trade union", well established and commanding the support of members of the trade, is a compulsory insurance institution, membership in which will be sought by persons engaging in the trade and, once obtained, will not be surrendered save for very good reason.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

In consequence, with proper safe-guards, the average premium method has worked well in such organizations, the chief trouble being that not infrequently no safeguards whatever have been created.

In "establishment funds", set up by employers and supported by contributions on the part of the employes, either under actual compulsion or under virtual compulsion, and perhaps also subsidized by the employers themselves, much the same conditions exist as in "trade unions", viz. that membership is not really voluntary. Consequently, if a sufficiently large membership were obtained to afford a safe average, it should be possible here also to use the average premium system.

These establishment funds are, however, in a materially different position from "trade unions". Those who contribute to the latter, while under a certain moral compulsion, do so because they personally wish to create and maintain such organizations. Should the same be dissolved, while of course the members will suffer from the destruction of their provisions for pension, they will have no legal claim on anything but the organization which they thus have destroyed, and also no one to blame but themselves. On the other hand, the failure of an "establishment fund" would create a moral and perhaps a legal obligation against the employer himself and certainly would result in much bitterness of feeling.

The great exemplar of the application of this average premium method of supplying old age pensions on a large scale for its general population is Germany. That government combines old age pensions with invalidity pensions, the latter being payable at a smaller scale, somewhat proportionate to the amount of contributions made. Only invalidity due to sickness and non-occupation accident is covered, however, invalidity due to occupation accident being provided for under the accident insurance act and furnished after the first thirteen weeks out of contributions of employers only.

The invalidity and old age pensions are provided as follows, viz: The government contributes toward each pension 50 marks per annum, that is $ 12.50. The employer and employes contribute equally, the premium being paid in the form of purchase of stamps which are affixed to cards; and, when the card is complete, it is turned in, cancelled and credit given.

The old age pensions are granted from age 70 and the invalidity pensions upon the establishment of permanent and total invalidity. Both continue for life, the latter subject to being defeated by recovery from invalidity. Pensions are also allowed

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

for partial invalidity if the impairment exceeds a certain percentage of the earning power. By the new act recently adopted, Germany is extending this pension system to survivors, requiring employers and employes to contribute each one half and making payments to widows during widowhood and children during minority.

A somewhat similar system has been adopted in Austria, the largest application of it there being to office employes of private corporations and firms. The Austrian system is very complex; and no attempt will be made to describe it here, except to say that it is an average premium plan.

By a law adopted in 1910, France has also provided for a contribution plan applicable to its wage-earning population and calling for an accumulation, to supply each contributor's pension. At first this may seem inconsistent with the adoption in 1905 of a method of straight out "old age pensions" similar to that in use in Great Britain and in Denmark, which also provides for total and permanent invalidity, and under which pensions are payable out of funds raised by general taxation of various sorts, to persons upon attaining 70 years of age without a certain income or a certain amount of property. The intention of the later law, however, was to supplement and eventually, so far as possible, to displace this "old age pension act", as persons who are brought under the contributory plan reach the pension age with pensions provided trough their contributions, in consequence of which they would not come under the other law. It is said that the new law in France has completely broken down on account of the resolute opposition of working people, who, in the first place, demand that the "old age pension" plan already in force be utilized to the exclusion of this, and, in the second place, demand that if there is to be contribution, it be upon an average premium plan, under which they desire no more to be collected than is necessary to meet current requirements. What will be the outcome in France is, therefore, at the present moment, problematical.

The feature of this plan which naturally most interests actuaries, is its average premium scheme. Until within a few years actuaries gave little or no attention to this subject and this is still peculiarly true of the actuaries of the United States, and was, until within less than a decade, quite as true of the actuaries of Great Britain. The various average premium plans, found in friendly societies,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

were, of course, roundly condemned by actuaries because they could not be unaware of the impossibility of recruiting and maintaining their membership, as a larger and larger group of persons in the older ages, in receipt of these benefits was created. In consequence, they regarded it as fundamentally unsound and virtually dismissed it from their attention, except when summoned to denounce it. They were rarely, if ever, called upon to pass upon such plans in connection with "trade unions" and consequently did not much take into account the element of actual or virtual compulsion which is there present.

In connection with "establishment funds", they have frequently been called in, but there are various reasons why a view of the solvency of these institutions based upon average premium considerations could not and would not be taken by the actuaries who were so consulted. Among these reasons may be mentioned:

a. The training of the actuaries themselves which had wholly been in the service of private insurance companies and the study of a voluntary insurance system.

b. The consideration that as the employes were required to contribute, the funds should, taking into account the positive engagements of the employers in regard to contributions, be maintained solvent even when judged by voluntary insurance standards, to the end that, first, the contributions of employes with their accumulations should be undepleted and on hand and, second, that the contributions promised by employers should be sufficient, together with those payable by the employes, to furnish the benefits without readjustment of rates of contribution or the making good of deficiencies by the employers.

c. That the solvency of such a plan should not depend, as regards at least the amount of annuities purchased by past contributions of employers and all the contributions of employes, both past and future, upon the continued solvency of the employer.

There is so much of reason and seeming soundness in these considerations that actuaries, in judging such schemes, have rarely been willing to accept the view that the average premium idea should be considered at all; and this is true, even when the corporations were great railway companies, the managers of which, in common with many other employers, have wholly disregarded the views and warnings of the actuaries.

In recent years, the average premium idea has perhaps found

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

lodgment in Great Britain in connection with the unemployment insurance plan, and to a very much less degree in connection with the new invalidity insurance plan. Doubtless it would have been fully accepted for the latter, had it not been that sickness insurance generally was also comprehended by the plan and that it was proposed to utilize existing institutions, viz: the friendly societies, as widely as possible, and to that end to encourage and require them to adopt and maintain standards of solvency, such as had already made great headway on a voluntary insurance basis. It is, likewise, difficult to see how this could have been avoided, in view of the fact that a choice of friendly societies is afforded to workmen. This voluntary feature would alone perhaps vitiate the fundamental requirement of a sound average premium plan, viz: unqualified compulsion.

The average premium plan is at bottom no more than this, viz: a certain contribution, that is, certain either in amount or percentage of wages, is required from all persons of the class below a certain age, in order to provide all persons of the class above the certain age an income of a certain amount or a certain percentage of previous earnings, the purpose being not to provide for the payment of an income in old age to those who are now contributing out of the accumulation of their own contributions, but, instead, currently and always to provide the income of those of the group beyond a certain age out of the current contributions of those below the certain age.

This in its naked simplicity is the plan from which of course in practice there must be and are many departures. Thus, when such a plan is introduced, it has never been applied to furnish pensions to those who are already beyond the age, although in point of fact, it would be equally logical to do it and it is surprising that it has not been done. In consequence, the full proportion of pensioners, even if the population were stationary, is not attained at once. This, if the average premium has been computed with due regard to the facts and is maintained at a level figure, means large accumulations, the due effect of which to reduce the amount of the average premium should be taken into account in computing it.

The simple fundamental formula for an average premium, assuming incomes to be equal and the exact amount of the income to be given as a pension beyond age y payable at the beginning

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

of the year and equal contributions to be made at the beginning of the year by all between the ages x and y, is as follows:

$$\frac{\sum_{n=o}^{n=\omega-y} l_{y+n}}{\sum_{m=o}^{m=y-x} l_{x+m}}$$

In this paper, no attempt will be made to carry the discussion of the construction of average premiums further. The subject was in part discussed by me in connection with provision for old age in a paper presented before the International Congress of Social Insurance in 1908. [1]) A more comprehensive and technical discussion of the general subject may be found in the Journal of the Institute of Actuaries, Vol. XLV, page 336. There are also discussions in the Proceedings of the Fourth and Fifth International Congresses of Actuaries, held at Berlin and Vienna, and in the German, French, Belgian, and other Actuarial societies' proceedings.

Pensions granted to those who attain a certain age without income of property sufficient to insure bare support.

In Denmark, Great Britain, France, Australia and New Zealand, the governments have made provision for granting pensions to persons who attain a certain age — in Denmark 60, subject to actual need through inability to work, and in most other countries 70 without such condition — without a certain income or a certain amount of property, and not otherwise disqualified as by criminal misconduct or pauperism within a certain number of years. These pensions are payable out of moneys raised by general taxation of one form or another, and not contributed directly, in whole or in part, by the persons to whom they are paid or by persons composing the same class and who, therefore, would expect to become beneficiaries in future.

It would, of course, not be true to say that persons of the same class do not contribute at all, since in all countries a considerable portion of the taxes are so levied as to fall upon the consumers of products, of which those who work with their hands together

[1]) Vol. III, p. 179, Proceedings 8th Int. Cong. Soc. Ins.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

with clerks and similar employes form much the largest portion.

In France these pensions are associated with invalidity pensions, supplied in the same manner; and this is in part true in Denmark, where, however, invalidity does not entitle to a pension unless age 60 has been attained, while in France invalidity at any age is sufficient.

Even those who support the view that strictly old age pensions may as well or better be provided in this manner, pretty generally consider that invalidity had best be provided for through insurance, that is, by compulsory contribution by the class who are thus protected and perhaps by the employers, also. The reason why this distinction is made, is, that invalidity is a thing which may come upon the contributor himself at any moment, so that he is merely contributing to protect himself in the immediate present against a thing, the possibility of which, while slight, is serious and should be provided for. It is found in practice that workmen appreciate this and that compulsory contributions for this purpose, when no larger than are required and particularly when divided between employers and employes, are not resented more than for instance, contribution for sickness insurance or for provision for widows and orphans.

On the other hand, it is an experience so nearly universal as to make the exceptions not worth mentioning, that workmen do not think that they will live to reach the pension age, that they hope, that in case they do live to reach it, they will have property or income enough to support them, independent of the pension, and that they would prefer, in any event, to take the chance of being dependent upon their relatives or friends or even upon the state, to being required to save out of their limited incomes and lay aside at low rates of interest, relatively large sums of money, not available under any stress of circumstances and preventing the creation of "nest eggs" which would be so available.

The seeming remoteness of the peril renders it inevitable in the nature of things and of men that such will be the attitude; and a good illustration of it is now being afforded by the almost universal support given by the older employes of the federal government of the United States, in point of service and of age, to the proposed contributory pension plan, and the almost equally universal opposition on the part of the younger employes in point of service and of age.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

A contribution plan, such as the average premium plan in use in Germany, also presents the grave disadvantage that those who may the most need this provision, will perhaps be precisely those who have not obtained it. In other words, it does not and cannot very well apply to the casual employe, to persons who devote their lives to the care of relatives without pay, to the small proprietors such as cobblers and the like, and so on. In other words, it cannot be a complete solution of the social problem which it is intended to deal with.

Moreover, unless supplemented, as was attempted in France, by a straight out "old age pension" law, providing for those who are already in need and those who will become so before the contributory plan will take care of them, it fails to supply the relief during an entire generation or longer. It has already been pointed out that such is not necessarily true of an average premium plan, because theoretically, and so far as I can see, practically it could be made immediately applicable to all, if it were accepted with all its consequences; but in such case also it would have a closer resemblance to the straight out "old age pension" plan than to the present average premium plan, because it would be raising the money as currently required, by taxation, in order to provide as completely as possible from now on for all who should be so protected, there being a difference merely in the means of raising the taxes.

The chief arguments against the Danish, British, Australian and New Zealand plan, are as follows:

1. By completely divorcing the method of raising the funds from the groups of persons who are chiefly to be beneficiaries, the government "pauperizes" them, by causing them to receive benefits which they themselves have not paid for. If such really did constitute "pauperization", all insurance plans would involve it also, since the fundamental idea is that those who become beneficiaries receive more than the equivalent of their own payments.

It is also not true that in the form of general taxation, working people do not in all countries contribute amounts far in excess of the cost of old age pensions. This is usually veiled; but a careful investigation of the taxes collected in an indirect manner will convince any man that they do contribute a large part of the taxes.

In insurance against accident, sickness, invalidity and death

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

there are definite and important objects to be served by causing the same to be provided by contributions of employes and perhaps employers, so that in each of these departments there may be prevention, which also will reduce the cost. There is present, therefore, a strong reason why co-operation in that matters should be brought about and also a strong incentive to prevention introduced to reduce the contributions, to the end that accidents, sicknesses, invalidities and deaths may be reduced to a minimum.

Precisely the opposite condition exists in relation to old age. It is not a thing to be "prevented", but decidedly to be encouraged. It is not desirable that it cost little, because few people live to reach the pension age or because the death rate beyond that age is abnormally heavy, but instead, from every standpoint of human welfare, it should in this respect be made as costly as possible by causing as many persons as possible to survive to the pension age, and keeping the death rates beyond that age as low as possible.

Encouragement to accumulate so as to provide a more liberal income for one's self and thus to keep off the "pension list" may be provided in connection with "old age pensions", of course.

It therefore appears that from every standpoint but one at the most, viz: that workmen and the industries in which they are employed, might prefer to be independent of the state considered as the entire body of its citizens, it can make very little difference whether the tax is raised in one way or another, and that the method be left for the determination of statesmen guided by public opinion. It seems probable that, if a thoroughly adequate system of insurance against the consequences of accident, sickness and invalidity, and also of widows, orphans and other dependents against the deaths of those upon whom they are dependent, were introduced, the burden of these being imposed upon employes and employers who certainly should be required to contribute, either together or separately, in order that the best results both financial and otherwise, may be attained, the general body of the citizens could very well afford to provide the old age pensions out of the proceeds of general taxes.

Even from an insurance standpoint this seems to me to be true and that, in such a system, viewed as merely one of general contribution by all citizens, we are but making a broader and more general application of probabilities. So far as I am aware,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

no thoroughgoing analysis has yet been made public of the history of the recipients of old age pensions in Denmark, Great Britain, France, New Zealand, or Australia 1); but it is a fact established by general observation that persons who reach old age in virtual penury, are, aside from those who have even prior to that time been paupers, persons drawn from all walks of life. There are impoverished business men, even occasionally broken-down millionaires and sons of old and well-established families. There are, of course, many housewives who never were wage-earners and upon whom contribution in the nature of things could not have been levied. There are also many whose incomes were much larger during most of their active lives than the maximum incomes fixed by law for those upon whom are levied contributions when pensions are provided in that manner. In other words, there is, let us say, as to every individual (excepting possibly those in possession of inalienable estates) a risk — of course, not the same as to each of them — of reaching old age without income or with an income lower than that which will barely support life.

Fundamentally, the average premium plan is based on a notion that substantial equity will be done, if, without regard to age or condition of health, all who are below a certain age, are assessed to provide these pensions. It is recognized that it is only true in a general sense that equity is done in this manner; thus, for instance, persons are so assessed who have no prospect whatever of living to old age. Why, then, balk at extending it, without regard to there being a slight or a great risk of reaching old age, without an income or property?

In other words the average premium plan is a broad and general application of probabilities without overnice regard to furnishing a precise equivalent. In practice, it doubtless serves all or virtually all at less cost than even the most favorably situated could be served under a voluntary plan, because, by means of the compulsion, expenses are kept at a minimum and, so long as the government stands, benefits are certainly payable and do not depend upon the security of investments. In other words, no real sacrifice perhaps is made by any under such a system, while there are tremendous advantages for the great majority. But

1) I am making inquiry concerning this and if I shall be able to add anything on this point by the time the Congress meets, I shall take the liberty of supplementing it to this paper.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

certainly there is no fine adaptation of the benefits to the contributions. Indeed, it must be said that if such adaptation were perfect, it would be a complete destruction of the application of probabilities, because in such case no person would receive a copper more than he contributed.

2. Another objection raised to this system is that in the nature of things it will discourage thrift.

The argument is that, if men and women are to be supported by the community through the payment of old age pensions in case they reach a certain age and otherwise fulfill the conditions, the incentive to save money will be greatly diminished. At first blush, this seems to be true; but it will neither stand careful a priori examination nor investigation in the light of actual results.

From an a priori standpoint, the very resentment which is shown by the younger members of a community against compulsory saving for old age, is an illustration of the small hold which making such provision has upon their imaginations. The discouragement which it is alleged provision for old age pensions will cause in this regard, cannot be larger than the incentive itself. Save as to a relatively small proportion of the bourgeousie population of France and French-speaking countries, as to which a condition somewhat contrary to this has been created, there is no pronounced disposition evinced anywhere to make systematic accumulations of savings definitely as a provision for old age. The accumulation of money and property by those who, after supplying the more immediate wants of themselves and their families, find it possible to save, is chiefly for other purposes, such as financial independence before reaching old age, social distinction and respect, provision for a "rainy day" that is, for sickness, unemployment, an unexpected call for money for the education of children or their marriage portions, and the like. None of these is in any way affected by making public provision for support during old age in case there is not a sufficient income or amount of property.

In other words, one of the probabilities which is taken into account in such a plan, is that one has not obtained such an income or such an amount of property. This is clearly a thing which can be covered by insurance and, in order that the problem may be completely solved, should be covered by insurance as all other elements of the problem.

As regards old age, there remains the incentive to provide a

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

more liberal income. The amount of the old age pension granted by the government is so meagre that it affords a bare support; and there is abundant incentive to accumulate property and thus provide a more liberal income if the law is well drawn and fairly enforced.

It must be acknowledged that, as regards individuals who may reach, for instance, the age of 55 or 60, without having accumulated a sufficient amount of property, there will be a diminished incentive; but in the first place very few of these would under any conditions, succeed in making accumulations in years so advanced; in the second place all such laws of course guard against the actual transfer of property for the purpose of evading the law; and in the third place the persons to whom this would most completely apply, viz: those who have actually pauperized themselves and have come upon the public funds as paupers, are excluded. In other words, such a provision doubtless does much good in causing such persons and members of their families to make every possible effort to maintain them independently, so that their self-respect may not break down; and the very small amount of harm in discouraging a very few persons from making further accumulations or even maintaining the accumulations already in hand may be disregarded.

To these a priori arguments, the facts of experience may also be added. In not one of the countries where this method of providing for old age has been introduced, is there found any diminution of savings on the part of the wage-earners. On the contrary, in Denmark, where the provision was earliest made, the deposits in savings banks and similar institutions have increased by leaps and bounds. The same is true in Great Britain, Australia and New Zealand; and, notwithstanding that in France the provision covers invalidity at all ages as well, which cannot be defended on principle, there is also absolutely no indication of a decline in the marvellous thrift of the French people. The fact has proved to be absolutely opposite to that which was prophesied.

The most eloquent testimony of the advantages of this method of making such provision was given by Dr. ALFRED MANES, Secretary of the Deutscher Verein für Versicherungs-Wissenschaft, of Berlin, and also Secretary of the Fourth International Congress of Actuaries, at a conference of the International Congress of Social Insurance, held at the Hague in 1910. Dr. MANES is one

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

of the greatest authorities upon social insurance, and his education, it is needless to say, was decidedly German and his preferences before he visited various countries were the straight out "old age pension" plan was in operation, where strongly for the German average premium method of contributory pensions. What he found in various countries which he had visited, covering, I think, all of the countries in which straight out "old age pensions" are granted, caused him to change his mind concerning this feature of social insurance entirely, and this change of view was strongly announced by him at the session of the International Congress of Social Insurance in 1910 as stated. It is also worthy of notice that in no country in which this system has been introduced, with the sole exception of France, where it was brought forward by M. MILLERAND as a first step toward the compulsory contribution average premium system, introduced by him at a later date, has there been any talk of its abandonment for a contribution plan.

Notwithstanding that a plan providing "old age pensions" out of the proceeds of taxes and not from contributions levied in whole or in part upon the groups of persons who are to be beneficiaries, is obviously, as has been stated, merely a wider and more general application of probabilities, it is, of course, not possible to furnish actuarial computations in connection therewith, both because the problem fundamentally would be too complicated and also — which is a conclusive reason — because there is no rate of "contribution" to be computed, which is the sole function of the actuary in this connection.

By the chief supporters of this system of providing for old age, the following argument, which is not actuarial but is believed to be economically and politically sound, is strongly advanced, viz: there is a fundamental fallacy in the notion that any man is supported in old age out of his savings. He is obviously fed not by the grain which was grown by himself when he was a young man, but by the grain which is grown contemporaneously by those who are in their working days while he is in his old age and, in a less degree but on the same principle, other things afforded for his support with the exception of shelter, are likewise supplied by those who are in their working years while he is in his old age. It may be that he has accumulated means by which he can compel his support by the new generation, such as, for

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

instance, coin or valid and enforceable promises to pay or other forms of wealth and property which put him in such position that he can require the new generation to support him.

But these, notwithstanding, are after all merely artificial methods of requiring the new generation to do that which it should perform as to all citizens without such compulsion; and which, also, in every civilized country it will and does perform either by forcing the burden upon friends who may have more they can carry without it or, in case such are not to be found, by accepting the burden as a public matter and carrying it in such a manner as to pauperize the old and destroy their self-respect. In every country where there is such provision, the poorhouses are full of persons whose only social crime is that they are old and in penury.

It is also pointed out by them that, whether or not one reaches old age in possession of a sufficient number or amount of these various counters, to enable him to require the new generation to support him, is very largely a matter of chance and also very largely a matter of performance or failure to perform other duties. Thus, for instance, one man may have saved persistently and carefully and yet by the failure of a savings bank, an insurance company or other institution in which he has invested, or by the destruction of the value of property, which he has purchased, or by being misled by those in whom he apparently was justified in placing his confidence, he finds himself in penury notwithstanding. It would be interesting to study statistics if they were available, showing what proportion of those who reach old age are deprived of their savings in one or other of these ways.

Another man may have saved during the whole of his life, but unexpected and unescapable demands respecting those as to whom he has assumed the most sacred obligations, may have dissipated all that he has accumulated. Abundant illustrations of such cases come to mind at once, such as serious and long continued illness of wife or child. In addition, he may have invested his savings in the superior education of his children, a thing which is ordinarily for the great benefit of the community, and yet death may have taken these children one by one after the father had himself become incapable of further saving, but before they had accumulated means to provide for his old age. A very considerable proportion of the old people in poorhouses relate experiences such as this.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

It certainly appears to be advantageous to the State that every incentive be given to its citizens to perform these obligations, even though the result be that in one's old age he is compelled to live most sparingly upon the minimum income provided by the public as an "old age pension".

The further and to my mind absolutely conclusive argument is also presented that all of these provisions for old age are intended to supply this bare subsistence, and that, consequently, the exact amount of money which may in each generation be required, cannot, under such conditions as have hitherto existed and are now existing as regards the ranges of prices, be forecast. Thus the amount required was higher when these systems commenced to be introduced, than 50 or 100 years ago, and the amount provided in Germany, due to the increase in prices, is already too little. Yet a system which depends upon contribution and especially if this is coupled with the idea of accumulation, cannot be elastic in this regard, whereas under a system of "old age pensions" though doubtless the greatest possible resistance against an increase in the amount of taxes will always be met with when it is proposed to enlarge the pensions, such an increase could be and indeed, under stress of necessity, undoubtedly would be granted. To grant it would be entirely consistent with the fundamental basis of the system, likewise, whereas it is utterly inconsistent with that of any other, with the possible exception of the average premium plan if applied exactly according to its fundamental hypothesis, that is, by admitting all to the benefits immediately, and making no accumulations except such as may be necessary to take care of fortuitous variations in the numbers receiving pensions and the numbers contributing.

The force of this argument cannot be overcome, until we shall have discovered some means of providing a currency, not fluctuating in value, i.e. in general purchasing power, and shall have substituted such for the extreme "marginal utilities", gold and silver, which are now fully recognized to fluctuate widely in value, and to be maintained in reasonable stability only through the tremendous demand for them for currency purposes.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

LES MÉTHODES DE LA CONSTITUTION DE PENSIONS DE VIEILLESSE PAR L'ÉTAT

PAR

MILES M. DAWSON, F. A. S., F. I. A., etc., etc.

Jurisconsulte et Actuaire Consultant, New-York, U. S. A.

La matière est divisée en quatre chapitres:

1. Les pensions de vieillesse pour les fonctionnaires retraités de l'Etat.

2. Les pensions acquises en tout ou en partie, par des contributions *volontaires* des personnes inscrites aux institutions de prévoyance.

3. Les pensions constituées, en tout ou en partie, par des contributions obligatoires imposées par la loi sur les mêmes classes de la population qui sont appelées à bénéficier du système des retraites.

4. Les pensions accordées par l'Etat — sans contributions directes — aux personnes atteignant un certain âge, et qui ne disposent pas de revenus ou d'un capital suffisant pour subvenir à leurs besoins d'existence.

Dans le premier chapitre l'auteur considère les systèmes de pensions qui se trouvent en vigueur ou en préparation dans les Etats-Unis, en se référant spécialement au plan proposé de retraites pour les fonctionnaires des administrations civiles du Gouvernement.

Dans le deuxième chapitre, l'on trouve un resumé des conditions dans lesquelles la constitution de pensions de retraite sur base de la liberté subsidiée est facilitée par les divers Etats; notamment l'auteur expose les allocations et bonifications qui sont accordées, pour animer l'esprit de prévoyance.

Le troisième chapitre contient une analyse des systèmes de contributions obligatoires destinées à couvrir les charges des pensions de vieillesse; le système des »primes moyennes« est examiné au point de vue social tant qu'actuariel, en citant quelques ouvrages techniques qui traitent cette matière.

Dans le quatrième chapitre, l'auteur discute les pour et contre d'une législation accordant les pensions de vieillesse d'après le

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

principe de l'assistance, sans contributions directes de la part des interessés. D'après l'opinion de l'auteur, ce système mérite la préférence parmi tous ceux qui ont été réalisés jusqu'à présent; si l'on se limite à certaines conditions restrictives, c'est peut-être le meilleur système qui puisse généralement être adopté.

DIE ARTEN DER SICHERSTELLUNG VON ALTERSRENTEN DURCH DEN STAAT

VON

MILES M. DAWSON, F. A. I., F. I. A., etc.
Rechtsanwalt und beratender Aktuar, New-York.

Das Thema wird in folgenden 4 Hauptgruppen behandelt:

1. Ruhegenüsse für ausgediente Staatsbeamte.
2. Renten, die ganz oder teilweise durch *freiwillige* Beiträge jener Personen sichergestellt werden, welche den betreffenden Versorgungseinrichtungen beitreten.
3. Renten die ganz oder teilweise durch *obligatorische* Beiträge jener Bevölkerungsklassen sichergestellt werden, welche zum Genusse der Renten berufen sind.
4. Renten an jene Personen, welche ein bestimmtes Alter erreichen und über kein hinlängliches Einkommen oder Vermögen zur Deckung des Existenzminimums verfügen.

Im ersten Abschnitte wird die frage der Beamtenpensionen, wie solche in den Vereinigten Staaten bereits bestehen oder mehrfach vorgeschlagen wurden, zunächst allgemein betrachtet und sodann insbesonders das gegenwärtig zur Diskussion stehende Pensionsystem für die Zivilstaatsangestellten erörtert.

Der zweite Abschnitt behandelt die Bedingungen, unter welchen in verschiedenen Staaten Altersrenten auf Basis der Freiwilligkeit erworben werden können; hiebei werden insbesonders die Begünstigungen oder Zuwendungen erörtert, welche man einzuräumen pflegt, um den Anzug zur Erwerbung solcher Renten zu erhöhen.

Im dritten Abschnitte stellt der Autor die obligatorischen Beitragssysteme dar, mit welchen die Mittel für die Sicherstellung von Altersrenten beschafft werden. Er betrachtet insbesonders das

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

System der Durchschnittsprämien vom sozialen als auch vom streng aktuariellen Standpunkte aus, wobei auf verschiedene technische Abhandlungen zu diesem Gegenstande hingewiesen wird.

Im vierten Abschnitte werden die Gründe für und gegen die Gewährung von Altersrenten nach dem reinen Versorgungsprinzip untersucht. Der Autor gelangt zu dem Schlusse, das dieses System vor den sonstigen bisher praktisch eingeführten Arten der Sicherstellung von Altersrenten den Vorzug verdient; wenn man gewisse Bedingungen und Beschränkungen im Auge behält, ist das Versorgungsprinzip vielleicht das beste, das überhaupt eingeführt werden könnte.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

DIE ALTERSVERSORGUNG IN DER ÖFFENTLICHEN VERWALTUNG.

VON

Regierungsrat POHL, Berlin-Lichterfelde.

Die Deutsche Reichsgesetzgebung hat sich Schritt für Schritt dem durch die Kaiserl. Botschaft vom 17. November 1881 gesteckten Ziele genähert. Auch ihre jüngsten Schöpfungen auf dem Gebiete der socialen Fürsorge, die Reichsversicherungsordnung und das Versicherungsgesetz für Angestellte, bilden einen weiteren bedeutsamen Schritt auf dem Wege zur Sicherstellung der werktägigen Bevölkerung im Falle der Altersschwäche oder vorzeitiger Erwerbsunfähigkeit. Angesichts der durch die genannten Gesetze geschaffenen und weiter ausgebauten Staatshilfe für die von ihnen erfassten Personenkreise drängt sich unwillkürlich die Frage auf, wie es mit der Altersversorgung der in der öffentlichen Verwaltung stehenden Beamten bestellt ist, deren Anspruch auf Diensteinkommen, wenigstens soweit es sich um Staatsbeamte handelt, grundsätzlich zwar ein lebenslänglicher ist, im Falle der Dienstuntauglichkeit aber erlischt. Eine Sicherstellung im Wege der Selbsthilfe ist meistens nicht möglich, da die Beamten mehr oder weniger auf ein Diensteinkommen angewiesen sind, welches die Abstossung von Mitteln für den fraglichen Zweck nicht gestattet. Da den Beamten in der Regel andere Erwerbsquellen nicht zu Gebote stehen, aus denen sie die immerhin nicht unbedeutenden Kosten einer privaten Invaliditäts- und Altersversicherung bestreiten könnten, so ist hier in besonders hohem Masse Veranlassung zu einer gesetzlich geregelten Fürsorge gegeben. Nachstehende Abhandlung enthält nun eine Darstellung der wesentlichsten Bestimmungen, durch welche im Reiche und in den grösseren Bundesstaaten (Preussen, Sachsen, Bayern, Württemberg und Baden) die Pensionierung der unmittelbaren Staatsbeamten und der Kommunal-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

beamten eine gesetzliche Regelung erfahren hat. Von einer Wiedergabe der in den übrigen Bundesstaaten geltenden Pensionsbestimmungen ist abgesehen worden, da diese in den wichtigsten Punkten den Vorschriften eines der vorbezeichneten Bundesstaaten zum grossen Teile nachgebildet sind.

Reichsbeamte.

Für die Pensionierung der Reichtbeamten bestehen nach § 34 des Reichsbeamtengesetzes vom $\frac{31 \text{ März } 1873}{18 \text{ Mai } 1907}$, welches mit gewissen Massgaben auch für die Landesbeamten in Elsass-Lothringen und in den Deutschen Schutzgebieten, sowie für die Beamten der Insel Helgoland, der Reichsbank und für die Reichstagsbeamten Geltung hat, im Allgemeinen die nachstehenden Voraussetzungen: 1) lebenslängliche Anstellung, gleichviel ob der Beamte eine etatsmässige Stelle bekleidet oder nicht, 2) Bezug des Diensteinkommens aus Reichsmitteln, 3) Mindestdienstzeit von zehn Jahren, 4) dauernde körperliche und geistige Unfähigkeit des Beamten zur Erfüllung seiner Amtspflichten.

Reichsbeamte, welche durch die ihnen übertragenen Amtsgeschäfte nur nebenbei in Anspruch genommen werden, für welche das betreffende Amt also nicht den Lebensberuf bildet, haben keinen Anspruch auf Pensionierung. Dies gilt beispielsweise von den Inhabern von Postagenturen und von den technischen Mitgliedern des Patentamtes, welche einen bürgerlichen Hauptberuf haben.

Ueber 65 Jahre alte Beamte können, auch ohne dienstunfähig zu sein, ihre Pensionierung beantragen, wenn sie im Uebrigen den für die Pensionierung geltenden Voraussetzungen entsprechen.

Die Entscheidung, ob ein Beamter (antraggemäss oder gegen seinen Willen) in den Ruhestand zu versetzen ist, steht der obersten oder kraft Delegation der höheren Reichsbehörde zu. Hat der Beamte eine kaiserliche Bestellung erhalten, so ist jedoch zur beantragten Versetzung in den Ruhestand die Genehmigung des Kaisers erforderlich (§ 54); die zwangsweise Versetzung eines solchen Beamten in den Ruhestand darf nur durch den Kaiser im Einvernehmen mit dem Bundesrat erfolgen (§ 66). Der Anspruch auf Versetzung in den Ruhestand entbehrt der gerichtlichen Klagbarkeit. Im Falle der zwangsweisen Versetzung steht jedoch dem von ihr betroffenen Beamten das Recht des Rekurses an den Bundesrat zu, der gemäss § 66 d. R. B. G. binnen einer Frist von

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

vier Wochen nach Empfang der Entscheidung einzulegen ist. — Ist die Versetzung in den Ruhestand verfügt und die Höhe der Pension festgesetzt, dann steht dem Beamten, falls er hinsichtlich der Höhe der Pension sich benachteiligt fühlt, das an keine Frist gebundene Recht der Beschwerde an die oberste Reichsbehörde zu. Für den Fall jedoch, dass sich der Beamte das Klagerecht sichern will, ist gemäss § 150 Abs. 2 die Beschwerde binnen sechs Monaten zu erheben. In diesem Falle kann der Beamte gegen eine abweisende Entscheidung der obersten Reichsbehörde innerhalb weiterer sechs Monate den Weg der Civilklage beschreiten.

Auf Widerruf oder Kündigung angestellte Reichsbeamte haben ein klagbares Recht auf Pension nur dann, wenn sie eine im Besoldungsetat aufgeführte Stelle bekleiden und den sonstigen Voraussetzungen für die Pensionierung genügen.

Bei kürzerer als 10-jähriger Dienstzeit haben die lebenslänglich, sowie die vorstehend bezeichneten, auf Widerruf oder Kündigung angestellten Beamten einen Anspruch auf Pension in Höhe von 20/60 des Gehaltes, wenn zwischen Dienstunfähigkeit und Ausübung des Dienstes nachweislich ein ursächlicher Zusammenhang besteht und die Dienstunfähigkeit nicht auf eine selbstverschuldete Krankheit zurückzuführen ist. Die Pension ist lebenslänglich und kann, nachdem der Anspruch auf sie erlangt ist, weder durch ein straf- noch durch ein disciplinargerichtliches Urteil abgesprochen werden. Der Pensionär untersteht nur noch den allgemeinen bürgerlichen Gesetzen, nicht mehr den Disciplinar-Gesetzen, nur die früheren Militärbeamten gehen bei einer Verurteilung zu einer Zuchthausstrafe wegen Hoch-, Landes- oder Kriegs-Verrats oder wegen Verrats militärischer Geheimnisse ihres Rechtes auf den weiteren Pensionsbezug verlustig.

Wird gegen einen noch im Dienste befindlichen Beamten in einem Disciplinarverfahren auf Dienstentlassung erkannt, so hat diese nach § 75 von Rechtswegen auch den Verlust des Pensionsanspruches zur Folge.

In der Wahl des Wohnsitzes sind den pensionierten Beamten keinerlei Beschränkungen auferlegt, selbst eine Verlegung des Wohnsitzes in das Ausland hat, wie man vielleicht anzunehmen geneigt wäre, das Ruhen der Pension bis zur Rückkehr des Pensionärs in das Reichsgebiet nicht zur Folge. Dagegen ruht das Recht auf den Bezug der Pension gemäss § 57, wenn und so lange der Pensionär die Reichsangehörigkeit verliert, ferner wenn

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

er als Beamter oder in der Eigenschaft eines solchen im Reichs-, Staats- oder Kommunaldienste, bei den Versicherungs-Anstalten der reichsgesetzlichen Invalidenversicherung, bei ständischen oder solchen Instituten, die ganz oder zum Teil aus Mitteln des Reiches, eines Bundesstaates oder einer Gemeinde unterhalten werden, ein neues Diensteinkommen bezieht, soweit der Betrag des letzteren unter Hinzurechnung der Pension das vor der Pensionierung bezogene Diensteinkommen übersteigt. — Im Falle der Wiedererlangung der Diensttauglichkeit ist ein in den Ruhestand versetzter Beamter zur Rückkehr in den Reichsdienst und zur Wiederübernahme eines Amtes nicht verpflichtet. Ausnahmebestimmungen bestehen in dieser Hinsicht lediglich für die in den Deutschen Schutzgebieten tätigen Landesbeamten. Diese verlieren nämlich, wenn sie zum Tropendienste nicht mehr fähig sind, die während des Dienstes in den Schutzgebieten erworbenen Pensionsansprüche, sofern sie die Uebernahme eines Amtes im Reichs-, Staats- oder Kommunaldienste ablehnen, dessen Diensteinkommen nicht kleiner ist, als das in dem Schutzgebiete bezogene pensionsfähige Diensteinkommen.

Die Pension beträgt nach § 41 bei vollendeter zehnjähriger oder kürzerer Dienstzeit 20/60 des zuletzt bezogenen pensionsfähigen Diensteinkommens. Sie steigt nach vollendetem zehnten Dienstjahre mit jedem weiteren vollen Dienstjahre bis zum vollendeten dreissigsten um 1/60 und von da ab um 1/120 des pensionsfähigen Diensteinkommers. Welches Diensteinkommen als pensionsfähig anzusehen ist, bestimmen die Vorschriften der §§ 42—44 für die im Allgemeinen der Grundgedanke massgebend ist, dass ein Diensteinkommen nur insoweit pensionstähig sein darf, als es für den Unterhalt der Person, nicht aber für die Verwaltung des Amtes bestimmt war. Hiernach sind Repräsentationsgelder oder Dienstaufwandsgelder ohne Ausnahme von der Anrechnung bei der Festsetzung der Pension ausgeschlossen; die sog. Orts- und Funktionszulagen sind im Allgemeinen gleichfalls nicht anrechnungsfähig. Ueber den Betrag von 45/60 des pensionsfähigen Diensteinkommens hinaus findet eine weitere Steigerung nicht statt, so dass der Höchstbetrag der Pension nach 40 Dienstjahren erreicht wird.

Beamte, welche in reichsgesetzlich der Unfallversicherung unterliegenden Betrieben beschäftigt sind, erhalten, wenn sie in Folge eines im Dienste erlittenen Unfalles dauernd dienstunfähig werden, nach den Vorschriften des Unfallfürsorgegesetzes für

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Beamte und Personen des Soldatenstandes vom 18. Juni 1901, welches nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. Nov. 1870 auch für Bayern zur Anwendung kommt, 66⅔ % ihres jährlichen Diensteinkommens als Pension. Ist durch den Unfall dauernde Dienstunfähigkeit nicht herbeigeführt, dann beträgt die Pension bei völliger Erwerbsunfähigkeit für die Dauer derselben gleichfalls 66⅔ %. Bei teilweiser Erwerbsunfähigkeit wird die Pension nach Massgabe der durch den Unfall herbeigeführten Einbusse an Erwerbsfähigkeit festgesetzt. Ein Anspruch auf diese Pensionen besteht jedoch nicht, wenn der Verletzte den Unfall vorsätzlich oder durch ein Verschulden herbeigeführt hat, wegen dessen auf Dienstentlassung oder auf Verlust des Titels und Pensionsanspruches erkannt worden ist, oder wegen dessen ihm die Fähigkeit zur Beschäftigung in einem öffentlichen Dienstzweige aberkannt worden ist. Während bei den Beamten der Civilverwaltungen die Höhe der Pension von der Dauer der Dienstzeit und dem Betrage des zuletzt bezogenen pensionsfähigen Diensteinkommens abhängt, bestimmen die Vorschriften des Militärpensionsgesetzes hinsichtlich der Militärbeamten, dass die Höhe der Pension auch nach den Ursachen der Dienstunfähigkeit zu bemessen ist.

Die Dienstzeit wird von einigen im Gesetz näher bezeichneten Ausnahmen abgesehen vom Tage der ersten eidlichen Verpflichtung für den Reichsdienst an gerechnet. Liegt dieser Tag vor dem Beginne des 18. Lebensjahres, dann bleibt die vor dem 18. Lebensjahr liegende Dienstzeit ausser Berechnung, sofern es sich hierbei nicht um Kriegsdienstzeit handelt. Dagegen kommt die Zeit, während welcher ein Beamter unter Bezug von Wartegeld im einstweiligen Ruhestande oder im Dienste eines Bundesstaates oder der Regierung eines zu einem Bundesstaate gehörigen Gebietes sich befunden hat, ohne Weiteres zur Anrechnung. Der Civildienstzeit wird ferner die Zeit des aktiven Militärdienstes hinzugerechnet, soweit die letztere nach dem Beginne des 18. Lebensjahres fällt. Beamte, welche im Reichsheere oder in der Kaiserl. Marine an einem Kriege oder an sonstigen kriegerischen Unternehmungen des Deutschen Reiches Teil genommen haben, haben Anspruch auf besondere Anrechnung der Kriegszeiten nach Massgabe der Vorschriften der §§ 48 bis 51. Für die vor dem Inkrafttreten des Reichsbeamtengesetzes liegenden Kriege sind die in den einzelnen Bundesstaaten getroffenen Bestimmungen über die Berechnung von Kriegsdienstzeiten in

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Kraft geblieben. Ferner bestimmt Art. 1 der Verordnung vom 23. Mai 1901 in Abänderung der Verordnung vom 9. August 1896, betreffend die Rechtsverhältnisse der Landesbeamten in den Schutzgebieten, in Ziffer I, dass die in den Schutzgebieten zugebrachte Dienstzeit doppelt in Anrechnung zu bringen ist, sofern sie mindestens 1 Jahr gedauert hat.

Die zur Bestreitung der Pensionen erforderlichen Beträge sind verfassungsmässig aus Reichsmitteln zu entnehmen. Nach den Bestimmungen der Reichsverfassung besitzt das Deutsche Reich als selbstständiges Staatengebilde (Bundesstaat) mit eigener die Untertanen der einzelnen Bundesstaaten und diese selbst ohne Weiteres verpflichtender Gesetzgebungsgewalt und mit eigenem Vermögen (Kriegsschatz, Reichsinvalidenfonds, Betriebsfonds der Reichskasse) zur Deckung der Reichsausgaben eigene Finanzquellen, die es von den einzelnen Bundesstaaten unabhängig machen. Die hauptsächlichsten dieser Finanzquellen sind die Reichszölle und die Verbrauchssteuern, die Betriebe der Reichspost- und Telegraphenverwaltung, der Reichsdruckerei, der Reichseisenbahnverwaltung und des Bankwesens. Zu bemerken ist indessen, dass Bayern und Württemberg wegen ihrer eigenen Postverwaltungen an den Betriebseinnahmen und dem Betriebsfonds der Reichspost- und Telegraphenverwaltung keinen Anteil haben. (Art. 52 d. R. V.) Bei Unzulänglichkeit der vorstehend bezeichneten ordentlichen Einnahmen zur Deckung der die Pensionszahlungen einschliessenden Reichsausgaben ist der Ausgleich durch Erhebung von Umlagen (Matrikularbeiträgen) der Bundesstaaten nach Massgabe der Bevölkerungszahl zu bewirken (Art. 70). Alle Einnahmen und Ausgaben des Reiches sind für jedes Jahr neu zu veranschlagen und auf den Reichshaushaltsetat zu bringen, der vor Beginn jedes Etatsjahres durch ein Gesetz festgestellt wird. Die für die Pensionszwecke bestimmten Ausgaben werden nun, soweit sie nicht in den Sonder-Etats der Betriebsverwaltungen (wie z.B. für das Kolonialamt, die Reichspost- und Telegraphenverwaltung, Reichseisenbahnverwaltung, Heeresverwaltung, das Reichsmilitärgericht, die Verwaltung der Kais. Marine und das Kommando der Schutztruppe) geführt werden, im Etat der Civilverwaltung veranschlagt und zur Verfügung gestellt.

Die Tätigkeit der Reichsbeamten ist Aufgaben gewidmet, welche allen Bundesstaaten gemeinsam sind; was sie für das Reich leisten, dient gleichmässig dem Interesse jedes einzelnen Bundesstaates

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

und umgekehrt kommen die in den einzelnen Gliedstaaten des Reiches geleisteten Dienste in gewissem Umfange auch dem ganzen Reiche zu Gute. Hieraus erklärt sich auch die vielfache Uebereinstimmung von Vorschriften in den im Reiche und den Bundesstaaten erlassenen Pensionsgesetzen, eine Uebereinstimmung die sich u.a. insbesondere hinsichtlich der Anrechnung von Dienstzeiten und des Ruhens des Pensionsanspruches feststellen lässt.

Preussen. Staatsbeamte.

Die Ansprüche der Preussischen Staatsbeamten sind durch die Vorschriften des Civilpensiongesetzes von $\frac{27 \text{ März } 1872}{31 \text{ März } 1882}$ und durch die seitdem ergangenen Abänderungsgesetze vom 30. April 1884, vom 20. März 1890, 25. April 1896, 31. März 1905 und vom 27. Mai 1907 gesetzlich geregelt. Nach ihnen hat jeder unmittelbare Staatsbeamte, welcher sein Diensteinkommen aus der Staatskasse bezieht, Anspruch auf eine lebenslängliche Pension, wenn er nach einer Dienstzeit von mindestens zehn Jahren in Folge eines körperlichen Gebrechens oder wegen Schwäche seiner körperlichen oder geistigen Kräfte zu der Erfüllung seiner Amtspflichten dauernd unfähig ist und deshalb in den Ruhestand versetzt wird, oder wenn er das 65. Lebensjahr vollendet und mindestens zehn Dienstjahre hinter sich hat. Die Entscheidung darüber, ob und zu welchem Zeitpunkte im Falle der Dienstunfähigkeit dem Antrage eines Beamten auf Versetzung in den Ruhestand stattzugeben ist, erfolgt, abgesehen von den im § 21 des Gesetzes näher bezeichneten Fällen der Uebertragungsbefugnis, durch den Departementschef. Bei Beamten, deren Ernennung durch den König erfolgt, ist zur Versetzung in den Ruhestand auch dessen Genehmigung erforderlich. Die Feststellung und Gewährung einer Pension ist an die Voraussetzung der vorangehenden Versetzung in den Ruhestand geknüpft. Ist über die letztere entschieden, denn hat der Departementschef in Gemeinschaft mit dem Finanzminister festzusetzen, ob und welche Pension dem Beamten zusteht. Gegen diese Entscheidung steht dem Beamten die Beschreitung des Rechtsweges unter den im § 23 des Civilpensionsgesetzes festgesetzten Einschränkungen bezüglich des Verlustes des Klagerechtes offen. Die Pensionierung eines Beamten vor Vollendung des 65. Lebensjahres darf erst denn ausgesprochen werden, wenn feststeht, dass er wegen Schwäche seiner körperlichen oder geistigen Kräfte dauernd unfähig ist,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

nicht nur die Pflichten des ihm übertragenen Amtes, sondern auch die eines anderen Amtes derselben Verwaltung von nicht geringerem Range und Diensteinkommen zu erfüllen. (Runderlass des Min. d. I. und des Finanz-Min. vom 31. Januar 1907).

Beamte, die zur Erfüllung ihrer Amtspflichten wegen Schwäche ihrer körperlichen oder geistigen Kräfte dauernd unfähig sind und deshalb (gegen ihren Willen) in den Ruhestand versetzt werden mussten, haben das Recht des Rekurses an das Staatsministerium. Die Entscheidung über zwangsweise Versetzung in den Ruhestand hat durch den König auf Antrag des Staatsministeriums zu erfolgen, wenn der Beamte vom König ernannt worden ist.

Die Höhe der Pension richtet sich nach dem zur Zeit der Pensionierung bezogenen Diensteinkommen (einschl. etwaiger anrechnungsfähiger Nebenbezüge) und nach der Anzahl der Dienstjahre des zu pensionierenden Beamten. Sie beträgt wie bei den Reichsbeamten nach vollendetem zehnten Dienstjahre 20/60 des pensionsberechtigten Diensteinkommens und steigt mit jedem weiteren zurückgelegten Dienstjahre um 1/60 bis zum vollendetem 30. Dienstjahre. Von da ab beträgt die Steigerung nur noch 1/120 des pensionsberechtigten Diensteinkommens. Ueber 45/60 hinaus findet eine Steigerung nicht mehr statt. Der höchste Satz der Pension wird demnach gleichfalls nach 40 Dienstjahren erreicht. Beim Eintritt der Dienstunfähigkeit in Ausübung des Dienstes vor Ablauf des zehnten Dienstjahres steht dem Beamten eine Pension von 20/60 des pensionsberechtigten Diensteinkommens zu, vorausgesetzt dass die Dienstunfähigkeit keine selbstverschuldete ist. Die Pension kann, falls sich der Pensionär in besonderer Notlage befindet, bis zum Höchstbetrage der gesetzlich zulässigen Pension erhöht werden.

Die Dienstzeit ist — von einigen im Gesetze aufgeführten Ausnahmefällen abgesehen — vom Tage der Ableistung des Diensteides zu zählen. Welche Zeiten ausser der eigentlichen Dienstzeit noch in Anrechnung zu bringen sind, bestimmt § 14 des Gesetzes. Nach den gen. Bestimmungen ist insbesondere diejenige Zeit mit anzurechnen, während welcher ein Beamter sich im Dienste des Norddeutschen Bundes oder des Deutschen Reiches oder unter Bezug von Wartegeld im einstweiligen Ruhestand befunden hat. Die Berechnung der letzteren Zeit beruht auf der Erwägung, dass der Pensionär an der einstweiligen Versetzung, die in der Regel aus organisatorischen Gründen erfolgt, unschuldig ist und daher keinen Schaden erleiden darf.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Die nach dem 18. Lebensjahr liegende Zeit aktiven Militärdienstes ist der Civildienstzeit hinzuzurechnen, dagegen sind die vor dem 18. Jahr liegenden Dienstzeiten, gleichviel ob sie im Civil- oder im Militärdienste zugebracht sind, mit Ausnahme der Kriegszeiten, für welche eine erhöhte Anrechnung vorgeschrieben ist, nicht anrechnungsfähig. Soweit nun im Civilpensionsgesetze für Einzelfälle nicht abweichende Grundsätze aufgestellt sind, sind für die Anrechnung der aktiven Militärzeit diejenigen reichsgesetzlichen Vorschriften massgebend, welche zur Zeit des Ausscheidens des Beamten aus dem Militärdienste in Geltung waren; etwaige später ergangene Vorschriften dürfen bei Anrechnung der Militärdienstzeit nur insoweit berücksichtigt werden, als ihnen ausdrücklich rückwirkende Kraft beigelegt ist. So erfolgt für die vor dem Inkrafttreten des Ges. von 24. März 1887 aus dem aktiven Marinedienste ausgeschiedenen Beamten die Doppelanrechnung der Seedienstzeiten (vergl. § 50 des Mil. Pens. Ges. in der Fassung vom 27 Juni 1871). Die Anrechnung von Kriegsjahren ist durch die Vorschriften der §§ 17 u. ff. geregelt. Im Sinne dieser Vorschriften findet u.a. für die Teilnehmer an den Feldzügen von 1864 (gegen Dänemark), von 1866 (gegen Oesterreich) und von 1870/71 (gegen Frankreich) eine vermehrte Anrechnung der Militärdienstzeit bei Festsetzung des Ruhegehaltes statt. Das Gleiche gilt bei den Pensionsfestsetzung für diejenigen Beamten, welche an den militärischen Unternehmungen in den Deutschen Schutzgebieten aktiv teilgenommen haben.

Hinsichtlich der Anrechnung der Dienstzeit der Beamten an den staatlichen höheren Schulen ist als bemerkenswert noch hervorzuheben, dass im Allgemeinen nur die staatliche inländische, nicht dagegen die an nichtstaatlichen inländischen Schulen zugebrachte Dienstzeit anrechnungsfähig ist. Dasselbe ist bei der Pensionsfestsetzung für Beamte an nichtstaatlichen höheren Schulen bezüglich der Anrechnung der im Schuldienste eines anderen als des zur Pensionszahlung Verpflichteten zugebrachten Dienstzeit der Fall.

Das Recht auf Pension ruht gemäss § 27, wenn und so lange ein Pensionär als Beamter oder in der Eigenschaft eines Beamten im Dienste des Deutschen Reiches oder eines Bundesstaates, eines Komunalverbandes, der Versicherungs-Anstalten für die reichsgesetzliche Invalidenversicherung, oder im Dienste ständischer oder solcher Institute, welche ganz oder zum Teil aus Mitteln des Reiches, eines Bundesstaates oder eines Kommunalverbandes

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

unterhalten werden, ein neues Diensteinkommen bezieht, insoweit als letzteres unter Hinzurechnung der Pension das vor der Pensionierung bezogene Diensteinkommen übersteigt. Das Recht auf den Bezug der Pension ruht ferner, wenn und so lange ein Pensionär die Deutsche Reichsangehörigkeit verliert. Dagegen ist Verlegung des Wohnsitzes in das Ausland entsprechend den Bestimmungen des Reichsbeamtengesetzes auf die Bezugsberechtigung ohne Einfluss.

Die Vorschriften des Civilpensionsgesetzes finden auf alle Lehrer und Beamte an Gymnasien, Progymnasien, Reälschulen, Schullehrerseminaren, Taubstummen- und Blinden-Anstalten, an Kunst- und höheren Bürgerschulen entsprechende Anwendung (vergl. Ges. vom 25. April 1896), dagegen haben sie für die Lehrer an den Universitäten keine Geltung. Diese beziehen ihr bisheriges Gehalt aus dem Universitätsfonds lebenslänglich, auch wenn sie von der Ausübung der Lehrtätigkeit entbunden sind. (Vergl. Verordnung vom 27. October 1810, die veränderte Verfassung der obersten Staatsbehörden betreffend.)

Beamte, welche in den der reichsgesetzlichen Unfallversicherung unterliegenden Staatsbetrieben beschäftigt sind, erhalten gemäss den Vorschriften des Gesetzes vom 2. Juni 1902 jährlich mindestens $66^2/_3$ % des bezogenen Diensteinkommens als Pension, falls sie in Folge eines in Ausübung des Dienstes erlittenen Betriebsunfalles vorzeitig dauernd dienstunfähig geworden sind. Im Falle besonderer Bedürftigkeit kann die Pension bis zu 100 % des Diensteinkommens erhöht werden.

Zur Deckung der durch die Pensionszahlungen erwachsenden Ausgaben sind in Befolgung des Grundsatzes, dass alle Einnahmen für Rechnung der Staatsverwaltung gemeinschaftlich als Deckungsmittel für den ganzen Ausgabebedarf zu dienen haben, sämmtliche Staatseinnahmen zu verwenden, sofern nicht für besondere Einnahmen durch Spezial-Etats oder durch besondere Gesetze anderweitige Bestimmungen getroffen sind. Die Staatseinnahmen setzen sich hauptsächlich aus dem Erträge an Staatsteuern, den Zolleinnahmen und dem Reingewinne der Betriebsverwaltungen (Domänen, Forst-, Lotterie-, Seehandlungs-, Münz- und Bergverwaltung, Eisenbahnverwaltung) zusammen. In die Staatskasse fliessen ferner noch Pensionskassenbeiträge einzelner Beamten. (s. Kap. 10 Tit. 64 des Pr. Etats.) Es handelt sich bei dieser Einnahme u. a. um Beitragsleistungen von solchen Beamten, welche bei der Verstaatlichung

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

von Betrieben in den Staatsdienst mit übernommen wurden und zwecks Aufrechterhaltung ihrer unter der früheren Verwaltung erworbenen Pensionsansprüche zur Weiterzahlung von Beiträgen verpflichtet sind, während der Staat die Erfüllung der Verpflichtungen der früheren Verwaltungen diesen Beamten gegenüber übernommen hat. Die Mittel zur Zahlung der Pensionen für die Beamten und Lehrer an den vorstehend bezeichneten höheren Lehranstalten, soweit diese nicht allein vom Staate zu unterhalten sind, werden nach Massgabe der in den § § 4 bis 9 und 16 bis 18 der Verordnung vom 28. Mai 1846 enthaltenen Bestimmungen aufgebracht. Nach diesen sind für Zwecke der Pensionszahlungen zunächst die laufenden Einkünfte des etwa vorhandenen eigentümlichen Vermögens derjenigen Anstalt, an welcher der Beamte oder Lehrer zur Zeit seiner Pensionierung angestellt war, zu verwenden, soweit diese Einkünfte zur Bestreitung des zur Erreichung der Lehrzwecke erforderlichen Aufwandes nicht bereits aufgebraucht sind. Im Falle der Unzulänglichkeit der hiernach zur Verfügung stehenden Mittel muss der fehlende Betrag, falls keine anderen für die Pensionszahlungen verwendbare Fonds vorhanden sind, anteilmässig von denjenigen aufgebracht worden, welche zur Unterhaltung der betreffenden Anstalt verpflichtet sind, und zwar nach Massgabe der zu den Unterhaltungskosten der Anstalt beizusteuernden Beträge. Durch § 16 der gen. Verordnung war für Anstalten, die nicht völlig aus Staatsmitteln erhalten wurden oder zu deren Unterhaltung der Staat überhaupt nichts beitrug, die Bildung von Pensionsfonds aus den Einkünften des Anstaltsvermögens, den Jahresbeiträgen der zu den Pensionszahlungen Verpflichteten und den Beiträgen der definitiv angestellten Beamten und Lehrer vorgeschrieben worden, später wurde jedoch durch Erlass vom 13. März 1848 grösseren Stadtgemeinden gestattet, von der Bildung solcher Pensionfonds abzusehen und die Pensionszahlungen auf den städtischen Etat zu übernehmen. Von dieser Befugnis haben die meisten Stadtgemeinden Gebrauch gemacht, so dass sich nur noch an vereinzelten Anstalten auf Grund der Verordnung vom 16. Mai 1846 errichtete Fonds vorfinden.

Die im Etat des Staatshaushaltes für die übrigen Beamtenpensionen in Ausgabe gestellten Beträge sind gemäss § 42 des Gesetzes betr. den Staatshaushalt vom 11. Mai 1898 bei denselben Fonds zu verausgaben, aus welchen die Diensteinkommen der betr. Beamten zu zahlen waren. Ihrer Natur nach stellen sich

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

diese Ausgaben teils als Pensionszuschüsse (wie z. B. die Zuschusszahlungen für den Pensionskassenverband der Gemeinde-Forstschutzbeamten des Reg. Bez. Wiesbaden, für die pensionierten Rentmeister von Steuerkassen, für die pensionierten Beamten und Lehrer an den vom Staate mit unterhaltenen Schulen), teils als reine Pensionszahlungen dar, die entweder in den Sonder-Etats (der Justiz-Verwaltung, der Preussischen-Zentral-Genossenschaftskasse, der Königl. Seehandlung, der Königl. Eisenbahnverwaltung, der landwirtschaftlichen Verwaltung, des Ministeriums der geistlichen, Unterrichts- und Medizinal-Angelegenheiten) oder im Etat des Finanzministeriums geführt werden.

Kommunalbeamte.

Die Pensionsverhältnisse der bei den Kommunalverwaltungen beschäftigten Beamten sind einheitlich durch das Gesetz vom 30. Juli 1899 betreffend die Anstellung und Versorgung der Kommunalbeamten geregelt. Auf Grund dieses Gesetzes erhalten die städtischen Beamten bei eintretender Dienstunfähigheit Pension nach den für die Pensionierung der unmittelbaren Staatsbeamten geltenden Grundsätzen, sofern nicht mit Genehmigung des Bezirks-Ausschusses etwas anderes vereinbart worden ist; die Pensionsverhältnisse der Beamten an Landgemeinden, Landbürgermeistereien, Aemtern, Amtsbezirken und Zweckverbänden können durch Ortsstatut geregelt werden. Kommt ein derartiges Ortsstatut in Landgemeinden u.s.w., für welche nach den besonderen Verhältnissen ein Bedürfniss ortsstatuarischer Regelung besteht, nicht zustande, so kann der Kreis-Ausschuss auf Antrag der Aufsichtsbehörde eine Regelung der Pensionsansprüche nach den für die städtischen Beamten geltenden Bestimmungen auch gegen den Willen der betr. Landgemeinden p. p. durchführen.

Die Vorschrift, dass das 65. Lebensjahr der Dienstfunfähigheit gleichsteht, gilt nicht für die Gemeindebeamten. Das Kommunalbeamtengesetz lässt lediglich diese Gleichstellung durch Ortsstatut zu.

Sonderbestimmungen bestehen hinsichtlich der Pensionierung der Mitglieder von kollegialischen Gemeindevorständen (Magistraten), sowie der Bürgermeister und deren Stellvertreter in Städten ohne kollegialischen Gemeindeverstand. Für die Pensionierung dieser Beamten haben die vor dem Inkrafttreten des Kommunalbeamtengesetzes bestandenen Pensionsbestimmungen (Städteordnung

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

vom 30. Mai 1853, Landgemeindeordnung von 3. Juli 1891 u. a.) ihre Geltung behalten mit der Aenderung, dass die Pension vom 12. Dienstjahre ab, wo die Pension 30/60 des Gehaltes ausmacht, bis zum 24. Dienstjahre jährlich um 1/60 des Gehaltes steigt. Durch diese Aenderung ist gegen früher eine Erhöhung der Höchstpension um 2/60 des Gehaltes vorgenommen worden.

Als pensionsfähige Dienstzeit ist unbeschadet der Anrechnung der militärischen Dienstzeit der Militäranwärter und der forstversorgungsberechtigten Personen des Jägerkorps und in Ermangelung anderweitiger Festsetzungen nur diejenige Zeit anzurechnen, welche der Beamte im Dienste der betreffenden Kommune selbst zugebracht hat. Bei Bemessung der Pension sind daher diejenigen Jahre nicht anzurechnen, welche ein Beamter im Dienste einer anderen Gemeinde sich befunden hat. Für die Bürgermeister in der Rheinprovinz und die Amtmänner in der Provinz Westfalen besteht jedoch die durch die Errichtung der provinziellen Pensionskassenverbände bedingte Ausnahme, dass auch die Zeit ihres Dienstes bei anderen Bürgermeistereien oder Landgemeinden innerhalb derselben Provinz in Anrechnung zu bringen ist.

Der Verlust der Reichsangehörigkeit hat den Verlust des Pensionsanspruches nicht zur Folge.

Das Recht auf den Pensionsbezug ruht, wenn und so lange ein Pensionär im Staats- oder Kommunaldienste ein Diensteinkommen bezieht oder eine neue Pension erwirbt, insoweit als der Betrag des neuen Diensteinkommens beziehungsweise der neuen Pension unter Hinzurechnung der zuvor erdienten Pension den Betrag des vor der Pensionierung bezogenen Diensteinkommens übersteigt.

Die Versetzung in den Ruhestand hat durch den Magistrat zu erfolgen. Die Stadtverordneten haben dabei keine beschliessende Mitwirkung und sind nicht berechtigt, entgegen der Erklärung des Magistrats die Dienstunfähigkeit zu negieren oder in Zweifel zu ziehen. Dagegen bedarf die Festsetzung der Pension der Zustimmung der Stadtverordnetenversammlung, weil es sich hier um Uebernahme einer fortlaufenden Zahlungspflicht der Stadtkasse handelt. (Städteordnung vom 30. Mai 1853). Lehnt die Stadtverordnetenversammlung die Gewährung einer Pension ganz oder zum Teil ab, oder behauptet der Beamte, noch dienstfähig zu sein, so ist die Streitfrage nach § 7 der K. B. G. zur Entscheidung zu bringen. Festsetzungen über die Pensionierungen, welche von den durch das Gesetz gewährleisteten Rechten abweichen, bedürfen der Genehmigung des

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Bezirks-Ausschusses, dabei macht es keinen Unterscheid, ob die Festsetzungen bereits vor dem Inkrafttreten des Kommunalbeamtengesetzes bestanden oder nicht. Die Genehmigung ist auf alle Fälle zu versagen, wenn die Festsetzungen im Vergleich zu den gesetzlichen Bestimmungen für die Beamten ungünstigeren Inhalt haben.

Das Kommunalbeamtengesetz hat auch auf die Pensionierung der Kreiskommunalbeamten Anwendung zu finden. An Stelle der ortsstatuarischen Regelung tritt in diesem Falle die der Genehmigung des Bezirks-Ausschusses unterliegende Beschlussfassung des Kreistages.

Die Pensionierung der evang. Geistlichen mit Ausnahme der Militärgeistlichen, für welche die reichsgesetzlichen Bestimmungen massgebend sind, erfolgt auf Grund der in den einzelnen Gebieten der evang. Landeskirche bestehenden Ruhegehaltsordnungen und der Satzungen der für diese errichteten Ruhegehaltskasse. Auf Grund des Gesetzes von 26. Mai 1909 betreffend die Pfarrbesoldung, das Ruhegehaltswesen und die Hinterbliebenenfürsorge für die Geistlichen der evang. Landeskirche sind Ruhegehaltsordnungen für die Geistlichen der ev. Landeskirche der älteren Provinzen, der ev. lutherische Kirche in Hannover, der ev. lutherische Kirche der Prov. Schleswig-Holstein, der ev. Kirchengemeinschaften des Konsistorialbezirks Cassel, der ev. Kirchengemeinschaften des Konsistorialbezirks Wiesbaden, der Konsistorialbezirkes Frankfurt a/M. und der reformirten Kirche in Hannover bestätigt worden. Von den Bestimmungen dieser im Allgemeinen fast gleichlautenden Ruhegehaltsordnungen und der Satzungen der Ruhegehaltskasse haben nachstehende allgemeinere Bedeutung:

Jeder in einer dauernd errichteten Pfarrstelle einer Kirchengemeinde oder als Lehrer einer landeskirchlichen theologischen Lehranstalt unter Bestätigung des Kirchenregiments auf Lebenszeit angestellte Beamte kann, wenn er in Folge eines Gebrechens oder wegen Schwäche seiner körperlichen und geistigen Kräfte zur Erfüllung seiner Amtspflichten dauernd unfähig ist, in den Ruhestand versetzt werden. Bei vollendetem 70. Lebensjahr ist jedoch eingetretene Dienstunfähigkeit nicht Vorbedingung für die Versetzung in den Ruhestand. Letztere hat durch das Konsistorium zu erfolgen, bei Geistlichen im kirchlichen Dienste ausserhalb Deutschlands durch den Evang. Oberkirchenrat. Den Geistlichen steht das Recht der Berufung gegen diesbezügliche Verfügungen

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

der Konsistorien an den Oberkirchenrat zu. Die Entscheidung über die Höhe des Ruhegehalts bedarf der Zustimmung des Vorstandes der Ruhegehaltskasse, welche nur in den im § 23 der Satzungen näher bezeichneten Fällen versagt werden darf. Das Ruhegehalt beträgt, wenn die Dienstunfähigkeit vor vollendetem 11. Dienstjahre eintritt, 20/60 des ruhegehaltsfähigen Diensteinkommens. Die weitere Abstufung der Pension entspricht den Steigerungssätzen des Civilpensionsgesetzes mit der Einschränkung, dass die jährliche Pension nicht weniger als 1800 M. ausmachen und 6000 M. nicht übersteigen darf. Welche Beträge von den verschiedenartigen Bezügen der Geistlichen als ruhegehaltsfähiges Diensteinkommen anzusehen sind, ist im § 22 näher erläutert. Bezieht ein Emeritus in Folge anderweiter Anstellung in einem öffentlichen Amte ein Diensteinkommen, so ruht das Recht auf Ruhegehalt, soweit der Betrag des neuen Einkommens mit dem Ruhegehalte zusammen das bei der Versetzung in den Ruhestand bezogene Diensteinkommen übersteigt. Der Anspruch auf Ruhegehalt erlischt, wenn dem Emeritus strafrechtlich die bürgerlichen Ehrenrechte aberkannt werden, oder wenn er durch eine im Disciplinarverfahren ergangene rechtskräftige Entscheidung der Kirchenbehörde oder durch Entsagung die Rechte des geistlichen Standes in der evang. Kirche verliert. Der Civildienstzeit wird in Uebereinstimmung mit den Vorschriften des Civilpensiongesetzes die Zeit aktiven Militärdienstes hinzugerechnet, desgl. etwaige Kriegszeiten. Bei Geistlichen, die ihrer aktiven Militärdienstpflicht während ihres theologischen Studiums genügt haben, findet eine Anrechnung der aktiven Dienstzeit nur insoweit statt, als das theol. Studium über sechs Semester ausgedehnt worden ist.

Die Ruhegehaltskasse, welche bestimmungsgemäss die Mittel für die Pensionszahlungen herzugeben hat, ist eine gemeinsame Einrichtung der im Preussischen Staate vorhandenen evang. Landeskirchen. Sie besitzt gemäss Art. 2 des Gesetzes vom 26. Mai 1909 eigene Rechtspersönlichkeit. Ihre Kassengeschäfte werden durch die staatlichen Kassen unentgeltlich besorgt. Die Einnahmen der Ruhegehaltskasse setzen sich in der Hauptsache aus den Beiträgen der einzelnen Landeskirchen und den festen Staatszuschüssen zusammen. Bei Unzulänglichkeit der Einnahmen sind gemäss § 12 der Satzungen die Landeskirchen zur Deckung der verbleibenden etatsmässigen Bedürfnisbeträge verpflichtet.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Sachsen. Staatsbeamte.

Für die Sächsischen Staatsbeamten besteht ein Anspruch auf Pension auf Grund des Gesetzes vom 3. Juni 1876. Wie bei den entsprechenden Bestimmungen des Reichsbeamtengesetzes und des Civilpensionsgesetzes ist auch nach den Vorschriften über die Pensionierung der Sächsischen Staatsbeamten die Versetzung in den Ruhestand nach einer Dienstzeit von mindestens zehn Jahren wegen dauernder Erwerbsunfähigkeit die Vorbedingung für die Gewährung einer Pension.

Hat der Beamte das 65. Lebensjahr erreicht oder überschritten, denn bedarf es zur Pensionierung keines Nachweises der Erwerbsunfähigkeit. Wird ein Beamter wegen einer fortdauernden Krankheit, die an sich die Aussicht auf Wiederherstellung der Dienstfähigkeit nicht ausschliesst, unter Gewährung von Wartegeld auf 1 Jahr beurlaubt, so kann, falls in dieser Zeit eine Wiederherstellung der Dienstfähigkeit nicht eingetreten ist, die einstweilige Versetzung in den Ruhestand unter Bewilligung eines Wartegeldes i. H. von 7/10 des Diensteinkommens um ein weiteres Jahr verlängert werden, nach deren fruchtlosem Verlauf die gesetzlichen Bestimmungen über Pensionierung Platz greifen. Ohne Rücksicht auf die Dauer der Dienstzeit kann auch schon vor vollendetem zehnten Dienstjahre eine laufende Unterstützung, die aber die Höhe des Anfangssatzes nicht übersteigen darf, gewährt werden, wenn die Dienstunfähigkeit in einer Krankheit ihren Grund hat, die sich der Beamte unverschuldet ausserhalb des Dienstes zugezogen hat. Dagegen ist eine Pension in Höhe des Anfangsatzes zu gewähren, wenn der Beamte vor Ablauf des zehnten Dienstjahres in Folge eines im Dienste zugestossenen Unfalles in den Ruhestand versetzt werden musste.

Sucht ein Beamter, der wegen eines Gebrechens oder wegen Schwäche der körperlichen oder geistigen Kräfte zur Erfüllung seiner Amtspflichten nicht mehr fähig ist, die Versetzung in den Ruhestand nicht nach, dann kann er von der Anstellungsbehörde auch gegen seinen Willen in den Ruhestand versetzt werden. Ueber Einwendungen gegen die Versetzung in den Ruhestand entscheidet endgültig das der Anstellungsbehörde vorgesetzte Ministerium und, sofern dieses selbst die Anstellungsbehörde sein sollte, das Gesammtministerium.

Der pensionierte Beamte untersteht nicht mehr der Dienstgewalt

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

der Anstellungsbehörde, sein Verhältniss zum Staate äussert sich nur noch in seinem einseitigen Anspruch auf die Pensionszahlungen. Der Anspruch kann jedoch verloren gehen, wenn der Pensionär wegen einer vor oder nach der Pensionierung begangenen Straftat rechtskräftig verurteilt ist und durch seine Verurteilung die Fähigkeit zur Bekleidung öffentlicher Aemter oder die bürgerlichen Ehrenrechte verloren hat. In diesem Falle hat die Verurteilung auch die Entziehung der Pension durch disciplinargerichtliches Verfahren zur Folge. Die Pension fällt ferner weg oder ruht, insoweit als der Pensionär durch anderweitige Anstellung im öffentlichen Dienste oder durch Uebernahme einer Stelle im Vorstande, in dem Verwaltungs- oder Aufsichtsrate einer auf Erwerb gerichteten Gesellschaft ein Einkommen bezieht oder eine neue Pension erwirbt, wodurch unter Hinzurechnung der ersten Pension sein früheres Diensteinkommen überschritten wird. Bei Verlegung des Wohnsitzes in das Ausland findet ein Abzug von 10 % der Pension statt, sofern diese mehr als 600 M. ausmacht. Die Pension beträgt nach zehnjähriger Dienstzeit 30 % des Diensteinkommens, um nach fünfzehnjähriger Dienstzeit jährlich um einen bestimmten Prozentsatz zu steigen, der zunächst 1, denn 2 und schliesslich 3 % ausmacht. Nach 32-jähriger Dienstzeit, wo 69 % des Diensteinkommens als Pension zu zahlen sind, mindert sich der Steigerungssatz: Eine Steigerung über 80 % des Diensteinkommens, die mit 40 Dienstjahren erreicht sind, findet nicht statt. Wenn das bei der Pensionsberechnung in Ansatz zu bringende Diensteinkommen mehr als 12.000 M. beträgt, dann ist von dem überschiessenden Teile nur die Hälfte in Anrechnung zu bringen. — Die Mittel zu den Pensionszahlungen sind auf den Staatshaushalt zu übernehmen und zwar sind sie in den Etats derjenigen Verwaltungen zur Verfügung zu stellen, aus denen der pensionierte Beamte sein Diensteinkommen bezog.

Kommunalbeamte.

Gemäss § 2 der rev. Städte-Ordnung vom 24. April 1873, die für die grösseren Städte Sachens Geltung hat, sind in jeder Stadt Ortsstatuten zu errichten, welche ausser den durch Gesetz dem Ortsstatut ausdrücklich vorgeschriebenen Bestimmungen auch andere die Gemeindeverhältnisse betreffende Normen enthalten können, die aber mit den Vorschriften der Städte-Ordnung nicht im Widerspruch stehen dürfen. Diese Ortsstatuten bilden also in Verbindung

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

mit der Städte-Ordnung die Grundlagen für die Pensionsverhältnisse der städtischen Beamten. Von den Vorschriften der Städte-Ordnung kommen hier folgende in Betracht:

Alle besoldeten Ratsmitglieder werden in der Regel auf Lebenszeit angestellt. Es kann aber auch durch Ortsstatut vorgeschrieben werden, dass die Wahl zunächst auf 6 oder 12 Jahre erfolge. Bei Wiederwahl gilt die Wahl auf Lebenszeit. Erfolgt keine Wiederwahl, dann sind 50 % des seitherigen Diensteinkommens als Pension zu zahlen, welche wegfällt oder ruht, insoweit als der Pensionär im Staats-, Gemeinde- oder Privat-Dienste ein Einkommen bezieht oder eine neue Pension erwirbt, wodurch mit Zurechnung der ersten Pension sein früheres Diensteinkommen überstiegen wird. Den Gemeindeunterbeamten ist aus der Stadtkasse gleichfalls eine Pension zu gewähren. Wer als Gemeindeunterbeamter anzusehen ist, unter welchen Voraussetzungen und in welchem Umfange die Pension zu gewähren ist und in welchem Falle ein Ruhen oder Erlöschen des Pensions-Anspruches eintritt, ist durch Ortstatut zu bestimmen.

Bayern. Staatsbeamte.

Die Bestimmungen über die Pensionierung der Bayerischen unwiderruflichen Staatsbeamten weichen von den Pensionsbestimmungen der Reichsbeamten und der Preussischen Staatsbeamten nur in wenigen Punkten ab. Massgebend ist hier das Beamtengesetz vom 15. August 1908. Nach Art. 47 dieses Gesetzes kann der ohne Widerruf angestellte Beamte in den Ruhestand versetzt werden, wenn er entweder das 65. Lebensjahr vollendet hat oder vor Vollendung des 65. Lebensjahres in Folge eines körperlichen Gebrechens oder wegen Schwäche seiner körperlichen oder geistigen Kräfte zur weiteren Erfüllung seiner Amtspflichten unfähig ist. Die Versetzung in den Ruhestand kann ferner verfügt werden, wenn durch Verschulden des Beamten Umstände vorliegen, durch die seine amtliche Wirksamkeit auch auf einer anderen Stelle nicht blos vorübergehend gestört wäre, ein Disciplinarverfahren aber wegen Verjährung ausgeschlossen ist. Die Entscheidung, ob eine Versetzung in den Ruhestand zulässig ist und geboten erscheint, steht nach Art. 51 dem Staatsministerium oder der zur Versetzung in den Ruhestand zuständigen unteren Behörde zu. Der Beamte hat das Recht, gegen diese Entscheidung innerhalb

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

einer Frist von zwei Wochen vom Tage der Eröffnung der Entscheidung an bei dem Staatsrate beziehungsweise bei dem Staatsministerium Beschwerde einzulegen. Wurde der Beamte vom Könige ernannt, dann wird die Versetzung in den Ruhestand durch den König und die zur Ernennung zuständige Stelle verfügt. Die Festsetzung des Ruhegehaltes selbst erfolgt durch das zuständige Staatsministerium im Einvernehmen mit dem Staatsministerium der Finanzen. Das Ruhegehalt, auf welches ein Beamter im Falle der Versetzung in den Ruhestand wegen Vollendung des 65. Lebensjahres oder vorzeitiger Dienstunfähigkeit Anspruch hat, beträgt für die ersten 10 Dienstjahre 35 % des pensionsfähigen Diensteinkommens und steigt mit dem Antritte jedes weiteren Dienstjahres bis zum Eintritte in das 20. Dienstjahr um 2 % und vom Eintritt in das 21. Dienstjahr bis zum Eintritte in das 40. Dienstjahr jährlich um 1 %. Hat hiernach der Ruhegehalt den Betrag von 75 % des pensionsfähigen Diensteinkommens erreicht, dann findet eine weitere Steigerung nicht mehr statt. Beamte, die in reichsgesetzlich der Unfallversicherung unterliegenden Betrieben beschäftigt sind, erhalten im Falle dauernder Unfähigkeit in Folge eines im Betriebe erlittenen Unfalles ohne Rücksicht auf die Dienstzeit 66⅔ % des pensionsfähigen Diensteinkommens. Liegt nur teilweise Erwerbsunfähigkeit vor, dann wird für die Dauer derselben derjenige Teil des Ruhegehaltes als Pension gezahlt, der dem Masse der durch den Unfall herbeigeführten Einbusse an Erwerbsfähigkeit entspricht.

Als pensionsfähiges Diensteinkommen gilt der zuletzt bezogene Gehalt und der durch die Gehaltsordnung als pensionsfähig erklärte Teil des Nebeneinkommens. Ausserdem wird bei befriedigender Dienstleistung und tadelfreiem dienstlichen und ausserdienstlichen Verhalten in das pensionsfähige Diensteinkommen der Teilbetrag der nächsten Dienstalterzulage eingerechnet, der sich nach Massgabe der seit der letzten Gehaltsvorrückung zurückgelegten Dienstzeit berechnet. Für die einstweilig mit Wartegeld (¾ des pensionsfähigen Diensteinkommens) in den Ruhestand versetzten Beamten wird im Falle der endgültigen Pensionierung das Ruhegehalt nach dem vor der einstweiligen Versetzung in den Ruhestand bezogene pensionsfähigen Diensteinkommen berechnet. In die Dienstzeit sind nicht nur diejenigen Zeiten einzurechnen, während deren ein Beamter mit Bezug von Wartegeld im einstweiligen Ruhestand sich befunden oder ein Reichsamt bekleidet hat, sondern auch

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

diejenige Zeit, während der er als anstellungsberechtigte ehemalige Militärperson auf einer später in etatsmässiger Eigenschaft übertragenen Amtsstelle zunächst auf Probe oder zur probeweisen Dienstleistung verwendet war, oder als Staatsdienstaspirant den für die Ernennung zum etatsmässigen Beamten angeordneten Vorbereitungsdienst ableistete.

Wie bei den Reichsbeamten und den Preussischen Staatsbeamten wird auch bei der Pensionierung der Bayerischen Staatsbeamten die Zeit aktiven Militärdienstes im Deutschen Heere, in der Kaiserl. Marine oder bei der Kaiserl. Schutztruppe, sowie die Zeit aktiven Militärdienstes in einem zum Deutschen Reiche gehörigen Bundesstaate der Civildienstzeit hinzu gerechnet. Ferner haben Kriegsteilnehmer gleichfalls Anspruch auf eine erhöhte Anrechnung nach Massgabe der Vorschrift in Abs. 2 und 3 des Art. 55. Dagegen wird die Civil- und Militärdienstzeit nicht angerechnet, die vor Vollendung des 21. Lebensjahres liegt. Nur im Kriegsfalle findet eine Anrechnung nach der Vorschrift des Art. 55 ohne Rücksicht auf das Lebensalter statt.

Ein wegen Dienstunfähigkeit in den Ruhestand versetzter Beamter kann, wenn er vor Vollendung des 65. Lebensjahres seine Dienstfähigheit wieder erlangt, von Neuem zur Dienstleistung berufen werden und verliert dann, gleichviel ob er den Dienst wieder antritt oder nicht, den Anspruch auf den Bezug des Ruhegehaltes. Der Anspruch erlischt ferner bei rechtskräftiger Verurteilung des Pensionärs zu einer Strafe, die, wenn er zum Zeitpunkte der Rechtskraft noch im Dienste gewesen wäre, kraft Gesetzes den Verlust des Amtes zur Folge gehabt hätte, oder wenn dem Pensionär durch Urteil des Disciplinargerichts der Anspruch rechtskräftig aberkannt worden ist. Im Gegensatz zu diesen Bestimmungen kann der Pensionsanspruch der Reichsbeamten und der Preussischen Staatsbeamten — mit Ausnahme der Militärbeamten — weder durch ein straf- noch durch ein disciplinargerichtliches Urteil entzogen werden. Der Anspruch auf Ruhegehalt ruht, wenn und so lange ein Beamter die Deutsche Reichsangehörigkeit aufgegeben hat. Er ruht schliesslich, so lange ein Beamter aus der Verwendung im Reichs-, Staats- oder in einem sonstigen öffentlichen Dienste ein Einkommen bezieht, soweit als der Betrag dieses Einkommens unter Hinzurechnung des Ruhegehalts das vor seiner Versetzung in den Ruhestand bezogene Gehalt übersteigt. Die Mittel zu den Pensionszahlungen fallen den Staatskasse zu Last,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

sie werden ausweislich der jährlichen Uebersichten der veranschlagten Einnahmen und Ausgaben unter No. 32 der Staatsaufwands-Etats bereit gestellt.

Gemeindebeamte.

Das Dienstverhältnis der in Bayern angestellten Gemeindebediensteten ist gemäss Art. 77 der Gemeindeordnung für Landesteile diesseits des Rheines vom 29. April 1869 widerruflich und zieht keine Pensions-Ansprüche nach sich. Diese Bestimmung hat auch durch die Abänderungsgesetze vom 29. Januar 1872, von 14. März 1890 und durch die Königl. Deklaration von 17. Juni 1896 keine Aenderung erfahren. Der Magistrat ist jedoch berechtigt, mit Zustimmung der Gemeindebevollmächtigten, einzelnen Beamten unwiderrufliche Anstellung mit Anspruch auf Pension zu gewähren. Der besonderen nochmaligen Zustimmung der Gemeindebevollmächtigten bedarf es, wenn es sich um die Pensionierung eines solchen Beamten handelt. Wird in diesem Falle eine Einstimmigkeit zwischen Magistrat und Gemeindebevollmächtigten nicht erzielt, dann hat die vorgesetzte Verwaltungsbehörde die nötigen Verfügungen zu treffen.

Staatsbeamte. Württemberg.

In Württemberg sind die Pensions-Ansprüche der Staatsbeamten durch das Beamtengesetz vom $\frac{28 \text{ Juni } 1876}{1 \text{ Aug. } 1907}$ geregelt und sicher gestellt. Nach Art. 29 dieses Gesetzes steht den auf Lebenszeit angestellten Staatsbeamten ein Recht auf bleibende Versetzung in den Ruhestand nicht zu. Dagegen ist die Regierung befugt, auf Ansuchen eines solchen Beamten oder auch ohne dessen Zustimmung die Versetzung in den Ruhestand zu verfügen, wenn der Beamte das 65. Lebensjahr überschritten hat und durch sein Alter in seiner amtlichen Tätigkeit gehemmt wird. Der Beamte kann auch vor Vollendung des 65. Lebensjahres, selbst gegen seinen Willen, in den Ruhestand versetzt werden, wenn er wegen eines körperlichen Gebrechens oder wegen Schwäche seiner körperlichen oder geistigen Kräfte dauernd dienstunfähig geworden oder durch eine Krankheit länger als ein Jahr von der Ausübung seiner amtlichen Pflichten abgehalten worden ist. Ist nun die bleibende Versetzung in den Ruhestand ausgesprochen, dann hat der Beamte

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Anspruch auf ein lebenslängliches Ruhegehalt aus der Staatskasse, sofern die Versetzung in den Ruhestand nach vollendetem neunten Dienstjahre erfolgt. Hat die Dienstunfähigkeit in einer bei Ausübung des Dienstes ohne Verschulden des Beamten zugezogenen Krankheit oder erlittenen körperlichen Beschädigung ihren Grund, so ist auch ohne vorangegangene neunjährige Dienstzeit ein lebenslängliches Ruhegehalt zu gewähren. Die Bestimmungen des Württembergischen Beamtengesetzes über die Anrechnung besonderer Dienstzeiten decken sich im Allgemeinen mit denen des Reichsbeamtengesetzes. Zu bemerken ist hier jedoch noch, dass in die Dienstzeit auch diejenige Zeit mit eingerechnet wird, während welcher ein Beamter nach vollendetem 23. Lebensjahr im Reichsdienst, im Dienste des Königl. Hofes oder der Königl. Hofdomänenkammer oder im inländischen Kirchen- oder öffentlichen Volksschuldienste unständig verwendet worden war. Die Anrechnung der Zeit, während welcher ein Beamter im Dienste eines andern Bundesstaates oder auch eines dem Deutschen Reiche nicht angehörigen Staates, in einem Korporationsdienste ohne anrechnungsfähige Dienstzeit oder auch im Privatdienste sich befunden hat, ist beim Vorliegen besonderer Gründe gleichfalls zulässig, sie bedarf aber der ausdrücklichen Genehmigung des Königs.

Das Ruhegehalt beträgt bei angetretenem zehnten Dienstjahre und im Falle eines früheren Rentenbezuges in Folge eines Unfalles 40% des Gehaltes und steigt mit jedem weiteren Dienstjahre bis zum 40. Dienstjahre einschliesslich

erstens um 1¾ % aus dem Betrage des Gehaltes bis 2400 M. einschl. (Höchstbetrag 92.5 % des betr. Gehaltes),

zweitens um 1½ % aus dem Betrage des Gehaltes, welcher 2400 M. übersteigt (Höchstbetrag 85 %).

Der höchste Betrag des Ruhegehaltes ist auf 8000 M. festgesetzt.

Das Recht auf den Bezug des Ruhegehaltes wird durch Verlegung des Wohnsitzes ausserhalb des Reichsgebietes nicht berührt. Dagegen tritt nach Art. 52 ein Ruhen dieses Rechtes ein, wenn und so lange ein Pensionär im öffentliche Dienste ein Gehalt bezieht, insoweit als dessen Betrag unter Hinzurechnung des Ruhegehaltes das zuletzt bezogene Gehalt übersteigt. Es hat ferner zu ruhen, wenn und so lange ein Pensionär die Reichsangehörigkeit verliert. Das Recht auf den Bezug des Ruhegehaltes erlischt, wenn ein Pensionär im Reichsdienste oder in einem Staats-, Kirchen- oder öffentlichen Schuldienste oder sonst im Dienste

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

einer Körperschaft oder Anstalt öffentlichen Rechts auf einer pensionsberechtigten Stelle mit einem Gehalte wieder angestellt wird, das dem vor der Pensionierung bezogenen mindestens gleich ist, oder wenn er vor Vollendung des 65. Lebensjahr nach wiedererlangter Diensttähigkeit von Neuem in den Staatsdienst berufen wird und die Wiederanstellung ablehnt. Der Anspruch auf Ruhegehalt geht endlich verloren, wenn gegen einen Pensionär im Wege des Disciplinarverfahrens wegen solcher zur Zeit des aktiven Dienstes begangenen Handlungen auf Verlust des Ruhegehaltes erkannt worden ist, die, wenn sie früher bekannt geworden wären, eine Entlassung aus dem Staatsdienste zur Folge gehabt hätten. Die erforderlichen Mittel werden im Etatskapitel 6-jährlich veranschlagt und der Staatskasse zur Verfügung gestellt.

Kommunalbeamte.

Zur Sicherstellung der Beamten von Gemeinden, Stiftungen und sonstigen unter Aufsicht des Ministeriums des Innern stehenden öffentlichen Körperschaften im Falle des Alters oder der Dienstunfähigkeit besteht auf Grund des Gesetzes von $\frac{5 \text{ Juni } 1894}{28 \text{ Juli } 1903}$ betr. die Pensionsrechte der Körperschaftsbeamten und ihrer Hinterbliebenen eine mit selbstständiger Rechtspersönlichkeit ausgestattete Pensionskasse. Die Angehörigen der vorstehend bezeichneten Beamtenkategorien sind verpflichtet, dieser Kasse beizutreten. Von dem Beitrittszwange sind nur diejenigen Beamten befreit, welche einer vor dem Inkrafttreten des Gesetzes errichteten körperschaftlichen Pensionskasse angehören, sofern diese nach ihren Satzungsbestimmungen unter denselben — für die Teilnehmer der ersteren Pensionskasse geltenden — Voraussetzungen für die Versetzung in den Ruhestand mindestens die gleichen Leistungen gewährt. Ausserdem muss sie bei Feststellung des Ruhegehaltes satzungsgemäss diejenigen Zeiten in Anrechnung bringen, während deren ein Beamter einer anderen den gleichen Voraussetzungen entsprechenden körperschaftlichen Pensionsanstalt oder Pensionskasse für körperschaftliche Beamte angehört hat, oder während deren er im inländischen Staats-, Kirchen- oder öffentlichen Schuldienste auf Lebenszeit oder nach Vollendung des 25. Lebensjahres auf vierteljährliche Kündigung angestellt oder nach den für diese Dienste geltenden Vorschriften mit dem Anspruch auf Anrechnung der Dienstzeit

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

unständig verwendet worden war. Beamten der evang. Kirchengemeinden und der kath. Pfarrgemeinden ist der Beitritt zur Pensionskasse gestattet. Ein Recht auf Versetzung in den Ruhestand steht den Mitglieder der Pensionskasse ebensowenig zu wie den Staatsbeamten; sie können jedoch von der zuständigen Behörde beim Vorliegen einer der im Gesetze (Art. 5) näher bezeichneten Voraussetzungen in den Ruhestand versetzt werden und haben dann einen Anspruch auf lebenslängliches Ruhegehalt, sofern die Unfähigkeit nicht auf eine selbstverschuldete Krankheit oder körperliche Beschädigung zurückzuführen ist. Anspruch auf Ruhegehalt hat ferner nach einer Dienstzeit von neun Jahren jeder Beamte, der das 70. Lebensjahr vollendet hat und wegen Altersschwäche in den Ruhestand versetzt worden ist. Ist die Versetzung in den Ruhestand wegen eines bei der Ausübung der amtlichen Tätigkeit erlittenen Unfalles erfolgt, so ist der Beamte auch schon bei kürzerer als neunjähriger Tätigkeit zum Bezuge eines lebenslänglichen Ruhegehaltes berechtigt. Die Dienstzeit wird vom Tage des Eintrittes in das die Verpflichtung zur Teilnahme an der Pensionskasse begründende Amt, beziehungsweise im Falle freiwilliger Mitgliedschaft von dem Tage an gerechnet, an welchem der Beitritt zur Pensionskasse wirksam geworden war. Hinsichtlich der Bestimmungen über die Anrechnung der Dienstzeit ist zu bemerken, dass in die Dienstzeit auch diejenige Zeit einzurechnen ist, während welcher ein Beamter in einem früher bekleideten Amte der Pensionskasse angehört hat, vorausgesetzt, dass er die etwa erstatteten oder nachgelassenen Einzahlungen zurückerstattet. Die Zeit der Anstellung im Reichsdienste, im Dienste des Königl. Hofes und der Hofdomännkammer nach vollendetem 23. Lebensjahr ist bei Feststellung des Ruhegehaltes nicht zu berücksichtigen, im Uebrigen findet eine Einrechnung von Dienstzeiten ausserhalb des Bereiches der Pensionskasse erst vom zurückgelegten 25. Lebensjahre statt. Für die Berechnung des Ruhegehaltes ist das feste anrechnungsfähige Gehalt massgebend, welches der Beamte innerhalb des letzten Jahres vor dem Tage seiner Versetzung in den Ruhestand aus dem seine Mitgliedschaft bei der Pensionskasse begründenden Amte bezogen hat, während nach Art. 45 des Beamtengesetzes das zuletzt bezogene Gehalt die Grundlage für die Anrechnung des Ruhegehaltes der Staatsbeamten bildet. Hat ein Beamter mehrere die Mitgliedschaft begründende Aemter versehen, so wird für das aus jedem dieser Aemter fliessende Diensteinkommen das Ruhegehalt besonders

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

berechnet. Die Grundsätze für die Berechnung des Ruhegehaltes stimmen mit denen des Beamtengesetzes mit der alleinigen Ausnahme überein, dass als Höchstbetrag des Ruhegehaltes nicht 8000 M., sondern nur 6000 M. festgesetzt sind. Ebenso decken sich die Bestimmungen über das Ruhen und das Erlöschen des Rechtes der Körperschaftsbeamten auf den Bezug des Ruhegehaltes mit denen des Beamtengesetzes.

Es besteht hier nur der Unterschied, dass nach Art. 17 des Körperschaftspensionsgesetzes im Falle des Ruhens des Rechtes auf den Bezug des Ruhegehaltes die Einziehung des letzteren mit demjenigen Tage beginnt, an welchem das das Ruhen bewirkende Ereignis eingetreten ist, während nach Art. 53 des Beamtengesetzes die Einziehung erst mit dem Monate beginnt, welcher auf das die Einziehung begründende Ereignis folgt.

Die Mittel zur Gewährung des Ruhegehaltes werden teils durch Eintrittsgelder und Beiträge der Beamten und Pensionäre, teils durch Umlagen der Körperschaften aufgebracht. An Eintrittsgeldern sind nämlich nach Art. 27 je ein Viertel der pensionsberechtigten Bezüge bei der ersten Anstellung und bei Erhöhungen der pensionsberechtigten Bezüge und an Jahresbeiträgen 2 % des pensionsberechtigten Diensteinkommens und des Ruhegehaltes zu zahlen. Die Pensionäre sind zur vollen Beitragszahlung auch denn verpflichtet, wenn das Recht auf Ruhegehalt ganz oder teilweise ruht. Reichen die Einnahmen zur Erfüllung der der Pensionskasse obliegenden Verpflichtungen und zur Deckung der Verwaltungskosten, sowie zur Ansammlung eines Betriebsfonds nicht aus, so ist der Fehlbetrag durch Umlage auf diejenigen Körperschaften zu beseitigen, in deren Diensten die der Kasse angehörenden Mitglieder stehen, und zwar nach Massgabe der pensionsberechtigten Bezüge dieser Beamten.

Baden. Staatsbeamte.

Die Pensionsverhältnisse der Badischen Staatsbeamten haben durch das Beamtengesetz in der Fassung von 1908 eine völlige Neuregelung erfahren. Nach den Vorschriften dieses Gesetzes kann jeder etatsmässig angestellte Beamte in den Ruhestand versetzt werden, wenn er entweder das 65. Lebensjahr zurückgelegt hat

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

oder wegen eines Gebrechens oder Schwäche seiner körperlichen und geistigen Kräfte dienstunfähig geworden ist.

Dienstunfähigkeit kann ohne Weiteres als vorliegend angenommen werden, wenn ein Beamter länger als ein Jahr durch Krankheit an der Ausübung seiner Amtspflichten gehindert ist. Etatsmässige Beamte können auch ohne dass die vorerwähnten Voraussetzungen für die Versetzung in den Ruhestand vorliegen, in den einstweiligen Ruhestand versetzt werden, wenn zu ihrer Verwendung im Staatsdienste in Folge organisatorischer Aenderungen keine Gelegenheit mehr besteht. In diesem Falle beträgt das Wartegeld in den ersten zwei Jahren nach Aufhören der Dienstbezüge 75 % des Einkommensanschlags. Bei längerer Dauer des einstweiligen Ruhestandes wird das Wartegeld nach den allgemeinen Grundsätzen für die Festsetzung des Ruhegehaltes bemessen, es durf jedoch nicht kleiner als 50 % des Einkommensanschlags sein.

Anspruch auf ein lebenslängliches Ruhegehalt hat nach § 34 ein etatsmässig angestellter Beamter erst dann, wenn er nach einer Dienstzeit von mindestens zehn Jahren in den Ruhestand versetzt wird und die Dienstunfähigkeit nicht durch eigenes Verschulden herbeigeführt worden ist. Beamte, welche in den einstweiligen Ruhestand versetzt worden sind oder wegen einer bei Ausübung ihres Dienstes oder aus Veranlassung desselben ohne eigenes Verschulden zugezogenen Krankheit oder körperlichen Beschädigung zur Ausübung ihres Berufspflichten nicht mehr fähig sind, haben auch bei kürzerer als zehnjähriger Dienstzeit Anspruch auf Wartegeld im Betrage von 35 % des Einkommensanschlags. Im Uebrigen bemisst sich das Ruhegehalt nach dem bei der Zurruhesetzung des Beamten massgebenden Einkommensanschlag, welcher aus dem Gehalte und dem anschlagsmässigen Wohnungsgeldzuschusse zuzüglich etwaiger Dienstzulagen pp. besteht, und nach der Gesamtdienstzeit des Beamten. Es beträgt nach Vollendung von zehn Dienstjahren 35 % des Einkommensanschlags und steigt für jedes weitere vollendete *halbe* Dienstjahr um 0.8 % bis zu einem Höchstsatze von 75 %, der hiernach nach 35 vollen Dienstjahren erreicht wird. Die Dienstzeit ist vom Tage der ersten eidlichen Verpflichtung als Beamter an zu rechnen. Liegt dieser Tag vor Vollendung des 20. Lebensjahres, dann bleibt die vorher liegende Dienstzeit unberücksichtigt. Die Zeit aktiven Militärdienstes im Reichsheer, in der Kais. Marine oder bei den Kais. Schutztruppen,

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

sowie die Zeit früheren aktiven Militärdienstes in einem der Bundesstaaten kommt nach Massgabe der reichsgesetzlichen Bestimmungen über die Anrechnung der Militärdienstzeit, — soweit sie in die Dauer eines Krieges fällt oder bei einem mobilen oder Ersatztruppenteil abgeleistet ist, ohne Rücksicht auf das Lebensalter — im übrigen aber insoweit zur Anrechnung, als sie in die Zeit nach dem 20. Lebensjahr fällt. Als Dienstzeit wird auch diejenige Zeit gerechnet, während welcher ein Beamter nach Vollendung des 20. Lebensjahr in dem einstweiligen Ruhestande, im Dienste des Reiches, im inländischen Schul- oder Kirchendienste oder im inländischen Gendarmeriedienste sich befunden hat.

Ein wegen Dienstunfähigkeit pensionierter Beamter ist, sofern die Dienstunfähigkeit vor Vollendung des 65. Lebensjahres behoben ist, verpflichtet, auf Verlangen der zuständigen Dienstbehörde, wieder ein Amt zu übernehmen, andernfalls das Recht auf den Bezug des Ruhegehaltes nach § 50 erlischt.

Das Recht auf den Bezug des Ruhegehaltes ruht bei Verlegung des Wohnsitzes ausserhalb des Reichsgebietes ohne Genehmigung der Regierung für die Dauer der Verlegung beziehungsweise bis zur nachträglich eingeholten Genehmigung und beim Verlust der Deutschen Reichsangehörigkeit bis zu ihrer Wiedererlangung. Es ruht ausserdem beim Bezuge eines anderweiten Einkommens, Warte- oder Ruhegehaltes aus Staatsmitteln, insoweit dasselbe zusammen mit dem früher festgesetzten staatlichen Ruhegehalt den Einkommensanschlag um mehr als 10% des bei der Zurruhesetzung des Beamten massgebenden Einkommensanschlags übersteigt. Ein Ruhen des Rechtes tritt schliesslich noch bei Ausübung der Rechtsanwaltschaft ein und zwar nach Ablauf von 2 Jahren von der Eintragung als Rechtsanwalt an bis zur Löschung dieser Eintragung. Ob und in welcher Höhe ein Ruhegehalt zu bewilligen ist, sowie ob die Voraussetzungen für das Ruhen und Erlöschen und das Wiederaufleben des Pensionsanspruches gegeben sind, hat, soweit nicht die bezügliche Entschliessung durch Gesetz oder Verordnung dem Landesherrn vorbehalten ist, das zuständige Ministerium in Gemeinschaft mit dem Finanzministerium zu entscheiden. Bei Streitigkeiten in vermögensrechtlicher Hinsicht ist der Rechtsweg gegeben, der Klage muss jedoch eine Entschliessung des zuständigen Ministeriums über den Anspruch vorhergehen.

Beamte in Betrieben, die der reichsgesetzlichen Unfallsversiche-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

rung unterliegen, haben im Falle der Dienstunfähigkeit durch Unfall im Betriebe Anspruch auf Pension nach Massgabe der Vorschriften des Ges. vom 2. Juni 1902. Wird ein Beamter eines der reichsgesetzlichen Unfallversicherung nicht unterliegenden Betriebes in Folge eines Unfalles in den Ruhestand versetzt, so wird ihm ein Ruhegehalt bis zum Betrage der Rentenbezüge gewährt, welche er zu beanspruchen hätte, falls der Unfall in einem der reichsgesetzlichen Unfallversicherung unterliegenden Betriebe eingetreten wäre.

Für die Deckungsfrage der durch die Pensionierungen übernommenen Verpflichtungen kommt Art. 15 des Badischen Etatsgesetzes (Gesetz über den Staatsvoranschlag und die Verwaltung der Staats-Einnahmen und Ausgaben) vom 22. Mai 1882 in der Fassung vom 1. Juli 1908 in Betracht, inhaltlich dessen die Staatskasse zur Bestreitung derjenigen Ruhegehälter verpflichtet ist, die auf Grund des Gesetzes oder des Staatsvoranschlages festgesetzt oder übernommen sind.

Kommunalbeamte.

Den Beamten der Badischen Selbstverwaltungskörper ist die Fürsorge für den Fall der Dienstunfähigkeit durch eine 1897 auf Grund des Gesetzes vom 8. Juli 1896 ins Leben gerufene Anstalt mit eigener Rechtsfähigkeit gewährleistet. Zunächst für die Beamten der Gemeinden, insbesondere für die Ratschreiber bestimmt, erfuhr diese Einrichtung durch eine 10 Jahr später unterm 3. Sept. 1906 ergangene Novelle eine Ausdehnung ihres Wirkungs- und Geschäftskreises auf die im Dienste aller grösseren Körperschaften und Anstalten beschäftigten Beamten mit Ausnahme der kraft Gesetzes der Städteordnung unterstehenden Personen. Für die Bewilligung einer Pension aus den Mitteln dieser Anstalt ist ausser nachgewiesener Dienstunfähigkeit eine Mitgliedschaft von mindestens zehn Jahren notwendige Voraussetzung. Die Pension beträgt nach zehnjähriger Mitgliedschaft (Dienstzeit) 30 % des Gehaltes und steigt bei einem jährlichen Steigerungssatze von 1.25 % bis auf 70 %. Die Mitglieder sind verpflichtet, 4 % ihres Einkommensteueranschlags an die Anstalt abzuführen. Für die Ratschreiber beträgt der Jahresbeitrag nur 3 %; ausserdem leistet der Staat bestimmte Jahreszuschüsse.

Für die Pensionierung der der Städteordnung (Bekanntmachung

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

vom 18. October 1910) unterstehenden Beamten gelten hauptsächlich nachstehende Bestimmungen:

Die Oberbürgermeister und die Bürgermeister haben, falls sie durch Dienstunfähigkeit an der weiteren Ausübung ihrer amtlichen Pflichten verhindert sind oder nach Ablauf der Wahlperiode nicht wieder gewählt werden, Anspruch auf Pension. Diese beträgt bei achtjähriger Dienstzeit $^1/_4$, nach 16-jähriger $^1/_2$ und nach 24-jähriger Dienstzeit $^2/_3$ der Besoldung, sofern keine günstigeren Bestimmungen vereinbart sind. — Die sonstigen auf Lebenszeit angestellten Beamten erhalten in Ermangelung besonderer Vereinbarungen, wenn ihre Dienstunfähigkeit nach dem 12. Dienstjahre eintritt, $^1/_2$ der Besoldung als Pension. Im Falle der Dienstunfähigkeit nach 24 Dienstjahren sind $^2/_3$ der Besoldung als Pension zu zahlen.

Die Pension fällt weg, insoweit und solange der Pensionär in Folge einer anderweitigen Anstellung und Beschäftigung im Staats- oder Gemeindedienste ein Einkommen bezieht, welches mit Zurechnung der Pension sein früheres Einkommen übersteigt.

LA CONSTITUTION DES PENSIONS DE RETRAITE DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

PAR

E. POHL, Berlin.

Les droits à une pension de retraite des fonctionnaires du Gouvernement de l'Empire Allemand, des fonctionnaires immédiats (directs) des Etats fédératifs ainsi que des fonctionnaires employés dans les administrations communales sont réglés presque sans exception par des lois ne montrant que peu de différences dans quelques points moins importants. Notamment les conditions auxquelles les pensions peuvent être acquises, sont determinées presque uniformément par les lois respectives; la mise en retraite (incapacité à l'exercice des fonctions ou limite d'âge) est une condition indispensable. Le montant de la pension dépend du

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

nombre des années de service et du montant de l'appointement, variant avec le nombre des années de service accomplies de 33 1/3 % à 75 % et s'élévant parfois même jusqu'à 92 1/2 % de l'appointement. Dans la plupart des législations, les années du service militaire sont comprises dans le nombre des années de service qui servent de base au calcul de la retraite. La pension est payée pour la vie entière. Le fonctionnaire est déchu des droits à la pension, s'il perd sa nationalité. En outre, une restriction est généralement imposée pour le cas, où le fonctionnaire retraité occuperait une nouvelle fonction dans une administration publique quelconque; dans ce dernier cas, le paiement de la retraite est suspendu en tant que la retraite, ajoutée aux appointements de la *nouvelle* fonction, dépasserait en somme les appointements touchés par le fonctionnaire au moment de sa mise en retraite.

PUBLIC PENSION SYSTEMS IN GERMANY

BY

E. POHL, Berlin.

Public pension systems for employees of the Government of the German Empire, for direct employees of the Confederated States and for the employees of the Municipalities are established by laws following the same general lines nearly without exception and showing slight differences only in a few points of rather secundary importance. Especially the conditions for the payment of annuities are fixed in a nearly uniform way. Super-annuation (age limit or disability) are always considered as an essential condition. The pensions paid to the employees are graduated, according to length of service and amount of salary, varying thus from 33 1/3 % up to the maximum of 75 and even 92 1/2 % of the effective salary. As a general rule the period of military service is added to the civil service period, for the purpose of computing the annuity. Retirement allowances are payable for life-time. The pensioner is disqualified from continuing to receive his

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

annuity, if deprived of his nationality; furthermore, in the case of a pensioner entering into whatever new public office, the payment of the pension is suspended in so far as the salary connected with the new office, in addition to the amount of pension, would exceed the last salary of the employee at the time of his retirement.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

LOIS DE MORTALITÉ APPLIQUÉES AUX INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE DE L'ARMÉE BELGE

PAR

G. VAN DEN BERGHE

Capitaine Commandant de réserve de l'armée belge,

Membre agrégé de l'association des actuaires belges, Bruxelles.

Les caisses de veuves et orphelins instituées auprès des divers départements ministeriels et d'un grand nombre de services publics de la Belgique sont régies par les lois remontant, en général, à plus d'un demi-siècle et offrent malheureusement ce caractère commun : le déséquilibre — fatal au fonctionnement durable de ces institutions — des recettes et des charges. Au cours des temps, les règles qui déterminent les ressources de ces caisses et celles relatives aux dépenses qui leur sont imposées, ont subi des modifications empiriques et d'autant plus dangereuses qu'un organisme de l'espèce est toujours exposé à l'exploitation de la part des affiliés. L'établissement d'un bilan technique aurait permis depuis longtemps de faire apparaître le déficit qui se manifestait de plus en plus dans ces caisses, si la complication des règles qui les régissent et le fait que certains administrateurs ne se rendent pas compte exactement des nécessités financières d'un organisme de prévoyance équitable et durable, n'eussent été un obstacle à l'élaboration du bilan.

Pour ceux de ces organismes où l'augmentation du nombre des adhérents ne suffisait plus à masquer la situation réelle, il devint évident, en ces dernières années, que le mal ne faisait que s'aggraver.

Au Ministère de la Justice, une tentative très louable, inspirée en partie par la science actuarielle, fut faite, non sans succès, pour prolonger l'existence de la caisse des veuves et orphelins de ce département. Lors de la création récente du Ministère des

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Colonies, on reconnut, une fois de plus, que la loi de 1844, qu'il fallait observer, mettait obstacle à l'organisation d'une caisse de veuves répondant aux exigences scientifiques et sociales de notre époque. Au ministère de la guerre, M. l'intendant HAMELRYCK prouva, par un travail qui mérita les éloges de notre regretté M. DUBOISDENGHIEN, l'existence du déficit de la Caisse de veuves et orphelins des officiers de l'armée.

* * *

En 1907, M. le Ministre de la Guerre institua une commission — qu'il chargea:

1°. de se rendre un compte exact de la situation actuelle de la Caisse de veuves des officiers et des diverses causes de cette situation;

2°. d'étudier s'il convenait d'apporter seulement des modifications à la constitution de cette caisse où si une organisation nouvelle devait être substituée à l'ancienne.

Cette commission, réorganisée sous la présidence de M. le général LEMAN, commandant et directeur des études de l'Ecole Militaire, comprenait entre autres trois membres de l'Association des actuaires belges: M. BÉGAULT, M. LEFRANCQ et l'auteur du présent rapport. Celui-ci, eu égard à son intervention constante dans les travaux relatifs aux institutions de prévoyance de l'armée, a été specialement autorisé par M. le Ministre de la Guerre a le publier, en utilisant des documents déposés au département de la guerre et mis à sa disposition par son collaborateur, M. le capitaine commandant, adjoint d'Etat major GUFFENS, chef du bureau des institutions de prévoyance de l'armée.

Un examen, que la complexité des statuts de la caisse rendit très laborieux, fit bientôt ressortir que le remaniement complet des statuts de la caisse de veuves s'imposait, ceux-ci étant, en de nombreux points, contraires à l'équité.

Sans égard aux errements du passé, il faut que le principe de l'espérance mathématique domine souverainement les institutions nouvelles; sinon, pas d'équité, pas de morale dans les contrats.

L'application de ce principe exige la connaissance:

1°. des lois de mortalité et

2°. du taux d'intérêt

à utiliser dans le calcul des tarifs.

Il était donc essentiel de former, pour l'armée belge, la table

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

de mortalité spéciale des officiers et la table de mortalité spéciale des femmes d'officiers.

* * *

On eut donc à s'occuper d'abord des travaux statistiques préalables à la détermination des lois de mortalité.

L'étude de la mortalité des officiers et de celle des femmes d'officiers a porté sur une période d'observation de 60 années, s'étendant du 1er janvier 1847 au 1er janvier 1907. La date de nomination des officiers a été prise comme date d'entrée en observation. Pour les femmes, c'est la date du mariage qui marque l'entrée en observation ; toutefois, si la nomination ou le mariage était antérieur au 1er janvier 1847, c'est à cette dernière date que l'observation a commencé.

Les travaux statistiques, de très longue haleine, nécessitaient, avant tout, de très nombreuses investigations dans une immense collection de documents et de registres, conservés au département de la guerre. Toutes les indications utiles, puisées à ces sources, ont été recueillies sur des fiches appropriées (voir modèles I et II). Une fiche a été établie pour chaque officier et une fiche pour chaque femme ou veuve d'officier. Leur nombre s'est élevé à 18.879, dont 12.544 fiches d'officiers et 6335 fiches de femmes d'officiers.

L'inscription des diverses dates sur chaque fiche était compliquée par la circonstance fâcheuse que ces indications se trouvaient dans un ordre totalement différent dans chaque catégorie de registres. Il en est résulté que, après avoir consulté les registres de la matricule générale, il a fallu classer les fiches dans l'ordre des inscriptions aux registres des participants à la caisse de veuves, pour porter ensuite, sur ces fiches, les indications des dits registres et procéder à un nouveau classement des fiches, pour chaque série de documents à consulter.

Malgré toutes les recherches dans les registres, un millier de fiches environ — surtout des fiches de femmes d'officiers — manquaient de renseignements essentiels, et, pour les compléter, il a fallu laborieusement compulser les annuaires de l'armée belge des années 1847 à 1907. Une trentaine de fiches sont encore restées incomplètes et ont été écartées. Ce nombre est négligeable par rapport au nombre de fiches conservées.

En vue des classements ultérieurs, les fiches ont été perforées à l'aide d'une pince spéciale, à l'endroit des cases de la partie

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

droite du recto (voir les modèles) correspondant aux millésimes inscrits sur ces fiches, et éventuellement à l'endroit de quelques cases particulières, le long du bord gauche de la fiche.

Les fiches ainsi préparées ont été classées et subdivisées:

1°. par âge d'entrée en observation: 18 ans, 19 ans, 20 ans.... (Pour déterminer cet âge, la date de naissance et la date d'entrée en observation ont été remplacées chacune par celle du 1er janvier le plus proche);

2°. pour chaque âge d'entrée, en trois catégories:

a) têtes vivantes au 1er janvier 1907;

b) têtes décédées avant cette date;

c) têtes sorties d'observation avant cette date, autrement que par décès, c'est à dire par démission, destitution, etc. Ces trois catégories ont été désignées par les notations L, D et S;

3°. dans chacune de ces catégories, par année civile d'entrée en observation. Pour chaque tête, cete année commence au 1er janvier le plus proche de la date d'entrée en observation;

4°. enfin, les subdivisions de la catégorie D, par année civile de décès, et les subdivisions de la catégorie S par semestre de sortie d'observation. Cette différence se justifie par le fait que le nombre de décès d'une année entière doit servir à déterminer le taux de mortalité correspondant; tandis que les têtes sorties d'observation au cours du 1er semestre d'une année sont censées être sorties d'observation le 1er janvier de cette année, celles du second semestre ne le sont que le 1er janvier suivant. Ces deux approximations se compensent, en général, et simplifient les opérations.

Les perforations des fiches ont permis de vérifier mécaniquement ce travail de subdivisionnement et d'éviter de nombreuses erreurs.

Il restait ensuite à dénombrer les fiches des diverses subdivisions finales et à inscrire ces nombres sur des tableaux appropriés, avant de passer aux calculs.

Les tableaux d'une première série (voir modèle V.) répondant chacun à un des âges d'entrée en observation, étaient destinés à suivre les têtes observées pendant 1, 2, 3.... ans, 60 ans si possible. Pour chaque année d'observation, ce tableau comprend une première colonne indiquant les nombres de têtes observées à la date du 1er janvier; deux autres colonnes, les nombres de têtes sorties d'observation respectivement au cours du 1er et du 2e semestre, et une quatrième

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

colonne, les nombres de têtes décédées. Le tableau comprend, d'ailleurs, 61 lignes correspondant à chacune des années 1847 à 1907 de la période d'observation. Il a donc suffi, pour remplir les trois dernières des quatre colonnes de chaque année d'observation, d'y reporter les nombres de fiches correspondantes des catégories S et D. Dans la 1ère colonne de chaque année d'observation on n'a pu inscrire directement que le dernier nombre, vers le bas, lequel est fourni par le dénombrement des fiches de la catégorie L; mais les autres chiffres de ces colonnes ont été obtenus par simples additions dans le sens horizontal, en allant de droite à gauche, comme il est facile de s'en rendre compte en voyant le modèle V.

Pour compléter ces tableaux, appelés *feuilles de dépouillement*, on a additionné les nombres de chaque colonne. Ces totaux du premier tableau, par exemple, relatif aux têtes entrées en observation à 18 ans, nous donnent le nombre de têtes restées en observation (ou la population) après un an, 2 ans,.... 60 ans, donc aux âges de 19, 20,.... 78 ans, et pour chacune de ces années, les nombres de têtes sorties d'observation chaque semestre, et le nombre de têtes décédées. La formation de ces totaux donne l'occasion d'une vérification des calculs en vertu de la relation:

$$(1)\quad \mathrm{Pop}_x^{\mathrm{on}} = \mathrm{Pop}_{x+1}^{\mathrm{on}} + \mathrm{D}_x + \mathrm{S}_x + \mathrm{L}_x.$$

Les totaux des diverses feuilles de dépouillement relatives à une même expérience de mortalité ont enfin servi à composer un unique et dernier tableau: *le relevé des feuilles de dépouillement* (voir modèle VI). Ce tableau est destiné à fournir les éléments du calcul des taux de mortalité bruts q_x, au moyen de la formule:

$$(2)\quad q_x = \frac{d_x}{O_x}$$

dans laquelle d_x désigne le nombre de têtes décédées entre l'âge x et l'âge x + 1, et O_x le nombre de têtes observées à l'âge x.

Chaque valeur de d_x n'est autre que la somme des nombres de décédés, répondant à une valeur déterminée de x et figurant aux diverses feuilles de dépouillement;

chaque valeur de O_x peut se déterminer au moyen de la relation: (3) $O_x = \mathrm{Pop}^{\mathrm{on}}\ \mathrm{totale}_x - (\mathrm{S}_{1\mathrm{er\ sem.}x} + \mathrm{L}_x)$, d'où, par combinaison avec la relation (1)

$$(4)\quad O_x = \mathrm{Pop}^{\mathrm{on}}\ \mathrm{totale}_{x+1} + d_x + \mathrm{S}\,(2^{\mathrm{e}}\ \mathrm{sem.})\ x.$$

Le relevé des feuilles de dépouillement devait donc compendre, pour chaque année d'âge (18 ans, 19 ans, ... 102 ans), trois

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

colonnes, pour y reporter, d'après ces feuilles, les valeurs de la population, des nombres de têtes sorties d'observation pendant le 2e semestre, et des têtes décédées pendant l'année.

Les chiffres de chaque colonne verticale ont été enfin totalisés.

* * *

Dès ce moment, on est entré dans la phase des calculs, en suivant, en règle générale, les méthodes indiquées au Text-book de l'Institut des actuaires anglais; nous croyons donc inutile de la développer longuement.

Les taux bruts de mortalité aux divers âges ont été calculés en vertu des relations (4) et (2) ci-dessus: les probabilités brutes de vie au moyen de la relation:

$$(5)\quad p_x = 1 - q_x$$

Pour obtenir les valeurs de l_x, nombre de vivants à l'âge x, nous avons posé arbitrairement:

$$l_{20} = 100.000$$

et calculé les autres valeurs successivement par la relation

$$(6)\quad l_{x+1} = l_x \cdot p_x.$$

Tous ces résultats bruts d'expérience ont été traduits graphiquement.

La forme générale de la ligne des valeurs de q_x autorisait à penser que la loi de Makeham, — la plus usitée à raison de ses avantages pratiques, — se prêterait à l'ajustement.

Pour déterminer les valeurs des constantes c, g et s de la formule

$$l'_x = k.\, s^x.\, g^{c^x}$$

— où k est déterminé par l'égalité $l_{20} = 100.000 = k\, s^{20}\, g^{c^{20}}$ — on s'est basé sur les valeurs brutes de q_x, réunies en trois groupes s'étendant, depuis x = 20 jusque x = 79. En dehors de ces âges, les nombres de têtes observées, donc les poids des observations, sont très restreints.

Les valeurs trouvées sont les suivantes:

	OFFICIERS.	FEMMES D'OFFICIERS.
c	1.075891	1.112378
$\log g$	—0.002408898	—0.000089524
$\log s$	—0.0021563	—0.00179276

Ces valeurs ont permis, par les méthodes usuelles, de calculer les valeurs ajustées de q'_x, de p'_x et de l'_x, tant pour les officiers

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

que pour les femmes d'officiers, et de tracer les diagrammes de ces valeurs ajustées.

Le résultat cherché semblait atteint.

Il importait toutefois de comparer les lois de mortalité déduites de ces calculs avec des lois de mortalité connues.

A cet effet on a tracé, sur la feuille portant les diagrammes des valeurs trouvées de q'_x, une série d'autres diagrammes des valeurs de q'_x belges ou étrangères, et l'on s'est attaché spécialement à comparer les résultats trouvés avec les valeurs des tables belges 1904.

Eu égard à la condition sociale des officiers, on pouvait supposer, à priori, que les calculs auraient conduit à des valeurs de q'_x inférieures à celles des tables belges 1904 (H. et F.). Ce point se vérifie, en effet, en ce qui concerne les femmes: les courbes tracées et reproduites à l'annexe VII montrent que les taux de mortalité trouvés pour les femmes d'officiers sont notablement inférieurs à ceux de la courbe belge F_{1904}.

L'allure générale des deux courbes est d'ailleurs la même.

En ce qui concerne les hommes, si l'allure générale est encore semblable, on constate, non sans surprise, que la mortalité trouvée pour les officiers belges est très supérieure à la mortalité de la table belge H_{1904}.

Voici quelques chiffres, à titre d'exemples:

Valeurs de q'_x.

	FEMMES.		HOMMES.	
	Table belge 1904	Calculées	Table belge 1904	Calculées
à 25 ans	0.00644	0.00445	0.00644	0.00756
„ 40 „	0.00825	0.00574	0.00977	0.01274
„ 55 „	0.01634	0.01210	0.02213	0.02809

Comment ne pas s'étonner de cette forte mortalité des officiers, qui, appartenant à une classe relativement élevée de la société, sélectionnés à leur entrée en fonctions, du point de vue médical, et accomplissant leur service au grand air, s'ils sont exposés aux intempéries, ne souffrent du moins pas de privations? A cet étonnement s'ajoutait une appréhension très vive au sujet des moyens d'organiser financièrement une caisse de veuves des officiers; car la grande mortalité des officiers tend à réduire les ressources

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

de l'institution, alors que la grande longévité des femmes tend à accroître ses charges. Cette double circonstance, qui pourrait avoir contribué à créer la situation obérée de la caisse existante, augmente le versement (prime) que doit effectuer un officier, pour assurer une pension déterminée à sa veuve éventuelle.

Ces constatations montrent aussi toute l'importance de la détermination de lois de mortalité adéquates aux catégories de personnes auxquelles on doit les appliquer. Rien que sous ce rapport, les résultats obtenus étaient de nature à ne pas faire regretter la très grande longueur du travail nécessaire pour y parvenir. Ces résultats ont, d'autre part, fortifié notre conviction, — contraire à une opinion assez répandue, — que les documents conservés dans les institutions publiques et dans nombre d'autres organismes, existant depuis une cinquantaine d'années au moins, constituent une mine précieuse de renseignements suffisants pour déterminer les lois de mortalité du personnel de chacune de ces institutions. Il serait hautement regrettable que ces mines ne fussent pas mises à profit pour l'organisation ou la réorganisation, sur des bases rationnelles et scientifiques, des oeuvres de prévoyance officielles. Les travaux qui seraient entrepris à cet effet, créeraient, au surplus, un outil de premier ordre pour des investigations sociales et économiques, dont on ne conteste plus la nécessité.

Fallait-il, en vue de l'organisation nouvelle de la Caisse de veuves des officiers, accepter définitivement les lois de mortalité trouvées, et passer au calcul des tarifs? Le résultat trouvé en ce qui concerne les officiers eux-mêmes était, nous l'avons dit, réellement surprenant. On pouvait se demander si, entraînée par le désir de baser les lois sur l'observation d'un grand nombre de têtes, la commission n'avait pas englobé, dans ses expériences, des officiers dont les façons de vivre pouvaient être toutes différentes de celles des officiers de l'époque actuelle. Il était possible, en effet, que les éléments hétérogènes dont était formée l'armée belge, à son origine, en 1830, et qui subsistaient en grand nombre en 1847, fussent la cause principale de la mortalité exagérée que révélaient les calculs. Pour s'en convaincre, il a fallu éliminer les fiches de tous les officiers nommés avant le 1er janvier 1847 et recommencer, dans ces conditions nouvelles, tous les travaux énumérés plus haut, pour arriver à connaître les lois de mortalité. La différence constatée par comparaison avec les résultats précédents fut insignifiante.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

L'hypothèse relative à l'influence des éléments les plus anciens ne s'était donc pas vérifiée, ou bien l'expérience faite à ce sujet n'avait pas été poussée assez loin. Sans se laisser arrêter par ce premier résultat négatif, la commission a recommencé, dans tous ses détails, une troisième série d'expériences de mortalité tant pour les officiers que pour les femmes d'officiers, en limitant la période d'observation du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1907. Pendant cette période de vingt années, les nombres de têtes observées était fatalement beaucoup moindre que pour la 1ère expérience. Les deux courbes des taux de mortalité, ajustées encore au moyen de la formule de MAKEHAM, indiquaient une mortalité sensiblement inférieure à celle constatée pour la période 1847—1907. Il y avait lieu de se réjouir de ce résultat, qu'on peut attribuer à l'observation de meilleures règles de l'hygiène et d'une vie plus régulière, par la génération actuelle; l'écart énorme constaté entre la courbe de mortalité des officiers pour la période 1847—1907 et la courbe belge H_{1904} était cette fois réduit de moitié environ. L'écart en sens inverse entre la nouvelle courbe de mortalité des femmes et la courbe belge F_{1904} était au contraire plus accentué. Le tableau ci-dessous, et mieux encore les diagrammes de l'annexe VII, en donnent la mesure.

Valeurs de q'_x:

	FEMMES.		HOMMES.	
	Table belge 1904	Expérience 1887—1907	Table belge 1904	Expérience 1887—1907
à 25 ans	0.00644	0.00191	0.00644	0.00766
» 40 »	0.00825	0.00359	0.00977	0.01172
» 55 »	0.01634	0.01061	0.02213	0.02569

Si l'on envisage l'influence des nouveaux résultats sur le calcul du prix des rentes de survie des veuves, elle est aussi défavorable que celle des premiers résultats: l'effet de la longévité plus grande constatée pour les officiers, assurant à la caisse plus de ressources, est neutralisé par celui de la plus grande longévité des veuves, qui entraîne plus de charges pour l'institution. Cette constatation autorise à penser que les lois de mortalité qui doivent servir au calcul des rentes de survie peuvent se baser, sans grand incon-

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

vénient, sur des expériences relativement anciennes, ce qui permet, en général, de mieux satisfaire à la loi des grands nombres. Ce qui importe davantage, c'est que les têtes observées appartiennent bien aux catégories des assurés et des bénéficiaires.

Les conséquences financières que les résultats obtenus faisaient prévoir ne manquaient pas d'inquiéter la commission : il était certain que si l'on aboutissait à des tarifs, aussi éléves ou plus élevés que ceux des compagnies d'assurances les plus sûres, leur publication serait mal accueillie par le corps des officiers ; il était certain aussi que, si une compagnie d'assurances devait se charger d'assurer des rentes de survie aux veuves de tous les officiers, elle serait en droit d'exiger de ceux-ci une prime complémentaire des primes de leurs tarifs habituels.

Avant de souscrire à ces conséquences, la commission s'est décidée à tenter une nouvelle expérience et à chercher les lois de mortalité des officiers mariés seuls. C'est, en effet, aux officiers mariés que les tarifs à calculer devront être appliqués et ce n'était que pour mieux satisfaire à la loi des grands nombres que les expériences précédentes s'étendaient aux officiers mariés et célibataires, indistinctement. La nouvelle expérience porta sur la période de 60 ans, allant du 1er janvier 1847 au 1er janvier 1907.

Cette expérience a nécessité un travail statistique préalable : les fiches des officiers ont dû être complétées par l'indication des dates du mariage, du veuvage, du divorce et du remariage. Ces renseignements ont été obtenus d'une manière parfaite, après consultation du dossier des officiers, de la matricule des officiers, de la comptabilité de la caisse des veuves actuelles, et, pour les officiers mariés avant leur nomination, de la matricule générale des sous-officiers et soldats.

Les fiches, au nombre de 6057, ont ensuite dû subir de nouvelles classifications, car la date de mariage remplaçait cette fois la date de nomination, comme date d'entrée en observation.

Les résultats obtenus ont complètement récompensé ces longs efforts ; ils montrent que la mortalité des officiers mariés est très inférieure à celle de tous les officiers réunis. Tandisque, comme il est dit plus haut, les taux de mortalité de ceux-ci dépassent notablement les taux de mortalité de la table belge 1904, ceux des officiers mariés sont inférieurs aux taux de cette table, du moins pour tous les âges inférieurs à 63 ans, comme on peut le voir à l'annexe VII.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

La commission a cru pouvoir arrêter là ses recherches sur la mortalité des officiers belges et de leurs femmes. *Elle a basé le calcul des tarifs sur la table de mortalité des officiers mariés et sur la table de mortalité des femmes d'officiers, les deux séries d'expériences s'étendant sur la même période du 1er janvier 1847 au 1er janvier 1907.*

Nous ne traiterons pas du calcul des tarifs dans ce rapport, qui doit être avant tout une contribution à l'étude de la mortalité; qu'il suffise de dire que les tarifs, complètement élaborés, sont de nature à donner satisfaction à tous les intéressés et à ouvrir une ère nouvelle, ère d'équité absolue dans le domaine officiel des pensions de veuves.

Il nous revient que si la commission estime qu'elle est parvenue à édifier une caisse de veuves durable, elle n'entend nullement que son oeuvre soit considérée comme intangible. Loin de là; elle espère que son oeuvre sera vivante et que ceux auxquels en sera remise la garde auront soin d'observer les événements intérieurs et extérieurs et d'y apporter, sans hésiter, des modifications et des perfectionnements. La mortalité réelle des adhérents, de leurs veuves et de leurs enfants devra être relevée avec plus de soins que par le passé, et les lois de mortalité devront être soumises à des revisions périodiques.

Les lois de la nuptialité des officiers n'ont pu se relever que partiellement; les résultats obtenus ne permettent pas de dresser des tables offrant des garanties suffisantes. L'insuccès relatif des recherches, très laborieuses du reste, provient notamment du fait que les circonstances qui influent sur la fréquence du mariage des militaires ont beaucoup varié; la question n'a toutefois pas été abandonnée sans esprit de retour.

Le taux d'intérêt de l'argent se modifie également, et les contingences sociales peuvent avoir une répercussion sur l'organisation des caisses de veuves et orphelins. Il importe que l'organisme de prévoyance soit toujours prêt à évoluer à son tour, pour s'adapter le mieux possible à sa fonction, sa raison d'être.

* * *

La commission a été chargée, postérieurement à sa constitution, d'étudier la création d'une caisse de veuves pour les militaires de rang inférieur à celui d'officier, et d'examiner la situation de la

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

caisse de secours des veuves et orphelins du personnel de la gendarmerie.

Jusqu'ici il n'existe pas de caisse de pensions pour les veuves et orphelins des sous-officiers, caporaux et soldats de l'armée Dans l'intérêt de l'armée même, autant que dans l'intérêt de ces militaires et de leurs familles, le Gouvernement a hâte de combler cette fâcheuse lacune.

Dans le corps de la gendarmerie, une caisse de secours a été instituée en 1898, mais ses bases sont encore partiellement empiriques.

Nous croyons savoir que la commission a émis l'avis qu'il convient de créer une caisse unique pour les veuves et orphelins des militaires de rang inférieur, tant de l'armée que de la gendarmerie. Les règles du fonctionnement de l'institution, la gestion des ressources ne doivent pas être différenciées; mais on ne pouvait pas dire à priori que la mortalité des militaires de l'armée fût la même que celle du personnel de la gendarmerie.

L'étude de la mortalité des officiers avait prouvé à quel point il importe de connaître les lois de mortalité adéquates à chaque catégorie d'assurés. Aussi, malgré les grandes difficultés qui étaient à prévoir, la commission a-t-elle fait créer des fiches pour servir à des travaux statistiques analogues à ceux exposés plus haut, et préalables à la détermination des lois de la mortalité:

1°. des militaires mariés de rang subalterne:

2°. du personnel de la gendarmerie.

Les modèles N^os^. III et IV indiquent les formes données à ces fiches.

Le modèle N°. IV, adopté plus tard que les modéles N^os^. I, II et III est celui auquel on donnera la préférence pour les travaux ultérieurs.

Les documents conservés au ministère de la guerre, et relatifs aux militaires de rang subalterne de l'armée ne contenant pas tous les renseignements nécessaires, c'est dans les corps de troupe, et sous la direction des capitaines quartier-maîtres, que les diverses dates ont été inscrites sur les fiches, conformément à une instruction détaillée, émanant de la commission. Les fiches furent ensuite complétées, perforées, classées et subdivisées, par les soins de la commission. La période d'observation choisie fut la même que pour les officiers: 1847—1907. L'entrée en observation était marquée par le mariage; mais cette indication faisait défaut sur 450 fiches. En vue des recherches complémentaires, 500 depêches.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

avec bordereau de circulation spécialement conçu dans ce but, furent expédiées aux administrations communales des lieux où les militaires avaient séjourné. Il en résulta qu'au lieu de devoir écarter comme incomplètes et inutilisables 450 fiches, ce nombre se trouva réduit à 75. Le nombre de fiches conservées fut de 3228. Le déchet n'était donc que légèrement supérieur à deux pour cent. Ces détails montrent avec quel soin de recherche de la vérité les investigations furent poussées; toutes les sources possibles furent mises à contribution, aucun moyen de contrôle ne fut négligé.

Le nombre d'observés est très faible; il a permis néanmoins de déterminer la courbe des taux de mortalité basée sur des expériences dignes de foi, relatives aux âges de 25 à 65 ans. L'allure de cette courbe est conforme à celle des autres courbes de mortalité trouvées précédemment. Ses ordonnées sont inférieures à celle de la courbe belge 1904, pour tous les âges moindres que 43 ans et deviennent notablement supérieures pour les âges plus élevés. La commission, qui s'attendait à des constatations de ce genre, n'a donc pas hésité à asseoir les tarifs sur les données de cette courbe, quitte à les modifier si des expériences plus complètes, qui seront poursuivies, en indiquent la necessité.

En ce qui concerne la gendarmerie, la période d'observation choisie fut une période de 20 ans, commençant au 1er janvier 1888, date de l'institution de la caisse de secours. Les indications du registre du corps sont, en effet, beaucoup plus complètes, à partir de cette date. Bien que cette période soit restreinte, on put observer 6760 têtes. Les calculs ont conduit à une courbe des taux de mortalité très régulière, et dont les ordonnées sont toutes sensiblement moindres que celles de la courbe belge H_{1904}.

La période d'observation 1888—1908 du personnel de la gendarmerie est, il est vrai, plus récente que celle choisie pour les militaires mariés de l'armée = 1847—1907 = et les remarques faites à ce sujet relativement à la mortalité des officiers et des femmes d'officier gardent toute leur valeur; néanmoins la différence entre les deux courbes de mortalité des militaires et des gendarmes est telle qu'on doit renoncer à appliquer les mêmes lois de mortalité à ces deux catégories d'assurés. Les tarifs calculés, les taux des retenues à opérer primes sont sensiblement différents pour les uns et pour les autres, ce qui n'empêche pas le caractère commun de l'institution de prévoyance. Ces résultats prouvent, une fois de

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

plus, qu'il ne faut se laisser arrêter par aucune difficulté pour arriver à connaître, dans chaque cas, les lois de mortalité les plus adéquates.

Nous arrivons au terme de cet exposé des recherches sur la mortalité auxquelles s'est livrée la commission instituée à cette fin, en 1907, en Belgique par M. le Ministre de la guerre. Sans doute, cet exposé est rempli de details arides. Notre excuse est, qu'à notre connaissance, il n'existe pas d'organisme de prévoyance officiel qui s'inspire aussi complètement de la science actuarielle et de la législation sociale moderne. La commission s'est efforcée non seulement d'assurer l'existence durable des institutions nouvelles, mais aussi de répartir les charges avec un maximum d'équité, et de tenir compte des conditions matérielles, morales et même sociales dans lesquelles peuvent se trouver les affiliés ainsi que les membres de leurs familles. Les institutions de prévoyance de l'armée visent exclusivement des agents de l'Etat; l'affiliation de ceux-ci doit se faire d'office, de manière surtout à éviter l'antisélection, si l'on veut pouvoir leur assurer les tarifs les plus réduits possibles. Enfin, pour supprimer complètement les dépenses parasitaires et pouvoir calculer les tarifs sur la base des primes pures, il convient d'effectuer la rentrée des primes par prélèvement sur les appointements et allocations, et les paiements des rentes par la voie des organismes officiels de l'Etat. Ces désiderata ne peuvent se réaliser qu'à la faveur d'une loi. Aussi les actuaires belges attendent avec impatience que la sanction légale soit donnée aux organismes projetés; ils espèrent que cet exemple entraînera la rénovation de nombreuses oeuvres de prévoyance officielles, dominées actuellement par l'empirisme, qui leur prépare, inconsciemment, un sombre avenir et un douloureux réveil. Par cette oeuvre, ils tendent vers l'idéal dont tous les actuaires sont si fiers: adoucir plus de malheurs, en répandant plus de bien-être et plus de justice.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Institutions de prévoyance de l'armée belge.

Institution de prévoyance des officiers.

Modèle I (recto).

№ (de la matricule générale) *Min.* **Guerre.**

Nom de l'officier et initiales de ses prénoms { X. V. J. M.

Etat-civil : M.

	ANNÉES	Semestre	AGE Agent	AGE Conj.
Naissance	1870	1	—	—
Entrée en fonctions	1890	1	20	—
Démission, Destitution				—
Décès	1906	2	37	—
Mariage	1898	1	28	27
Naissance du conjoint	1870	2	—	—
Décès du conjoint	1899	1	—	28
Dissolution du mariage autrement que par décès				
Remariage	1900	2	31	26
Naissance du conjoint	1875	1	—	—
Décès du conjoint			—	
Dissolution du mariage autrement que par décès	1906	1	36	31

Nom du conjoint : Y. E. M. A.

En cas de remariage *Nom du conjoint* { Z. L. J.

A barrer en cas d'autres indications portées au verso sous la rubrique „Observations".

0	20	40	60	80
●	21	41	61	81
2	22	42	62	82
3	23	43	63	83
4	24	44	64	84
5	25	45	65	85
●	26	46	66	86
●	27	47	67	87
8	28	48	68	88
9	29	49	69	89
10	30	50	●	●
11	31	51	●	91
12	32	52	72	92
13	33	53	73	93
14	34	54	74	94
15	35	55	●	95
16	36	56	76	96
17	37	57	77	97
18	38	58	78	●
19	39	59	79	●

Modèle I (verso).

	Dates ANNÉES	Dates Semestre	Observations.
Mise à la réserve	1902	1	Rentré au serve 1903—1.
Mise à la retraite	1904	1	

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Institutions de prévoyance de l'armée belge.

Institution de prévoyance des officiers.

Modèle II.

N° (de l'officier à la matricule générale) (1) *Min.* **Guerre.**

Fiche relative à (2) la 1re épouse de

(3) X. V. J. M.

	ANNÉES	Semestre
Naissance	1870	2
Entrée en observation . .	1898	1
Décès	1899	1
Sortie de l'observation . .	.....	.....

0	20	40	60	80
1	21	41	61	81
2	22	42	62	82
3	23	43	63	83
4	24	44	64	84
5	25	45	65	85
6	26	46	66	86
7	27	47	67	87
8	28	48	68	88
9	29	49	69	89
10	30	50	70	90
11	31	51	●	91
12	32	52	72	92
13	33	53	73	93
14	34	54	74	94
15	35	55	75	95
16	36	56	76	96
17	37	57	77	97
18	38	58	78	●
19	39	59	79	●

(1) Même n° que pour la fiche de l'époux.

(2) **la 1e, la 2e,** etc.; s'il n'y a pas eu de remariage, on écrira " **à l'**..... "

(3) Nom de l'époux et initiales de ses prénoms.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Institutions de prévoyance de l'armée belge.

Institution de prévoyance des militaires de rang subalterne.

Modèle III.

MILITAIRES MARIÉS

Régiment : .....

Numéro matricule : .....

Nom (et initiales des prénoms) : .....

Etat-civil : .....

	ANNÉE	Semestre	AGE Mari	AGE Femme
Naissance	1860	1		
Entrée au service actif . .	1876	2	17	
Congédiement ou licenciement	1900	1	40	35
Décès du militaire	1906	2	47	
Dernier mariage	1886	1	26	21
Naissance de la femme . .	1865	1		

●	20	40	●	80
1	21	41	61	81
2	22	42	62	82
3	23	43	63	83
4	24	44	64	84
5	25	45	●	85
6	26	46	66	●
●	27	47	67	87
8	28	48	68	88
9	29	49	69	89
10	30	50	70	90
11	31	51	71	91
12	32	52	72	92
13	33	53	73	93
14	34	54	74	94
15	35	55	75	95
16	36	56	76	96
17	37	57	●	97
18	38	58	78	98
19	39	59	79	99

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Institutions de prévoyance de l'armée belge.

Institution de prévoyance des militatres de rang subalterne.

Modèle IV.

GENDARMERIE NATIONALE 1-1-08

Numéro matricule : .....

Nom et initiales des prénoms : X. A. B. C.

Etat-civil : M.

	ANNÉE	Semestre	AGE Mari	AGE Femme
Naissance.....	1841	2	—	—
Entrée au service de la gendarmerie	1866	1	24	—
Mise à la retraite.....	1901	2	—	—
Congédiement, réforme, renvoi, etc.	.....	.....	—	—
Décès du gendarme.....	1906	2	—	65
Premier mariage.....	1867	1	25	28
Naissance de la femme.....	1838	2	—	—
Décès de la femme.....	1870	1	—	—
Divorce.....	.....	.....	—	—
Deuxième mariage.....	1872	1	30	22
Naissance de la deuxième femme	1850	1	—	—
Décès..... Id.....	.....	.....	—	—
Divorce.....	1873	1	—	—
Troisième mariage.....	1875	2	34	29
Naissance de la troisième femme	1847	1	—	—
Décès..... Id.....	.....	.....	—	—
Divorce.....	.....	.....	—	—

0	20	40	60	80	
1	21	41	61	81	
●	22	●	62	82	
3	23	43	63	83	
4	24	44	64	84	
5	25	45	65	85	
6	26	46	●	86	
●	27	●	●	87	
8	28	48	68	88	
9	29	49	69	89	
10	30	●	●	90	
11	31	51	71	91	
12	32	52	●	92	
13	33	53	●	93	
14	34	54	74	94	
15	35	55	75	95	
16	36	56	●	96	
17	37	57	77	97	
18	38	58	78	98	
19	●	59	79	99	

Naissance des enfants, âgés de moins de 18 ans, vivant au 1-1-08.

●	92	93	●	95	96
97	98	99	00	01	02
03	04	05	06	07	08

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Institutions de prévoyance de l'armée belge.

Institution de prévoyance des officiers.

Modèle V. *Mortalité — Feuille de dépouillement — Age à l'entrée : 21 ans.*

Entrée en fonction. 1er janvier.	Naissance.	1ère année d'observation.				2e année d'observation.				3e anéne d'observation.				4e année d'observation.			
		Entrées.	Sorties. 1er sem.	Sorties. 2e sem.	Décès.	Présents.	Sorties. 1er sem.	Sorties. 2e sem.	Décès.	Présents.	Sorties. 1er sem.	Sorties. 2e sem.	Décès.	Présents.	Sorties. 1er sem.	Sorties. 2e sem.	Décès.
1847	1826	11	....	....	....	11	....	....	....	11	....	....	....	11	....	....	....
1848	1827	2	....	....	....	2	....	....	....	2	....	....	....	2	....	....	....
1849	1828	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	1	....
1850	1829	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	1
1851	1830	6	....	....	....	6	....	....	....	6	....	....	....	6	....	....	....
1852	1831	12	....	1	....	11	....	....	....	11	....	....	....	11	....	....	....
1853	1832	29	....	1	....	28	....	....	....	28	....	....	....	28	....	....	....
1854	1833	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....
1855	1834	18	....	....	....	18	....	....	1	17	....	....	....	17	....	1	....
1850	1835	21	....	....	1	20	1	....	....	19	....	....	....	19	....	....	....
1857	1836	17	....	....	....	17	....	....	....	17	....	....	1	16	....	....	....
1852	1837	10	....	....	....	10	....	....	....	10	....	....	....	10	....	1	....
1859	1838	17	....	....	....	17	....	....	....	17	....	....	1	16	....	....	....
1860	1839	16	....	....	....	16	....	....	....	16	....	1	....	15	1	....	1
1861	1840	13	....	....	1	12	....	....	....	12	....	....	....	12	....	....	....
1862	1841	19	....	....	....	19	....	....	....	19	....	....	....	19	1	....	1
1863	1842	15	....	....	....	15	....	....	....	15	....	....	....	15	....	....	....
1864	1843	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....
1865	1844	18	....	....	....	18	....	....	....	18	....	1	....	17	....	....	....
1866	1845	12	....	....	....	12	....	....	....	12	....	....	....	12	....	....	....
1867	1846	10	....	....	....	10	....	1	....	9	....	....	....	9	....	....	....
1868	1847	18	....	....	....	18	....	....	....	18	....	....	....	18	....	....	....
1869	1848	19	....	1	....	18	....	....	....	18	....	....	1	17	....	....	....
1870	1849	18	....	....	....	18	....	....	....	18	....	....	....	18	1	....	....
1871	1850	24	....	....	....	24	....	.. ..	....	24	....	2	....	22	...	....	....
1872	1851	17	....	....	....	17	....	1	....	16	....	....	1	15	1	....	....
1873	1852	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	1
1874	1853	16	....	....	....	16	....	1	....	15	....	....	....	15	....	1	....
1875	1854	26	....	1	....	25	....	....	....	25	....	1	....	24	....	....	....
1876	1855	26	....	....	1	25	....	....	1	24	....	1	....	23	....	1	....
1877	1856	37	....	....	....	37	....	....	....	37	....	2	1	34	1	....	.. .
1878	1857	22	....	....	....	22	....	....	....	22	1	....	....	21	....	2	....
1879	1858	28	....	....	....	28	....	....	1	27	....	1	....	26	....	1	.. .
1880	1859	14	....	....	....	14	.. ..	....	....	14	....	....	....	14	1	....	....
1881	1860	24	....	....	....	24	....	....	....	24	....	2	....	22	....	....	....
1882	1861	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	1	....
1883	1862	25	.. ..	....	1	25	.. ..	....	1	24	....	....	....	24	....	....	....
1884	1863	19	....	....	....	19	....	....	1	18	....	....	....	18	....	1	....
1885	1864	25	....	....	....	25	....	....	....	25	....	....	....	25	....	....	....
1886	1865	27	....	....	....	27	....	....	....	27	....	1	....	26	1	....	....
1887	1866	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....	20	1	1	....
1888	1867	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....
1889	1868	24	....	....	....	24	....	....	....	24	....	1	....	23	....	. ..	....
1890	1869	19	....	....	....	19	....	....	....	19	1	....	....	18	....	....	....
1891	1870	24	....	....	....	24	....	....	....	23	....	....	....	23	....	1	1
1892	1871	28	....	....	....	28	....	....	1	28	....	....	....	28	....	....	....
1893	1872	20	....	...	....	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....
1894	1873	20	....	....	....	20	....	1	....	19	....	1	....	18	....	....	....
1895	1874	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....
1896	1875	19	....	1	....	18	....	....	....	18	....	....	....	18	....	....	1
1897	1876	22	....	....	1	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....
1898	1877	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....
1899	1878	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	1	....
1900	1879	13	....	....	1	12	....	....	....	12	....	....	....	12	....	....	1
1901	1880	23	....	....	....	23	....	....	....	23	....	....	....	23	....	....	....
1902	1881	15	....	....	....	15	....	....	....	15	....	....	....	15	....	....	....
1903	1882	16	....	....	....	16	....	....	....	16	....	....	....	16	....	....	....
1904	1883	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....	21	....	....	....
1905	1884	14	....	....	....	14	....	....	....	14	....	....	....				
1906	1885	19	....	....	....	19	....	....	....								
1907	1886	15	....	...	....												
		1123		5	5	1098		4	6	1069	3	14	5	1033	8	13	7

5e année d'observation.				6e année d'observation.				7e année d'observation.				8e année d'observation.				60e année d'observation.			
Présents.	Sorties. 1er sem.	Sorties. 2e sem.	Décès.	Présents.	Sorties. 1er sem.	Sorties. 2e sem.	Décès.	Présents.	Sorties. 1er sem.	Sorties. 2e sem.	Décès.	Présents.	Sorties. 1er sem.	Sorties. 2e sem.	Décès.	Présents.	Sorties. 1er sem	Sorties. 2e sem.	Décès.
11	....	....	....	11	....	....	....	11	....	....	....	11	....	....	....	1	....	....	....
2	....	....	....	2	....	....	....	2	1	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....
8	....	....	....	8	....	....	....	8	....	....	....	8	....	....	....	....	....	....	....
19	....	1	....	18	....	....	....	18	....	....	....	18	....	....	....	....	....	....	....
6	....	....	....	6	....	....	....	6	....	....	....	6	....	....	....	....	....	....	....
11	....	....	....	10	....	....	....	11	....	....	....	11	....	....	....	....	....	....	....
28	....	1	....	27	....	....	....	27	1	....	....	26	....	....	....	....	....	....	....
9	....	....	....	9	....	....	....	9	1	....	....	8	....	....	....	....	....	....	....
16	....	1	....	15	....	.. ..	....	15	1	....	....	14	....	....	....	....	....	....	....
19	.. ..	....	....	19	....	1	....	18	....	....	....	18	1	....	....	....	....	....	....
16	....	....	....	16	2	....	....	14	1	....	1	12	1	.. ..	....	....	....	....	....
9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....	....	....	....	....
16	....	....	1	15	....	....	....	15	....	....	....	15	....	....	....	....	....	....	....
13	....	....	....	13	....	....	1	12	1	....	....	11	....	....	....	....	....	....	....
12	....	....	....	12	....	....	....	12	1	....	....	11	....	....	....	....	....	....	....
17	....	....	1	16	....	....	....	16	....	....	....	16	....	....	....	....	....	....	....
15	....	....	....	15	....	....	....	15	....	....	....	15	....	1	1	....	....	....	....
9	....	....	....	9	.. ..	....	....	9	....	....	....	9	....	.. ..	....	....	....	....	....
17	2	....	....	15	....	....	.. .	15	....	....	....	15	1	....	....	....	....	....	....
12	....	....	....	12	....	....	....	12	....	....	....	12	....	....	....	....	....	....	....
9	....	....	....	9	.. ..	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....	....	....	....	....
18	1	....	....	17	....	....	....	17	....	....	2	15	....	....	....	....	....	....	....
16	....	1	....	15	....	....	.. .	15	1	....	....	14	....	....	1	....	....	....	....
18	1	1	....	16	....	....	1	15	....	....	....	15	....	....	....	....	....	....	....
21	1	....	1	19	....	....	....	19	....	1	....	18	1	....	....	....	....	....	....
14	....	....	....	14	1	....	....	13	....	....	....	13	....	....	....	....	....	....	....
9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	....	....	9	....	1	....	....	....	....	....
14	....	....	....	14	....	....	....	14	....	....	....	14	....	.. .	1	....	....	....	....
24	....	....	....	24	.. .	....	....	24	1	....	....	23	....	....	2	....	....	....	....
22	....	1	....	21	....	2	....	19	....	3	....	19	....	3	....	....	....	....	....
33	....	2	....	31	....	....	....	31	1	....	....	30	....	1	....	....	....	....	....
19	....	....	....	19	....	....	1	18	....	1	....	17	....	....	....	....	....	....	....
25	....	1	1	23	1	....	....	22	....	....	....	22	....	....	....	....	....	....	....
13	....	....	....	13	....	....	....	13	....	....	1	12	....	....	....	....	....	....	....
22	....	....	....	22	....	....	1	21	....	....	....	21	....	.. .	....	....	....	....	....
20	.. ..	....	....	20	.. ..	...	....	20	....	....	....	20	....	....	....	....	....	....	....
24	....	1	....	23	1	....	....	22	....	....	....	22	....	....	....	....	....	....	....
17	....	....	....	17	....	....	....	17	....	....	1	16	....	....	1	....	....	....	....
25	....	....	....	25	....	....	....	25	1	1	1	22	....	....	....	....	....	....	....
25	....	....	1	24	....	....	....	24	1	....	....	23	2	1	....	....	....	....	....
18	1	1	2	14	....	....	1	13	....	....	....	13	....	....	....	....	....	....	....
21	....	....	1	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....	....	....	....	....
23	....	.. .	....	23	....	....	....	23	1	.. ..	....	22	....	....	....	....	....	....	....
18	....	....	1	17	....	....	2	15	....	....	1	14	....	....	....	....	....	....	....
21	....	....	1	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....	....	....	....	....
28	....	....	....	28	....	....	....	28	....	.. ..	....	28	....	....	1	....	....	....	....
20	1	....	....	19	....	....	....	19	....	....	....	19	....	....	....	....	....	....	....
18	....	....	....	18	....	....	....	18	....	....	1	17	....	....	....	....	....	....	....
20	....	....	.. .	20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....	....	....	....	....
17	....	....	....	17	....	....	....	17	....	....	....	17	1	....	....	....	....	....	....
21	....	....	1	21	....	....	....	20	....	....	....	20	....	....	....	....	....	....	....
21	....	....	....	21	....	....	.. .	21	....	....	....	21	....	....	....	....	....	....	....
20	....	....	....	20	....	....	....	20	....	1	....	19	....	1	....	....	....	....	....
11	....	....	....	11	....	....	....	11	....	....	....	11	....	....	....				
23	....	....	....	23	....	....	....	23	....	....	....								
15	.. .	....	....	15	....	....	....												
16	.. .	....	....																
984	7	11	10	940	5	3	8	909	13	4	8	861	7	8	7	1			

Corporate Heritage & Historical Archive GENERALI

Institutions de prévoyance de l'armée belge.

Institution de prévoyance des militaires de rang subalterne.

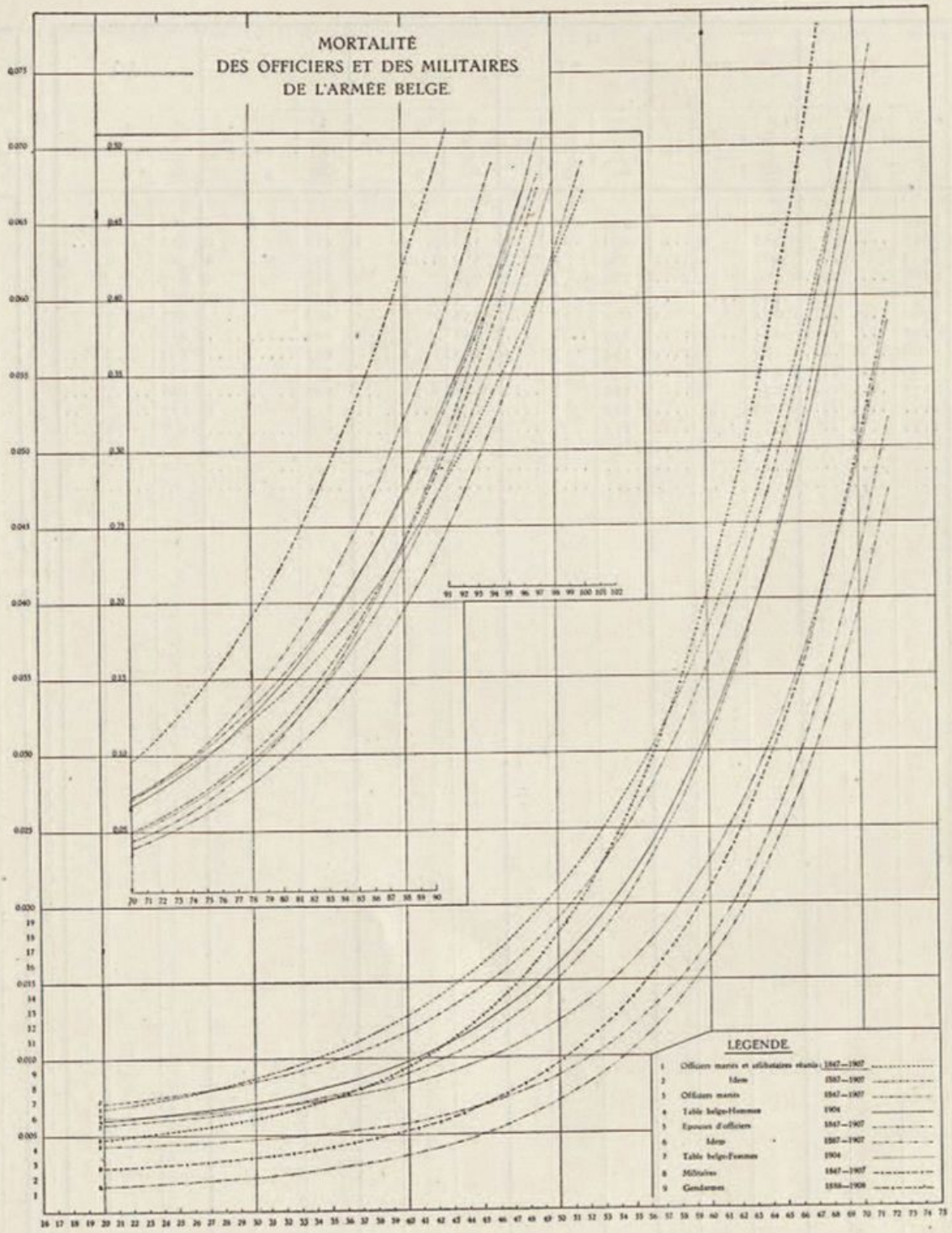
Mortalité—Relevé des feuilles de dépouillement.

Modèle VI.

Âges d'entrée. \ Âges observés.	16			17			18			19			20			21			22			23		
	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.
16	1106	....	....	1106	....	....	1106	....	....	1106	....	....	1106	1	....	1105	....	....	1105	1	....	1104	10	....
17	....	....	....	567	....	....	567	....	....	567	....	....	567	....	....	567	....	....	565	....	....	564	....	....
18	....	....	....	445	....	....	445	....	....	445	....	....	445	....	....	445	....	....	443	1	....	439	....	....
19	....	....	....	....	....	....	....	....	....	778	....	....	778	....	....	778	....	....	777	....	....	774	....	....
20	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1090	....	....	1090	....	....	1090	....	....	1087	....	....
21	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	706	....	....	706	....	....	706	1	....
22	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	248	....	....	247	....	....
23	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	166	....	....
24	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
25	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
26	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
27	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
28	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
29	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
30	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
31																								
32																								
33																								
34																								
35																								
36																								
37																								
38																								
39																								
40																								
41																								
42																								
43																								
44																								
45																								
46																								
47																								
48																								
49																								
50																								
51																								
52																								
53																								
54																								
55																								
56																								
57																								
58																								
59																								
60																								
61																								
62																								
63																								
64																								
65																								
66																								
67																								
68																								
69																								
70																								
71																								
72																								
73																								
74																								
75																								
	1106			1673			2118			2896			3986	1		4691			4934	2		5087	11	
	1106			1673			2118			2896			3986			4686			4923			5077		

24			25			26			27			28			29			30			etc.		
Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.	Popon	S./2	D.
1092	1	....	1070	8	1	1026	4	2	955	9	....	875	3	1	794	2	1	724	5	1			
563	8	....	547	....	2	515	4	...	490	2	3	446	5	1	413	3	2	373	2	....			
438	....	....	435	3	....	423	1	....	389	2	3	372	....	2	352	4	2	322	1	1			
771	....	....	768	....	....	759	11	....	729	1	2	690	1	5	658	15	4	607	5	3			
1084	1	....	1076	1	1	1058	....	....	1019	4	3	981	2	5	938	7	1	888	14	4			
705	....	....	700	....	....	691	4	1	661	2	...	633	6	1	583	2	....	553	5	3			
247	....	....	247	....	....	244	....	....	239	....	....	232	1	1	221	....	....	213	1				
166	....	....	166	....	....	166	2	....	164	1	1	160	1	....	157	....	....	152	2	....			
140	1	....	139	....	....	138	2	....	136	3	....	133	....	....	132	1	....	130	1	....			
....	..	....	131	....	....	131	2	....	129	1	....	128	1	....	127	....	....	126	....	....			
....	....	....	....	....	....	125	....	....	121	5	....	124	....	..	113	1	1	107	....	....			
....	....	....	....	....	..	....	....	....	113	1	....	109	1	....	108	....	....	107	1	....			
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	97	1	....	95	....	....	95	....	....			
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	70	....	....	70	1	1			
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	78	....	....			

Annexe VII.



GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

ANWENDUNG DER STERBLICHKEITSGESETZE AUF DIE VERSICHERUNGSKASSEN DES BELGISCHEN HEERES

VON

G. VAN DEN BERGHE, Brüssel.

Die Witwen- und Waisenkassen der verschiedenen Behörden Belgiens unterliegen bis auf wenige Ausnahmen veralteten gesetzlichen Vorschriften, welche ein erhebliches Hindernis für die Aufstellung einer technischen Bilanz bilden. Das Gleichgewicht der Einnahmen und Ausgaben war nie gesichert; überdies erfuhren diese Einrichtungen eine Reihe empirischer Veränderungen, welche umso gefährlicher sind, als mit der Gefahr eines Missbrauches von Seiten der Versicherten stets zu rechnen ist.

Die mit finanziellen Dingen wenig vertrauten Verwalter der Kassen wurden das Defizit oft erst gewahr, nachdem es einen bedeutenden Umfang erreicht hatte.

Eine vom Kriegsminister i. J. 1907 eingesetzte Kommission, welcher drei Mitglieder der „Association des actuaires belges" angehörten, erkannte die Notwendigkeit an, die Witwenkasse durch eine neue, auf den Grundsätzen der Wahrscheinlichkeitsrechnung basierende Institution zu ersetzen.

Daher hatte die Kommission zunächst die Grundlagen für die Messung der Sterblichkeit der Offiziere und Offiziersfrauen festzustellen.

Der vorstehende ausführliche Bericht gibt die Einzelheiten der mühsamen Nachforschungen an, welche nötig waren um die Karten für jede von 1847—1907 beobachtete Person einzusammeln und zu klassieren, ehe man die Anzahl der Karten der verschiedenen Unterabteilungen auf speziell dazu bestimmte Zählbogen einschreiben konnte; sodann würden die Summen dieser Bogen auf eine einzige Hauptliste übertragen, welche dazu bestimmt war, die Elemente für die Bruto-Sterblichkeitssätze zu liefern.

Die Sterblichkeitstafeln wurden mittels der üblichen Methoden auf Grund der MAKEHAM'schen Formel ausgearbeitet.

Im Vergleich mit anderen belgischen und ausländischen Sterblichkeitstafeln erkannte man — wie zu erwarten war — dass die

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Sterblichkeit bei den Offiziersfrauen in allen Altersstufen sehr gering ist. In Bezug auf die Offiziere war man dagegen sehr überrascht zu sehen, dass die Tabellen sehr starke Sterblichkeitsziffern ergaben. Die Untersuchungen bewiesen, dass die Sterblichkeit nicht geringer war, wenn man die Zählung auf die Offiziere beschränkte, die nach dem 1. Jan. 1847 ernannt waren. Das belgische Heer war nämlich 1830 aus sehr heterogenen Elementen gebildet worden.

Neue Untersuchungen über die Sterblichkeit sowohl der Offiziere wie der Offiziersfrauen, die sich auf die Jahre 1887—1907 beschränkten, ergaben für jede der zwei Klassen eine Abnahme der Sterblichkeit im Vergleich mit jener für 1847—1907, was man wohl der besseren Einhaltung sanitärer Vorschriften und einer geregelteren Lebensweise zuschreiben kann.

Die erwähnten Ergebnisse gestatten, ohne grosse Schwierigkeiten zur Berechnung der Überlebensrenten auch verhältnismässig alte Sterblichkeits-Erfahrungen herauszuziehen, wodurch, im allgemeinen, dem Gesetze der grossen Zahlen besser Genüge geleistet wird.

Die Sterblichkeit der Offiziere war für alle Beobachtungszeiträume immer grösser als die Mortalität nach der belgischen Tabelle H_{1904}. Die Untersuchungen wurden für den Zeitraum von 1847—1907 wieder aufgenommen, aber mit Beschränkung auf die *verheirateten* Offiziere allein. Man stellte dabei eine geringere Sterblichkeit fest als in der Tabelle H_{1904}, wenigstens für alle Altersstufen unter 63 Jahren. Nun sollen aber gerade auf die verheirateten Offiziere die Berechnungstabellen für Witwenrenten (Überlebensrenten) angewendet werden. Das Gesamtergebnis beweist, dass man im Notfalle auf die Einhaltung des Gesetzes der grossen Zahlen teilweise verzichten muss und die Beobachtungen streng auf die Kategorien der Versicherten oder die der Begünstigten (Rentenempfänger) beschränken muss.

Wenn die Kommission auf Grund der Sterblichkeitstabellen für verheiratete Offiziere und Offiziersfrauen für die Periode 1847—1907 eine nach ihrer Überzeugung dauernd fundierte Witwenkasse errichtet, so behauptet sie keineswegs, ein unantastbares Werk geschaffen zu haben. Die Sterblichkeit der Versicherten, ihrer Frauen und Kinder muss von nun an noch aufmerksamer beobachtet und es müssen die Sterblichkeitsgesetze von Zeit zu Zeit Revisionen unterworfen werden. Die Statistik über die Heiraten der Offiziere, die bisher keine befriedigende Ergebnisse aufgewiesen hat, ist

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

nicht gänzlich aufgegeben worden. Der Zinswert des Geldes ändert sich auch und soziale Erscheinungen können dazu führen, auch abgesehen von versicherungstechnischen Notwendigkeiten, gewisse Grundsätze der Verwaltung einer Witwenkasse zu modifizieren. Auch ein Versicherungsinstitut muss Umwandlungen erfahren, um sich auf die geeigneteste Weise seinem eigentlichen Zwecke anzupassen.

Die Kommission musste sich fernerhin mit der Schöpfung einer Versicherungskasse für verheiratete subalterne Militärs befassen. Auch hierbei ergaben die angestellten Untersuchungen, wie wichtig es ist, die Sterblichkeitsgesetze zu erkennen, welchen jeder Kategorie von Versicherten entspricht. Die bei den verheirateten Militärs festgestellte Sterblichkeit übertrifft bei weitem die der verheirateten Gendarmen. Wenn auch beide Arten der Versicherten derselben Kasse angehören können, müssen auf sie doch verschiedene Tarife angewendet werden.

LAWS OF MORTALITY APPLIED TO INSURANCE INSTITUTIONS OF THE BELGIAN ARMY

BY

G. VAN DEN BERGHE, Brussels.

Widows- and orphans funds of public institutions in Belgium are, with a very few exceptions, governed by ancient laws which are rather opposite to technical valuations. The balance of receipts and expenditures was never secured; in addition to that, these organisms have undergone a series of alterations which seem to be the more dangerous, as they are always exposed, to a certain extent, to abusive claims from the side of members.

The managers of such institutions, often unacquainted with financial matters, have been generally unaware of deficiencies, as long as the evil had not become a very deep one.

A committee, instituted in 1907 by the Minister of War and counting among its members three fellows of the "Association of

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Belgian actuaries" has recognised the necessity of establishing, instead of the existing widows fund, a new institution essentially based upon the principles of actuarial science.

Consequently, the committee had to establish, at first, appropriate laws of mortality for officers and for officers wives.

The author's report gives some particulars about the laborious investigations for collecting the cards with regard to all lives to be included in the observation for the period 1847—1907, about the classification of such cards and their inscription on central lists, etc.

The laws of mortality have been deduced, in the usual way, with the aid of MAKEHAM's formula.

If compared with other, Belgian and foreign mortality curves, rates of mortality among officer's wives have proved to be very low at whatever age. On the other hand, the statement as to the officers themselves was a very astonishing one, the respective curve giving a really rapid mortality. The same results were obtained by further investigations which confined themselves to officers appointed subsequently to the 1st of january 1847 (The Belgian Army had been composed in 1830 of rather heterogeneal elements).

New observations made with regard to both, officers and officers' wives, and limited to the years 1837—1907, have given, for each of both groups, lower mortality rates than those established for the period 1847—1907. The decrease of mortality seems to be due to advanced sanitary conditions and to the better standard of life among Belgian officers. This progress being nearly the same for officers themselves and for officers' wives, calculation of survivorships annuities may be grounded, without great inconvenience, also on rather ancient observations, allowing thus, generally, to satisfy better the law of great numbers.

For whatever observation period, the mortality of officers was always found to be superior to that of the Belgian table H_{1904}. New experiments were again introduced for the period 1847—1907, the observation being limited only to *married* officers, the mortality rates arrived at in this way proved to be lower than those of the Belgian table H_{1904}, at least for all ages up to 63 years. Now, the rates of survivorship annuities are to be applied only to married officers. Consequently it seems to be strictly necessary, even if partly in contradiction with the law of great numbers, to

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

stint strictly to the class of assured persons or to that of beneficiaries (survivors).

In base of the so constructed mortality tables for married officers and for officers' wives (observation period 1847—1907) the committee has organized a new widow's fund with all securities of solid foundation. Nevertheless, the committee does not expect at all that their work should be considered as a permanent one. Mortality curves of the members as well as of their wives and children will be observed in future still more exactly, for the purpose of periodical revision of mortality laws. Observation of marriages which up to now did not give satisfactory results will no doubt be continued later on. Changes of the interest of money and various financial and social contingencies, will certainly bring about modifications of pension rules. Saving or pension institutions must always be open to new progress, in order to accomplish as well as possible their economical duties and their social mission.

The committee had finally to examine the saving institutions for married military persons of lower than officer's rank. Here again, the investigations showed the full importance of establishing adequate laws of mortality for every class of insured persons. The mortality among married men of the army was much lower than among the gendarmery. There is no objection against these two groups of military persons being affiliated to the same pension fund, but in every case they must be made subject to different tariffs, on account of the diversity of risk.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

DIE PENSIONSVERHÄLTNISSE DER BEAMTEN UND IHRER FAMILIEN IN FINNLAND

VON

ONNI HALLSTÉN, Helsingfors.

Es gibt in Finnland kein allgemeines, für alle Beamtengattungen einheitliches Pensionsgesetz, sondern die Pensionsverhältnisse werden durch mehrere, sogar in wesentlichen Punkten von einander abweichende Regierungserlässe geregelt.

Der in der Verwaltung und der Justiz beschäftigte ordentliche Beamte bekommt bei erreichtem Alter von 63 Jahren, wenn er dann 35 Jahre im Dienst gewesen ist, aus Staatsmitteln das gesetzliche Maximum der Pension. Die ausserordentlichen Beamten haben kein Anrecht auf Pension. Dieses Maximum ist ein bei der Regelung der Gehaltsverhältnisse für jedes Amt festgestellter Teil des Gesammtgehaltes des fraglichen Beamten im Dienste (in der Aktivität). Wenn der Beamte wegen einer Krankheit oder anderer Gebrechlichkeit gezwungen ist, früher aus dem Dienste zu treten, bekommt er, wenn er 15 Jahre gedient und das Alter von wenigstens 35 Jahren erreicht hat, eine Pension, die $^1/_4$ der Vollpension ist; wenn er wenigstens 20 Jahre im Dienste gewesen und zwischen 40 und 50 Jahre alt ist, bekommt er die Hälfte der Vollpension; wenn die Dienstzeit wenigstens 25 Jahre und das Alter zwischen 50 und 55 Jahren ist, $^2/_3$; und wenn die Dienstzeit 30 Jahre und das Alter zwischen 55 und 63 Jahren ist, $^3/_4$ der Vollpension.

Die ordentlichen Professoren, Lehrer und Beamten der Universität bekommen ihre Vollpension beim erreichten Alter von 60 Jahren wenn sie 25 Jahre im Dienste gewesen sind, oder auch früher, wenn sie durch unheilbare Krankheit verhindert sind ihrem Amte vorzustehen.

Die Lehrer der Lyceen und Töchterschulen erhalten ihre Vollpension nach 35-jährigem Dienste, u. z. unabhängig von dem Alter.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

Nach 30-jähriger Dienstzeit ist ihre Pension $^3/_4$, nach 25-jähriger $^1/_2$ und nach 20-jähriger $^1/_4$ der Vollpension, selbst in dem Falle, dass der Rücktritt nicht durch Krankheit oder andere Dienstunfähigkeit veranlasst wurde. Wenn der Lehrer durch unheilbare Krankheit zur Pensionierung veranlasst worden ist, bekommt er nach 15-jährigem Dienste die Hälfte und nach 25-jährigem die Vollpension.

Für die Lehrer der Volksschulen setzt die Vollpension, vom Alter abgesehen, nach 30-jähriger Dienstzeit ein, wenn aber eine unheilbare Krankheit die Ursache des Rücktritts ist, schon nach 20-jährigem Dienste, und zwar bekommt der Lehrer in diesem Falle nach 5-, 10- und 15-jähriger Dienstzeit $^1/_4$ bezw. $^1/_2$ und $^3/_4$ der Vollpension.

Für alle diese Beamtengruppen steigen also die Pensionen in Stufen von je $^1/_4$ der Vollpension mit jedem vollendeten 5-jährigen Abschnitte der Dienstzeit.

Für die Offiziere beginnt die volle Pension nach 40-jährigem Dienste oder bei erreichtem 60-jährigen Lebensalter, wenn der Offizier dann schon 35 Jahre im Dienste gewesen ist. Tritt er in Folge einer Krankheit früher zurück, so ist die Pension $^3/_8$ der Vollpension, wenn er 15 Jahre im Dienste gewesen ist, und steigt um $^1/_{40}$ der Vollpension für jedes folgende Dienstjahr. Die entsprechenden Alterszahlen sind für Militärärzte und die übrigen beim Militär angestellten Civilbeamten um einige Jahre niedriger. Die Vollpension der Unteroffiziere und der Mannschaft wird nach 30-jähriger Dienstzeit gezahlt; für früher Austretende beginnt der Pensionsanspruch nach 10-jähriger Dienstzeit mit dem Minimum von $^1/_3$ und steigt für jedes weitere Dienstjahr um $^1/_{30}$ der Vollpension.

Den Pfarrern ist keine Pension zugesichert, weil sie überhaupt nicht als Staatsbeamte betrachtet werden.

Alle oben genannten Pensionen werden als ein Teil des den Beamten gesetzlich zugesicherten Gehaltes angesehen. Sie werden aus Staatsmitteln ausbezahlt, ohne jeglichen Beitrag des fraglichen Beamten während seiner Dienstzeit.

Die Versorgung der Hinterbliebenen ist mehreren Wittwen- und Waisenkassen überlassen. Solche halb officielle, halb private Kassen sind für jede grössere Beamtengruppe errichtet. Der ordentliche Beamte ist verpflichtet, der bezüglichen Kasse anzugehören. Die jährlichen Prämien oder Pensionsbeiträge werden bei

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

der Auszahlung des Gehaltes abgezogen und im Amtswege der Kasse abgeführt. Sogar wenn eine Beamtenstelle unbesetzt ist oder durch einen Stellvertreter versehen wird, bekommt die Witwen- und Waisenkasse einen Teil des Gehaltes. Zuschüsse aus den Staatsmitteln haben auch die meisten dieser Kassen einstweilig bekommen. In den oben genannten Hinsichten sind also die Kassen officiell. Aber ihre Verwaltung ist den Mitgliedern überlassen. Sie bestimmen die Höhe und die Dauer der Witwen- und Waisenpensionen und die dazu nötigen Prämien, wählen den Kassenvorstand und die Revisoren, und stimmen über Abänderungsvorschläge der Statuten ab. Aber die Kassenstatuten sind von der Regierung genehmigt und die vorgeschlagenen Abänderungen können nicht ohne eine ähnliche Genehmigung in Kraft treten. Der Beitritt zu diesen Witwen- und Waisenkassen ist den ausserordentlichen Beamten überhaupt nicht gestattet.

L'ORGANISATION DES PENSIONS DE RETRAITE POUR LES EMPLOYÉS ET LEURS FAMILLES EN FINLANDE

PAR

ONNI HALLSTÉN, Helsingfors.

Il n'y a pas, en Finlande, une législation sur les retraites, uniforme pour toutes les catégories d'employés: Les systèmes de retraite sont déterminés par plusieurs règlements gouvernementaux qui présentent des divergences considérables même dans des points essentiels. Les pensions des fonctionnaires de l'Etat sont considérées comme formant une partie des salaires qui reviennent auxdits fonctionnaires en vertu de la loi; en conséquence, les pensions sont payées directement à la charge du Trésor, sans contributions quelconques de la part des employés pendant leur temps de service. Les fonctionnaires de l'église (curés, etc.) n'étant pas considérés comme employés d'Etat, n'ont, en général, pas de droit à la retraite.

Les pensions accordées aux veuves et aux orphelins des fonctionnaires, sont constituées par des Caisses demi-officielles et

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive

demi-privées. Chaque employé définitif est obligé à faire partie d'une Caisse pareille. Les contributions de primes, à la charge de l'employé, sont prélevées sur ses appointements et servies d'office à la Caisse respective.

PUBLIC PENSION SYSTEMS FOR CIVIL SERVICE EMPLOYEES AND THEIR DEPENDENTS IN FINLAND

BY

ONNI HALLSTÉN, Helsingfors.

There exists, up to now, in Finland no uniform pension legislation for all classes of public employees; retirement plans are established by several governmental regulations which however differ considerably from each other even in fundamental principles. Pensions are generally considered as a part of the salaries due to the State Employees; consequently pensions are paid directly out of the Public Treasury, without any contributions from the employees during their time of service. Clergymen, while not being ranged among State Employees, have no legal pension systems at all.

Annuities for the benefit of widows and orphans are secured by special funds of a semi-official and semi-private character. Membership to such funds is obligatory for all regularly appointed State Employees. The yearly contributions are deducted from the employees' salaries and passed over directly to the respective fund.

GENERALI Corporate Heritage & Historical Archive